PERIODICAL ROOM
GENERAL LIBRARY
UNIV. OF MICH. APR 14 1924

31e Année. N° 7. 1er Avril 1924.

LA REVUE DE PARIS

		Pages.
D. Merejkovsky . . .	*La Fin d'Alexandre Ier.* — I.	481
Comtesse de Noailles . .	*Poèmes.* — II.	518
A. R. Zimmerman . .	*Le relèvement de l'Autriche.*	527
André Maurois. . . .	*Lord Byron et le démon de la tendresse*	545
Philippe Barrès . . .	*La Guerre à vingt ans.* — II	565
Emmanuel Chaumié .	*Le plan de l'Allemagne contre l'Industrie française.*	598
Arthur-Lévy	*Davout, maréchal de l'Empire* (fin).	619
Charles Digoy. . . .	*L'incendie de Smyrne*	645
Henry Bidou	Les Lettres : *Parmi les Livres.*	668
Colonel Romain . . .	Questions militaires : *Le Problème de l'armement.*	677
Benoist d'Azy	Questions maritimes : *La formule de Washington.*	692
Albert Flament . . .	La Quinzaine : *Tableaux de Paris*	700
André Chaumeix. . .	La Politique : *Affaires intérieures et Élections* .	712

Copyright 1924 *Revue de Paris.*

LA LIVRAISON DE 240 PAGES : 4 FR. 50

PARIS

DIRECTION ET RÉDACTION : 85bis, FAUBOURG SAINT-HONORÉ

ADMINISTRATION, ABONNEMENT ET VENTE : 3, RUE AUBER

1924

La REVUE DE PARIS publiera prochainement :

Ronsard, poète de la nature

par FRANCIS JAMMES

CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

A la fin de juillet 1918, le bruit se répandit en Russie et en Occident que le tsar, prisonnier depuis les débuts de la Révolution russe, avait été exécuté à Ekaterinenbourg et que la famille impériale avait été emmenée en lieu sûr. Or, le 25 juillet 1918, la ville d'Ekaterinenbourg fut enlevée aux bolcheviks par les troupes de l'armée de Sibérie et les Tchéco-Slovaques. Le 30 juillet, une enquête judiciaire sur le sort du tsar et de sa famille commença; elle fut menée à bien par le juge Nicolas Sokoloff, à qui l'amiral Koltchak avait donné les pouvoirs les plus étendus. Elle fut poursuivie, avec ténacité et pénétration, sur les lieux mêmes du drame, dans l'Oural, en Sibérie, et plus tard en Europe. M. Sokoloff recueillit les dépositions des acteurs et des comparses du drame, et plus tard celles de MM. Kerenski, Milioukof, Krivochéine, du prince Lvof, etc. Les résultats de ces recherches, condensés dans un rapport qui est un véritable historique de la captivité de la famille Romanoff et une analyse psychologique de ses membres et de son entourage, vient de paraître sous ce titre : **Enquête judiciaire sur l'assassinat de la famille impériale russe.** Ce livre établit d'abord, irréfutablement, l'exécution sans jugement dans la maison Ipatieff, à Ekaterinenbourg, non seulement du tsar, mais de la tsarine, de ses enfants, et d'un certain nombre de fidèles. La maison Ipatieff, — maintenant brûlée — fut fouillée de fond en comble, ainsi que les puits de mine, où les cadavres des victimes furent anéantis : l'auteur publie à ce sujet des photographies impressionnantes qui furent faites; l'inventaire méthodique fut dressé des nombreux objets, reliques et débris humains recueillis dans les fouilles et au cours des perquisitions. Il établit également les responsabilités de cette décision, et les raisons qui la déterminèrent. Très objectivement, le juge Sokoloff met en lumière les causes de l'impopularité du couple impérial, pourtant simple et bon, et d'abord et surtout la néfaste influence que Raspoutine avait sur la morbidité nerveuse de l'impératrice et la faiblesse de caractère de l'empereur. L'impératrice fut arrêtée par le célèbre général Kornilof. Mais l'inspirateur des décisions du gouvernement provisoire, celui qui ordonna la captivité du couple impérial et la réglementa, celui qui compromit la dignité et la sécurité des prisonniers, fut le ministre Kerenski. Transférée de Tsarskoïe à Tobolsk, les bolcheviks firent interner la famille impériale plus à l'ouest, à Ekaterinenbourg. Le déchiffrement de certains télégrammes secrets permit à M. Sokoloff d'affirmer que son sort fut décidé à Moscou entre le 4 et le 14 juillet 1918, uniquement en considération de l'avance des troupes sibériennes; les principaux promoteurs du drame furent à Moscou le juif Sverdlof, du comité exécutif central, et à Ekaterinenbourg le juif Yourovsky, au nom du Présidium du soviet de l'Oural. On lira avec émotion le récit de cette tragédie qui surpasse en horreur les épisodes les plus terribles de la Révolution française.

La Reine Victoria est le premier ouvrage de M. **Lytton Strachey** traduit en langue française. Il a remporté en Angleterre un grand succès de librairie, dû à la personnalité de l'auteur, mais surtout à l'importance du sujet. L'Angleterre se dégage lentement de la pesante et pharisaïque atmosphère de l' « époque victorienne »; elle admet qu'on l'étudie avec impartialité et qu'on la critique sans gêne. M. Lytton Strachey a donc pu oser rendre la vie à de grands personnages jusqu'ici figés dans leurs gestes historiques, — et donner libre cours à son ironie, à sa subtilité, à son impertinence même. Mais bien loin d'être une caricature, son portrait de la reine Victoria dégage une personnalité vivante et émouvante. Ce caractère sans nuances, cette vie si droite, si sincère, qui conserve une souveraine majesté dans les plus grandes tristesses comme au milieu de la gloire la plus brillante, M. Strachey les dégage au cours d'anecdotes et de traits singulièrement neufs et piquants; et il sait faire revivre cette grande époque, où se consolida dans la paix l'Empire britannique.

La belle étude, d'un rendu si expressif, que M. **Constantin Photiadès** a consacrée, ici-même, à **Marie Kalergis, née comtesse Nesselrode (1822-1874)**, vient de paraître en volume. Les spécialistes apprécieront à sa valeur cette utile contribution à l'histoire du romantisme finissant et des milieux cosmopolites au milieu du siècle dernier.

La guerre de Sécession n'a pas résolu la **Question des Noirs aux Etats-Unis**. Elle s'est même aggravée, à mesure que l'instruction, de plus en plus répandue, créait une élite intellectuelle noire et donnait aux descendants des anciens esclaves une conscience plus nette de leurs droits; à mesure aussi que leur extraordinaire fécondité changeait à leur avantage les rapports de population dans les Etats du Sud. Et voici que les Noirs, jusqu'alors journaliers agricoles employés aux plantations, immigrent vers le Nord, et grossissent l'effectif du prolétariat industriel. Chicago possède des quartiers noirs. Le manque de main-d'œuvre dans le Sud aggrave la crise cotonnière, la crise sucrière. Généralisant leurs revendications, les Noirs américains revendiquent les droits de leur race, et lancent le mouvement pan-africain qui pourra peut-être, un jour, agiter sérieusement les colonies anglaises et françaises. Les nouveaux aspects du problème noir, qui a grandement évolué depuis la guerre, sont exposés avec une consciencieuse précision par M. Franck L. Schœll, agrégé de l'Université, professeur à l'Université Tulane de la Nouvelle-Orléans.

Les Mémoires de l'ancien chef du parti social démocrate allemand Scheidemann viennent de paraître en français sous ce titre : **l'Effondrement**. Rédigés très simplement, souvent faits de notes prises au jour le jour, pleins d'amertume et de critiques, ils retracent la venue progressive dans l'Empire de l'esprit de lassitude et de défaite. On goûtera leur sincérité et leur impartialité, ainsi que leur exceptionnelle valeur documentaire.

J. POIRIER

LA FIN D'ALEXANDRE Ier

AVERTISSEMENT DU TRADUCTEUR

La Fin d'Alexandre Ier *fait suite au roman, du même auteur, dont le texte français a été publié sous le titre* Le Mystère d'Alexandre Ier (*Calmann-Lévy, éditeur*). *Ceux de nos lecteurs qui ne connaîtraient pas ce premier roman historique dont le tsar Alexandre Ier est le principal acteur, ne seront point désorientés en lisant le deuxième, sa trame n'exigeant qu'un bref rappel de l'ensemble.*

Les principaux personnages des deux romans sont Alexandre Ier, la tsarine Élisabeth, sa femme, le prince Valérien Golitsine et le colonel Pestel, tous peints d'après les données historiques. L'action se déroule pendant les dernières années du règne d'Alexandre Ier, alors que le tout-puissant ministre Araktchéïev se faisait l'implacable exécuteur des velléités réactionnaires du souverain, et que, d'autre part, un complot militaire s'ourdissait contre le régime autocratique. Une Société Secrète s'était formée, se recrutant de préférence parmi les officiers de la garde, ayant ses centres d'action, ou « tribunaux révolutionnaires », dans presque tous les camps des troupes disséminées sur le territoire russe et formant deux grands groupements : la Société du Nord et la Société du Midi. A la tête de la première se trouvait le poète Ryléïev, et de la deuxième, le colonel Pestel.

Alexandre Ier, non seulement connaissait l'existence de la Société Secrète, mais possédait la liste quasi complète de ses

membres, y compris les chefs. Cependant, depuis deux ans qu'il était au courant des préparatifs du complot contre le régime et sa vie même, il hésitait à donner à Araktchéïev l'ordre attendu d'arrêter les conjurés et de mâter à temps la révolution. C'est que le tsar, dont tout le début de règne avait été marqué par des réformes libérales, parfois hardies, se considérait personnellement comme le père des conjurés. Là est le « mystère » d'Alexandre Ier. Au cours d'une conversation imaginaire avec le prince Valérien Golitsine, il lui dira : « Je n'ignore pas, Golitsine, que vous faites partie de la Société Secrète, de même que je connais son but : la limitation du pouvoir autocratique, l'octroi de la Constitution. Mais ignorez-vous donc que c'est aussi mon but?... Vous êtes mes amis, mes enfants, ma chair, mon sang. Sans moi, vous ne seriez pas non plus. J'ai toujours pensé et je pense encore que la liberté est le meilleur don de Dieu. Qu'est-ce qui nous sépare? Pourquoi sommes-nous ennemis? »

Mais, expliquait le tsar, « ceux qui pensent comme moi, comme vous, sont en Russie des dizaines, admettons, des centaines; les autres se chiffrent par millions... » et, citant une lettre reçue par lui de l'historien Karamzine, disant : « L'une des causes principales du mécontentement des Russes contre le gouvernement actuel, c'est son goût superflu de réformes qui bouleversent l'Empire et dont l'utilité salutaire reste douteuse », Alexandre ajoutait : « Si Karamzine, esprit cultivé, pensait ainsi, que pouvait-on présumer des autres?... Spectacle unique au monde : le souverain offrant la liberté au peuple, et le peuple la refusant! On ne peut pas affranchir un peuple à coups de bâton. Et je suis seul. A qui me fier? Partout le mensonge... »

Cet entretien, dont il ne cessait de rêver, qu'il se redisait à haute voix, le tsar avait promis de l'accorder au jeune Golitsine sur l'instante prière de sa fille Sophie, qu'il avait eue de la belle Madame Narischkine. C'est sur son lit de mourante — elle est morte à dix-sept ans — que l'enfant adorée d'Alexandre avait obtenu de lui cette promesse, de même qu'elle avait fait jurer, au moment suprême, à Valérien Golitsine, qu'elle aimait et dont elle était aimée, de répondre à l'appel de son père, certaine, parce que connaissant les deux hommes, qu'ils devaient s'entendre.

Mais l'entretien ne put avoir lieu pour des raisons qu'on connaîtra en lisant La fin d'Alexandre Ier.

Quant aux deux autres principaux personnages : l'impératrice Élisabeth et le colonel Pestel, ils sont suffisamment dépeints dans le roman qu'on va lire, pour qu'il ne soit pas nécessaire de marquer leurs traits ici.

L'auteur du Mystère d'Alexandre Ier *et de* La Fin d'Alexandre Ier *nous fait assister, dans les deux romans, aux débats des « Sociétés Secrètes » dont le rôle, sous le règne d'Alexandre et à l'avènement de son frère Nicolas, est bien connu de la société russe. L'histoire du mouvement révolutionnaire de cette époque étant moins familière aux lecteurs français, il convient d'indiquer brièvement, à la suite du résumé du* Mystère d'Alexandre Ier, *l'origine de ces « Sociétés Secrètes » et le but qu'elles poursuivaient.*

Succédant à son père Paul Ier, qui avait tragiquement payé sa folie de réaction, Alexandre manifesta tout naturellement des intentions libérales, le meurtre de son prédécesseur ayant été accompli avec son consentement tacite. Cette période « libérale » dura jusqu'à « la guerre patriotique » de 1812, *après laquelle un brusque revirement se produisit dans les idées de l'adversaire de Napoléon, ses velléités réformatrices ayant cédé devant ses inclinations plus certaines d'autocrate. Dès lors, le fondateur des « colonies militaires », de sinistre mémoire, le comte Araktcheïev devint l'inexorable exécuteur de la nouvelle politique.*

La marche des troupes russes à travers l'Europe, après la retraite de la Grande Armée, initia, d'autre part, les officiers russes aux libertés qui avaient été conquises dans les pays occidentaux, en France surtout. Rentrés dans leur pays, les plus cultivés parmi eux, ceux de la garde impériale en particulier, se montrèrent d'autant plus impatients devant la réaction qui s'y déchaînait.

Une première Société Secrète fut fondée par eux en 1816, *et dénommée « Alliance de Salut ». Les chefs en étaient les deux frères Artamon et Nikita Mouraviov, le prince Serge Troubetskoï, Serge et Mathieu Mouraviov-Apostol, Paul Pestel, etc. En* 1818, *cette société prit le nom d' « Alliance de la Prospérité », poursuivant en réalité l'abolition de l'autocratie pour la remplacer par une monarchie constitutionnelle.*

L'action de « l'Alliance de la Prospérité » fut telle qu'elle

finit par entraver l'action de ses fondateurs. De fait, inquiet de la profusion de sociétés diverses qui, sous des appellations anodines, s'étendaient par tout l'Empire, le gouvernement, de son côté, se mit à sévir contre elles. Par le même effet, les membres les plus résolus de celles-ci, désespérant d'obtenir des autorités des réformes par des moyens légaux, se décidèrent pour des moyens de violence.

Sous l'impulsion du colonel Pestel, une organisation révolutionnaire, comprenant un petit nombre de membres, se forma au sein de la « Société de la Prospérité », ayant pour but l'abolition violente du régime autocratique. Pestel allait jusqu'à conseiller non seulement le meurtre du tsar, mais la suppression de toute la dynastie des Romanov.

Cependant, à la suite d'une révolte du régiment de la garde Semionovsky contre son chef, suivie de la dissolution du régiment, un grand nombre d'officiers, membres de la Société Secrète, furent incorporés dans les troupes cantonnées en Petite Russie et ayant Toultchine pour quartier général. Le colonel Pestel et d'autres conspirateurs marquants furent parmi ces exilés, et leur société dut se diviser en deux groupes : la Société du Nord dont le comité (ou « Tribunal ») siégeait à Saint-Pétersbourg, et la Société du Sud, avec Toultchine pour centre de ralliement.

Afin d'éliminer de l'Alliance de la Prospérité les membres les moins résolus, un congrès, réuni en 1820, *décida de dissoudre l'Alliance. Les préparatifs de soulèvement se poursuivirent dès lors avec plus d'énergie, non sans quelques divergences dans les objectifs entre les deux sociétés. Elles tombaient d'accord sur l'emploi des moyens révolutionnaires; mais alors que celle du Sud visait l'établissement de l'ordre républicain, celle du Nord inclinait vers la monarchie parlementaire.*

Par la suite, une Société des Slaves se forma dans le Sud; elle avait pour but l'union des peuples slaves et était d'une composition plus démocratique, parce que se recrutant parmi les officiers sortant du rang et ayant fait leur service en province. Son programme se rapprochant de celui de la Société du Sud, les deux organisations fusionnèrent finalement en une seule.

La Société du Sud avait pour chef le colonel Pestel, l'homme

de remarquable intelligence, de vaste érudition et de volonté de fer que Merejkovsky achève de peindre dans le roman qu'on va lire. Dans Le Mystère d'Alexandre Ier *l'auteur nous avait présenté l'animateur de la Société du Nord, le poète Kondrate Ryléïev. Comme il est fait parfois allusion à lui dans* La Fin d'Alexandre Ier, *complétons nos indications sur les « Sociétés Secrètes » par une brève esquisse du chef de la Société du Nord.*

Ancien lieutenant d'artillerie, doué d'un séduisant talent lyrique, ami de Pouschkine, Ryléïev, sans avoir la raideur de Pestel, savait se montrer aussi ferme et énergique que lui. Tendre mari et père affectueux, il aimait par-dessus tout la liberté, se donnait entièrement à l'œuvre de la révolution. Il ne s'illusionnait guère, cependant, sur le succès de cette œuvre, mais disait : « Je prévois notre échec. Il importe de risquer quand même l'aventure. La tactique de la révolution est renfermée dans le seul mot « ose! » Si nous échouons, notre expérience enseignera aux autres à mieux faire. » Il ajoutait : « Chaque jour me persuade davantage de la nécessité de notre action : nous devons faire un sacrifice suprême pour essayer de donner la liberté au peuple russe. »

Il est certain, en effet, que le mouvement créé par les Sociétés Secrètes en 1816 *marque le début de la révolution russe qui, cent ans après, en mars* 1917, *triompha au nom des principes mêmes que les révoltés du* 14 *décembre* 1826 *(les « décembristes ») avaient proclamés : suppression de l'autocratie; établissement d'une monarchie constitutionnelle; abolition des castes et des classes, des armées permanentes, etc., programme rédigé par le prince S. Troubetskoï, représentant la tendance modérée. Quant au code de « La Vérité Russe » composé par Pestel, il imposait, lui, la république, voire un ordre économique qu'on peut qualifier de socialiste, avant la naissance des doctrines de Proudhon et de Karl Marx.*

E. HALPÉRINE-KAMINSKY

I

Le « journal » de l'impératrice Élisabeth Alexeievna était gardé par elle sous clef, enfermé dans une cassette destinée spécialement à cet usage. L'impératrice y notait ses pensées depuis trente ans, ne le laissant voir à personne, hormis son vieil ami Karamzine [1].

Quoiqu'elle fût gravement malade en ce printemps [2] et se crût mourante, elle fit ses préparatifs de départ de Pétersbourg pour Tsarskoïé, pour aller de là à Taganrog; elle mit donc en ordre ses papiers, « afin d'être prête à tout, même à mourir », écrivait-elle le même jour à sa mère [3].

Demeurée seule dans sa chambre jusqu'à une heure avancée de la nuit, elle ouvrit la cassette, en retira le « journal » et se mit à le lire. Il était écrit en français, avec, çà et là, quelques phrases en russe et en allemand. Elle ne le lut pas entièrement, mais les seules pages dont elle se souvenait plus particulièrement. Elle ne jeta qu'un coup d'œil rapide sur les années anciennes et s'arrêta aux années 1824 et 1825.

Elle lisait :

« La fleur apporte le parfum, la vie apporte la tristesse; à l'approche du soir, le parfum des fleurs est plus intense; à l'approche de la vieillesse, la vie devient plus triste.

« Ayant appris que je naquis presque morte, Karamzine me dit un jour :

» — Vous doutiez s'il fallait accepter la vie.

1. Auteur de *l'Histoire de la Russie*, première en date.
2. De 1825.
3. La margrave de Bade.

» Il semble bien que j'en doute encore. Jamais je n'ai su accepter la vie, y entrer comme il convenait de le faire. »

« Les souffrances humaines sont des miroirs obscurs, mais exacts; il faut s'y mirer pour se voir et se connaître. Je me vois dans mon obscur miroir, non pas comme Sa Majesté l'Impératrice de toutes les Russies, mais comme une fillette qui ne voulait pas naître, ou une très vieille bonne femme qui ne peut pas mourir. »

« 11 *mars* [1]. Chaque année, à l'anniversaire de ce jour, le souverain et moi nous nous rendons à la cathédrale Pierre et Paul, pour entendre la messe de *requiem* de l'empereur Paul. Alexandre se ressouvient des années précédentes, et, depuis bien des années, me dit toujours d'un air plus triste :

» — Où serons-nous l'année suivante, et serons-nous encore ensemble?

» Les années s'écoulent. Vingt-trois ans, vingt-trois clins d'œil. Plus c'est loin, plus c'est proche. Tout comme si c'était d'hier.

» Nous n'en parlons pas, mais nous pensons à la seule et même chose. Nous nous remémorons cette conversation de la veille de la nuit terrible du 11 mars :

» — Mais s'il y a du sang? — demanda-t-il. — Pourquoi ne dis-tu rien? Penses-tu que nous devons marcher dans le sang?...

» — Je ne sais... — fis-je, — mais il m'arrêta.

» — Non, non, tais-toi, n'ose pas! Si tu le dis, Dieu ne pardonnera pas...

» J'achevai quand même :

» — J'ignore si Dieu nous pardonnera, mais nous le devons.

» Alors je savais que nous le devions; maintenant je n'en sais plus rien. Ou bien, comme il le disait à cette époque : « Nous le devons et nous ne le devons pas; il le faut, et on ne le doit pas; on ne le doit pas, et il le faut. »

» Plus tard, à Moscou, aux jours de sacre, le souverain demeurait de longues heures sans mouvement, comme engourdi, les yeux fixes, l'air égaré. On craignait pour sa raison. Per-

1. Anniversaire de l'assassinat de Paul Ier, père d'Alexandre Ier.

sonne n'osait pénétrer chez lui. Seul le prince Czartoryzsky[1] entrait quelquefois et essayait de le réconforter.

» — Non, rien ne saurait y remédier, disait le souverain. Je dois souffrir. Comment voulez-vous que je ne souffre pas? Cela durera toujours, toujours. »

» Oui, il en avait toujours été ainsi. Cela le lâchait pendant un moment, pour l'étreindre à nouveau. Voilà que maintenant cela le reprend encore. Vingt-trois ans, vingt-trois clins d'œil. Plus c'est loin, plus c'est proche. Tout comme si c'était d'hier.

» L'épée a transpercé son âme. N'est-ce pas cette épée qui nous a séparés? Nous voulons nous rejoindre, et nous n'y parvenons pas. Nous sommes à la fois proches et étrangers! N'est-ce pas ce sang qui a tracé entre nous cette ligne infranchissable?

» Si je n'avais pas dit alors : « Nous le devons », peut-être rien ne serait arrivé. Ce n'est point lui qui est coupable, moi seule! Que Dieu lui soit miséricordieux et ne châtie que moi! »

« Je me remémore la maladie du souverain. Maintenant que le danger est passé, on ne me cache plus qu'il était à deux doigts de la mort : l'inflammation érysipélateuse de la jambe aurait pu se transformer en gangrène. Jamais je ne l'ai vu souffrir avec tant de douceur! C'est là ce qui m'effrayait le plus.

» A cette heure, le voici à peu près rétabli. Lorsqu'il fit sa première sortie le 22 février, les passants, en le voyant, s'agenouillaient, se signaient et pleuraient de joie.

» Moi aussi, je me sens maintenant toute joyeuse, et cependant, je regrette... Quoi donc? Est-ce le temps de sa maladie, quand il souffrait et que je souffrais avec lui? Oui, nous étions réunis si intimement, nous l'étions comme depuis bien longtemps nous ne l'avions été! Je m'en souviens, il me dit une fois, avec un sourire d'enfant malade, un de ces sourires que je ne lui avais encore jamais vu et qui m'effraya tout en me séduisant : — Tenez, Lise, si je me rétablis, c'est à vous seule

1. L'un des cinq membres du Conseil privé, institué par Alexandre Ier à son avènement; tous les cinq étaient les amis personnels de l'empereur.

que j'en serai redevable. — Que j'étais heureuse! Il est même honteux de penser que je pouvais être si heureuse alors qu'il souffrait tant. C'est à cette époque qu'il passa sa première nuit de repos grâce à ce coussin de mon invention. Il était obligé de dormir assis; car, sitôt qu'il se couchait, il souffrait des afflux de sang à la tête. Mon coussin lui évita ces afflux. J'imaginai aussi un tabouret pour sa jambe malade, et ce tabouret lui permettait d'être assis, dans un fauteuil, à son bureau.

» Je passais avec lui les jours et les nuits. Je ne craignais pas, comme d'habitude, de l'importuner. Il était tout à moi, et nous étions seuls, comme à des milliers de verstes de tous ceux qui l'excèdent quand il se porte bien. Personne n'osait entrer chez nous. C'était intime, calme, confortable.

» — Que c'est bon, Lise. Si cela durait toujours! — disait-il.

» Il était aux petits soins pour moi, se faisait aimable. J'avais l'illusion de n'être plus sa femme, mais sa maîtresse.

» A présent, tout est fini. Me voici rendue à mon affreuse solitude; de nouveau, je ne suis rien pour lui. Ni sa femme, ni sa maîtresse. Une garde-malade qui a reçu son salaire et qui peut se retirer. De nouveau, j'ai peur de l'importuner, j'évite de me trouver sur son chemin. Je glisse en rasant le mur, en tâchant que personne ne me voie. Je surgis dans la nuit, à la dérobée, et je l'embrasse endormi : en dormant, il est encore mien.

» Allons, qu'il en soit ainsi! J'y suis accoutumée. Séparés à l'état de veille, réunis pour le sommeil, peut-être le serons-nous dans notre sommeil de mort. Tout dans la vie nous sépare. Notre union n'est pas de ce monde. Mari et femme, nous sommes des amoureux à jamais séparés.

» Une dicton russe assure que le coucou de nuit l'emporte sur celui du jour. J'ai toujours été un coucou de nuit pour lui, mais je n'ai pas su triompher de ceux du jour. Je suis un oiseau de mauvais augure. Quand je suis près de lui, c'est qu'il souffre. Son mal à lui c'est mon mal à moi. Plus il est malade, plus mon bonheur de le soulager est grand. Il faut qu'il soit malade, malheureux, qu'il coure un danger pour que je sois avec lui. Il en était ainsi le 11 mars. Il en était ainsi en l'an 1812.

Ainsi il en est aujourd'hui. Est-il possible qu'il en soit toujours ainsi?

» Oh! je comprends qu'il ne m'aime pas, qu'il ait peur de m'aimer!

« L'anniversaire de la mort de ma petite Lise. Elle aurait aujourd'hui dix-huit ans [1]. J'ai visité le cimetière de la Laure d'Alexandre Nevsky [2] où est enterrée Lisangka avec Machenka, ma petite souris (Maüschen) [3]. Là repose aussi, côte à côte avec elle, Aliocha. Sur son tombeau, cette inscription : « Du régiment de la garde impériale, capitaine en second, Alexey Yakovlévitch Okhotnikov, mort le 30 janvier 1807, à vingt-six ans. »

« Personne ne saura jamais ce qu'évoque pour moi cette inscription. Lorsque je vins chez lui, pour la dernière fois avant sa mort, il me dit :

» — Je meurs heureux; mais donnez-moi quelque chose que j'emporte avec moi comme un dernier souvenir.

» Je coupai une mèche de mes cheveux et la lui donnai. Il ordonna de la mettre dans son cercueil. Elle y est encore. Que Dieu me punisse, je ne m'en repens pas et je ne reprendrai pas ce que j'ai donné [4].

» Longtemps, j'errai dans le cimetière. On voyait encore un peu de neige à l'ombre; aux endroits ensoleillés, croissaient l'herbe verte et des fleurs printanières. J'en cueillis pour en composer trois bouquets; j'en déposai un sur la tombe de Lisangka, un autre sur celle de Machenka, le troisième sur celle d'Aliocha. Là, ne sont pas tous ceux que j'aime, mais tous ceux qui m'ont aimé. Tous trois réunis au cimetière, comme ils le sont dans mon cœur. »

» Pourquoi les enfants souffrent-ils? Nous, les adultes, nous expions nos péchés. Mais les enfants, pourquoi souffrent-ils?

1. La fille ainée du couple impérial.

2. Alexandre Nevsky, un saint de l'Église orthodoxe honoré comme le protecteur de Pétersbourg.

3. Le deuxième enfant.

4. Le jeune officier avait été amoureux de l'impératrice Elisabeth et elle avait été touchée de sa pure adoration. Une nuit, il reçut mystérieusement une blessure mortelle.

Serait-ce à cause du péché originel? Je ne puis le croire, et vraiment, je n'y comprends rien.

» Oui, je suis moins résignée aujourd'hui que je ne l'étais dans les premiers moments. Quelle patience faut-il donc avoir pour ne pas se laisser aller à la tentation de questionner Dieu sur le « pourquoi » de nos épreuves! Je me répète : nous sommes ici-bas non pour être heureux, mais pour souffrir, et seul notre Père qui est aux cieux sait pourquoi cela nous est nécessaire. « Tout est pour le mieux, tout est pour le mieux! » dit le souverain. Mais cette sentence n'apporte aucun soulagement à ma détresse. Sophie [1] a raison : j'ai peu de sentiments chrétiens. Et je ne veux pas faire l'hypocrite, ni paraître meilleure que je ne suis. Si je me résignais, peut-être souffrirais-je moins; mais me résigner, me soumettre, ne serait-ce point *trahir*?

» Je ne veux pas souffrir moins, je ne veux pas me soumettre comme Job, je veux discuter avec Dieu.

» Oh! si l'homme pouvait « polémiquer » avec Dieu, comme un simple mortel avec son prochain! Je crie à l'offense, et personne ne m'écoute; je me lamente, j'évoque en vain la miséricorde divine, aucune voix ne répond à la mienne. Il n'y a point de justice! Pourquoi ai-je attaché ma vie à celle d'un homme qui ne m'aime pas? Pourquoi ai-je aimé Aliocha? Pourquoi a-t-il été tué? Pourquoi la petite Souris s'est-elle envolée? Pourquoi la petite Lisangka est-elle morte? Pourquoi? Pourquoi?

» Mais il me semble parfois saisir le secret de ma destinée. J'aime trop. J'aime les humains plus que Dieu, et Dieu me châtie. Sitôt que j'aime quelqu'un, Dieu me l'enlève. Il serait bien mieux que je n'aimasse personne. J'ai peur d'aimer.

» Creuser au fond de son cœur, débrider ses plaies est une funeste habitude.

» — Vous contrôlez trop minutieusement tous vos actes, — me disait feu l'impératrice d'Autriche.

» Le médecin de la cour, Williers, me conseille, en guise de tout médicament, de « vivre bêtement ».

« Je vous souhaite le repos bienfaisant et l'indifférence salutaire, selon le langage des médecins philosophes, » m'écrit

1. L'une des dames d'honneur de l'Impératrice.

Karamzine. Et mon ami, le Baschkir, qui me préparait à Tsarskoïé Siélo le *koumis* [1], me disait souvent en me regardant avec pitié :

» — Toi, petite mère, tu es malade parce que tu as trop de raison, tu penses beaucoup, et les remèdes qu'on te donne te font encore plus de mal.

» Allons, je tâcherai de « vivre bêtement ». Il semble que Figaro ait raison de dire que « tous les hommes d'esprit sont des imbéciles ».

» Pourquoi gâter sa vie? Il faut la prendre telle qu'elle est, pour moins en ressentir l'amertume profonde. Il ne faut pas plus *s'acharner à flairer l'odeur de la vie* qu'il ne faut respirer l'air dans la chambre d'un trépassé.

» Une fois, à Oranienbaum, j'accompagnai la grande duchesse Anna, la ci-devant épouse de Constantin [2], nous avions couru nu-pieds sur la plage, ri et folâtré de si grand cœur, que la dame d'honneur avait porté plainte contre nous à l'impératrice-mère [3]. Il y a de cela un quart de siècle. Or, encore à cette heure, la même enfant rieuse subsiste en moi.

» Que de choses, dans la vie, me séduisent encore! J'aime, le soir, à Péterhof, m'asseoir sur une pierre près de la mer et suivre du regard les voiles et les mouettes. J'aime, à l'île de Pierre, de grand matin, lorsque les persiennes sont fermées et que tout le monde est encore plongé dans le sommeil, j'aime à me promener dans ce sentier désert que j'ai tant de fois parcouru avec Aliocha. J'aime le chant du rossignol pendant les nuits blanches, ce chant si singulier! J'aime le parfum des bouleaux printaniers, sous une petite pluie, tiède et douce comme les larmes du bonheur. »

« Encore une mort, la mort de Sophie Narischkine [4]. Pauvre enfant! Elle m'était aussi chère qu'une fille à moi. Le souve-

1. Le *koumis*, lait fermenté de jument, recommandé pour la cure de la phtisie.

2. Le grand-duc Constantin, frère puîné d'Alexandre Ier, qui se sépara par la suite de sa femme.

3. Catherine II.

4. Fille d'Alexandre Ier et de madame Marie-Antonovna Narischkine (née princesse Tchetvertinski), femme du grand maître de la Cour, Alexandre Lvovitch Narischkine.

rain est de nouveau malheureux et, de nouveau, se rapproche de moi. Est-ce pour longtemps?

» Comme il rentra très tard dans la nuit de la villa Narischkine, où il était allé faire ses derniers adieux à la défunte, il ne vint pas me voir et m'envoya seulement un mot: « *Elle est morte. Je suis puni pour tous mes égarements.* »

» Et moi, j'appréhende tellement de lui causer la moindre contrariété que je n'ai pas osé, le matin, envoyer prendre de ses nouvelles. On dit qu'une petite plaie s'est encore ouverte sur sa jambe malade.

» Il part demain avec Araktcheiev pour les colonies militaires. Je suis certaine maintenant qu'il me reviendra : il n'a plus d'autre refuge.

« Non, il en a un : chez madame Narischkine. La mort de Sophie les a rapprochés. Maintenant, toutes deux, nous lui sommes nécessaires : moi, la garde-malade, la maîtresse; elle, l'épouse, la mère. Jusqu'ici, elle n'avait jamais été sa consolatrice dans ses jours de malheur; elle participait seulement à ses joies... Je partageais ses douleurs. Or, nous voilà confondues dans un même rôle. Je l'épie, j'apprends, indirectement quand il va la voir. D'ailleurs, je n'ai pas besoin de l'apprendre par les autres; je le sens par instinct. J'ai pour cela un flair de chien. Je sens s'exhaler de lui l'odeur de l'autre, l'odeur de musc qui me rappelle la chambre demi-obscure aux stores baissés.

» Est-ce que je suis encore jalouse de cette créature? Car c'est là précisément ce qu'elle est : « une créature »; ce n'est pas un mot injurieux, c'est le terme qui la désigne le mieux. Peut-on mettre une femme en loterie, comme il l'avait mise avec Platon Zoubov? Peut-on aimer et mépriser en même temps? Lui croit qu'il est impossible d'aimer autrement.

» — Pour aimer d'amour, il faut mépriser un brin la femme, — me dit-il une fois, il y a bien longtemps de cela, lorsque nous parlions encore d'amour.

» Donc c'est un compliment : il a trop d'estime pour moi, ce qui l'empêche d'avoir de l'amour. Il lui arrive de dire même que nous sommes frère et sœur, jumeaux spirituels, et que l'amour charnel entre nous lui paraît un inceste.

» Mais qui, d'elle ou de lui, a le plus de mépris pour l'autre? Je l'ignore.

» Une fois, à un bal de la cour, ceci se passait il y a vingt ans, mais je m'en souviens comme d'aujourd'hui, je demandai à la Narischkine :

» — Comment allez-vous?

» — Pas tout à fait bien, — répondit-elle en me dévisageant, — je crois que je suis enceinte.

» Elle savait que je n'ignorais pas des œuvres de qui elle l'était.

» Or, me montrer ainsi du mépris, c'était le mépriser aussi. »

« J'ai depuis longtemps renoncé à l'amour, même à l'amour platonique : il est temps de prendre ma retraite, » disait Alexandre, l'autre jour, à une dame qu'il avait courtisée jadis.

» Il aime à me raconter ses flirts et ses amourettes, et, toujours, il est sûr de ma tendre indulgence.

» S'il avait aimé profondément et sérieusement une femme quelconque, je n'en souffrirais pas autant. Mais il ne s'agit pas ici de l'amour au singulier, ce noble et beau sentiment mais des amours : des commerçantes, des comédiennes, les femmes des aides de camp, les femmes des chefs de relais, les Allemandes ménonites blondasses, et la reine Louise de Prusse, et la reine Hortense! Plusieurs de ses amours se bornèrent à l'échange de quelques baisers.

» — Les hommes, — dit-il, — ne savent pas refréner leurs désirs. L'amour n'est pas une science géométrique. En amour, parfois, la fraction vaut plus que l'entier.

» Peut-être n'estime-t-il pas les femmes, parce qu'il est trop femme lui-même. « Une coquette », a dit de lui la reine Hortense. Il ne fait que s'admirer dans les yeux des femmes, lui servant de petits miroirs.

» A Vienne, pendant un bal du congrès, vêtu de son habit noir, chaussé de bas et de souliers, il demanda aux dames d'oublier sa qualité de souverain.

» — Bien que je sois un barbare du Nord, je sais être galant avec les dames.

» Il substitue la galanterie à l'amour, la galanterie à la façon des anciens chevaliers de Louis XIV.

» Voici Émilie, la petite Allemande aux yeux bleus, qui joue du clavecin, et lui se tient debout à ses côtés; il avance sa jambe droite avec une grâce maniérée, regarde à travers son lorgnon et tourne les feuillets de la musique : toute son attitude est affectée.

» — Je ne croirai jamais que vous ayez peur de moi, — murmure-t-il à son oreille.

» — J'ai peur de déplaire à Votre Majesté...

» — Ah! de grâce, oubliez ma majesté! Permettez-moi d'être tout simplement un homme; je me sens si heureux quand je suis « homme »!

» Puis, une autre petite Allemande (il est en bonne fortune auprès des Allemandes), Amalchen, qui lui chante au moment de la séparation : « Il était un roi de Thulé » et laisse tomber une petite larme sur une bourse bleue tricotée par elle, son cadeau d'adieu.

» Une autre fois, durant tout un été, il se rendait à cheval aux rendez-vous nocturnes, à Pargolovo. Pour abréger le chemin, il passait sans hésiter au travers des champs ensemencés. Les paysans les entourèrent de fossés; mais il les traversait en sautant par-dessus. Alors, ignorant quel pouvait être ce cavalier mystérieux, ils portèrent une plainte, dénonçant les dégâts causés dans leurs champs. Il ordonna de payer ces dégâts et fut très content. Il aime à jouer les deux personnalités de Boccace et de Werther, à confondre le folichon avec le sentimental.

» En l'An Douze, à Wilno, dans les hôpitaux, on voyait parfois, sous les tas de cadavres amoncelés, s'agiter des blessés qui poussaient de lamentables gémissements. Une jolie dame polonaise, Dorothée, faisait pour eux de la charpie. L'empereur, baisant ses belles mains, lui dit un jour :

» — Pour avoir droit à cette charpie, on voudrait être blessé.

» — Tout ceci ne tire pas à conséquence, — lui disait Napoléon à Erfurt, lorsqu'il lui confessait ses frasques amoureuses. — Tout de même, mon cher, il vous faudrait penser à l'héritier...

» Et il le questionnait sur ma constitution physique, lui donnait des conseils médicaux, probablement avec le même

air de bienveillance qu'il prenait pour pincer les oreilles de ses aides de camp.

« Dans ce monde, il n'y a rien d'éternel, et l'amour même » ne saurait exister toujours », nous disait à nous, nouveaux mariés, la vieille entremetteuse, la comtesse Schouvalov. Certes, il l'a retenu ce précepte et l'a suivi toute sa vie durant! Le jeu de l'amour, c'est le jeu des jonchets!

» Qu'est-il donc arrivé à cette heure?

« Elle est morte. Je suis puni pour tous mes égarements. »

» Avait-il compris que cela *peut tirer à conséquence*? »

« Tous ces jours-ci, mon âme est comme écorchée vive.

» Il n'a pas encore décidé qui de nous deux lui est la plus nécessaire. Est-ce moi? Est-ce la Narischkine? Tantôt il m'abandonne et s'empresse vers elle; tantôt il la délaisse pour revenir vers moi. Aujourd'hui on me dit : « Vous êtes mon ange gardien, ma bienfaitrice suprême! » et le lendemain, on me laisse comprendre que mon amour est moins qu'un fétu de paille! Des ascensions et des chutes éternelles, voilà ce dont mon âme est exténuée jusqu'à la mort.

» J'ai souffert, je souffre et je souffrirai. Mais n'est-ce pas que la patience est parfois une lâcheté?

» Je suis comme un chien : pendant la vivisection, sous le couteau, tandis qu'il crève, il lèche la main de son maître. »

« Le voyage du souverain dans les gouvernements de l'Est est fixé à l'automne. Il partira au mois de novembre. Je resterai seule à Tsarskoié et je songe avec peine : « Ce me serait une si grande joie de l'accompagner! » Mais il ne veut rien entendre.

» Ces départs renouvelés sont le grand désespoir de ma vie. S'il n'a pas fait pendant l'année une douzaine de milliers de verstes, il ne se sent pas « entraîné ». Or, pendant sa vie, il n'a pas parcouru moins de deux cent mille verstes. C'est une véritable maladie. « C'est seulement quand je suis dans » une calèche que je me sens tout à fait à mon aise », dit-il.

» On croirait qu'il ne trouve pas de place où se fixer, qu'il se dérobe à une poursuite invisible, qu'il va à toute bride comme un perdu. Qu'importe si les chevaux crèvent! Le

moindre incident le met en fureur : « J'ai déjà une demi-« heure de retard, d'après ma feuille de route. »

» Il est toujours pressé, craignant perpétuellement d'arriver trop tard, Dieu sait où. Il assure qu'il a besoin de visiter un lieu quelconque; mais ce n'est là qu'un prétexte : il voyage sans aucun but. Il se moque lui-même de sa manie.

» — Je suis un juif-errant. Je ne suis plus bon à rien qu'à vagabonder de par le monde, comme si je devais subir le poids de cette prophétie : « *Où que tu sois, tu devras toujours changer de place.* »

» Il vient de partir. Je suis seule. Je demeure à Tsarskoié. Il fait bon ici en automne. Cet endroit est si désert et si calme. Pendant les nuits claires, la lune, mon unique compagne, me regarde par les fenêtres, et moi, à quarante ans, comme une jouvencelle innocente et naïve, je pense tristement, « au clair de la lune », à mon bien-aimé.

» Karamzine est aussi là. Nous nous voyons souvent. Je lui lis mon journal. Je n'ai pas le courage de revenir sur certains passages; alors je lui passe le cahier et il lit en silence. Quelquefois, je vois des larmes dans ses yeux, mais je n'en éprouve aucune gêne, car ne suis-je pas assurée qu'il m'aime?

» — Je sais vous contempler de loin, dit-il, avec le sentiment que j'emporterai avec moi dans l'au-delà : la vie terrestre est courte pour l'amour vrai.

» Nous errons tous deux dans les allées désertes où tombent des feuilles jaunes.

» Ma vie vespérale »... a-t-il dit une fois. Combien ce terme est éloquent et juste! Tous deux, vieux, las, ayant touché au soir de la vie. Nous nous lamentons entre nous, nous gémissons, nous poussons des soupirs.

» — Moi, Votre Majesté, j'ai acquis dans les rhumatismes une nouvelle expérience. Malgré l'influence bienfaisante de l'atmosphère, je ressens de mes promenades quotidiennes une lassitude presque maladive... — dit-il en s'appuyant à sa canne et en clopinant.

» Et comme deux vieux que nous sommes, nous nous prêtons le soutien mutuel de notre bras, tandis que les feuilles jaunes tombent autour de nous.

» C'est ici, à Tsarskoié, pendant l'automne tardif, que me

revient, comme il ne me revient nulle part aussi vivant, le souvenir de ma jeunesse. Voilà le pré : il s'appelait alors le Champ des Roses, parce que tout autour étaient plantés des buissons de roses, où souvent l'impératrice grand'mère faisait la sieste; on la promenait, étant déjà malade, dans un fauteuil à roulettes, et nous courions à qui mieux mieux devant elle, nous jouions à maints jeux d'enfants, lui, mon fiancé, le gamin de seize ans, et moi, sa fiancée, la fillette de quatorze ans.

» Mécontente de ce qu'on volait les roses pendant la nuit, grand'mère posta une sentinelle. Des années s'écoulèrent, les roses passèrent à l'état sauvage, mais la sentinelle se tient à l'endroit même où elle se tenait il y a un demi-siècle, à garder les roses qui n'existent plus, les roses d'antan. Et il me semble toujours voir courir en ce lieu le gamin de seize ans avec la gamine de quatorze.

Cupidon voulut, en folâtrant,
Capter Psyché... [1]

» Aux alentours, c'est le désert, les dernières roses sont flétries et leurs pétales sont tombés, laissant à nu les cœurs noirs.

» — Tout paraît être un songe, mais le cœur souffre, comme en état de veille, — dit Karamzine d'une voix douce comme le susurrement des feuilles automnales. La joie me rend triste aussi. Le monde s'éteint pour moi, ou bien, n'est-ce pas plutôt moi qui m'éteins pour lui? Qu'il en soit donc ainsi! il faut quitter le monde avant qu'il nous quitte. Vive la Providence! On voudrait presque dire : vive la mort!...

» L'autre jour il m'a lu son épître à *Élise*, c'est-à-dire à moi.

Ici, tout est rêve et songe, mais le réveil viendra!
Je t'ai connue ici dans un rêve charmant,
Je te connaîtrai en réalité.

» Il fondit en larmes et baisa ma main, et moi, je baisai sa tête chauve. Et sachant comment les fils de la bonne vierge unissent les cœurs noirs des roses fanées, je répétai :

1. Citation du poème écrit par le vieux poète Derjavine, à l'occasion du mariage d'Alexandre et d'Élisabeth.

» — Tout semble n'être qu'un rêve, mais le cœur souffre comme à l'état de veille. »

» Karamzine a accueilli, dans sa maisonnette chinoise, le gentilhomme de la chambre, prince Valérien Golitsine, neveu de l'ancien ministre. Il a été malade, il a failli mourir; maintenant, il est en convalescence. Je l'aperçois parfois de loin.

» Karamzine m'a dit que Golitsine est membre de la Société Secrète.

» — Quelle Société Secrète? — lui demandai-je.

» Tout d'abord il parut confus, ne voulut pas en parler, mais je l'en priai avec tant d'instance qu'il me mit au courant de tout.

» Il existe un complot, ici, à Pétersbourg, et dans l'armée du Midi, pour établir en Russie une Constitution. Les criminels ont l'intention de provoquer l'insurrection des forces militaires et, le cas échéant, d'attenter à la vie du souverain.

» Alexandre le sait depuis longtemps. Comment se fait-il qu'il ne m'ait rien dit?

» Maintenant, je m'en souviens, j'en avais comme une intuition. Je m'évertuais toujours à comprendre ce qui lui pesait sur le cœur, ce qui faisait son tourment et je m'efforçais de déchiffrer sa pensée intime. Je la connais à présent. »

« Autre nouvelle : le grand-duc Nicolas est désormais héritier du trône. Je l'ai appris grâce à une conversation fortuite entre Nixe et Alexandrine [1] avec l'impératrice-mère, en ma présence; en général, on ne se gêne pas devant moi. L'impératrice me demanda :

» — Est-ce que le souverain ne vous a rien dit?

» Elle voyait bien ma confusion et ma douleur : peut-être, même, cette conversation, l'a-t-elle tenue dans l'intention de me blesser. »

» Karamzine m'a tout conté sous le sceau du plus grand secret : il craint la colère du souverain s'il apprend son indiscrétion.

» Nicolas est l'héritier, c'est une chose décidée. Constantin

1. Nixe, prénom familier du grand-duc Nicolas; Alexandrine est sa femme.

a déjà abdiqué et le souverain, bien avant de mourir, sans doute, signera son abdication en faveur de Nicolas. Le manifeste, le testament, ou quelque chose de ce genre est gardé dans un coffre, quelque part, et en attendant personne ne sait rien.

. . . . . Par un testament secret, on transfère la Russie de main en main, comme une propriété privée. Le sort du peuple est considéré comme une affaire de famille : après la mort du maître, on ouvrira le testament et on saura à qui appartient la Russie . . . . . [1]

» Je ne puis me faire à cette nouvelle. Nicolas, Nixe, autocrate de toutes les Russies!

» Je me rappelle, comme si c'était aujourd'hui, les rixes du petit Nicolas avec Michel [2]. Nixe était un enfant terrible : dans un accès de fureur, il taillait les jouets avec une hachette, frappait avec n'importe quel objet le pauvre Michenka. Une fois, en faisant des caresses à son maître, il le mordit à l'oreille. En réalité, c'était un petit poltron : pendant l'orage, il se cachait sous le lit, et lorsqu'il fallut lui arracher une dent qui poussait de travers, il pleura de peur, et pendant plusieurs jours, il ne put ni dormir, ni manger. En revanche, bambin encore, il connaissait le maniement d'armes comme un caporal consommé. Plus tard aussi, je ne lui vis jamais un livre dans les mains : son unique occupation était la parade, les exercices militaires.

» Je n'ai point songé à monter sur le trône, — dit-il lui-même : — on m'a élevé pour devenir général de brigade.

» A Tver, étant déjà jeune homme, il fit, pour s'amuser, sauter, dans le jardin de la grande-duchesse Catherine, la statue d'Apollon. Il est lui-même beau comme Apollon, mais un Apollon de mauvaise humeur : Apollon souffrant du mal de dents.

» Tout récemment, étant à l'exercice, il injuria les officiers, les traita de « cochons », et menaça de rendre malades tous les « philosophes ».

1. L'auteur a dû remplacer parfois par des lignes de points le texte supprimé par la censure du temps de Nicolas II.

2. Le troisième et le plus jeune frère d'Alexandre Ier.

»... Quelqu'un a dit de lui : « Il y a beaucoup de praporchique en lui et un peu de Pierre le Grand [1]. »

» Comment va-t-il régner ? Je ne sais d'ailleurs lequel des deux vaut mieux, de Nicolas ou de Constantin.

» Ce dernier a une répugnance innée pour le trône :

» — Moi, — dit-il, — on va m'étrangler, assurément, comme on a étranglé mon père.

» Quand je regarde ce visage au nez camus, aux yeux d'un bleu trouble et à fleur de tête, aux sourcils froncés, ces petits cheveux clairs tombant sur le bout du nez, qui se hérissent dans les moments de colère, je crois toujours voir le spectre de l'empereur Paul.

» — Je ne comprends pas, — disait souvent grand'mère, — où Constantin a pu s'enticher d'un si abject *sans-culottisme*.

» Une fois, il s'exprima ainsi en parlant de sa mère enceinte :

» — De ma vie, je n'ai vu un ventre aussi énorme : il y aurait de la place pour quatre.

» J'ai lu, de mes propres yeux, sa lettre à La Harpe [2], signée : « l'âne Constantin ».

» Cela, d'ailleurs, est peut-être l'expression d'une sincère humilité chez ce « sans-culotte », car il est franc et bonasse à sa manière.

» Mais lorsque je pense à lui, devant moi se dresse le fantôme de madame Araouja, déshonorée et poignardée au palais de Marbre, comme dans un repaire de brigands, et le spectre d'Aliocha, assassiné dans un coin par le poignard d'un sicaire.

» Eh bien, malgré tout, plutôt Constantin que Nicolas.

» Maintenant, je m'explique leur arrogance à tous : le règne de l'empereur Alexandre est fini, c'est le règne de l'empereur Nicolas qui commence !

» Parfois, il me semble que le souverain est trahi et vendu.

» Que deviendra la Russie ? »

« Je pense toujours à la Société Secrète.

» Ces criminels possèdent la vérité, voilà ce qui est le plus terrible. Et pourquoi seraient-ils des « criminels ? ». Ne leur

1. En français dans le texte. Praporchique signifie adjudant.

2. L'ancien maitre d'études d'Alexandre et l'homme politique suisse bien connu.

avons-nous pas donné l'exemple le 11 mars? N'est-ce pas moi qui ai prêché follement la révolution? Ne disais-je pas : « Nous devons passer par le sang? » Alors, c'était nous; à présent, ce sont eux. Le sang pour le sang. Peut-être, je ne comprends rien à la politique. Mais il me semble qu'en Russie, tout va de travers.

» Je me remémore mon entretien avec le général Kisselev, chef d'état-major de l'armée du Midi, repaire principal des conjurés. On dit qu'il est avec eux, mais je ne le crois pas; il est dévoué au souverain.

» Pendant vingt-quatre ans, le gouvernement lui-même nous a repus d'idées libérales, disait Kisselev. Poursuivre maintenant la liberté de pensée, c'est rouer de coups un aveugle, qui a été opéré de la cataracte et qui voit maintenant clair. En l'An Douze, les appels, les manifestes, les ordonnances invoquaient la liberté. On leurrait le peuple, et il eut confiance; il n'épargnait ni son sang ni ses biens. Napoléon est renversé, l'Europe est libérée, Alexandre Ier rentre auréolé de gloire. Mais le peuple, qui avait tout donné pour cette gloire, a-t-il reçu un allégement quelconque? Non. Les miliciens, en revenant dans leurs foyers, ont les premiers répandu leurs plaintes : « Nous avons versé notre sang; maintenant l'on nous force à suer dans les corvées; nous avons délivré notre pays du tyran, et les seigneurs nous tyrannisent. » Tous, depuis le troupier jusqu'au général, ne faisaient que répéter : « Qu'il fait bon dans les pays étrangers! Pourquoi n'en est-il pas ainsi chez nous? »

» C'est l'apparition de la pensée libre en Russie, résuma Kisselev. Pour en détruire la racine, il faut détruire toute la génération des hommes qui sont nés et se sont formés pendant le règne présent.

» Et voilà, dirai-je à mon tour, les bases de la Société Secrète. « Oui, ils possèdent la vérité. Le souverain le sait, c'est toute la raison de ses tourments. « Mais comment ne m'en a-t-il rien dit? Que fait-il de moi? Il faut que je lui parle, quoi qu'il arrive...

« Un billet d'Alexandre :

Si vous avez besoin de mon appui, je suis prêt à faire cesser

toutes les visites; mais je vous en supplie, mettez fin à votre torture.

» Le médecin de la cour, Stoffregen, lui a dit franchement qu'on me *tue*. Quand je monte l'escalier du Palais d'Hiver, je sens qu'un jour je tomberai morte.

» Je suis comme une sentinelle qui n'ose pas quitter son poste. Je n'aime pas manger mon pain sans rien faire et, surtout, je ne puis souffrir les condoléances. Parfois, je reste assise dans ma chambre, le visage couvert d'une voilette pour ne point sentir les regards de compassion qu'on me jette : « Ah! pauvre femme! qu'elle est malade, qu'elle est malheureuse! »

» Cela ne ressemble-t-il pas à cette torture qui consiste à exposer un homme nu, enduit de miel, pour être dévoré par les insectes? »

« Il me revient qu'en automne on va me conduire à Taganrog. Cela m'est indifférent. Seulement que ce ne soit pas en Italie : le spectacle d'une impératrice malade qu'on promène d'une ville à l'autre est bien déplaisant.

» Je ne pourrais vivre nulle part ailleurs qu'en Russie, même si tout le monde m'oubliait. Et c'est en Russie que je veux mourir.

» Le souverain me conduira à Taganrog et reviendra pour l'hiver à Pétersbourg. Et moi, je resterai seule, de nouveau seule. »

« J'ai toujours prié Dieu de m'aider à vaincre mes résistances, à anéantir tous mes désirs. J'ai sacrifié à Alexandre tout ce qui m'était cher, aussi bien les choses de peu d'importance que les choses graves. Tout d'abord, cela m'a été difficile; mais il n'avait qu'à me dire : « Vous êtes si raisonnable », et je faisais tout ce qu'il voulait. Je confondais l'obéissance que je lui avais vouée avec ma résignation à la volonté de Dieu, et c'était là toute ma religion. Je me disais : « Il le veut », et le pénible devenait aisé, le douloureux devenait doux... Toujours plus aisé, plus facile, toujours plus doux, plus agréable.

» Eh bien, je suis parvenue à me vaincre. Je n'ai plus de désirs, plus de volonté, plus rien, comme si je n'existais pas.

» Pourquoi tout à coup cet effroi qui me saisit? Pourquoi ne sais-je plus si c'est moi qui ai raison, ou si c'est lui?

« Tu éprouves toujours une fausse pudeur, disait souvent ma mère. Lorsqu'on t'évince, aussitôt tu te caches, tu t'effaces et tu marches en rasant les murs, afin de passer inaperçue. Il faut avoir plus de confiance en soi-même. C'est nécessaire dans ta situation. » Oui, toute ma vie, je marche en rasant les murs. Je fais semblant de ne pas être. Je m'évertue à ne pas être. Comme le dit l'Écriture : « *Que les femmes gardent le silence.* » Je ne suis qu'une femme, je suis trop une femme. »

« Ai-je eu raison de triompher de moi-même, de m'être immolée pour lui? Peut-être fallait-il me révolter? Peut-être avais-je plutôt raison quand je m'insurgeais contre lui?

» Maintenant, il est trop tard. Maintenant plus que jamais, il a besoin de moi, il a besoin de ma volonté, de ma force, de mon dévouement; mais voilà : je ne puis rien lui donner, car il n'y a plus rien en moi. Je suis une morte à côté d'un être vivant. Parfois, il s'approche de moi, comme s'il espérait encore; il veut me dire quelque chose et attend que je lui parle; mais je ne trouve pas les mots nécessaires; nous nous taisons tous les deux, ou si nous causons, cela ressemble à la conversation de deux sourds-muets.

» J'ignore la cause de son mal, je vois seulement qu'il a de la peine, et plus que jamais. Et je ne puis lui venir en aide, je ne puis le soulager.

» Nous sommes comme deux êtres qui se noient : nous nous agrippons l'un à l'autre et nous nous entraînons mutuellement au fond de l'abîme.

» Si je suis seule coupable, pardonnez-moi, Seigneur. C'est vous-même qui m'avez fait telle que je suis. Je ne puis rien, je ne veux rien, je ne sais rien, j'aime seulement.

» Et si nous sommes coupables tous les deux, punissez-moi, mais épargnez-le, prenez mon âme seule en expiation... »

Ayant achevé la lecture, l'impératrice ferma son journal avec la sensation que la fin du journal était sa fin à elle.

Les gouttes rouges de la cire à cacheter tombèrent sur le

papier blanc comme des gouttes de sang. D'un cachet ancien à ses armes de princesse badoise, elle scella le journal et inscrivit sur l'enveloppe : « *A brûler après ma mort.* »

Elle remit le journal dans sa cassette et la ferma à clef.

Couvrant le visage de ses mains, elle implora Dieu de ne punir qu'elle et de faire grâce à son mari.

Il y avait une autre prière dans son cœur; mais elle en était presque inconsciente; si elle avait pu s'en rendre compte, elle aurait ressenti de l'étonnement, de l'effroi : cette prière demandait que Dieu lui pardonnât comme elle pardonnait elle-même à Dieu.

II

« *Petit père, Majesté! Avec le plus grand dévouement, je rapporte à Votre Majesté que l'officier des courriers de cabinet, Lang, avait conduit auprès de moi Scherwood, sous-officier du 3e régiment ukrainien, qui m'avait annoncé de la part du comte Witt qu'il a un rapport à faire à Votre Majesté, concernant l'armée et se rapportant à un complot qu'il ne peut dévoiler qu'à la personne de Votre Majesté. Je ne l'ai pas questionné davantage, puisqu'il ne veut rien en dire; de plus, cette affaire ne concerne pas les colonies militaires; c'est pourquoi je l'ai envoyé à Saint-Pétersbourg, chez le chef de l'état-major, le général-major Kleinmichel, afin qu'il le retienne sous bonne garde dans sa maison et ne le laisse pas sortir avant que Votre Majesté daigne indiquer le lieu où il doit être transporté. J'ai donné ordre à Lang de ne pas inscrire le sergent Scherwood à la barrière. De toutes ces choses je fais, avec le plus grand dévouement, mon rapport à Votre Majesté.*

« *De Votre Majesté Impériale le très féal sujet,*

« *Comte Araktchéïev.* »

C'est vers la mi-juillet, pendant son séjour au palais de Kamenoostrov [1] que le tsar reçut cette lettre venant de Grouzino [2]. Mais Scherwood avait déjà écrit à l'Empereur à l'insu d'Araktchéïev, par l'intermédiaire du médecin de la

1. L'île des Pierres, à Saint-Pétersbourg, entourée des eaux de la Néva.
2. Château du comte Araktcheïev.

cour, Williers, en priant de le faire conduire à Pétersbourg pour une affaire importante concernant personnellement le souverain.

Le tsar savait que Scherwood était un agent de la police secrète du général Witt, commandant en chef des colonies militaires du Sud. Il y avait cinq ans déjà qu'il était chargé d'exercer la surveillance dans l'armée du Sud, par l'entremise d'espions, et de rapporter tout ce qui s'y passait.

Des bruits équivoques couraient sur le général Witt.

— Witt est une canaille comme il n'y en a pas deux au monde; c'est ce qu'on appelle en français un gibier de potence, — disait le grand-duc Constantin Pavlovitch.

Aussi, l'Empereur se méfiait-il autant des délateurs que des conjurés.

— Vous savez, Sire, que je suis l'ennemi des délations, car la crapule la plus ignoble peut dénoncer d'honnêtes gens et leur porter le plus effroyable préjudice, avait dit son frère Constantin.

Alexandre était d'une délicatesse exagérée; un « requinqué », comme l'appelait sa grand'mère; il ressemblait à l'hermine qui préfère tomber entre les mains des chasseurs plutôt que de souiller sa blancheur.

Récemment, il avait jeté au feu l'une des délations, celle du capitaine Maïboroda, en disant :

— Le misérable, il cherche à gagner mes faveurs!

Le tsar avait néanmoins décidé de recevoir Scherwood : la curiosité fut plus forte que la répugnance.

Le rendez-vous était fixé au 17 juillet, à 5 heures de l'après-midi, au palais de Kamenoostrov.

Ce palais avait l'aspect d'une villa modeste. Quelques gradins, garnis de plantes de serre, conduisaient du balcon au jardin. Les habitants des villas pétersbourgeoises, en se promenant au printemps dans les yoles sur la petite Nevka, pouvaient voir le tsar flâner dans le jardin, ramenant vers lui, de son petit mouchoir blanc, le parfum des lilas en fleurs. Hormis la sentinelle, postée près de la porte cochère, on n'apercevait nulle garde. Le jardin étant à plusieurs issues, les gens de toute condition, de simples moujiks, circulaient sous les fenêtres même du palais.

A 5 heures précises, on annonça au tsar l'arrivée de Kleinmichel et de Scherwood. Comme il se trouvait encore à table, il ordonna qu'on les fît attendre et s'efforça de conserver jusqu'à la fin du dîner un visage impénétrable. Puis il se leva, entra dans le salon d'audiences, dit bonjour à Kleinmichel, dévisagea Scherwood et ordonna à ce dernier de passer dans son cabinet. Kleinmichel demeura dans la salle d'attente.

Aussitôt entré, Alexandre ferma la porte et la fenêtre qui donnait sur le jardin. Il s'assit à son bureau, prit un crayon, et, courbé, sans regarder Scherwood, se mit à tracer des arabesques : des bâtonnets, des petites croix, des œillets. Scherwood se tenait devant lui, en une posture militaire, la main sur la couture du pantalon.

— N'es-tu pas le fils de ce Scherwood que je connais et qui sert à la fabrique Alexandre, à Moscou?

— De celui-là même, Votre Majesté.

— Tu n'es pas Russe?

— Non, Sire, je suis Anglais.

— Où es-tu né?

— A Kent, près de Londres.

— A quel âge es-tu venu en Russie?

— A l'âge de deux ans. En 1800, feu l'empereur Paul Pétrovitch, de glorieuse mémoire, fit venir mon père qui le premier a établi en Russie des fabriques de drap.

— Parlez-vous anglais?

— Certainement, Sire.

La dernière question et la réponse furent faites en anglais [1]. « Il semble ne pas mentir », pensa le tsar.

— Que voulais-tu donc me dire?

— Je crois, Sire, à l'existence d'un complot contre la sécurité de la Russie, et celle de Votre Majesté Impériale.

— Pourquoi le crois-tu?

Levant ses yeux, pour la première fois, Alexandre dévisagea Scherwood. Rien de particulier, une physionomie des plus ordinaires, insignifiante : visage net, selon l'expression consacrée des passeports russes.

1. Il est à noter que lorsqu'on s'entretient dans la haute société russe en français ou en anglais, on emploie toujours la deuxième personne du pluriel, au lieu du singulier usuel en russe, même entre proches parents.

Scherwood rapporta la conversation de deux membres de la Société Secrète, celle du lieutenant comte Bulgari et de l'enseigne Vadkovsky, conversation que lui, Scherwood, avait surprise en écoutant à la porte, dans un logement étranger, à Akhtyrka, ville du gouvernement de Poltava. Vadkovsky vantait la constitution, Bulgari riait : « Pour les ours Russes une constitution? Es-tu fou? Et eux, les as-tu oubliés? Où va-t-on les fourrer? » Et Vadkovsky de dire : « Comment où les fourrer?.. »

Scherwood s'arrêta, puis :

— Pardonnez, Sire, j'ai horreur de le répéter...

— Allons, parle.

L'Empereur le regarda à nouveau : figure pâle, humide de sueur, privée de vie comme ces masques de plâtre, moulés sur le visage des trépassés; seul, l'œil gauche clignotait, — effet d'un tic, sans doute — et cela faisait une impression fort désagréable. « Quelle brute! » pensa soudain le tsar, tout en s'étonnant de sa répugnance qu'il s'expliqua ainsi : « C'est parce que je sais qu'il est un délateur. »

Rabaissant les yeux, il se remit à ses croix, ses œillets, ses bâtonnets.

— « Comment, dit-il, où les fourrer? » — cligna Scherwood, — « les égorger tous! »

Alexandre haussa les épaules.

— Après?

Il était persuadé que les mots « les égorger tous » n'avaient pas été prononcés.

— Lorsque nous nous trouvâmes seuls, Vadkovsky s'approcha de moi et, le visage quelque peu décomposé, me dit : « Monsieur Scherwood, soyez mon ami. Je vais vous confier un secret important. — Pour ce qui est des secrets, dis-je, veuillez ne pas vous hâter de me les confier : je n'aime pas les mystères. — Non, dit-il, notre Société ne doit pas exister sans vous. — Ce n'est ici, repris-je, ni le temps, ni le lieu de discuter ces choses; mais je vous donne ma parole d'honneur que je me rendrai chez vous, au campement de votre régiment. »

— Puis, continua Scherwood, à la station Bogodoukhovskaïa, au cours d'une nuit, il eut avec une dame (sans

doute la maîtresse de Scherwood) la conversation suivante : « Jurez-moi, dit la dame, que personne au monde ne saura ce que je vais vous révéler. » Il en fit le serment et elle ajouta : « Je vais chez mon frère; Dieu sait ce qu'ils ont fomenté contre l'Empereur; or, moi, je l'aime beaucoup, jamais nous n'avons eu un aussi bon souverain »...

— Qui donc est cette dame? — demanda le tsar.

— Sire, j'ai toujours suivi le droit chemin, j'ai toujours observé la fidélité du serment et suis prêt à sacrifier ma vie pour découvrir le mal; mais je supplie Votre Majesté de ne pas me demander son nom : j'ai juré...

« En voilà un chevalier de la table ronde! » pensa Alexandre en faisant un effort pour ne pas grimacer comme s'il sentait une odeur nauséadonde.

— C'est tout ce que tu sais? — fit-il, et, cessant brusquement de dessiner, il écrivit en français plusieurs fois de suite : « canaille, canaille, canaille, gibier de potence »...

— Parfaitement, Sire, c'est tout ce que je sais de positif; quant aux bruits et aux conjectures, je n'ose pas les rapporter.

— Dis-moi tout, — fit Alexandre, et de ses mains nerveuses, il se mit à briser le crayon dont il jetait les débris sur le plancher. Il sentait bien qu'à chaque question il s'enfonçait, agissant comme dans un mauvais rêve, contre sa volonté.

— Quelle est donc ta pensée? Ce complot est-il étendu?

— A en juger d'après l'esprit et surtout d'après les conversations générales des officiers de la seconde armée, le complot doit être déjà extrêmement étendu. Les troupes prêtent à ces propos une oreille complaisante...

— Que désirent-ils donc? Sont-ils si malheureux que cela?

— Ces chiens ne se plaignent que de trop d'aise, Sire.

« Il est tout bonnement bête », pensa le tsar, soudain soulagé.

Cependant, il poursuivit son interrogatoire.

— Que penses-tu encore? N'y a-t-il pas parmi eux des personnages haut placés?

Scherwood se tut un moment, jeta un coup d'œil du côté de la porte, craignant sans doute d'élever la voix, ayant remarqué que le souverain avait l'oreille dure.

— Approche, mets-toi ici, — fit Alexandre en lui indiquant

une chaise à côté de la sienne : il fit encore ce qu'il ne voulait pas faire.

Scherwood s'assit et se mit à chuchoter. L'Empereur l'écoutait, tendant son oreille droite et s'évertuant à ne pas respirer du nez : il lui semblait que Scherwood puait des pieds; cette odeur donnait au souverain des nausées. « Et pourquoi sue-t-il si fort? C'est la peur, sans doute, qui le met en cet état, » pensa-t-il avec dégoût.

Scherwood parla de la conduite ambiguë du général Witt, lequel ne rapportait pas, disait-il, tout ce qu'il savait, ainsi que du général Kisselev chez qui le conjuré principal Pestel passait les nuits et les jours; il parla des ministres qu'il considérait à peu près tous comme suspects, sans en excepter Araktchéïev lui-même.

— Dans les colonies militaires, on fournit aux hommes des fusils, mais on ne leur donne pas à manger : dans les circonstances actuelles, cette méthode est très dangereuse.

« Non, il n'est pas bête; il sait beaucoup de choses et dit moins qu'il ne sait », pensa Alexandre.

— Je présume, — termina Schervood, — que ladite Société est le prolongement de la Société européenne des carbonari. Des personnes des plus haut placées prennent part au complot, toute l'armée y participe. Non seulement la vie de Votre Majesté, mais aussi celle de toute la famille impériale est en danger. Et le danger est proche. Il y aura un carnage comme jamais encore n'en enregistra l'histoire! Ils veulent tous les...

« Tous les égorger, » comprit le tsar.

— Ils portent des anneaux noirs avec l'inscription 71.

— Que signifie ceci?

— Veuillez compter, Sire : janvier a 31 jours, février 29, mars 31, au total cela fait 71. L'an 1801, 11 mars. Voici donc vingt-cinq ans depuis la mort de votre père de glorieuse mémoire, l'empereur Paul Ier, — fit Scherwood en clignotant d'un œil. — L'attentat contre la vie de Votre Majesté Impériale est fixé pour ce même jour...

« 11 mars pour 11 mars, sang pour sang », comprit de nouveau le souverain.

Il blêmit, voulut bondir, essaya de crier : « Hors d'ici, misérable! » mais les forces lui manquèrent; il sentit seule-

ment que ses entrailles se refroidissaient, se contractaient d'une peur ignoble, comme après la bataille d'Austerlitz, lorsqu'il gisait dans la cabane vide, sur la paille, étreint du mal de ventre.

Et les yeux de Scherwood brillaient de joie : « Le poisson a mordu à l'hameçon! » Il ne chercha plus à intimider, mais fit mine de compatir, de réconforter.

— L'infection des esprits, venant d'une partie insignifiante de vos sujets, Sire, ne représente pas les sentiments du peuple, dont la fidélité est inébranlable. Quoiqu'on ait perdu beaucoup de temps, si on prenait de rapides mesures, on pourrait encore échapper à leur fureur. Seulement, comme le dit le fabuliste Krylov, il faut

> Avec les loups ne faire la paix
> Qu'après les avoir écorchés.

Il termina sa phrase avec une certaine désinvolture, et son visage, en cet instant, était empreint d'une expression si ignoble, que le souverain crut voir à ses côtés, non plus un être humain, mais un véritable fantôme : n'était-ce pas son propre diable-sosie, son double pour ainsi dire, l'incarnation de ce qu'il y avait en lui-même de grotesque et de terrible?

— C'est bon, va, attends les ordres de Kleinmichel. Va donc, — dit-il, en se contenant à peine.

Il se leva avec effort, étendant la main comme s'il voulait repousser Scherwood; mais l'autre s'inclina vivement et baisa cette main.

Resté seul, Alexandre ouvrit largement la fenêtre et la porte du balcon : il était poursuivi par la sensation d'une mauvaise odeur flottant dans la pièce. Il passa dans le jardin, mais là aussi, dans le brouillard tiède, persistait l'odeur nauséabonde; et les feuilles humides, comme en sueur elles aussi, dégouttaient lentement. Pendant un long moment, il se tint debout dans l'allée déserte, la tête appuyée contre l'arbre. Il ressentait une nausée mortelle.

Le lendemain, prétextant l'humidité de ce cabinet, il le quitta pour s'installer dans une autre pièce, à l'étage supérieur; en réalité, parce qu'il désirait ne plus être importuné par les bruits extérieurs.

Le même jour, il aperçut des sentinelles où il n'y en avait pas auparavant, ainsi qu'une nouvelle grille blanche dans le jardin; cette grille barrait le passage devant le palais. C'était Dibitch assurément qui avait pris l'initiative de ces dispositions nouvelles, le souverain n'ayant rien ordonné.

Il se ressouvint d'un petit fait survenu au cours d'une de ses promenades solitaires par les rues de Dresde : une villageoise, en le voyant, s'était écriée : « Tenez, le tsar russe va tout seul, il ne craint personne; on voit bien que sa conscience n'a rien à lui reprocher! » Et maintenant, la grille blanche...

Une certaine nuit, l'officier de service accourut chez lui, les traits défaits :

— Un malheur, Sire!

— Qu'y a-t-il?

— Ce n'est pas ma faute, Sire; Dieu m'est témoin, ce n'est pas...

— Mais qu'y a-t-il? Parle donc?

— Une orange... une orange... — bafouillait l'officier, hors d'haleine.

Près du palais, sur le quai, on avait disposé à la file des orangers dans des cuveaux; les fruits mûrissaient, et une sentinelle les protégeait du vol. L'un de ces fruits, trop mûrs, tomba. La sentinelle en avisa le caporal, le caporal l'officier de garde, l'officier de garde l'officier de service, et celui-ci vint annoncer l'incident au souverain.

— Hors d'ici! imbécile! — cria-t-il, éclatant de rage. Puis il le rappela, lui demanda son nom : « Skariatine. »

Or ce nom de Skariatine était parmi ceux des assassins du 11 mars. Certes, il ne désignait pas le même individu; cependant, le souverain ordonna de ne jamais commander celui-ci de service au palais.

Peu de temps après, le tsar partit pour Tsarskoïé. N'était-ce pas parce qu'il se croyait là plus en sécurité? Il s'efforçait de ne plus penser au danger. Il reprit ses promenades solitaires auxquelles il se plaisait même la nuit, comme pour se démontrer à lui-même sa tranquillité d'esprit.

Au palais de Pavlovsk, à côté de la chambre à coucher de l'impératrice-mère, se trouvait une chambre fermée. Personne n'y entrait jamais, hormis l'impératrice et le fourrier

de la chambre, Serge Ivanovitch Krylov. C'était un vieillard décrépit, vêtu d'un uniforme rouge maltais du temps de Paul Ier, aux yeux figés à tel point qu'on croyait, si l'on regardait dans ses pupilles, y apercevoir ce qui s'y était reflété jadis, comme dans les pupilles d'un trépassé on aperçoit, dit-on, au moment de la mort, toute sa vie antérieure. Quand il rencontrait le souverain, il le saluait de loin et décampait aussitôt comme s'il le fuyait.

Le petit Sacha, fils du grand-duc Nicolas Pavlovitch, un gamin de sept ans, à la jolie frimousse pâlotte, passait toujours, plein de curiosité, devant cette porte fermée : elle lui semblait aussi mystérieuse que cette effrayante porte du château de Barbe Bleue dont il avait lu le récit dans les contes. Y jeter un coup d'œil, ne fût-ce que par une fente, voir ce qu'il y avait là! Tel était son plus cher désir d'enfant. Une fois il rêva qu'il y entrait et qu'il était témoin d'une chose horrible; il s'éveilla en poussant un cri, mais ne put jamais se souvenir de ce qu'il avait vu.

A la fin d'août, avant son départ pour Taganrog, le souverain arriva à Pavlovsk, chez l'impératrice-mère; mais ne l'ayant pas trouvée, il passa dans le cabinet de travail, où il n'y avait personne, hormis Sacha et la vieille dame d'atour, la princesse Lieven. Assis à une table ronde, près de la fenêtre, ils jouaient aux soldats. Le souverain prit place auprès d'eux et se mit aussi à jouer. Il tirait avec tant de précision et maniait avec tant de justesse un canon minuscule chargé de pois, que Sacha, plein d'allégresse, criait et battait de ses petites mains.

Par la porte ouverte, on apercevait l'enfilade des pièces. Soudain, dans la dernière, la chambre à coucher de l'impératrice-mère, passa rapidement l'uniforme rouge maltais. Le fourrier de la chambre, Serge Ivanovitch Krylov, se tenait debout devant la porte fermée. Le tsar l'aperçut et s'approcha vivement de lui.

Dans la pièce voisine, on entendit la voix de l'impératrice-mère. La princesse Lieven marcha à sa rencontre. Sacha, resté tout seul, leva les yeux, oublia les soldats minuscules et suivit avec une avide curiosité ce qui se passait près de la porte mystérieuse.

Krylov, en apercevant le souverain, le salua de loin et se préparait, comme toujours, à s'esquiver. Mais celui-ci l'appela et, sans autre préambule, lui dit d'une voix ferme :

— Donne-moi la clé.

Le vieillard le regarda avec insistance comme s'il n'avait pas entendu et bafouilla quelque chose d'incompréhensible dont on ne put rien saisir sauf ces mots :

— Sa Majesté... daigne ordonner?

— Allons, donne, donne vite, te dis-je! — cria le tsar, et il lui posa la main sur l'épaule.

Le vieux tressaillit de tous ses membres, ses pupilles se dilatèrent, comme les pupilles d'un mort qui voit ce que personne ne voit plus; il voulait présenter la clé, mais ses mains tremblaient si fort qu'il la laissa tomber. Le souverain la ramassa, ouvrit la porte et pénétra dans la chambre.

Il se dégageait de ce lieu une odeur de renfermé, un relent de vieux habits; en effet, les vêtements de feu l'empereur Paul Ier, transportés de sa chambre à coucher, étaient conservés dans cette pièce. Le souverain aperçut les meubles familiers, chaises, fauteuils, canapé d'acajou, à têtes de lions en bronze; les tableaux familiers de l'archange Gabriel et de la Sainte Vierge par Guido Reni, suspendus au chevet du lit; le bureau, les secrétaires, la table à écrire avec l'encrier et les plumes, comme si on venait de s'en servir, les papiers et les lettres (il reconnut l'écriture de son père); la petite table de nuit, avec la chandelle couverte de l'éteignoir, comme si on venait de l'éteindre; l'horloge dont l'aiguille avait été arrêtée à minuit et demi, et le paravent de la chambre à coucher, en soie fanée à figures chinoises.

Il resta longtemps sans bouger, immobilisé sous le poids de l'hésitation. Puis il fit un pas indécis et jeta un regard derrière le paravent : il y avait un lit de camp. Alexandre devint blême et ses pupilles se dilatèrent comme les pupilles d'un mort qui voit ce que personne ne voit plus. Soudain, il se baissa et, esquissant un sourire étrangement malicieux, il souleva la couverture et aperçut sur le drap de lit, des taches sombres, de vieilles taches de sang.

Il entendit un frôlement : c'était Sacha, qui, à côté de lui, regardait aussi les taches de sang; au même instant, l'enfant

glissa un coup d'œil vers le souverain, et, sans doute, vit-il dans son visage ce qu'il avait vu déjà dans son rêve terrible, car il se mit à crier à tue-tête et se sauva à toutes jambes.

Sur le fils et le petit-fils de Paul, avait passé l'épouvante, reliant le passé à l'avenir dans le même sang.

Le départ de l'empereur pour Taganrog était fixé au 1er septembre, celui de l'impératrice Élisabeth au 3e du même mois.

Il était revenu de Pavlovsk à Pétersbourg pour faire ses adieux à l'impératrice-mère, et le jour convenu, il quitta le palais de l'Ile des Pierres, à 5 heures du matin, les lanternes étant encore allumées dans les rues pleines d'ombre. Sans cortège, il entra seul dans la Laure Nevsky et y fit chanter un *Te Deum*.

A l'instant où il franchissait la barrière de la ville, le soleil se leva. Il dit au cocher d'arrêter, se souleva dans la calèche, et contempla longuement la ville, comme s'il lui faisait ses adieux. Dans la brume matinale, les maisons, les tours et les clochers des églises lui apparaissaient comme une vision fantomatique, évanouis dans un songe. Enfin, il s'assit et dit :

— Avec Dieu, va!

La clochette tinta et la troïka partit à vive allure.

A Tsarskoïé, cinq calèches le rejoignirent : celles du maître du convoi colonel Solomka, du maître d'hôtel Miller, du médecin de la cour Williers, de l'aide de camp général Dibitch, et une calèche de réserve.

Le souverain avait établi l'itinéraire du voyage, avec les noms des stations et le nombre de verstes qui les séparaient. Il y avait de Pétersbourg à Taganrog quatre-vingt-cinq stations, mille neuf cent trente quatre verstes trois quarts. Il devait accomplir le voyage en douze jours, tandis qu'il avait prévu vingt jours pour celui de l'impératrice.

L'itinéraire comprenait la grande route de la Russie Blanche, à partir de la frontière du gouvernement Pskov, la grande route de Toula; il évitait à dessein Moscou : Alexandre ne voulait nulle part ni cérémonies, ni parades, ni réceptions.

Déjà on avait passé Gatchina, Vyra, Yatchtchéra, Louga, Gorodetz. L'empereur examinait soigneusement au passage

les couchers préparés pour l'impératrice, avançant lui-même sans arrêts, dormant en calèche.

Ces jours d'automne étaient radieux. Chaque matin, le soleil se levait dans la clarté et se couchait dans la clarté, faisant présager un lendemain aussi serein. L'atmosphère était chargée d'odeurs de brûlé, de fumée s'élevant des granges, et une douceur, une fraîcheur s'en exhalaient comme au printemps. Les aires étaient pleines du bruit des gens qui parlaient, du bruit des fléaux, tandis que dans les champs déserts stagnait un silence solennel, comme dans une maison la veille d'une fête; seul dans l'espace s'élevait le cri des grues qui se dirigeaient du côté où la troïka emportait l'empereur.

Plus il s'éloignait, plus il se sentait soulagé, comme si le poids qui l'écrasait pendant ces dernières années libérait son âme; il semblait sortir d'un rêve terrible : il se sentait comme s'il avait abdiqué le trône, quitté la capitale et ne devait pas y revenir en empereur; là où il allait, était la délivrance ultime. N'est-ce pas pour cette raison qu'il percevait dans les cris des grues comme un appel mystérieux, une espérance infinie?

Une nuit, au début de son voyage, il eut un songe. Petite ville de province, maisonnettes jaunes à fenêtres noires, telles les maisonnettes-joujoux, mal dessinées. Le ciel d'un violet sombre, comme on en voit le soir en hiver; cependant, ce n'est ni l'hiver, ni le soir, c'est l'automne printanier, le matin vespéral. On ne voit pas le soleil, mais il est en tout, comme s'il brillait au dedans des choses; et tout ce qui existe est si heureux, si pur, si paradisiaque! Voici que viennent Sophie et le prince Valérien Golitsine; ils lui disent quelque chose qu'il ne saisit pas, mais il épouve une allégresse comme il n'en a jamais éprouvée. « C'est donc ainsi que cela est? et moi qui l'ignorais! » Il rit et pleure de joie. Il voudrait prier, mais il n'a rien à demander : tout y est déjà, a été, et sera.

Il se réveilla. « C'est donc ainsi que cela est, et moi qui l'ignorais! » répéta-t-il à l'état de veille, et il pleura de joie.

Il jeta un regard autour de lui : il faisait encore nuit, mais le scintillement des étoiles annonçait le matin. Il ne reconnut pas la localité : des prés descendant en pente et, plus loin, un demi-cercle de collines boisées, dans le crépuscule étoilé. Il entendit le son d'une cloche lointaine, venant sans doute de

l'ermitage de Saint-Théophile : Borovitchi n'était donc pas loin.

La calèche montait une colline. Soudain, au bord du ciel, là où la route s'estompait, il aperçut une étoile inconnue, énorme, d'un éclat extraordinaire; elle laissait une traînée lumineuse, et il semblait qu'elle allait choir avec une vitesse vertigineuse. Dans cette chute, il y avait encore un appel mystérieux, une espérance infinie.

Il se souvint de la comète de l'an 1812. L'autre semblait présager la ruine, et elle fut la messagère du salut; pourquoi celle-ci n'annoncerait-elle pas le bonheur?

Lorsque la calèche eut gravi le sommet de la colline, il ordonna au cocher d'arrêter; comme tantôt, à la barrière pétersbourgeoise, il ôta sa casquette et se signa.

— Les cieux prêchent la gloire de Dieu et le firmament annonce les actes de ses mains, — murmura-t-il pieusement, et, plein d'allégresse, il sentit que cette allégresse ne lui serait jamais enlevée. Il ne demandait rien dans sa prière, il remerciait seulement Dieu de tout ce qui avait été et de tout ce qui serait encore.

D. MEREJKOVSKY

(A suivre.)

POÈMES[1]

XXIII

On m'a parlé ce soir des villes savoureuses
Qui sur les mers du Sud rêvent indolemment,
Répandant leur odeur de rose et de piment,
Sans connaître leur prix, sans se savoir heureuses!

Tu ressembles souvent, dans ton charme attristé,
A l'ignorant bonheur de ces rêveuses villes,
Toi qui fais émaner la chaude volupté
De ton être évasif, distrait, triste et tranquille...

XXIV

Je ne puis jamais reposer
Mon esprit, qui, de loin, contrôle
Le souci qui vient t'épuiser,
L'ennui qui pèse à ton épaule.

Jamais je n'ignore un instant
Que tu respires, parles, rêves;
J'éprouve, triste combattant,
La nécessité d'une trêve!

— Ah! j'aurais besoin que parfois,
Dans une calme et longue aurore,
L'univers m'apparût sans toi,
Et ne t'eût pas fait naître encore!

1. Voir *la Revue de Paris* du 15 mars.

XXV

L'automne a lentement mouillé les paysages;
Son humide tristesse en mon cœur s'insinue.
La nature, pourtant, ne peut me sembler nue,
Puisqu'en elle, au lointain, respire ton visage.

Je reproche à mes yeux de se sentir déçus
Par la légère pluie enserrant l'univers.
Mais l'été fut sans joie. Bientôt voici l'hiver.
Et je me sens mourir, car je n'ai pas reçu
Les seuls dons que mon cœur hanté se représente :
Mon épaule meurtrie, et ta tête pesante...

XXVI

Je crois à l'âme, si c'est elle
Qui me donne cette vigueur
De me rapprocher de ton cœur
Quand tu parais sombre et rebelle!

Je crois à l'âme, si vraiment
C'est d'elle que je tiens l'audace
De t'avoir scruté face à face
Dans les divins commencements!

— Mais, ô Nature impérieuse,
Instinct qui ne cédez jamais,
Turbulence mystérieuse,
N'est-ce point par vous que j'aimais?...

XXVII

Quand ce soir tu t'endormiras
Loin de moi, pour ta triste nuit,
En songe pose sur mon bras
Ton beau col alourdi d'ennui.

Jette vers moi ce qui t'encombre,
Défais-toi des mornes pensées,
Je les ramasserai dans l'ombre
Comme une glaneuse insensée,
Ivre d'amour, et qui dénombre
Des roses, des lys, des pensées...

XXVIII

Ce n'est pas lorsque tu semblais
Indifférent, distrait et morne
Que mon âme se dépeuplait
De sa ténacité sans borne.

— Mais parfois, plus doux, plus aimant,
Riant, reprenant confiance
Et me regardant clairement,
Tu me tuais par l'espérance...

XXIX

Je voyais, (aussi nettement
Qu'on voit la rose en fraîche toile),
S'épanouir au firmament
La pulpe altière des étoiles.

Je rêvais. Par les jours trop chauds,
Quand l'heure du soir songe et stagne,
Une rue, un mur blanc de chaux,
Me restituaient les Espagnes.

Auprès d'un verger de Passy,
Quand la nuit met sa molle roche
Sur tout l'espace dessaisi,
J'entendais, au lointain, des cloches
Éparpiller leur lent souci...
L'univers logeait dans mon cœur,

Lorsque tu vins comme un voleur...

XXX

O suave ami périssable,
Tu ne pourras laisser de traces
Que le temps mobile n'efface
Comme fait le vent dans les sables!

Tes doux jeux, charmants, éphémères,
Sont faits d'écume et d'âme amère,
Et cependant, quoi que tu fasses,
Il restera que je t'aimais,
Que j'ai dit ta grâce à l'espace,
Et penché sur tes yeux ma face
Où le soleil se résumait!

XXXI

Je voudrais mourir, mais non pas
D'une autre et plus tranquille mort
Que celle que causent ton pas,
Ta voix, ton regard, ton abord.

Pourrai-je renoncer, crois-tu,
— Bel arbre humain, cyprès, tilleul! —
A ce grand besoin éperdu
Que j'ai de périr par toi seul?

XXXII

Un soir où tu ne parlais pas,
Où tu me regardais à peine,
Mes yeux erraient à petits pas
Sur ton visage aux belles peines,

Et j'ai fait avec ton ennui
Un étrange et mystique pacte
Où tout me dessert et me nuit;
Et, depuis, mes rêves, mes actes,
A travers les jours et les nuits,
L'éloignement, l'atroce ennui,
S'en vont, résolus, invincibles,
Vers ton corps que j'ai pris pour cible.

XXXIII

Si je t'aime avec cet excès,
Et cette netteté aussi,
Avec cet œil adroit qui sait,
C'est à cause de mon pays!

De mon pays lointain, antique,
L'illustre Hellade des cigales,
Où, sans doute, aux jeux olympiques,
Se mouvaient tes grâces égales :

Grâces du visage et du cœur,
Force charmante, allègre effort
D'un front qu'ennoblit de sueur
L'élan de l'âme avec le corps!

Platon, Mnasalque, Diotime
T'eussent entouré de clameurs.
Moi je t'aime, je souffre et meurs;

Reçois ce présent plus intime...

XXXIV

Je n'ai besoin, de toi, que toi-même! sans l'âme,
Sans l'amitié, la voix, le plaisir, le bonheur!
Hélas! de t'avoir vu triste m'a fait si peur
Que de ton cœur muet mon désir ne réclame
Que l'humble instant sans paix, sans consolation,
Où mon esprit troublé, qui meurt de passion,
Contemple avec une ample et radieuse aisance
Le miracle restreint de ta triste présence...

XXXV

Si vraiment les mots t'embarrassent,
Ne dis rien. Rêve. N'aie pas froid;
C'est moi qui parle et qui t'embrasse;
Laisse-moi répandre sur toi,
Comme le doux vent dans les bois,
Ce murmure immense, à voix basse...

XXXVI

Pareils à l'Océan qui dans sa force trouble
Contient un orage inconnu,
Tes yeux de sombre azur sont pleins de lueurs doubles,
Jamais ils ne me semblent nus.

Je ne connais pas bien ces lieux de ma misère
Et de ma longue attention;
Ainsi que sur la lande aux chardons aigus, j'erre,
Me blessant aux déceptions.

— Hélas! J'étais puissante, attentive, précise,
Mais où toucher ton cœur amer?
A présent je ressemble à ces femmes assises
Guettant les barques sur la mer.

J'attends qu'une heure sonne à quelque vague horloge,
Que je ne sais où situer;
Je souffre dans mon cœur indomptable où se loge
L'espoir, que tu ne peux tuer.

Et pourtant, cher esprit où s'ébattent des ailes,
J'aime mieux ne jamais connaître les nouvelles
Que renferme ton front têtu,
J'appréhende le mot par qui le cœur chancelle...

Merci de t'être toujours tu!

XXXVII

Il fut un temps où, turbulente,
Sous les yeux des astres divins,
Grave, ignorant que tout est vain,
J'exigeais de rester vivante.

Aujourd'hui j'aspire au début
D'une éternelle somnolence,
Morte mille fois d'avoir bu
Tous les poisons dans ton silence...

XXXVIII

A présent que j'ai bien connu
Ton visage calme et suave,
Et, dans leur repos triste et brave,
L'allongement de tes doigts nus,

Comment voudrais-tu qu'autre chose
Ne provoquât pas mon dédain?
Comment aimer encor la rose
Vaine et fringante des jardins?

Comment goûter avec folie,
Comme je faisais autrefois,
Les grandes feuilles amollies
Qui forment le dôme des bois?

Comment vanter l'azur? Ah! puis-je
Chanter encor les vastes cieux,
Moi qui chancelle du vertige
De voir. dans le bleu de tes yeux,
Le profond espace!
O prunelles
Anxieuses, au fond desquelles
Tournoie une noire hirondelle...

XXXIX

Peut-être jamais ne saurai-je
Pourquoi tu te taisais! L'été,
L'azur, les nuits claires, la neige,
Comme ton visage entêté,
N'ont rien pour les interpréter!

Ils brillent, parfument, rayonnent,
Implacables, distraits, charmants,
Sans rien répondre à nos tourments!
— Mais, hélas! ce cœur de lionne,
Ce cœur puissant, ce cœur adroit,
Qui, pour ne pas troubler ton calme,
Se suspendait, au loin, sur toi,
Plus léger que l'ombre des palmes,
Que l'arome immense et sans poids,

Faut-il vraiment qu'il se détruise,
Et faut-il que nul ne te dise,
Pour ne pas déranger ta paix,
Que c'est l'univers qu'il comblait!

XL

En ce moment tu ne sais pas
La force que je t'ai donnée.
— Quel jour, quelle heure, quelle année,
A ton midi, à ton trépas,
A quel point de ta destinée
Concevras-tu, triste, effrayé,
Que tu n'as pas su voir briller
Ce grand amour de douce louve
Que jamais plus on ne retrouve?

XLI

Combien de fois aurais-je dû
Me sentir lasse et sans courage!
Mais mon cœur n'a jamais perdu
Son désir pour ton beau visage.

Dans mon puissant amour tu n'as
Vu que ma douceur de colombe;
Pourtant je veux que sur ma tombe
L'on inscrive : Elle s'obstina...

XLII

Lorsque tu ne seras, dans quelque humble retraite,
Qu'un homme vieux et fatigué;
Lorsque sera terni le charme que te prête
Ton beau sourire triste et gai;

Quand ton œil studieux dont la langueur observe,
Et même semble discuter,
N'aura plus sa rêveuse et vigilante verve,
Et son bleu calice éclaté,

Quand nul ne fera plus tinter à ton oreille
L'éloge que tu réclamais,
Songe, ô futur cadavre, éphémère merveille,
Avec quel excès je t'aimais!

Rappelle à ton orgueil, s'il souffre et s'inquiète,
Que c'est moi-même, et non pas toi,
Qui voulus, rapprochant sournoisement nos têtes,
Ce baiser tendre, humide et droit :

Cet unique baiser qui met en équilibre
Deux visages encore errants,
Et qui ne m'a jamais plus permis d'être libre,
En mon cœur vivace et mourant...

COMTESSE DE NOAILLES

(A suivre.)

LE

RELÈVEMENT DE L'AUTRICHE

A la fin de la première année de l'œuvre d'assainissement entreprise par la Société des Nations en Autriche, au moment même où la Société des Nations et la Commission des Réparations entreprennent une action analogue en Hongrie, à une époque de l'histoire européenne enfin où l'on a l'impression que le chaos économique et financier devra tôt ou tard être combattu systématiquement, il est intéressant d'analyser le résultat obtenu jusqu'à présent dans la République d'Autriche, d'en déterminer les principaux éléments constructifs et d'en dégager certaines conclusions générales, qui, dès maintenant, semblent se dessiner.

I

Dans cet ordre d'idées, il s'agit donc avant tout d'étudier dans leurs lignes générales les trois Protocoles de Genève, qui, on s'en souvient, se trouvent à la base du système de relèvement appliqué en Autriche. Du système conçu dans ces protocoles on peut dire en effet sans exagération qu'à une situation sans précédent dans l'histoire moderne du monde, il a porté remède par un procédé également sans précédent.

Le premier Protocole, dit Protocole politique, qui proclame le principe de l'indépendance politique, de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de l'Autriche, contre-balancé par

l'engagement de la part de ce dernier pays de ne pas aliéner son indépendance, ne constitue rien de neuf en droit international public et s'explique du reste aisément par la situation géographique de la nouvelle Autriche et par la situation politique créée en Europe à la suite de la grande guerre. On ne peut pas dire toutefois la même chose du deuxième et du troisième Protocoles, l'un introduisant une forme tout à fait neuve en matière de crédit international; l'autre instituant une modalité de limitation jusqu'à présent inconnue du principe de la souveraineté d'un État en ce qui concerne la libre gestion de ses finances et de son administration intérieure.

Le deuxième Protocole de Genève contient en effet, aussi bien dans son esprit que dans sa forme, le principe de l'interdépendance économique des peuples composant le monde civilisé. Ce principe si souvent méconnu, entre autres raisons par suite de la complexité même de l'organisation économique et financière internationale, s'y trouve pour ainsi dire matérialisé dans un plan de garantie établi par un ensemble d'États pour le service, l'amortissement et le paiement des intérêts de l'emprunt international nécessaire pour reconstituer les finances autrichiennes (Völkerbundanleihe). En assumant cette garantie, l'Angleterre, la France, l'Italie, la Tchécoslovaquie, l'Espagne, la Suisse, la Belgique, les Pays-Bas et le Danemark ont fait preuve d'un sens de la solidarité qui constitue un progrès réel dans l'histoire de l'Europe [1].

1. D'après les Protocoles, l'Autriche recevrait un emprunt de reconstitution de 650 millions de couronnes-or. Au 31 mai 1923, c'est-à-dire au moment où il fallait émettre l'emprunt, 97 p. 100 de ce montant étaient couverts par des garanties ou par des prêts directs accordés par des Gouvernements étrangers, se répartissant de la façon suivante :

France.	21,8 p. 100	Belgique.	2 p. 100
Grande-Bretagne . .	21,8 —	Suède.	2 —
Tchécoslovaquie. . .	21,8 —	Danemark.	2 —
Italie.	18,6 —	Pays-Bas.	2 —

La Suisse avait préféré concéder au Gouvernement autrichien un emprunt direct de 20 millions de couronnes-or correspondant à un peu plus de 3 p. 100 du montant à garantir.

L'Espagne s'était engagée à garantir 4 p. 100 de l'emprunt, mais à cause

Chacun de ces pays a en effet donné sa garantie pour un certain pourcentage du montant total de l'emprunt; cette garantie est tout à fait distincte de la répartition en différentes tranches placées sur différents marchés financiers, dans la monnaie nationale de chaque marché. Les divers Gouvernements n'ont pas garanti les tranches émises sur leurs marchés nationaux, comme on l'a souvent pensé par ailleurs, mais chacun d'eux a assumé la garantie de toutes les tranches jusqu'à concurrence du pourcentage pour lequel il s'était déclaré prêt à garantir le montant total de l'emprunt; et, non seulement les Gouvernements ont sollicité et obtenu conformément au deuxième Protocole de Genève l'approbation de leurs Parlements respectifs pour les engagements ainsi pris, mais ils ont encore déposé entre les mains d'un comité de trois « trustees » des titres dits « bons collatéraux » pour des montants correspondant au pourcentage de chaque tranche garantie par eux. De cette façon les garanties sont à tout moment réalisables dans l'éventualité où l'Autriche ne remplirait pas les engagements pris vis-à-vis des souscripteurs à l'emprunt, éventualité qui est du reste bien improbable, comme on le verra dans la suite de cet article.

Il importe encore de noter que, conformément au contrat d'emprunt conclu entre l'Autriche et ses créditeurs, contrat qui lie également les États garants, le mécanisme de garantie, comme aussi le service de l'emprunt lui-même, subsiste en temps de guerre, même dans le cas où une guerre éclaterait entre l'Autriche et les États garants ou entre quelques-uns des États garants.

Du reste, non seulement l'attitude des Gouvernements des États garants mérite d'être relevée, mais celle des sou-

du changement de Gouvernement dans ce pays, la modalité de cette garantie n'a pas encore pu être fixée d'une façon définitive.

Comme 90 p. 100 (c'est-à-dire les pourcentages cités ci-dessus non comptés ceux garantis par l'Espagne et la Suisse) de l'emprunt avaient été couverts définitivement par des garanties proprement dites, le gouvernement autrichien a été autorisé à émettre un emprunt international de 585 millions de couronnes-or (650-65), l'emprunt direct de la Suisse et l'utilisation de la garantie espagnole étant réservés pour des opérations ultérieures.

scripteurs à l'emprunt a été assez remarquable pour qu'on la mentionne.

Il est vrai que l'emprunt, qui rapporte en moyenne de 7 à 8 p. 100 d'intérêt effectif, dont le service est gagé par le revenu des Douanes et du Monopole des Tabacs autrichiens, qui est garanti par un grand nombre d'États et dont le produit sera dépensé conformément à un plan général de rétablissement budgétaire sous un contrôle serré, devait exercer une certaine attraction sur les différents marchés financiers. D'autre part, on ne saurait perdre de vue que l'attraction de ces avantages semblait être contre-balancée par la chute profonde du crédit autrichien depuis la fin de la guerre et surtout par les doutes répandus partout dans le monde, il y a encore un an, au sujet de la viabilité économique de la nouvelle République dont beaucoup de personnes considéraient le relèvement comme un projet chimérique. Ces personnes faisaient remarquer que, si l'Autriche n'était pas rétablie économiquement en même temps que du point de vue budgétaire, la valeur des gages pourrait bien se trouver insuffisante pour couvrir le service annuel de l'emprunt et qu'en outre, dans le cas où un effondrement général se produirait en Europe, le crédit de certains États garants pourrait bien tomber au même niveau que celui du pays à restaurer. Ce genre de scepticisme se montrait même à un degré si menaçant que les auteurs du plan de relèvement et les membres de certains syndicats de banquiers formés pour préparer l'émission de l'emprunt ont eu, jusqu'au dernier moment, des craintes très vives pour le succès de l'opération. Le lendemain à Londres et à New-York, en quelques minutes les tranches offertes au public se trouvèrent couvertes plusieurs fois, ce qui fut une surprise aussi agréable qu'inattendue. Le fait, notamment, que le marché américain se soit déclaré prêt à fournir pour une œuvre de reconstitution européenne plus de trois fois le montant demandé (25 millions de dollars) ne saurait être trop remarqué. Ce grand succès s'explique en effet seulement lorsqu'on suppose chez les souscripteurs l'existence d'autres idées encore que celles du placeur de fonds ordinaire. Le délégué de l'Afrique du Sud à la quatrième assemblée de la Société des Nations, Sir Henry

Strakosch, lui-même banquier, a peut-être donné l'explication de ce phénomène lorsqu'il prononçait au mois de septembre dernier, à Genève, les paroles suivantes :

J'ai la conviction qu'en souscrivant à un emprunt de cette nature le prêteur n'est pas tenté principalement par la perspective de l'intérêt qu'il retirera de son argent, mais par des considérations beaucoup plus larges. Il se rend compte que la prospérité de son pays (et avec elle sa prospérité personnelle) dépendent du rétablissement de l'ordre économique dans le reste du monde. Il comprend l'interdépendance économique des divers pays du monde et il sent que l'affaiblissement de la production dans un pays entraîne nécessairement une réduction de la production dans d'autres Nations.

II

Le troisième Protocole de Genève est surtout intéressant par les dispositions qu'il contient au sujet de l'institution du contrôle international chargé de surveiller l'introduction des réformes administratives et financières nécessaires pour rétablir l'équilibre dans le budget autrichien. Les auteurs du plan ont voulu que ce contrôle fût aussi objectif que possible et dégagé de toute apparence politique. C'est pourquoi il est exercé par un seul homme portant le titre de Commissaire Général, choisi parmi les ressortissants d'un pays qui n'appartient pas au concert des Grandes Puissances et qui ne compte pas non plus parmi les proches voisins de l'Autriche. C'est sur un Hollandais que le choix de la Société des Nations est tombé pour ce poste et je considère comme un honneur qu'on ait bien voulu me confier ce travail délicat et difficile.

Le régime établi par la Société des Nations en Autriche avec le consentement du Gouvernement et du Parlement de ce dernier pays permet un contrôle tout à fait effectif. En effet, le Commissaire Général, qui est exclusivement responsable vis-à-vis de la Société des Nations, ne dispose pas seulement du produit des gages affectés à l'emprunt (genre d'arrangement qui n'est pas sans précédent dans l'histoire des multiples contrôles financiers existant avant la guerre), mais

c'est lui encore entre les mains de qui se trouve le produit de l'emprunt. C'est en cela que réside la source matérielle de son grand pouvoir : car le Commissaire Général, disposant de l'argent dont le Gouvernement a besoin pour couvrir son déficit, ne le délivre naturellement que par petites sommes, au fur et à mesure qu'il est satisfait de l'exécution d'un plan de réformes administratives et financières à l'application duquel le Gouvernement s'est engagé vis-à-vis de la Société des Nations. Or, la réalisation de ce plan doit, conformément à un autre engagement pris par le Gouvernement autrichien dans les Protocoles de Genève, conduire au rétablissement de l'équilibre budgétaire dans un délai de deux ans (début de 1923-fin de 1924) et, pour faciliter la réduction graduelle du déficit, le Gouvernement s'est lié par un plan d'assainissement budgétaire en quatre étapes semestrielles, plan qui constitue pour ainsi dire une mesure d'exécution du principe établi par les Protocoles.

Du point de vue du droit international, le contrôle auquel le Gouvernement autrichien s'est soumis constitue donc un phénomène très intéressant dans l'évolution que subit depuis quelques années la théorie de l'État souverain. Est-ce que la thèse d'après laquelle toute aliénation de souveraineté par l'État intéressé lui-même constitue un acte souverain en soi, de sorte qu'on ne peut pas parler d'une atteinte à la souveraineté, laisse intacte, dans le cas de l'Autriche, la théorie sus-mentionnée? C'est une question que je pose sans vouloir y répondre, en la signalant seulement aux experts compétents en matière de droit international. J'attire encore, dans cet ordre d'idées, l'attention sur une stipulation des Protocoles de Genève, d'après laquelle l'abolition du contrôle international en Autriche devra être décidée par le Conseil de la Société des Nations à l'unanimité, quand celui-ci aura constaté que la stabilité financière de l'Autriche aura été rétablie.

Le problème est du reste aussi intéressant sous d'autres aspects et notamment du point de vue de la psychologie politique du pays contrôlé. On a souvent prétendu que toute limitation de souveraineté d'un État, même quand cette limitation est consentie librement par cet État lui-même,

doit fatalement conduire à une diminution du prestige et de l'autorité de son Gouvernement. Il me semble cependant que cette thèse n'est pas applicable au cas de l'Autriche. Il est à remarquer en effet que l'autorité du Gouvernement autrichien aussi bien vis-à-vis de son peuple que vis-à-vis de l'étranger est beaucoup plus grande au moment où nous sommes qu'il y a un an, pour la simple raison que pendant cette période le crédit du pays a été en très grande partie rétabli. Certes, autorité et crédit ne sont pas deux idées qui coïncident entièrement, mais il est indéniable d'autre part que, surtout à l'époque où nous vivons, le crédit dont jouit un État compte pour beaucoup dans l'autorité de son Gouvernement.

En constatant ce qui précède, je ne veux pas dire toutefois qu'à la longue le maintien du contrôle ne nuirait pas au prestige du Gouvernement autrichien. Au contraire, un moment viendra forcément où, dans l'intérêt même de l'Autriche, il sera nécessaire d'abolir ce contrôle, comme les Protocoles de Genève l'ont du reste prévu. Au début d'une maladie grave, un État, aussi bien qu'une personne privée, a besoin d'un médecin, mais, au fur et à mesure que l'état du malade s'améliore, le médecin agit sagement en se montrant de moins en moins. Il risquerait sans cela de déprimer son client et de faire naître l'impression dans l'entourage que le malade se trouve toujours en danger. Cette comparaison s'applique tout à fait à l'Autriche qui, à l'heure actuelle, a toujours besoin du contrôleur, mais dont l'assainissement financier aura fait tant de progrès à un certain moment que le « médecin » pourra et devra partir.

En attendant cet heureux moment, la preuve a été donnée qu'un contrôle international comme celui qu'a institué la Société des Nations pour l'Autriche est une chose possible et utile; possible, à condition toutefois que les fonctions de contrôleur soient exercées avec un sens exact des réalités politiques; utile, aussi bien du point de vue de l'État contrôlé que de celui de l'ensemble des États au nom desquels le contrôle est exercé, à condition que le contrôleur remplisse sa tâche systématiquement et fermement.

III

Quelles sont maintenant les conclusions principales à tirer de l'expérience faite en Autriche jusqu'à présent, du point de vue financier et économique?

Les auteurs des Protocoles de Genève ont, dès le début de leurs travaux, reconnu que toute tentative d'assainissement des finances autrichiennes resterait vaine, si elle n'était pas accompagnée d'un assainissement économique. Tout en reconnaissant ce principe fondamental, ils ont toutefois estimé que l'assainissement des finances devait passer avant tout, qu'alors la confiance du public autrichien dans son avenir renaîtrait et qu'avec ce réveil de la foi du pays en lui-même comme point de départ, l'assainissement économique s'accomplirait de lui-même par une adaptation automatique des conditions générales. Ils ont du reste reconnu également que cette œuvre d'adaptation pourrait être facilitée par certains moyens dont j'aurai à parler plus tard.

Au moment même où, à Genève, on élaborait les Protocoles, le principe formulé ci-dessus était déjà en partie confirmé par les faits. En effet, la seule nouvelle que le relèvement financier de l'Autriche avec l'aide du capital étranger avait été mis à l'étude d'une façon sérieuse avait suffi à arrêter la chute de la couronne (fin août 1922), phénomène d'autant plus remarquable que c'est seulement à la mi-novembre qu'on a pu arrêter définitivement l'activité de la presse à billets. A cet heureux effet ont contribué aussi sans doute la décision de la Commission des Réparations de suspendre pour une durée de vingt ans ses droits de prise de gage sur certains actifs autrichiens et une décision analogue de la part des États qui possédaient sur l'Autriche des créances à titre d'avances ou de crédits consentis pendant la période d'inflation qui avait suivi la fin de la guerre.

A partir de ce moment il devint possible d'établir un budget et, par un accord conclu entre le Gouvernement autrichien et la Société des Nations, on s'entendit sur le plan de réorganisation budgétaire sus-mentionné dont le Gouvernement a entrepris l'application par un engagement formel. Ce

plan prescrit la réduction du déficit sur la base des chiffres annuels suivants.

	AU 1er OCTOBRE 1922.	DU 1er JANV. AU 30 JUIN 1923.	DU 1er JUILLET AU 31 DÉC. 1923.	DU 1er JANVIER AU 30 JUIN 1924.	DU 1er JUILLET AU 31 DÉC. 1924.	EN 1925.
Dépenses :	672,5	569,7	535,8	477,9	438,9	370 [1]
Recettes :	215,1	287,166	377,407	435,294	461,135	489,276
Déficit :	457,4	282,534	158,593	42,606		
Excédent :	—	—	—	—	22,235	119,276

Base annuelle en millions de couronnes-or.

1. Le total des dépenses de 1925 doit, en vertu d'un accord passé entre le Gouvernement autrichien et les représentants de la Société des Nations, être réduit encore de 20 millions de couronnes-or ; les dépenses réelles de 1925 seraient ainsi sur la base de 350 millions de couronnes-or; il suffirait pour les couvrir d'une taxation de 50 couronnes-or par tête d'habitant pour le compte de la Confédération.

En même temps, une loi de réformes administratives et financières élaborée par le Gouvernement, d'accord avec les représentants de la Société des Nations, fut adoptée par le Parlement autrichien, loi prévoyant les économies et les augmentations de recettes nécessaires pour rendre possibles les budgets sus-mentionnés et le rétablissement définitif de l'équilibre.

Finalement, une nouvelle Banque d'Émission fut créée, indépendante du Gouvernement et enlevant à celui-ci la possibilité toujours tentante d'avoir recours à la presse à billets.

Afin de faciliter le contrôle, deux comptes furent établis; l'un pour l'encaissement des recettes brutes du monopole des Tabacs et des Douanes, gages de l'Emprunt de reconstitution; l'autre pour l'encaissement des versements faits par les souscripteurs à l'Emprunt, les deux comptes étant sous le contrôle du Commissaire Général; sur le premier compte il retient chaque mois les sommes nécessaires pour garantir un douzième du service annuel de l'Emprunt en rétrocédant le reste au Gouvernement autrichien. Sur le deuxième compte, le Commissaire ne délivre de l'argent au profit du Gouvernement que dans le cadre du plan de réforme budgétaire

et au fur et à mesure que l'Autriche remplit ses obligations contractées dans la loi de réformes.

Pour permettre un contrôle plus étroit sur l'application du plan de réformes budgétaires, il a été institué en outre un système de budgets préalables mensuels, fixant, dans le cadre de ce plan, au début de chaque mois, le maximum de dépenses, une évaluation prudente des recettes et par conséquent le déficit permis que je couvre en libérant une somme correspondante prise sur le produit de l'Emprunt. La comparaison entre ce budget mensuel et les résultats effectifs de la gestion financière de chaque mois me fournit ensuite des éléments précieux pour l'exercice ultérieur du contrôle.

Les modalités du contrôle ainsi établi ont produit des résultats qui m'ont permis de me former graduellement une vue d'ensemble du problème. Une des premières impressions qui s'est dégagée des résultats obtenus est qu'il a été beaucoup plus facile d'augmenter les recettes que de diminuer les dépenses de l'État. L'augmentation des recettes a en effet surpris tous ceux qui ont étudié la question autrichienne : en premier lieu les Autrichiens eux-mêmes. En même temps que ce phénomène, les causes qui l'ont produit sont devenues évidentes.

Pendant la période d'inflation la perception des impôts était devenue quasi illusoire, la couronne diminuant de valeur dans une telle proportion entre le moment de la fixation de l'assiette et celui de la perception, que l'État y perdait constamment. Une fois la couronne stabilisée, la machine fiscale pouvait de nouveau commencer à donner son plein rendement.

Cette reprise quasi soudaine aurait même pu causer des difficultés si, autre résultat de la stabilisation, une adaptation tout à fait remarquable de la fortune privée ne s'était produite. Bref, l'année 1923 a été la première depuis la fondation de la République d'Autriche où les particuliers ont touché un revenu en monnaie stable, où l'État a pu fixer et encaisser leur part respective des impôts à payer dans cette même monnaie et finalement où les dépenses de l'État ont été effectuées dans la monnaie en laquelle ses recettes étaient entrées. C'est ainsi que l'État aussi bien que les contribuables ont pu de nouveau dresser un budget : et, ce qui importe surtout, la crise économique, effet inévitable de tout

arrêt soudain d'une inflation, avait été compensée en grande partie par l'adaptation des fortunes.

On constate en effet que le nombre des faillites n'a pas été de pair avec l'augmentation du nombre des chômeurs dont j'aurai l'occasion de parler.

La rapidité avec laquelle le produit des impôts et des taxes a augmenté est bien mise en lumière par le fait que les recettes provenant de ces deux sources sont en ce moment de sept à dix fois supérieures à celles de septembre 1922. Elles sont même le double de ce qu'on avait prévu dans le plan d'assainissement budgétaire. On constate le même phénomène dans le rendement des gages affectés à l'emprunt international (revenu des Douanes et du Monopole des Tabacs). En élaborant les Protocoles, on avait évalué le produit de ces deux sources de revenu à 100 millions de couronnes-or par an. Or, la moyenne des recettes pendant le premier semestre de 1923 a été de plus de 13 millions de couronnes-or par mois, soit un revenu annuel, calculé sur cette base, de 156 millions de couronnes-or. En réalité, le résultat effectif pour l'année 1923 sera encore supérieur à ce dernier chiffre, vu que les recettes mensuelles montent constamment. Le chiffre pour le mois d'octobre est de plus de 19 millions de couronnes-or. La somme mensuelle nécessaire pour le service (intérêt et amortissement) de l'emprunt international de reconstitution déjà émis n'atteint pas 5 millions de couronnes-or. Du point de vue budgétaire, la question se pose naturellement de savoir si à l'avenir on pourra compter sur un niveau de recettes aussi élevé que celui de 1923. Il ne faut pas se dissimuler, en effet que les résultats fiscaux obtenus pendant l'année en cours sont dus en partie à des causes extraordinaires qui, très probablement, ne se retrouveront pas l'année prochaine ni les années suivantes. La revalorisation des fortunes privées qui a eu lieu à la suite de la stabilisation de la couronne et la hausse en Bourse qui en a été la conséquence, constituent en effet des événements qui ne se répéteront pas une deuxième fois. Elles ont créé une prospérité dont l'État a profité puisqu'elle assurait des rentrées fiscales très élevées, mais qu'il n'est pas permis de considérer comme assurée et permanente. Il est évident que si l'État, en fixant le chiffre de

ses dépenses, prenait comme base le niveau des recettes de 1923, il commettrait une erreur, qui pourrait amener la réapparition d'un déficit grandissant lorsque les recettes cesseront d'être exceptionnelles.

Or, en ce qui concerne ces dépenses, on a trouvé qu'au début de l'œuvre d'assainissement leur réduction était relativement aisée. Le gaspillage dans tous les domaines avait été tel en effet, que pendant le premier semestre de 1923 il n'était pas difficile de faire des économies considérables. Le chiffre des dépenses qui, au 1er octobre 1922, s'élevait encore à 673 millions de couronnes-or, par an, pouvait donc être maintenu sans trop de peine dans les limites fixées par le plan d'assainissement budgétaire pour le premier semestre de 1923, c'est-à-dire à 570 millions de couronnes-or (base annuelle). Pendant le deuxième semestre de 1923 on a également réussi, quoique, avec un peu plus de peine, à maintenir les dépenses dans les limites fixées pour cette période, c'est-à-dire 536 millions de couronnes-or (base annuelle). Quant à l'année 1924, le projet de budget prévoit un chiffre de dépenses qui reste également dans les limites du plan, c'est-à-dire 458 millions de couronnes-or pour toute l'année (la moyenne de 478 prévue pour le premier semestre et de 349 prévue pour le deuxième semestre par le plan sus-mentionné). Mais il ne faut pas se dissimuler que, pendant l'année qui va venir, il sera beaucoup plus difficile de rester dans ces limites qu'il n'a été au début de l'action, vu qu'il ne s'agit plus de faire disparaître un surcroît de dépenses totalement superflu; mais qu'il faudra changer la structure même du corps administratif, modifier son organisation. C'est en effet une réforme administrative de grande envergure qu'il faudra introduire. Il ne suffit plus de renvoyer un fonctionnaire ici et un autre là, il faut diminuer et simplifier le travail même assumé jusqu'à présent par l'appareil administratif. Déjà en 1923 on a commencé une réforme de ce genre en ramenant le nombre des Ministères de 11 à 7. Toutefois cette mesure, toute louable qu'elle ait été, n'a pas entraîné une simplification suffisante de l'ensemble des différents services regroupés, et ce qui est plus grave, elle n'a pas eu comme résultat la réduction de dépenses qu'on avait le droit d'attendre. La difficulté grandissante de

cette œuvre de réorganisation administrative se reflète du reste dans le ralentissement de l' « Abbau », c'est-à-dire du licenciement des fonctionnaires et des employés de l'État. Conformément à un engagement pris par le Gouvernement autrichien vis-à-vis de la Société des Nations, 100 000 fonctionnaires en tout devront être licenciés, dont 50 000 au 30 juin 1923, 75 000 au 31 décembre et le chiffre total au 30 juin 1924. Jusqu'au milieu de l'année dernière, le Gouvernement autrichien a rempli cette obligation avec assez de promptitude, mais depuis les chiffres font ressortir un retard assez sérieux, ce qui ne veut pas dire toutefois que des résultats importants n'ont pas été obtenus dans ce domaine. Notamment, en ce qui concerne les chemins de fer fédéraux, les bases ont été posées pour une réorganisation fondamentale afin d'établir cette entreprise, autrefois entre les mains de l'État, sur un plan autonome et commercial.

Le problème de la diminution des dépenses se complique du reste encore par le fait que, justement à cause de l'assainissement en cours, certaines nouvelles dépenses deviennent nécessaires. En premier lieu, le service de la dette s'est accru forcément à cause de l'emprunt de reconstitution. Certains travaux d'investissement de nécessité essentielle, négligés pendant la guerre, devront être repris dans l'intérêt de l'économie générale du pays. On y peut ajouter la nécessité d'augmenter les traitements des fonctionnaires et des employés de l'État, qui, par suite de la dépréciation monétaire, se sont établis sur un niveau trop bas. Voilà donc encore un point qui se rattache à la réforme administrative. Moins de fonctionnaires, mais en rémunérant ceux qui restent d'une façon suffisante, telle est la condition essentielle à remplir avant que l'administration autrichienne puisse être assainie.

Cependant l'inflation a amené la réduction d'un chapitre des dépenses en faisant disparaître une grande partie des *anciennes* dettes, aussi bien du temps de la paix que de la guerre. Il est évident que par ce phénomène une grande partie de la fortune privée a été détruite, mais les personnes ainsi frappées ont été obligées en grand nombre de se remettre au travail et de contribuer ainsi à l'augmentation de la production. C'est cette nouvelle production que l'État peut maintenant frapper d'im-

pôts au lieu de reprendre, comme il le faisait autrefois, à titre d'impôts sur le revenu, une partie des intérêts qu'il payait sur les anciennes dettes. Un autre avantage pour l'État et du reste pour toutes les corporations publiques et un grand nombre de sociétés est que les anciens travaux d'investissement, autrefois payés par émission d'obligations constituant des dettes souvent très lourdes, sont aujourd'hui d'une jouissance presque gratuite, les anciens débiteurs se trouvant maintenant presque déchargés de leurs engagements en couronnes-papier.

En comparant maintenant dans leur ensemble les chiffres des recettes et des dépenses effectives à ceux prévus par le plan de la Société des Nations, on constate que les limites posées par ce plan non seulement ont pu être maintenues, mais que le déficit réel a été considérablement moindre que celui admis par le plan. On constate également que cet heureux résultat a été obtenu en premier lieu par l'augmentation des recettes et en deuxième lieu par la diminution des dépenses.

Les deux tableaux suivants donnent en millions de couronnes-or une idée de l'importance du résultat obtenu :

PREMIER SEMESTRE 1923.

	D'APRÈS LE PLAN DE RÉFORME BUDGÉTAIRE : MOYENNE MENSUELLE	D'APRÈS LES COMPTES D'EXERCICE CLOS : MOYENNE MENSUELLE
Dépenses	50	49,4
Recettes	26,5	35,1
Déficit	23,5	14,3

TROISIÈME TRIMESTRE 1923.

	D'APRÈS LE PLAN DE RÉFORME BUDGÉTAIRE : MOYENNE MENSUELLE	D'APRÈS LES COMPTES D'EXERCICE CLOS : MOYENNE MENSUELLE
Dépenses	44,6	42,5
Recettes	31,4	35,1
Déficit	13,2	7,4

En conséquence, la Trésorerie autrichienne a eu pendant le 1er semestre 1923 un déficit inférieur de 55 millions de couronnes-or à celui déjà prévu par le plan de la Société des Nations, tandis que pour les mois de juillet, août et septembre, la différence s'est élevée à 17 millions.

Du côté économique, les résultats obtenus sont encore plus remarquables (malgré les réserves à faire à ce sujet en ce qui concerne le caractère permanent de ce phénomène), comme je l'ai fait entrevoir déjà ci-dessus en parlant de l'augmentation des recettes. La stabilité de la couronne, en rendant la confiance aux détenteurs autrichiens de capitaux à l'étranger, a amené une rentrée de ces capitaux sur une grande échelle. Ce que toutes les mesures législatives pour empêcher la fuite devant la couronne n'avaient pu atteindre, la stabilisation l'a obtenu. Au début de l'année 1923, ce retour de confiance était même si fort, que dans les milieux de la Bourse on comptait sur une hausse de la monnaie nationale, ce qui accélérait encore la rentrée des capitaux, beaucoup de personnes craignant que les devises étrangères, dans lesquelles une grande partie de la fortune privée autrichienne, aussi bien à l'étranger que dans le pays même, était gardée, diminuassent de valeur par rapport à la couronne. Si, en effet, le marché des changes avait été libre, une hausse de la couronne se serait sans doute produite et l'ancienne « Devisen-Centrale », maintenant contrôlée par la Banque Nationale, a eu toutes les peines du monde à empêcher cette hausse. Cet ensemble de circonstances a eu comme effet une augmentation constante du montant des devises étrangères gardées à la Banque. Celle-ci achetait en effet l'excédent de devises du marché, donnant en échange des couronnes, ce qui augmentait la circulation des billets; mais, puisque ces billets nouvellement émis étaient couverts par des devises jusqu'à concurrence de 100 p. 100, il n'y avait pas de mal dans une augmentation si redoutée pendant la période d'inflation. Le seul résultat a été une augmentation ininterrompue du pourcentage de couverture de la Banque Nationale. Ce pourcentage, qui s'élevait à 30 p. 100 au début de l'année, s'élevait au mois de novembre à environ 55 p. 100. L'encaisse de la Banque, très peu considérable à l'automne de 1922, s'élevait à 93 millions de couronnes-or au

1er janvier 1923, lorsque commençait à fonctionner la nouvelle Banque d'émission et à 245 en fin novembre. La circulation s'élevait vers la même date à près de 6 1/4 billions de couronnes-papier, soit 434 millions de couronnes-or ou, en évaluant la population à 7 millions d'habitants, à 62 couronnes-or par tête d'habitant.

Un autre résultat remarquable est encore le retour de l'esprit d'économie dans la population, mentalité qui avait complètement disparu pendant la période d'inflation où tout le monde se hâtait de se débarrasser des couronnes reçues en échange de marchandises. Le nouvel état d'esprit s'exprime surtout dans l'augmentation rapide des dépôts d'épargne, dont le montant total s'élevait en septembre 1922 à 2 millions de couronnes-or seulement et qui, au début de novembre 1923, avait atteint une valeur de 35 millions, la couronne étant restée stable.

Il va de soi que la transformation des conditions économiques et financières inaugurée par un arrêt si soudain de l'inflation, n'a pas pu s'accomplir sans une crise assez grave. Cette crise avait été du reste prévue. Le Comité financier de la Société des Nations avait dit déjà en effet dans le rapport qu'il présentait en septembre 1922 au Conseil de la Société des Nations au sujet du relèvement de l'Autriche :

> En mettant les choses au mieux, les conditions d'existence seront plus dures en Autriche l'année prochaine, lorsqu'elle rétablira péniblement sa situation, que l'année dernière, époque où elle consacrait les emprunts destinés à cette restauration à la consommation courante, sans procéder à des réformes.
>
> Il ne s'agit pas de choisir entre la continuation des conditions d'existence de l'année dernière et leur amélioration; il faut choisir entre une période de difficultés peut-être plus grandes que toutes celles qui ont été éprouvées depuis 1919, mais préparant pour l'avenir une réelle amélioration (c'est là l'hypothèse la plus favorable), et l'effondrement dans une misère et dans une détresse chaotiques, sans équivalent dans le monde moderne, sauf en Russie.
>
> Il n'y a aucun espoir pour l'Autriche, à moins qu'elle ne soit prête à admettre et à soutenir une autorité dont le devoir sera d'imposer des réformes entraînant une situation plus dure que la situation actuelle, car c'est uniquement ainsi que l'Autriche évitera un sort encore plus terrible.

Cette crise a, par la nature des choses, surtout sévi dans

l'industrie et s'est manifestée par un grand nombre de chômeurs. En février 1923, ils étaient au nombre de 170 000. Depuis, les industriels ont appris à adapter leurs systèmes de calcul à l'existence d'une monnaie stable et, graduellement, le nombre des chômeurs a diminué, de sorte qu'il s'élevait à 75 750 au début de novembre. Beaucoup de malheurs dans ce domaine ont été compensés du reste par la hausse très remarquable qui s'est produite dans la valeur des actions et des titres cotés à la Bourse, qui a permis à la population de faire des bénéfices considérables et de retrouver ainsi une certaine capacité d'achat. Un débouché intérieur a donc été rendu à maintes industries. C'est en effet au moment où la crise économique sévissait le plus fortement que l'index de la Bourse a commencé à monter. En quelques mois, l'ensemble du marché de Vienne a connu une hausse qui est en moyenne de 500 p. 100. L'explication de ce phénomène est assez simple, étant donnée l'importance financière de la place de Vienne. La valeur des actions et des titres en couronnes-papier ne s'était pas élevée pendant la période de dépréciation dans une proportion correspondant à la hausse des changes étrangers. C'est ce retard qui a été rattrapé au printemps de l'année dernière avec de si heureux effets pour l'économie générale du pays, qui, de la sorte, a pu supporter une crise, dont les conséquences s'annonçaient si graves.

En même temps que la Bourse de Vienne s'adaptait ainsi aux nouvelles conditions économiques, le capital privé étranger a commencé également à s'intéresser à l'Autriche. Un afflux considérable de capitaux étrangers avait lieu, aidant ainsi puissamment au relèvement économique. Ceci ne veut pas dire naturellement que tout le relèvement économique se fera de la même façon automatique, vu aussi que cette adaptation n'a lieu qu'une fois. Il y a d'autres côtés de cette question où il faudra de l'initiative et une préparation systématique dans le but de diminuer autant que possible le passif du bilan commercial. Autrement dit, l'exportation doit être stimulée; l'importation doit être réduite. Il y a notamment deux catégories de mesures qui s'imposent pour atteindre ce but : la première consiste en l'électrification des chutes d'eau abondant dans certaines parties de l'Autriche, afin de diminuer

l'importation du charbon qu'on ne trouve presque plus sur le territoire de la nouvelle Autriche. La deuxième comprend toutes les mesures propres à stimuler la production agricole, actuellement encore insuffisante dans plusieurs provinces; le passif du bilan commercial provient en effet en très grande partie de l'importation de denrées alimentaires. Inutile d'ajouter finalement qu'il paraît de grande importance que l'Autriche conclue le plus possible de traités de commerce; le Gouvernement s'occupe du reste avec beaucoup d'énergie de cette question. Il est vrai que, notamment dans la situation géographique et économique où se trouve l'Autriche, on ne doit pas compter exclusivement avec le bilan commercial, mais également avec le bilan des comptes. Or, nous savons que ce bilan est actuellement actif puisque nous constatons un excédent de devises sur la place et une augmentation de l'encaisse de la Banque. Probablement à cause des services que rendent les banques de Vienne à la vie économique et financière de toute l'Europe Centrale, à cause des services de transit que rendent les chemins de fer fédéraux et grâce encore à d'autres circonstances, cet actif de comptes peut compenser en grande partie, même à l'avenir, le passif du bilan commercial. Mais, d'après ce même calcul, après l'établissement d'un ordre de choses normal, il resterait encore environ 15 p. 100 du passif de ce dernier à couvrir.

On voit donc que, malgré les grands progrès faits aussi bien dans le domaine économique que dans le domaine budgétaire, le problème de l'assainissement financier de l'Autriche n'est pas encore complètement résolu. Beaucoup reste à faire et il faudra toute l'énergie du Gouvernement pour atteindre le but posé par les Protocoles de Genève. Il y a d'autre part dans l'ensemble de la situation tant d'éléments favorables que je ne doute pas du succès ultérieur de l'œuvre de la Société des Nations.

A. R. ZIMMERMAN,
Commissaire général de la Société des Nations en Autriche.

LORD BYRON

ET

LE DÉMON DE LA TENDRESSE

Au-dessus des hauts panneaux de chêne, une étroite frise de tapisserie, naïve, un peu fanée, courait. Lord Byron regarda longuement le portrait qui surmontait sa table; il pensa que la femme était belle et que, s'il l'avait connue, il l'eût aimée. Il pensa aussi que ce sentiment était remarquable, parce que cette lady Carmarthen avait été la maîtresse de son père. Quarante ans plus tôt, l'ardent capitaine Byron avait fait plusieurs séjours dans ce même château d'Aston Hall pour y rencontrer celle qu'il poursuivait. Ce pèlerinage au lieu des amours paternelles lui parut d'une élégante perversité, cette hérédité du désir intéressante. Puis il s'avisa que lui-même en ce moment avait le cœur et l'esprit libres, et que cela était délicieux.

Don Juan était las d'aventures amoureuses. Il venait à peine d'échapper à la redoutable Caroline Lamb; il avait eu l'aimable comtesse d'Oxford. Il ne désirait rien, que la paix, et le droit de sourire des sentiments des autres. D'ailleurs se contempler lui-même dans ce rôle nouveau de Diable fait ermite était déjà spectacle de qualité. Il aimait à se surprendre.

Attendant que sonnât le dîner, il rêva.

— Je ne sais qui j'aimerai la prochaine fois, mais jusqu'à mon dernier soupir je haïrai Caroline... Quelle folle... Ces menaces de scandale... Cette ridicule scène au bal... ce poignard... cette coupure sanglante... Je ne la reverrai jamais

jusqu'à ce que l'Enfer du Dante nous enchaîne l'un à l'autre pour l'éternité.

Au-dessous de lui, dans la salle de billard, des billes s'entrechoquèrent; l'image de son hôte traversa son esprit.

— Quel brave garçon, ce Webster!

Ils s'étaient connus à Cambridge; ils avaient fait ensemble un voyage en Grèce; comme toujours, l'intimité était devenue plus lointaine depuis le mariage de Webster avec la jeune lady Frances. Cependant, deux mois plus tôt, Byron avait été prié d'être parrain de l'enfant attendu et cette simple requête l'avait ravi. Le parrainage était une de ces fonctions respectables et comme sacerdotales, qui l'attiraient malgré lui et dont il goûtait le contraste avec sa satanique personne.

— Si c'est un garçon, — avait écrit Webster.

— Et pourquoi pas aussi si c'est une fille? — avait répondu Byron, vexé.

Ce fut un garçon.

***

Lady Frances était bien jolie, mais elle paraissait fragile. Byron, mesurant la pâleur de ce teint et l'éclat fiévreux des yeux se demanda si elle vivrait. Sa sœur, Lady Catherine, n'était pas moins frêle, toutes deux blondes, avec de longs cils recourbés et des yeux mélancoliques entourés de cernes profonds. Webster, jovial et bien en chair, détonnait au milieu de tant de Grâces anémiques. Pendant le dîner plusieurs fois ses plaisanteries vulgaires arrachèrent d'imperceptibles mouvements d'impatience à sa femme et à sa belle-sœur. Byron, silencieux et amusé, ne perdait pas un seul de leurs soupirs légers et les savourait en amateur. Les hommes, après le repas, restèrent seuls autour des bouteilles.

— Lady Frances est charmante, — dit Byron.

Webster s'épanouit. Il était très fier de sa femme; il était aussi très jaloux. Mais Lord Byron connaissait de longue date les mœurs et manies de l'espèce mari et s'entendait mieux qu'homme au monde à apprivoiser l'animal. Pendant tout le dîner, évitant soigneusement de prêter attention à la femme de son hôte, il avait poussé l'indifférence jusqu'aux

limites de l'impolitesse. Attitude parfaite aux yeux d'un mari. Webster l'avait trouvé plein de tact, ce Byron dont on disait tant de mal. Si Lord Byron avait eu de perfides intentions, une si méprisante froideur aurait en outre eu l'avantage de piquer l'amour-propre de la dame. Mais vraiment il se sentait plein de bienveillante indolence et sans aucune envie de tourmenter son hôte. Depuis quelque temps il lui arrivait de penser lui-même au mariage. Peut-être était-ce la cause d'une mansuétude si nouvelle.

— My dear Byron, — répondit Webster, d'un air de fausse modestie, — ma femme n'est certainement pas mal et elle a toutes les vertus... Mais vous savez mieux que personne qu'il faut à l'homme un peu de changement... Quand m'inviterez-vous à revenir vous voir en votre Newstead?

L'abbaye de Newstead était le château ancestral des Byron et Webster y avait fait un court séjour le mois précédent, après les couches de sa femme.

— Vous aimez Newstead? — demanda Byron, surpris.

L'autre pataugea quelque temps, puis, d'un air confus et fier, confessa qu'il avait beaucoup admiré les charmes d'une des nymphes indulgentes qu'entretenait là-bas Lord Byron. C'étaient elles qui, dans ses vers, devenaient « les filles de Paphos ». En fait elles étaient femmes de chambre.

— Ah! vraiment? — dit Byron, étonné et goguenard. — Quel braconnier vous faites! Vous chassez sur mes terres?

Webster se rengorgea.

— Vous me mènerez à Newstead?

— Mon cher, — dit lord Byron, — vous pouvez y partir quand il vous plaira. Je ne tiens pas du tout à la dame, et si elle vous accepte, je suis satisfait. Pour moi je dois vous dire franchement que je n'ai nulle envie de voyager. Si vous le permettez, pendant votre absence, je veillerai sur cette maison-ci.

Le braconnier conjugal parut tout à fait mal à son aise. L'idée de laisser Byron, dont on savait les tours, seul avec sa femme, était inconcevable. Il tenait tout autant à la vertu de lady Frances qu'à sa propre liberté de n'être pas vertueux. Il commença un nouveau sermon sur les mérites de son épouse; il ne lui connaissait qu'un défaut, c'était qu'elle

était fort prude et n'avait aucun désir de contribuer davantage à la repopulation du Royaume; il conclut en affirmant que, par toutes ses qualités spirituelles et morales, elle était la personne du monde qui rappelait le plus le Christ. Byron éclata de rire : « Jamais comparaison plus absurde... discours plus extravagant... » L'autre devint furieux. Don Juan lui parla sévèrement et fit sur la fidélité conjugale un sermon très vigoureux. Il était ravi de se trouver si raisonnable et le métier de prédicateur l'enchantait. Le porto acheva de calmer Webster.

***

Lorsque, le lendemain, lord Byron quitta Aston Hall, il fut prié de revenir le samedi suivant. Sans doute Webster avait-il apprécié la réserve de cet hôte modèle, mais aussi son amabilité n'était pas sans arrière-pensée. Comme tous les Anglais vraiment riches, il n'avait pas un penny. Or non seulement il convoitait la nymphe de Newstead, mais il poursuivait à Londres certaine comtesse qui passait pour mercenaire. Il savait Byron généreux pour ses amis et, en dépit de ses discours moraux, fait pour comprendre mieux que d'autres des difficultés de cette nature.

L'invitation fut acceptée; Byron était curieux des êtres et le ménage semblait promettre d'être amusant à observer. En outre Webster avait promis d'inviter Lord Petersham, autre homme illustre, compagnon souhaitable. Lord Petersham avait donné son nom à une nouvelle forme de pardessus; il avait inventé un cirage d'un éclat inconnu jusqu'alors; son mélange personnel était célèbre dans le monde des marchands de tabac. On racontait que, ayant été félicité sur la beauté d'une adorable tabatière de Sèvres, il avait répondu de sa voix si joliment zézayante : « Oui c'est une gentille boîte d'été, mais quelle horreur pour l'hiver! » Tant de charmes ne pouvaient manquer d'étonner des femmes habituées aux rudes manières d'un Webster et si ce maître essayait ses talents sur lady Frances aux longs cils pudiques, le spectacle pouvait devenir charmant.

« Il sera divertissant de faire un peu de « Iagoïsme » comique

avec notre petit Othello... Aurais-je des chances moi-même avec sa Desdémone? Je ne le crois pas, mais un personnage comme Petersham, plus animé, mieux habillé, pourrait réussir, innocemment s'entend. La petite est sage et ne demande qu'à bien se tenir... Elle fera, si elle vit, une femme parfaite... A moins que cet idiot de Webster ne l'agace au point de la dégoûter de son légitime propriétaire. En ce cas tout est possible. »

La veille du départ, il apprit que Petersham ne venait pas et tomba dans une rêverie assez profonde. Irait-il lui-même? Et pourquoi? Il écrivit ses hésitations à lady Melbourne, sa confidente, sa conseillère. Étrange amitié que celle de ce jeune blasé et de cette coquette blanchie. Lady Melbourne avait soixante-deux ans. Avec un art admirable, elle avait, pendant trente ans, su mener la vie la plus libre sans provoquer aucun scandale. Maîtresse du Roi, amie de tout ce qu'il y avait de plus spirituel dans le royaume, elle demeurait, dans une retraite enfin imposée par l'âge, toute pleine de gaieté, de grâce, d'intelligence. Son fils William était le mari de cette fameuse lady Caroline dont l'amour véhément venait de lasser Byron et la charmante, la cynique vieille femme s'entretenait longuement avec l'amant de sa belle-fille de cette passion tapageuse. Elle aimait le tour d'esprit libre et fier de ce jeune homme; pour lui, il l'admirait passionnément et lui disait tout à la lettre, avec une franchise et un naturel qu'elle trouvait délicieux. Elle prenait plaisir à mettre au service de son ami une expérience unique des choses de l'amour et lui donnait sur l'art de séduire, et sur l'âme véritable des femmes, des conseils dont l'habileté froide faisait parfois frémir Byron lui-même. Lady Melbourne avait, comme tout le monde, lu *les Liaisons dangereuses* et elle admirait madame de Merteuil.

Byron composa donc pour sa vieille amie une peinture agréable et comique du ménage Webster et, lui ayant dit sa déception du refus de lord Petersham, conclut : « Il n'y aura personne pour rendre mon Webster jaloux, sauf le vicaire et le maître d'hôtel, et je n'ai nulle intention de m'y consacrer moi-même. Je ne suis pas exactement ce qu'il faut à la dame de ces lieux... Elle s'attend pourtant à être attaquée

et semble préparée pour une brillante défense; ma réputation de *roué* m'a précédé et mon attitude tranquille, indifférente, l'a tellement étonnée pendant mon dernier séjour qu'elle commence à se croire laide, et moi aveugle ou pire... »

Lady Melbourne, en repliant cette lettre, sourit, et pensa que son disciple ne supporterait pas longtemps qu'une femme jeune et point dégoûtante pût le croire aveugle — ou pire.

***

La première phrase que prononça Webster, en le conduisant à sa chambre, fut :

— Byron, quoi que vous fassiez, ne vous mariez jamais.

— Étrange conseil, — répliqua Byron, — pour un homme qui a dans sa maison une belle-sœur à marier!

— Ma foi, — dit Webster, — les femmes sont trop nerveuses.

Puis il parla de sa comtesse; elle se montrait inexorable et l'affaire ne semblait pas réussir.

— Écoutez, — dit Byron gravement, — je vous conseille une fois de plus de vous tenir tranquille. D'après tout ce que vous m'en dites, cette femme est une diablesse. Sans doute a-t-elle simplement trouvé votre enchère trop basse. Maintenant vous n'êtes peut-être pas de mon avis, mais moi, je ne donnerais pas un dixième de farthing pour une femme qui pourrait être achetée, ni même pour une femme en tant que simple femme, c'est-à-dire si je ne l'aimais pour quelque chose de plus que son sexe... En outre, dans votre cas, l'aventure est dangereuse. Ces choses ne sont jamais secrètes bien longtemps. Quand l'histoire viendra à être connue, il faut vous attendre à des représailles. Votre femme est jeune, jolie...

— Quelle idée! — dit l'autre. — Toute femme est pour moi gibier permis. Je puis compter sur les principes de lady Frances. Elle ne *peut* pas tourner mal... Et c'est pourquoi je puis, moi, faire ce qui me plaît, sans aucun risque.

— Alors pourquoi êtes-vous jaloux d'elle?

— Parce que... Parce que... Mais, sapristi, je ne suis pas jaloux. Pourquoi diable voulez-vous que je sois jaloux?

Sans pitié, avec une grande précision de détail et une

très sûre connaissance des hommes, Byron énuméra les symptômes de jalousie qu'il avait observés chez Webster. Il analysa les sentiments d'étonnement, d'ironie, de pitié, de mépris éveillés par ces symptômes chez lady Frances, chez les domestiques. Webster fut stupéfait. Chacun se fait un personnage. Celui-ci à ses propres yeux était le mari supérieur, indulgent, qui aime sa femme, est adoré par elle, et la trompe sans méchanceté parce que, pour un homme du monde, ces choses sont sans importance. Rôle plus agréable que celui de jaloux.

— Jaloux, *zounds*! Moi? Quelle idée!... Allez toujours! Vous ne m'empêcherez pas d'allonger la liste de mes « bonnes fortunes ».

Au dîner qui suivit, pour montrer à Byron qu'on peut être à la fois braconnier d'occasion et bon propriétaire, il eut un accès de tendresse et baisa soudain la main de sa femme. La caresse fut reçue avec une indifférence inimitable.

« Ceci est grave, nota Byron, plus grave même que si elle avait paru contente ou ennuyée. »

Et, pendant tout le repas, il l'observa à la dérobée. Il y avait là cette fois deux invités, amis de la famille, un M. Westcombe, très beau, mais stupide, un M. Agar, horrible, mais facétieux. Tous deux s'occupèrent de lady Frances beaucoup plus que ne faisait Byron, et elle ne parla qu'avec eux.

Une si méritoire abstention aurait dû tout au moins assurer à Byron un séjour tranquille. Mais les hommes ne voient pas les actions réelles. A la place qu'occupe l'être véritable, ils contemplent un personnage fictif créé par sa légende, ses amis, son passé. S'ils le savent homme d'esprit, ils rient de ses platitudes. Grand diplomate, ses démarches les plus gauches apparaissent comme de profonds calculs. Si Don Juan s'abstient de regarder une femme, on lui prête les plus sombres desseins. Pour une fois le malheureux Byron désirait respecter la paix d'un ménage ami, la santé d'une femme fragile; le mari devint nerveux, irritable et soupçonna que tant de nonchalance cachait des projets affreux.

Il remarqua d'abord que Lord Byron lisait Dante et Alfieri : « Des livres italiens? Peste! Voilà qui va faire des ravages. On sait ce que sont les Italiens. Je vous prie en tout

cas, Byron, de ne pas les laisser voir à ma femme. » Puis, comme l'autre, fort innocemment, demandait des nouvelles de lady Stanhope : « Dites-moi, Byron, est-ce que vous demandez aussi des nouvelles de *ma* femme de cette façon? »

Le lendemain, au repas de midi, quand, après le départ des dames, les quatre hommes restèrent seuls autour du vin, il commença un discours obscur, plein de maximes générales, mais évidemment destiné à Byron, sur les coureurs de femmes, hommes à bonnes fortunes, professionnels du vice, race méprisable, dangereuse, que le devoir de tout honnête homme était de chasser et de détruire. Byron l'écouta pendant quelque temps avec patience, puis à la fin, agacé :

— Excusez-moi, Webster, — dit-il, — mais tous vos raisonnements me semblent un peu contradictoires. Si je vous comprends bien, *vous* pouvez courir où il vous plaît, mais aucun autre n'a le droit d'aimer l'objet que vous avez une fois honoré de votre choix. C'est une doctrine à laquelle, pour ma part, je ne puis souscrire, et qui ne me paraît pas solide.

Les deux autres prirent parti, l'un pour Byron, l'autre pour le maître de la maison et la scène devint si violente que l'on put craindre un moment qu'elle ne tournât au pugilat. Mais la marche des discussions dépend d'un tour de phrase, du choix d'un mot, d'une intonation plus ou moins vive et les Dieux permirent que l'on pût sans honte éviter d'en venir aux coups. On se sépara avec une fausse bonne grâce.

***

« Ma foi! pensa Byron. Au diable la vertu. L'animal est trop sot. »

Le changement de front n'était pas très facile. Passer de l'indifférence à l'empressement demande du temps et des préparations. A tout hasard Byron, en rejoignant les dames, demanda à lady Frances si elle jouait au billard. Elle jouait et offrit, avec une aimable vivacité, de le conduire dans la salle de billard. Ainsi, pour la première fois, il se trouva seul avec elle.

La solitude à deux est un révélateur d'une incroyable

rapidité. L'aisance de l'esprit y fait voir la liberté du cœur. Mais Byron et lady Frances éprouvèrent l'un et l'autre cet embarras délicieux, qui est précurseur de la volupté. Ils jouèrent, parce que les corps peuvent agir sans l'intervention de la volonté, mais oublièrent de marquer ou de compter. Byron parlait de ses voyages, de manière vague et distraite. Il aurait pu brusquer l'assaut. Le trouble de lady Frances était si évident, si profond, que le plus prudent des stratèges n'aurait pas jugé ce plan téméraire. Lady Melbourne l'eût certes conseillé. Mais ce trouble même promettait à Byron que le silence forcerait sa belle partenaire à se déclarer la première, ce qui convenait mieux à sa gloire.

Bientôt en effet elle s'arrêta, et regardant à terre :

— Dites-moi, lord Byron, comment une femme à qui un homme plaît peut-elle le lui faire comprendre s'il ne paraît pas s'en apercevoir?

Byron alla vers la table à écrire, rédigea d'un trait une déclaration et il la tendait à la dame qui était restée debout, rêveuse, consentante, lorsque le « Marito » entra, comme il est de règle dans les comédies italiennes. La pâle et timide jeune femme, sans un geste brusque, sans un mouvement de surprise, plia le papier qu'elle tenait à la main et le mit dans son corsage avant qu'Othello eût rien remarqué. Byron admira ce sang-froid imprévu. Une circonstance particulière avait rendu le jeu de scène plus facile. Webster cherchait Byron pour lui remettre un pamphlet politique de sa composition, sur lequel il voulait l'avis de l'écrivain. La vanité de l'auteur l'emportait sur la vanité du mari.

Le même soir, quand Byron descendit pour dîner, un billet trouva le chemin de sa main. Pour lui c'était là jeux familiers et il le lut sous les yeux de Webster. Il le trouva, pour son goût, un peu trop rempli de vertu, de métaphysique platonicienne et de certains modes d'amour éthéré où l'âme seule est employée.

« Je ne comprends pas très bien, écrivit-il à lady Melbourne, étant mauvais métaphysicien; mais on commence et on finit presque toujours par le platonisme, et, comme ma prosélyte n'a que vingt ans, nous avons le temps de passer au solide. J'espère cependant que la période spirituelle ne se prolongera

pas trop. En tout cas il faut faire l'essai. Je me souviens que, dans ma dernière affaire, la marche des choses fut toute contraire et que, comme le conseille le major O'Flaherty, « nous combattîmes d'abord et nous expliquâmes ensuite ».

» Telle est la présente situation : beaucoup de déclarations mutuelles, une abondante mélancolie qui, à mon grand regret, a été remarquée par le « More », et autant de preuves d'amour qu'on peut donner en ce temps, en ces lieux, en ces circonstances...

» Bonsoir, je retourne au billard.

» P. S. — 6 heures. L'affaire devient sérieuse et je crois le platonisme en péril. Il y a eu une scène, presque une crise de nerfs, et vraiment sans raison, car je me conduisais avec une réserve pénible (pour moi)... Tout cela finira comme d'habitude et eût fini tout de suite, je crois, si « l'occasion » n'avait manqué... Si quelqu'un était entré pendant les larmes et les consolations qui suivirent, tout aurait été gâté; il nous faut être plus prudents, ou moins « larmoyants ».

» SECOND P. S. — 10 heures. Je viens d'échapper au vin et à des discours sur Dieu sait quoi. Mon hôte est un gentleman étonnant. Il m'a proposé un pari. Il s'engage, pour une certaine somme, à conquérir *n'importe quelle femme* contre n'importe quel homme, y compris les présents... N'est-ce pas une parfaite comédie? »

***

La scène décrite dans cette lettre avait été assez dangereuse. La jeune femme, anxieuse de connaître l'effet de sa réponse, avait vers cinq heures quitté sa sœur et était venue rêver dans la salle de billard. Elle s'était arrangée pour être vue par lord Byron, qui, abandonnant de son côté Webster, l'avait rejointe quelques minutes plus tard. Il avait laissé son hôte en humeur très pacifique; il venait de lui faire l'éloge de son pamphlet.

Lady Frances regarda son ami avec crainte. Elle était si charmante dans son trouble naïf que Don Juan devint un écolier. Elle lui avait écrit que, quelle que fût la faiblesse de son cœur, il n'en aurait jamais d'autre preuve que cette confession.

Il lui dit qu'il était tout à elle, qu'il acceptait les conditions posées et qu'il ne ferait jamais sans son aveu la plus légère tentative pour l'entraîner au delà de ses promesses. Le plus étrange était à coup sûr qu'il tenait ces discours surprenants avec la plus ingénue sincérité. Il y avait en lord Byron un étudiant sentimental, prêt aux aventures les plus tendres. Mais toujours Méphistophélès mettait le holà aux faiblesses du Docteur.

Tout d'un coup, sans que rien l'eût fait prévoir, elle éclata en sanglots. Sa sœur lisait dans la chambre voisine; son mari pérorait un peu plus loin. Il était urgent de rétablir le calme par les procédés les plus rapides et, malgré des protestations si récentes, Byron recourut aux traitements énergiques. Il la prit dans ses bras, l'embrassa, lui dit mille choses tendres et, fort heureusement, ramena la paix sur ce visage avant que sœur ou mari se fussent aperçus de ce petit drame.

— Vous ne m'auriez jamais rien dit, — soupira-t-elle, — si je ne vous avais laissé, moi, voir mon penchant pour vous. Vous ne m'aimiez pas assez pour parler le premier.

— Mais, ma chérie, vous ne m'avez rien laissé voir du tout. Au contraire vous paraissez, quand on ne vous connaît pas, la femme la plus prude, la plus correcte.

Elle sauvait en effet les apparences avec toute l'adresse d'une vieille coquette et, sans jamais se départir de sa chaste mélancolie, prenait des lettres, en recevait, et acceptait les baisers de Byron, sous le nez même d'Othello. Lady Frances était dévote et disait ses prières matin et soir.

« Par Dieu! pensait Byron. Webster dit qu'elle est froide. Jamais femme, dans toute ma carrière, ne m'en a dit autant après une cour si brève. Et quant à son aversion pour l'accroissement de la population, aversion dont se plaint le « Marito », ses yeux, sa rougeur, sa main tremblante, disent un conte bien différent. Voilà encore un point sur lequel je ne croirai plus mon ami Webster. »

L'époque fixée pour la fin de son séjour était arrivée mais lady Frances lui demandait de rester et il était heureux d'obéir... Jamais il n'avait mené une telle vie. La pâle jeune femme aux longs cils sombres venait s'asseoir à côté de lui

et le regardait avec passion, sans parler. Lui-même était silencieux. Il ne pouvait exprimer ses pensées vraies dont le cynisme aurait épouvanté cette créature à peine charnelle. Leurs gestes n'étaient guère plus expressifs; quelques serrements de main, de rares baisers. La nuit, l'un et l'autre veillaient pour s'écrire des lettres sans fin. Le matin tous deux avaient l'air de spectres. Elle tendait à Byron ses longues épitres dans un livre, dans un cahier de musique, et toujours en regardant son mari dans les yeux avec une expression rêveuse et douce.

Les sentiments de Byron étaient assez confus. La nouveauté de l'aventure, ses dangers le divertissaient. De plus en plus il se laissait prendre au charme de cette sentimentalité virginale. Elle lui demanda une boucle de ses cheveux; il la coupa et la lui donna. Jadis, pour Caroline Lamb, il avait hésité devant ce sacrifice et lui avait donné la boucle d'un valet. Cela l'avait bien diverti. Mais jouer un tour semblable à la frêle lady Frances lui eût semblé monstrueux. « Ma petite platoniste » pensait-il avec une tendresse protectrice.

La situation à l'égard de Webster le gênait. Non que prendre sa femme à un ami fût contre les principes de lord Byron. Il se piquait d'amoralisme. Mais l'honneur survit à la morale. Il était *chez* Webster, dans sa propre maison, et surtout cet homme incroyable persistait à le prendre comme confident. Sur son affaire avec la comtesse il révélait chaque jour des détails nouveaux. Il montrait les lettres à Byron et lui demandait conseil pour répondre. Il insistait pour obtenir de lui les mille livres sterling nécessaires à la conquête de cette grande amoureuse. Or d'une part Byron trouvait mesquin, et impolitique, de refuser ce prêt. Mais il jugeait aussi peu sportif de favoriser l'infidélité de son rival. Il faut laisser une chance au gibier. Byron, qui affectait de mépriser les Anglais, avait leurs préjugés et leurs vertus.

Il finit par trouver le moyen de mettre sa conscience en repos. Faisant une dernière tentative pour ramener Webster sur le chemin du devoir, il lui dit que sa femme le découvrirait certainement, lui conseilla de confesser l'histoire, d'obtenir son pardon, et de se rapprocher d'elle. Le Marito éclata de

rire. Alors Byron, délivré de ses scrupules, lui prêta les mille livres et l'abandonna à un sort trop mérité. Mais il ne se servit jamais, pour la conquête de la femme, de ce qu'il savait sur le mari. Quand l'adversaire tient mal son jeu, un beau joueur détourne les yeux.

***

Il est probable qu'Othello, satisfait de lui-même et de son pamphlet, ne se fût aperçu de rien si un Iago n'avait surgi. Un des deux autres invités mâles s'avisa de prendre ombrage de la préférence évidente dont Byron était l'objet et attira l'attention du mari sur des signes, hélas! trop clairs. Le chacal espionna pour le compte du lion.

Lady Frances était devenue si hardie que le traître eut la partie belle. Si Byron, à table, avait l'audace de se placer ailleurs qu'auprès d'elle, il était rappelé à haute voix. « Lord Byron, votre place est ici! » Webster devenait vert, ne desserrait plus les dents et buvait comme un Highlander. Il se donnait du courage.

L'orage éclata un matin au *breakfast*, mais Webster s'y prit très mal. Au lieu d'attaquer ses trois adversaires séparément et successivement, suivant la traditionnelle tactique du dernier des Horaces, il entreprit en même temps sa femme, sa belle-sœur et son ami. Il fut naturellement repoussé avec de fortes pertes et se vit rire au nez après la défaite. La discussion dévia. Lady Frances insista pour que sa sœur partageât sa chambre. Webster prouva victorieusement que seul un époux a légalement le droit de partager l'oreiller de sa femme. Byron, gêné, resta silencieux. Enfin lady Frances se tourna vers lui et dit à mi-voix : « Peu importe d'ailleurs; tout ceci n'est rien. » Ce qui, remarqua-t-il, avait plus d'un sens.

De telles scènes devinrent fréquentes et les deux sœurs se plaignirent amèrement. « Il est fou, disaient-elles. Quel caractère odieux! » Byron chercha à excuser Webster et sa grandeur d'âme irrita sa maîtresse. Mais, seul avec le Marito il donna libre cours à son mécontentement. Excité par le chacal, le lion devenait insupportable. Tout le long du jour

il marmottait des menaces à peine voilées. « Si un homme se permet de courtiser ma femme, je ne lui donnerai même pas une chance de se défendre. » Le chacal approuvait. Byron perdait son calme et, renonçant à la transparente fiction de « un homme », il répondait directement : « Si vous désirez traduire vos vantardises en actions, je suis votre homme. »

Où tout cela le conduisait-il? A un duel? A un enlèvement? Il était prêt à l'un et à l'autre, étant de ces hommes qui risqueraient leur vie pour des passions qu'ils éprouvent à peine. Le jeu l'amusait assez pour qu'il jouât son rôle jusqu'au bout. D'ailleurs était-ce un rôle? L'amour vient en aimant.

« S'il veut me couper la gorge, il n'aura pas de mal. Je ne riposterai certainement pas à un homme que j'ai offensé. S'il désire que je lui serve de cible, je ne puis lui refuser ce plaisir... »

Il écrivit à lady Melbourne : « Dix jours... Il y a dix jours que je suis venu pour la première fois, et combien ma vie est transformée... Et pourquoi? Elle est jolie, très jolie, distinguée... Terriblement romantique, très ardente de sentiments. Son tempérament? Ceci est douteux... Elle est intelligente. Elle écrit de belles lettres, encore que son style soit un peu trop allemand... Elle a une voix douce. Elle ne dit pas de sottises, du moins en compagnie. En duo évidemment elle s'attendrit parfois jusqu'à l'absurdité. Peut-il en être autrement entre deux jeunes platonistes? »

***

Le platonisme a de grands charmes. Disciplinant l'instinct, il libère l'esprit. Il donne du prix à de petites choses, à des fleurs échangées, à des vers murmurés. Il fait trouver des plaisirs infinis dans un serrement de mains, dans un soupir, dans l'effleurement d'une robe étalée un peu plus qu'il ne faudrait. La facilité déprécie l'amour comme l'assignat la monnaie; Byron, si désabusé ne s'ennuyait pas dans cette bergerie. Les dangers d'une petite guerre sentimentale, la

douceur d'y avoir pour alliée une personne gracieuse et sensible, tout l'occupait et le retenait.

Cependant Don Juan n'était pas homme à platoniser éternellement. Si même son tempérament l'avait supporté, son orgueil ne l'eût pas toléré. C'était charmant peut-être, mais un peu humiliant. Il avait écrit quelques vers pour lady Frances, sonnets éthérés, vides de toute matière, spirituels comme cet amour lui-même. Ces sonnets étaient détestables. Byron s'y connaissait en poèmes mieux encore qu'en amour; il savait n'avoir jamais rien écrit d'aussi mauvais. Signe certain du danger. La tendresse n'était pas son fort. Il était « hors de sa nature ». Il dévirilisait son âme d'artiste. Il fallait en finir; le sceau de la possession manquait à cette aventure.

Mais le château d'Aston Hall était de tous ceux d'Angleterre le plus mal fait pour conclure. Pendant le jour le mari et la sœur étaient toujours à portée de voix, sans compter le chacal qui flairait de loin les rendez-vous suspects. Tout au plus pouvait-on ménager de courtes entrevues, propices aux baisers essoufflés. Restait la nuit, mais la disposition des lieux ne permettait pas les visites nocturnes. « Comment diable faisait mon père? » pensait lord Byron exaspéré.

Depuis longtemps il était question de transporter, pour deux ou trois jours, le groupe d'Aston Hall à l'Abbaye de Newstead. Byron, très soutenu par les femmes, reprit ce projet un peu oublié. Webster ne fit pas d'objections. La fameuse nymphe l'attirait.

***

A Newstead, Byron enfin se sentait sur son terrain. Son prestige se trouvait accru par celui de cette belle demeure. Entre la femme et la maison il y a de secrètes affinités. Déesse naturelle du logis, elle en protège le seigneur. Elle éprouve si vivement le besoin de se sentir souveraine d'un foyer que, dans une maison étrangère, un mystérieux sentiment la rapproche du maître des choses. Alors l'homme se charge à ses yeux de toute la beauté, ou de toute la laideur, de ce qui l'entoure.

Or la grâce gothique de Newstead était sans rivale. Le cloître, de ses voûtes tranquilles, encadrait des gazons ras au milieu desquels une fontaine sculptée jaillissait mélancoliquement. La vieille chapelle, évoquant le souvenir des moines fondateurs, ajoutait quelque chose de religieux à l'émotion de la belle puritaine. Là les Byron avaient vécu depuis le règne d'Henri VIII. Chaque chambre avait sa légende. Le poète ajoutait son chant à la saga des Byron. Il montra le crâne humain qui lui servait de coupe, poli, de belle couleur d'écaille. Il vida ce crâne rempli de vin devant lady Frances admirative. Il la promena dans le parc où des cerfs et des biches les suivirent sous les grands chênes. Il la sentit respectueuse et soumise.

Dans cette maison si bien connue de lui, un rendez-vous secret n'était qu'un jeu. A minuit les amants platoniques se rencontrèrent seuls, loin de tous, dans une retraite charmante. Le clair de lune entrait par les fenêtres. Au dehors la forêt rayonnait de blancheur. Byron vit la victoire proche. Il fut tendre, spirituel, ému. Elle lui rendit ses baisers avec une passion croissante. Puis, comme il se faisait plus pressant, elle lui dit de sa voix douce et ferme. « Byron, je sais que je suis à votre merci. Je l'ai voulu; je m'abandonne. Je ne suis pas froide, quoique d'autres aient pu vous dire à ce sujet. Seulement je sais que je ne pourrai supporter ensuite l'horreur que je m'inspirerai. N'imaginez pas que ce soient là des mots. Je vous dis la vérité : faites ce que vous voudrez. »

— N'est-ce pas ce qu'elles disent toutes? — pensait le beau lord penché sur ce corps si frêle.

— Quelle folie que de ne pas profiter de l'heure, du lieu, de la beauté de la nuit! — murmurait le Diable, inquiet.

Mais Byron sentait la pitié plus forte encore que le désir. Cette douce décision, cet abandon sans lutte, cette soumission triste avaient quelque chose de particulier et de poignant.

— Verbiage, — murmurait encore le Diable.

Mais son serviteur ne l'écoutait plus.

Tandis qu'il la ramenait vers sa chambre par les escaliers et les couloirs déserts, elle le remercia de sa bonté avec une tendresse reconnaissante : « Preuve, se disait-il, qu'elle est sincère », et il se sentait assez content de lui.

***

Le lendemain fut triste. Byron demeurait sombre, fiévreux, agité, lady Frances mélancolique. Il parla longuement avec elle, lui dit qu'il était prêt à l'enlever et à l'épouser si c'était là ce qu'il fallait pour calmer ses scrupules.

— Je dois, — dit-elle, — refuser, pour votre bien, Byron. Vous n'êtes pas fait pour le mariage; vous regretteriez de vous être lié. D'ailleurs ma santé est délicate. Je ne vivrai pas bien longtemps. Il faut m'abandonner à mon destin.

— Quelle idée! On croit ces choses quand on n'est pas très heureux. Si vous étiez ma femme, nous irions vivre dans quelque climat chaud, en Italie, en Grèce, et vous seriez bien portante. Vous n'aimez pas votre mari; vous n'allez pas passer votre vie avec lui?

— Je ne vis pas avec lui dès maintenant.

Elle se serrait dans les bras de Byron et s'abandonnait à ses caresses avec une naïveté d'enfant ignorante. Ému, troublé, il la supplia de le rejoindre encore la nuit suivante. Elle prit un air triste et las : « Plutôt que de vous voir en colère, je ferai ce que vous voudrez. »

— Quelle réponse! — pensa Byron. — Faut-il accepter l'amour comme un sacrifice? J'ai horreur de ce qui n'est pas mutuel.

Lady Catherine, avec un sourire clairvoyant et triste, observait leurs mines mélancoliques. Le Chacal tournait autour d'eux et avait de longues conférences avec le Lion, qui prenait des allures belliqueuses, invectivait les domestiques, sermonnait les deux sœurs et surveillait sa femme. Jamais partie de campagne n'avait été plus sinistre.

Ainsi se passèrent la seconde journée, la dernière soirée. Le lendemain matin on devait repartir. Au *breakfast*, lady Frances, nerveuse, traita son mari avec une telle dureté que cet homme si vaniteux en demeura stupéfait.

— Lady Frances, — dit-il d'un ton solennel, — vous avez à la fin rendu nécessaire une explication entre moi et lord Byron.

Byron répondit avec un calme hautain qu'il était à la disposition de Webster où et quand celui-ci le désirerait.

— Oh! — dit l'autre fièrement, — je choisirai mon heure.

— Il aurait pu aussi, — pensa Byron, — ne pas choisir ma maison.

Puis il sortit et attendit la suite, non sans indifférence. Un peu plus tard, Webster le rejoignit et, d'un air étonnamment amical, commença :

— C'est surtout dans votre intérêt, Byron, que j'ai voulu vous parler. Le hasard vous a rendu témoin de petites querelles entre ma femme et moi, de ces piques comme il y en a toujours entre gens qui s'aiment vraiment. La vérité est que la pauvre petite est folle de moi. De mon côté je lui suis très attaché. C'est ce qui rend impossible que nous ne soyons parfois en désaccord sur des questions de sentiment... Je tenais à vous dire tout ceci parce que vous êtes célibataire. Un jour ou l'autre, vous penserez au mariage, (il me semble avoir remarqué que ma petite belle-sœur ne vous est pas indifférente), il est donc bien que vous sachiez que le mariage est un état agréable et que je suis le plus heureux des hommes.

Byron répondit avec un grand sérieux que rien n'était plus clair, qu'il comprenait très bien l'impossibilité, pour des êtres qui s'adorent, d'être toujours aimables l'un pour l'autre, que de telles querelles étaient bien connues du roman et de la comédie. Il était reconnaissant à Webster d'avoir pensé à le mettre en garde contre une interprétation absurde de ces charmantes scènes de ménage et, pour lui prouver sa gratitude, il tenait à l'avertir amicalement de menées déshonnêtes que lui, lord Byron, observait depuis quelques temps. Le Marito dressa les oreilles et Byron, le voyant à point, le lança sur la piste du Chacal.

— Je le vois tourner autour de votre femme et la regarder d'un air qui me déplaît. Plusieurs fois j'ai failli le lui dire assez rudement; seule, la crainte d'un scandale préjudiciable à lady Frances... D'ailleurs elle vous aime tant que tout ceci est sans importance, mais j'ai cru de mon devoir de prévenir pour que vous sachiez ce que vaut l'homme.

— Pardieu, — dit Webster, — je m'en doutais un peu... Figurez-vous que, depuis huit jours, il essaie de me rendre jaloux de vous. Le Ciel sait ce qu'il a pu me raconter sur votre compte. Ce subit intérêt dans mes affaires m'étonnait;

ce que vous me dites explique tout. C'est lui qui est jaloux de vous... et surtout de moi.

— Voilà un vilain tour, — dit Byron... — Enfin maintenant nous le connaissons. Cette conversation a été utile.

Webster revint en tenant amicalement son hôte par le bras et en lui parlant de sa belle-sœur. Byron répondit qu'il la trouvait charmante, mais ne pensait pas au mariage. Cela n'empêcha pas Webster d'aller dire mystérieusement à sa femme.

— Savez-vous que notre ami Byron est fort épris de Catherine?

— Vous êtes fou! — dit-elle d'un ton irrité.

Webster demeura stupéfait : « Qu'y a-t-il de fou à constater qu'un ami est amoureux de votre belle-sœur? »

Mais elle lui tourna le dos d'un mouvement brusque qui n'était pas dans sa manière.

***

La scène des adieux éveilla des mouvements assez douloureux dans l'âme de quelques-uns des acteurs. En apparence ce fut une cordiale et correcte cérémonie, comme il convenait sous l'œil des domestiques et dans la cour d'une abbaye gothique. « La reverrai-je? » pensait Byron, plus ému qu'il n'aurait voulu. Il n'avait pas été invité à revenir à Aston Hall.

Il reçut d'elle quelques lettres. Elle lui demandait d'écrire à son mari, et de lui écrire gentiment, parce que Webster avait beaucoup d'amitié pour lui.

Il rêvait aux causes de l'échec : « Fut-ce crainte? Faiblesse? Santé délicate? Aurait-il fallu passer outre à ses larmes et à ses prières?... Peut-être ai-je été sa dupe et celle de mes bons sentiments?... Ils sont assez rares pour que ce soit piquant. »

Puis il oublia. « Au nom de Saint-François et de sa femme de neige, de Pygmalion et de sa statue, qu'avais-je à oublier? Quelques baisers, pour lesquels elle ne se porte pas plus mal, ni moi mieux. » Bientôt le souvenir même de ces heures ne fut plus qu'une image confuse, comme celle que l'on conserve

des scènes d'un roman. Il lui en restait un paquet de lettres, une boucle de cheveux, et une tabatière d'argent ornée d'une inscription passionnée, que lui avait donnée le mari.

Ce ne fut que neuf ans plus tard, en Italie, qu'il retrouva le ménage. Sans doute Webster avait-il rencontré quelque nouvelle comtesse amoureuse, car il s'était mis aux mains des usuriers et sa femme voulait le quitter.

Il vint voir Byron, et, assez piteusement, lui demanda d'intercéder pour lui auprès de lady Frances : « Je suis certain, dit-il, de sa confiance en vous. Si vous lui conseillez de me pardonner, elle le fera. Vous souvenez-vous de nos bonnes journées d'Aston Hall, de Newstead? Vous ne pouvez refuser ce service au souvenir d'une double amitié. »

Byron évoqua le pâle visage, les longs cils, la voix douce et ferme. Là était une occasion où il avait sacrifié son plaisir à quelque chose de plus précieux, à un sentiment tendre, chevaleresque. La mission lui plut. Oui, lady Frances devait garder de lui un souvenir confiant et pur. Il la convaincrait.

Il la vit. Elle l'accueillit avec une froideur hostile. Elle semblait nourrir contre lui une rancune implacable et secrète.

ANDRÉ MAUROIS

La Napoule. — Janvier 1924.

LA GUERRE A VINGT ANS[1]

1915. — AU FRONT DE CHAMPAGNE, AVEC LES CUIRASSIERS A PIED, ALAIN CONSTATE QU'IL N'EST PAS DE VIOLONS COMPARABLES AU SILENCE DES LIGNES, LA NUIT.

L'arrivée au régiment. Les Robic.

Le long train de marchandises glisse à travers la plaine champenoise, assoupie dans ce soir d'automne. Pas une bête aux champs, pas une âme sur les routes, pas un angélus dans le ciel. Sur le marchepied d'un fourgon, Alain chante en plein vent. Il chante son évasion, sa liberté et l'allégresse d'une vie que le destin peut-être fera brève. Ainsi depuis des heures, mais soudain un signal bascule : tout le train s'arrête près d'une maison de garde-barrière. Le fil télégraphique murmure, un petit chevreau puéril et vorace broute la haie où une femme étend sa lessive. Alain la salue d'un : « Bonjour, madame », par habitude des campagnes où il vécut enfant. Elle le regarde silencieusement, tandis que le chevreau continue de tracasser la haie, et une alouette de chanter dans l'air. « Vous allez là-bas? » dit-elle. Et après un temps : « Le mien est tué... Il est tombé dans les attaques. » Comme Alain murmure un mot d'amitié, elle hoche la tête en suivant son idée : « Et vous, vous avez l'air bien jeune. »

Du train qui repart, Alain regarde la silhouette de la femme

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 mars.

décroître, auprès de la tache claire du chevreau. Pour la première fois, après une si longue attente, il se sent associé aux meilleurs de France, il se sent un tout petit peu fier et aimé. Et cependant que le gagne l'accablement du sommeil, il répète, tourné vers la campagne obscurcie : « Mon pays ! »

Longue nuit froide, et puis à l'aube, le train s'arrête. Oiry ! Alain est arrivé. Cette lente rivière? c'est la Marne. Ce grondement? le canon ! La rumeur prestigieuse frappe le jeune soldat en pleine poitrine et fait monter à ses yeux des larmes d'émotion et de fierté. « Écoute, voilà le signe sous lequel tu es né ! »

La grande affaire immédiate, pour Alain, c'est de rejoindre son régiment qu'il sait pour l'instant au village de Chouilly. Mais d'abord il entre boire un café à l'auberge de la gare, et là il rencontre parmi les buveurs deux gros hommes de ravitaillement qui portent au col, comme lui, l'écusson du 14e cuirassiers. Gentille scène de toujours ! Ainsi le cadet de Gascogne arrive aux guichets du Louvre, le cornette du roi gagne la ville où il tiendra garnison, le héros de Barberine approche de la Hongrie où la guerre l'appelle, le jeune officier russe de Tolstoï entre à Sébastopol, et toujours, à la dernière étape, dans une salle d'auberge, ils écoutent les propos des vieux compagnons, et saisissent avidement les premiers échos de la vie aventureuse que tous leurs vœux appellent.

... C'est grande douceur, à dix-huit ans, de s'en aller au pas d'un bon cheval, vers l'armée, et de se dire : « Je suis libre de m'associer à tout ce que j'aime et admire. Rien ne me retient plus. Je ne laisse derrière moi que deux affections profondes qui me poussent sans une hésitation, et devant moi s'étend un domaine exaltant où je veux risquer ma vie pour la rendre plus belle... Beauté amie de la nature, douceur de l'automne, et qui sait si je reverrai le printemps? » C'est la musique des départs pour la vie. Elle enchante Alain, mais sa force faiblit à mesure qu'approche la minute solennelle où il devra se présenter au colonel, aux officiers, à tout ce régiment inconnu dont il désire tant gagner l'estime. Quand, d'un vallon vert, surgissent le clocher du cantonnement et le tout petit village, Alain met sa jugulaire et rectifie sa tenue. Le cœur battant il aborde la grand'rue au pas de son cheval. Les soldats, silhouettes indolentes et claires, le regardent passer,

et lui il s'émerveille de leur gravité paisible au sortir des combats.

Sur la place, le colonel fait les cent pas avec deux officiers. A eux trois, ils bouchent tout l'univers pour Alain qui saute à terre, talons joints, hausse la tête du cheval et son propre menton, et prononce mécaniquement, avec toute la brusquerie qu'on lui a enseignée depuis des mois, les paroles sacramentelles : « Aspirant nouvellement promu, affecté au 14e régiment de cuirassiers, mon colonel! » Seul subsiste dans son esprit un fiévreux mélange de noblesse et de puérilité : le désir éperdu de prouver son dévouement, et l'inquiétude la plus comique à l'idée d'avouer quinze jours d'arrêts mérités à l'École.

Tandis que ces soucis bouillonnent sous son casque, et qu'il se tient raide et muet, le colonel lui parle d'une voix sonore et bienveillante, avec des gestes larges. C'est un beau soldat un peu fort, un maréchal de camp de Louis XIII, élégant, au regard lointain, et dont les mains nues, charmantes de finesse, jouent avec un fouet. Tout d'abord il dessine à grands traits, pour le jeune arrivant, une vue générale de la situation; il dit le frémissement des espoirs du 24 septembre qui furent amèrement trompés quand le régiment, derrière Navarin, attendait l'heure de la charge; il éveille le frémissement des espoirs de demain, et puis passe aux conseils. Ainsi parlait Mentor au jeune Télémaque, et pour finir, désignant ses deux officiers : « Voici votre capitaine et votre lieutenant. »

Alain, rigide, se présente à nouveau, et le capitaine de Saint-Maur, figure énergique aux traits rudes et courts, lui dit, comme la paysanne : « Vous avez l'air bien jeune... — Mon capitaine, on fera pour le mieux. — J'espère bien! »

— Voulez-vous voir vos hommes? — demande le lieutenant avec un sourire où perce un gentil souci de délivrer Alain. — Je crois qu'ils sont justement réunis pour l'appel.

Alain suit le jeune chef sans qu'ils échangent d'autres propos : ils n'ont rien à se dire, mais il y a entre eux le rapport de l'âge; et les décorations, la tenue élégante de l'officier, éveillent chez l'aspirant un joli mélange d'envie et d'amitié.

— Tenez, les voilà, — dit le lieutenant qui lui serre la main et le laisse.

Mais cette nouvelle épreuve est plus redoutable que la première! En pleine lumière, dans une ruelle presque mahométane entre ses murs de chaux, vingt jeunes soldats sont alignés. Sous leurs regards, Alain s'avance, étranglé d'une émotion que porte à son comble le « garde à vous! » retentissant du sous-officier. Il est tellement rompu, lui-même, à cette attitude du respect, qu'il lui paraît scandaleux que d'autres la prennent devant lui. Par bonheur, les guerriers se trouvaient rangés sur une terre inégale, et le plus petit d'entre eux dominait les autres, ce dont ils riaient comme des enfants. Le brave sous-officier leur adressait, du coin de l'œil, des signes comminatoires, et il était si rouge de colère qu'Alain sourit. Ce petit jeu assez bas réussit à merveille, et par-dessus les épaules du maréchal des logis, le « nouvel aspirant » se sentit environné de sympathie. Il serra les mains, tandis que chacun se nommait. « Bon, songeait-il, je m'en tire à peu près. » Mais à la dernière poignée de mains, le margis, sous une inspiration diabolique, demanda : « Vous ne voulez pas leur dire quelques mots? » Alain entrevit ce que peut être une panique. Hé non, pas un mot qu'il sache leur dire, mais tant de sentiments qu'il voudrait passionnément leur prouver!

En attendant, il suit son maréchal des logis, du nom de Pique, vers la popote des sous-officiers. Justement on y « arrose » la citation que l'adjudant Torix vient de mériter. Belle occasion, pour Alain, de connaître ceux avec qui il va faire la guerre. Aussitôt présenté il se jette à l'eau et félicite le décoré avec une intensité d'émotion qui éveille des sourires. « Merci, lui dit-on. Vous êtes jeune. Quand vous aurez vu comment les récompenses tombent au hasard, vous serez moins épaté. »

En somme, Alain n'a pas encore la manière.

Après le dîner, ses nouveaux camarades l'entraînent au café Ragot, dans une grande salle verte, toute pleine de soldats. Ils boivent et jouent au billard. Pique lui nomme ceux de « leur peloton » : le grand Robic, qui sourit en regardant filer sa boule bien dirigée porte sur sa rude tunique le ruban vert et rouge prestigieux; une sorte de Bambara blanc, Henri, s'esclaffe avec candeur; Darreau, le Jolibois de cette troupe, retient la main de la servante, et le gros

Bidelot rêve dans son coin, comme un jeune buffle rumine.

« Celui-là semble différent? » demande Alain, en désignant un garçon pâle qui lit, un peu à l'écart. Il n'ose dire : parmi ces impénétrables Bretons, voici un exemplaire plus humain.

— Différent, vous parlez! — grogne Pique, — c'est Bacon, un enfant de la ville, un assisté... Ça a gratté un peu d'instruction ici et là, et ça veut juger de tout...

— Il est très jeune?

— Oui, engagé pour la guerre, mais — et Pique fait un effort pour résumer ses raisons d'antipathie — c'est le genre rouspéteur.

Debout sur le seuil, mademoiselle Ragot, la fille des patrons, surveille cette petite ménagerie. Mince, avec de grands yeux étonnés et frais, elle néglige les sourires et recueille l'argent.

... Les sous-officiers se sont mis aux cartes; les hommes s'attardent devant leurs verres avec cette prodigieuse faculté, qu'ont les simples, d'attendre sans ennui; Alain tire de sa poche un journal, et croit intéresser ses nouveaux amis en leur tendant le communiqué, mais Pique se détourne et répète : « Poker d'as! Valet! Dame! » Tous marquent leurs points, et sifflent, qui un petit air, et qui un grand verre.

Surprise d'Alain devant cette indifférence, et nouvelle surprise, le lendemain matin, au départ pour la manœuvre, quand il voit ses camarades sous les armes, graves et fermes comme des légionnaires.

Le régiment déroule à travers la campagne son long ruban de caravane... Ces soldats courbés sur leurs grands chevaux, Alain ne connaît pas encore leurs noms à tous, mais il sent que déjà ils le jugent. Et sous ce vaste ciel, dans cette monotonie de la marche, il voudrait éveiller leur amitié.

Des sonneries interrompent ses réflexions en commandant le déploiement. Dans la houle du galop, dans le cliquetis des mors et des sabres, des jurons courent les rangs où les chevaux se pressent et se heurtent, froissant les jambes des cavaliers. Alain galope devant son peloton, attentif aux signes du capitaine, et aux commandements grêles que disperse le vent. Il s'efforce d'éviter les à-coups, mais le murmure de la troupe le suit. Comme il s'en tourmente, une voix s'élève derrière lui : « Taisez-vous! il conduit aussi bien que n'importe

lequel; c'est toujours comme ça; vous n'avez qu'à tenir vos carnes! » Et se retournant, il voit, dans la muraille du rang, le grand Robic qui, du bout des doigts, lui fait signe de « desserrer » un peu vers la droite.

La manœuvre terminée, le régiment, en colonne, suivait paisiblement la vallée de la Marne, et Alain se réjouissait d'avoir conquis un ami parmi ses soldats, quand des voix crièrent avec une exaltation contenue : « La saucisse! — Y avait longtemps! »

En plein ciel, dans un clair lavis bleu, une tache infime est suspendue. Les hommes envoient leur salut au ballon qui surveille les lignes, et Alain, profondément remué, fixe ce point presque invisible qui donne un sens à tout l'horizon.

Au retour à Chouilly, événement : les gradés sont convoqués d'urgence au café Ragot.

Un silence solennel emplit la salle verte. Le colonel est là, une foule l'entoure, les grands dignitaires au centre, et le menu fretin à la périphérie. Toujours majestueux, il est adossé au billard, et se prête, pour le bien général, à la démonstration du médecin chef; celui-ci, avec énergie, lui enveloppe la tête d'un bâillon et, d'une voix forte, fait la théorie.

« Régulièrement placé, et mis à temps, ce masque, en bon état, immunise contre tous les gaz actuellement connus... Il faut cependant prendre soin de le préserver de l'humidité, mettre la compresse verte en dehors, pincer le nez dans ce laiton que vous sentez, là, ne respirer que par la bouche, éviter tout essoufflement qui serait mortel... »

Chacun regarde le colonel bâillonné qui passe héroïquement du rose au pourpre et au violet, cependant que le médecin chef s'incline : « Maintenant, messieurs, vous en savez autant que moi. » Il y a une détente Le capitaine de Saint-Maur sourit : « C'est-à-dire rien, docteur, sauf que les Allemands ont lancé une attaque aux gaz, et que le régiment montera en ligne ce soir. »

Ce soir! — Alain regarde la petite Ragot, toujours debout dans le cadre de la porte. Ce brusque départ doit frapper son imagination? Mais non, elle ignore *Morituri te salutant*, et s'amuse, la pécore, avec les marmots qui collent leur nez à la vitre, de voir un colonel masqué.

En bouclant son sac, Alain se félicite de ses premiers instants au régiment. Ce qu'il vient de voir durant ces quelques heures s'est fixé pour la vie dans son esprit : la douceur et la gravité de ces hommes perfectionnés par la violence même de la guerre, la sérénité de ces soirs d'automne, quand le vent se jouait dans les peupliers et que les chevaux sommeillaient à l'attache en longs chapelets, l'attente d'un destin inconnu, tout éveille en lui un profond contentement. Durant ces deux journées, il lui a semblé qu'après le desséchement du quartier et de Saint-Cyr, son esprit se repeuplait.

La première relève.

« Au revoir, la petite mère! on enverra des cartes postales! » Les hommes se hâtent dans la grand'rue, animés par les chopines du départ. « Il y a du vent dans les voiles! » disent les gradés, suivant leurs troupes, avec l'étrange impression d'escorter des enfants brutaux qui s'ébrouent. Un ébrouement qui a tôt fait de s'épuiser! Le soldat qui court en jetant des adieux derrière lui, heurte le sac du camarade qui le précède, jure à mi-voix et devient grave : les camions sont là, blancs de poussière, dans l'ombre. Une voix répète avec ennui : « un, quatre, dix, vingt, — halte ». C'est l'officier des autos qui répartit les hommes dans les voitures, et chaque fois, à « vingt », sa canne coupe la colonne. On devient du matériel.

Installés dans les camions, les soldats houspillent les conducteurs : « Alors, papa, où tu nous mènes? — Hé! nous ne savons pas; nous venons de l'Argonne... sommes éreintés. » ... Pauvres petits vieillards arrachés du fond d'une « campagne » pour conduire ces machines! Le sifflet du départ coupe les propos, et la longue file prend son rythme dans un tonnerre.

Devant Alain, le gros Bidelot fronce les sourcils avec une puérile colère : il est mal assis; Bacon est pâle, rêveur; Robic, de son clair regard, fixe la route; et Darreau, malgré tout, roule une cigarette, en sifflant dans le tapage, d'un air futé. « Tiens, la grosse Marie en promenade! — Au revoir, mademoiselle Marie! » Quolibets et poussière, la grosse Marie n'est plus. Un virage les jette les uns sur les autres, un pont de bois gronde, le camion qui les suit rapproche son mufle court, mené par un vieillard chétif comme le cornac sur l'éléphant. Dans

une ligne droite, les machines s'affolent et les arbres fuient, puis ce sont les rues sonores d'un village qui résonnent, puis la campagne à nouveau, et une côte où les moteurs ronflent sur un ton assourdissant... La bâche de l'arrière du camion, qui était relevée, se rabat et plonge les hommes dans la nuit; ils relèvent la lourde toile et elle retombe; ils renoncent à la fixer, et dans cette corbeille close, assourdis par une énorme rumeur de ferraille, ils chantent en chœur.

... Mais quand la chaleur du soleil se retire, les cris s'apaisent et le bruit des machines règne seul... Dans l'ombre, tous feux éteints, elles emportent des êtres frileux, dont les cœurs se serrent. Et rien n'évoque l'immense labeur triste et secret de la guerre, comme cette procession des camions aveugles qui se traîne à travers les friches des pays morts. Enfin, le convoi s'arrête : il ne saurait aller plus loin sans être entendu de l'ennemi. Les soldats ensommeillés descendent sur la route, et marchent à la file, au milieu de prairies noires et de marais. Parfois le claquement d'un fusil ou bien la lueur livide d'une fusée jalonnent devant eux les lignes. Les lignes, but mystérieux et maintenant si proche! Cependant, comme les officiers envoyés en avant pour reconnaître le secteur tardent à revenir, la première grisaille de l'aube trouve le gros de la troupe dans le fossé du chemin, à l'entrée d'un village en ruines.

« Thuisy, attention aux enfants! » La pancarte Michelin d'hier interpelle encore l'arrivant, falote dans ce monde retombé à l'état de nature. La grande rue fuit de guingois, visqueuse et vide; une gouttière crevée pleure; et sur le tronçon du clocher la dernière étoile vacille. Alain saisit ces minces détails. Malgré sa lassitude, sa sensibilité enregistre tout avec une prodigieuse acuité.

Sur un mot venu de l'avant, les soldats se lèvent. Dans un jardin, tout piétiné, voici l'amorce du boyau creusé en terre. Ils s'y glissent à la file comme entre les murs d'une ruelle humide, et tout leur est caché désormais, sauf le ciel. Longtemps, ils marchent ainsi. Autour d'eux, la campagne invisible semble un immense chantier, où, d'instant en instant, un ouvrier enfoncerait quelques clous : le caquet d'une mitrailleuse qui se dérouille la voix. Un instant, comme la file s'arrête, Alain hausse la tête au-dessus du parapet, et

voit, dans l'herbe givrée, des corps étendus, immobiles de l'immobilité des choses. Par crainte de paraître ému ou même surpris, il ne dit mot. A travers la plaine, tout est calme, innocent; un bouleau incliné sur les morts laisse papilloter sans bruit ses dernières feuilles.

Quelle solitude! Où sont donc les Français? Et si la vague de gaz a détruit toute vie dans nos lignes, comment les Allemands n'avancent-ils pas? Rien ne répond aux questions muettes du jeune soldat. Enfin, voici un homme! Un petit territorial tout essoufflé qui se serre pour faire place. Avec lui, un autre territorial porte sur un brancard, convulsé, écumant de chlore, un mort vert. Tous deux, en s'effaçant, inclinent la civière où le corps roule. « Oh! attention... »

Ces débiles fossoyeurs, ce vide de la campagne, cette immobilité de l'air... Silencieux lendemain de désastre, où les vieillards travaillent de leurs mains tremblantes à enterrer les jeunes morts.

Plus personne, maintenant, autour de la troupe qui poursuit son chemin, jusqu'à ce qu'un ordre vienne de l'avant, de bouche en bouche : « Halte. — Quoi, halte? ». On attend, puis la réponse arrive : « C'est là. »

Au fond de la tranchée, avec des mouchoirs à carreaux sur la figure, reposent deux morts; deux dormeurs, mais si raides qu'ils n'ont pas l'air vrais.

C'est là? dans ce silence, auprès de ces hommes de cire, parmi cette terre qui boit la pluie?...

Quatre obus, quatre traîneaux invisibles glissent sur une glace impalpable dans le ciel.

Here where in happier times the huntsman's horn
Echoing from far made sweet midsummer eves...

A. SEEGER

Soulevé d'une curiosité religieuse, Alain regarde par-dessus le parapet. A cent pas, dans une friche blême, le mince ourlet de la ligne allemande serpente en face de la ligne française, et bientôt, avec elle, échappe à son regard. Il lui semble toucher au plus fameux des fleuves : le « bled », le ruban de terre qui n'est à personne, sépare les rives ennemies. Rien ne bouge. Et

de noirs rideaux de pins cachent au reste du monde cette grave attente face à face.

Longuement, Alain regarde, avec un enivrement d'émotion, ce paysage où il a tant désiré d'avoir place.

Redescendu dans la tranchée, il se trouve près d'un mort, dont les hommes, en passant, ont déplacé le voile : tête verte, barbe noire, une main rongée par les rats. Alain n'en peut pas détourner les yeux. En proie à un douloureux vertige, il lui semble, à chaque instant de cette contemplation sinistre, tomber dans un abîme au fond duquel il trouvera l'acceptation, le calme, la sagesse. Mais après dix minutes il n'est nullement instruit. Non! elle n'est d'aucun secours pour qui veut la suivre, cette forme immobile sous le ciel. Alain, seul en face du héros comme un jeune athlète l'œil fixé sur le chiffre implacable du record, se dit : tout est à trouver en soi-même.

La tranchée est rose au niveau du sol végétal, et le fond en est blanc et dur. Machinalement, de la crosse d'un fusil, Alain effrite la terre, et cause un drame chez une famille de « cochons de Saint-Antoine » qui tombent comme de petits grêlons sur les jambières du cadavre. Il considère ce contact familier de la mort et de la vie. Le ciel rougit, le courlis pousse sa plainte, un obus éveille l'écho des bois; et chaque petite expérience, en tombant sur l'âme du jeune soldat, comme une goutte d'eau sur une plaque de fer rouge, contribue à la tremper. Avec joie, il s'aguerrit.

Robic.

... Et durant de longues veilles de nuits, enfoncé dans la terre, devant l'ennemi, sous la lune glacée, comme il est frêle et éphémère! Chacune de ses minces impressions concourt à lui faire sentir la condition vraie de l'homme, et sa faiblesse dans l'ordre universel. Une seule pensée claire traverse la brume de ces songeries : ne pas dormir. Pour ne pas dormir, il parcourt lentement la tranchée; il s'engage dans le boyau qui mène au poste d'écoute jeté devant les lignes, dans le terrain qui n'est à personne. Tout à l'extrémité, voici Robic, assis sur un tas de sacs. Alain le trouve pareil à ces pêcheurs qui, la nuit, de leur barque, surveillent l'Océan. Et Robic se tourne vers Alain avec l'amitié d'un marin pour un enfant chez

qui il devine la passion du large. Il indique à son jeune chef ce qu'il voit et comment il voit : la direction du vent, le temps probable, la nature du travail que l'ennemi semble poursuivre ce soir, et peu à peu il se laisse aller à ses souvenirs. Alain est debout. Robic, d'une main sur son épaule, le fait asseoir — car parfois des balles chantent comme de brûlantes abeilles, ou claquent — et lui raconte les premiers mois de la guerre, les belles figures du régiment... Le capitaine d'Amboise debout parmi les balles, sur la route de Givet, en cuirasse étincelante, et qui répétait avec douceur : « Expliquez-moi, je ne comprends pas bien... », ... Gadel, qui se fit tuer à son premier combat, parmi les zouaves, à Steenstraete « pour leur montrer un cavalier », ... Roze, qui, durant la retraite, comme on traversait son village, dit en armant sa carabine : « Moi, je ne vais pas plus loin », et qu'on n'a jamais revu... Et sur la crête d'Apremont jonchée des coloniaux de Marchand, ce moribond sans parole qui tendait encore le bras pour désigner l'ennemi aux vivants.

Les grandes scènes perdues pour moi! songe Alain, tandis que cette chronique sommaire se déroule, et que passent les heures de la nuit. Par Robic, il commence à connaître ces soldats qui l'entourent. Par ce grand garçon de Ploermel, si pensif et si sage, par ce Virgile du Nord, il devine Henri le colosse simple, le manœuvre agricole qui rit toujours, comme si sa force dominait toutes les tâches, Bonnefond, le rengagé, le beau mercenaire qui méprise tant la vie du foyer, Bidelot le laboureur à la candide figure du moyen âge, Darreau, le marchand de bestiaux étincelant et rapide, celui qui fait son affaire en restant lucide dans les fumées du cabaret — ô ce sourire comme Latour les dessine, ce dédain et cette élégance de sergent racoleur du Royal Picardie! — Tous ces hommes de vieux métiers, et de vieux courages, accoutumés, malgré leur bonhomie native, à prendre la vie comme une lutte, et que la guerre n'étonne même plus, se présentent à Alain, vus à travers son ami, sous ce nom collectif : les Robic. Ils forment le dur noyau autour duquel se groupent les petits primaires des villes, comme Bacon, les ouvriers d'industrie, tout un petit monde plus grêle, disparate et touchant.

... A l'approche du matin, les propos se font rares. La nuit,

prête à s'évanouir, semble longuement vaciller, et les soldats emploient leurs dernières forces à se retenir sur la pente de l'inconscience. Alain, par mégarde, a pris, pour s'en couvrir la tête et les épaules, la couverture de Bonnefond, et malgré lui il s'endort. Bonnefond, à son tour, cherche dans l'ombre sa « couverte ». Il tâte les épaules des camarades qui grognent, et découvre enfin son bien sur une forme accablée. Il proteste doucement d'abord, puis il s'anime : « La vache, il fait le mort? debout! » Les camarades attendent le dénouement avec joie. « Debout! » insiste Bonnefond. Mais soudain il s'inquiète : « Pardon... c'est le sous-off?... Je ne savais pas, maréchal des logis! » Enfin, reconnaissant Alain, l'aspirant arrivé la veille, son cadet de dix ans, le « bleu » à la guerre, qu'il respecte de tout son cœur simple, il semble frappé de la foudre. « Ça, murmure-t-il, c'est le bouquet! » Et Alain songe : « Quel personnage la République a fait de moi! et comment mériterai-je le crédit que m'accordent ces braves? »

Première épreuve à blanc.

L'aube tardive perce la brume, et le guetteur engourdi voit renaître tous les objets que, depuis douze heures, la nuit recouvrait : la boîte à conserves est encore sur le parapet, le chiffon flotte parmi les fils de fer, le bled humide respire toujours la tristesse d'un terrain vague pestiféré, et le bois boche ressurgit, noir, de la brume.

Ce matin, les amis d'Alain ne tirent pas comme de coutume pour se réchauffer les doigts; chacun tend l'oreille, et la fièvre de la nuit qui, d'habitude, s'envole en fusillade, brûle au fond des regards. C'est que le vent vient des lignes ennemies, lent, régulier, le bon vent pour les gaz. Il apporte des bruits de voix, des martèlements, signes d'une animation étrange; et au bord de la tranchée, comme à l'avant d'un vaisseau qui glisse dans le brouillard, les soldats inquiets respirent, subodorent le péril

Et en effet, au loin sur le prolongement de nos lignes, voici que mille faibles clochettes résonnent et que des sirènes modulent leur plainte qui meurt et reprend au hasard des mouvements de l'air. Cela veut dire : Alerte, alerte dans les lignes françaises. Les Allemands lancent le chlore vert.

Dans la tranchée, un homme masqué accourt en répétant d'une voix fluette. « Mettez vos masques! »

Déjà, Alain ne le regarde plus; un élan de départ l'entraîne; il regarde le bled avec des yeux perçants, puis les hommes et il s'entend leur dire d'une voix calme : « Mettez vos masques, tranquillement, la compresse verte en dessus, et tout ira bien. » L'ordre passe, tous se le répètent l'un à l'autre. Une fois bâillonnés, ils arment leurs fusils, et tournent vers l'ennemi des faces inhumaines percées de deux trous noirs. Alain attend avec une royale impression de fierté collective, et une angoisse. — Mais rien ne survient, sinon, après cinq minutes, l'homme, sans masque cette fois, qui crie : « Exercice terminé. »

Quelqu'un a-t-il partagé l'enthousiasme d'Alain, ou personne n'a-t-il cru au péril? Les hommes congestionnés enlèvent leurs masques et déjà ils rient : « Tu crèverais bien du masque tout seul, pas besoin de gaz!...» Alain sifflote, détendu et heureux. Maintenant il a confiance en lui : à l'insu de tous, il vient de tenir en ses mains les éléments d'une minute héroïque.

Première patrouille.

Il s'agit de visiter le terrain entre le front de la compagnie et les lignes allemandes. Les hommes sont groupés dans la tranchée, prêts.

— Tâche de les ramener tous, Alain! — C'est une voix douce et jeune qui fait cette plaisanterie amicale dans l'ombre — Tu ne me reconnais pas... Brolly... un camarade de la popote.

— Pardon, Brolly, mais il fait si noir!

Il peut être minuit. Pas une étoile ne perce les nuages.

— Tu connais le bled, ici, Alain? tu l'as observé?

— Non, Brolly, je n'ai reçu l'ordre qu'à la nuit close.

La patrouille écoute, anxieuse et critique.

— Ça ne fait rien. Sors ici, le réseau n'est pas épais, mais n'appuie pas trop vers la gauche, à cause du saillant boche.

Alain se dresse sur le parapet. Il s'avance dans le réseau qui tressaille distinctement dans le silence. « Chut », murmure-t-on de la tranchée. Il s'accroche, se blesse, le voilà passé. Un souffle caresse la terre veloutée et suspecte de la prairie. Alain attend, avec une chétive sensation de pieds

mouillés, de bandes défaites par les ronces, cependant que derrière lui les hommes franchissent à leur tour les fils de fer. L'ayant rejoint ils s'arrêtent, courbés, les yeux ouverts sur l'invisible, et il sent avec bonheur que, pour la première fois, il est bien le chef.

Il part vers le large, avec ce plaisir de jouer serré qui donne à l'être entier la lucidité de l'angoisse et la vigueur de l'enthousiasme. Une fusée qui palpite au loin dévoile une zone de prairie; une canonnade secoue sourdement l'horizon; et tout près, dans les lignes allemandes, une petite girouette en planches frémit. Ce dernier bruit, très humble, évoque plus directement la vie ennemie que ne saurait le faire la voix même des obus. Alain s'avance toujours. Soudain Robic le rejoint et murmure : « On est loin, savez-vous! — Bien », dit-il simplement, en étouffant sa joie. Désormais il se contente de longer les lignes. Bacon, spontanément détaché en « flanc garde », marche au plus près de l'ennemi; sa silhouette indistincte rayonne d'orgueil; et Alain livré à une muette allégresse sent, sur ses talons, la patrouille moins anxieuse, déjà confiante un peu.

***

En réserve d'offensive dans les jardins de l'Oise. (*Juillet* 1916.)

Avec ses hommes, ses amis et quelques chefs aimés, rouler au grand soleil vers les régions de la Somme où la France jette ses espoirs d'été; traverser des populations pour qui la direction seule du train est toute une pensée, et qui acclament et sourient avec des larmes dans les yeux; répondre aux cris, aux saluts, en riant et en chantant, serrés les uns contre les autres, les jambes pendantes le long du truc bavard, dans le vent et la clameur, du matin au soir, apercevoir Paris et ses tours familières, puis glisser dans un long sifflement vers le Nord, porté par ce sentiment que des millions de pensées fraternelles montent vers vous de tout le pays, quelle ivresse a dix-neuf ans!

Mais les nécessités de la stratégie sont impénétrables aux simples combattants, et après un jour et une nuit de voyage,

tout cet enthousiasme vient s'enterrer à Maulers, dans un village perdu parmi les riches cultures de l'Oise. Pour combien de jours ce cantonnement? Peu à peu le tumulte des rêves d'hier s'y apaise. Chaque aube ramène son bonheur animal : lourde rosée, pureté des paysages où tremble le chant du coq. Les soldats passent de longues après-midi dans les champs; alors, les lisières du village sont muettes, les routes blanches à perte de vue, et le riche horizon plat mêle indéfiniment, à l'ennui des lancements de grenades et des jeux de saute-mouton, sa monotonie. Vers la fin du jour, étendus dans la prairie, ils regardent rentrer les troupeaux. Que de pensées éveillent les paisibles mouvements de la vie agricole, chez des jeunes hommes qui vont peut-être mourir! Alain retrouve ses amis, Gui, Brolly, Georges, qui entourent Pratz et le pressent :

— Pratz, c'est le moment de faire de la musique. Jouez-nous du Chopin.

Mais Pratz se récuse de son geste familier, la main gauche s'élève, son charmant rire résonne, désabusé et doux :

— Moi? mes pauvres amis!

Ils l'entraînent pourtant, et dans une pièce obscure ce charmant nostalgique se met au piano. Sur le misérable instrument, il ébauche au hasard de sa fantaisie, de lents airs slaves. Et ils voient la steppe et les étangs où se mire le ciel pâle. Peu à peu, arrachés aux petites préoccupations de leur vie journalière, sensibilisés, ils s'élèvent à un sentiment tragique de l'aventure où le pays roule, et de son immense danger.

Verrons-nous la victoire? et si nous la voyons, si nous vivons, que souhaiterons-nous de la vie?

Gui, fils d'une famille normande, et qui grandit tourné vers l'Angleterre, dit :

— Je veux traverser les plus sombres expériences, et rester moi-même; ne quitter ni ce monocle, ni ce Baudelaire, ni ce volume de Sorel où je vois comment on pense ce que nous vivons aujourd'hui. Et si je sors vivant de cette guerre, je veux de nouveau chasser la bécasse et jouer au golf, entouré de gens à préjugés et à courtes vues, sans leur rendre compte des richesses que la guerre aura déposées en moi. Toujours

mon plaisir sera d'échapper en esprit tout en leur soumettant ma personne, aux circonstances de la vie.

— J'aimerais, — reprit Alain, — qu'un jeune individu fût enrichi de toutes les expériences de la guerre, qu'il fût patiné, au feu, des tons qu'à l'ordinaire seul apporte le temps, et qu'ainsi paré des richesses de deux âges, il devînt digne de quelque gloire et du plus bel amour.

C'étaient toujours les rêveries de son enfance qu'instinctivement il reprenait.

— Vous êtes jeunes, — dit Pratz. — Moi, je ne désire plus qu'une mort d'un bon style.

Tous, enfin, de sourire d'eux-mêmes, à la pensée des camouflets que l'événement leur réserve! Et ce rire clairvoyant, où ils prennent un profond plaisir, reflète plus fidèlement leur pensée que n'ont fait leurs paroles.

Les dernières bêtes agitent leurs sonnailles en rentrant. Un grondement lointain, apporté par le vent, semble s'étaler sur le monde. Et Georges, en frappant du plat de la main le Verlaine dont il n'a jamais voulu alléger son sac :

> L'âme seulette a mal au cœur d'un ennui dense,
> Là-bas, on dit qu'il est de longs combats sanglants...

Le sentiment cosmique. Quennevières. (*Août* 1916.)

Après deux semaines de cette vie douce et grave, où les amitiés des soldats se scellent de leurs souvenirs et de leurs rêves, le chemin de fer a brusquement emporté le régiment et l'a déposé dans la forêt de Compiègne. Cette journée de voyage a été remplie, pour Alain, d'imaginations et aussi d'un souci plus médiocre : depuis l'aube, dans le wagon de « la section », le soldat Guittoneau a injurié son caporal. Sur le quai de Rethondes, au débarquement, Alain a dû employer la menace suprême du conseil de guerre pour persuader Guittoneau de faire auprès du gradé les réparations nécessaires.

— J'irai, — dit enfin cet homme, — mais le falot ne me fait pas peur; et si ce n'était pas pour ma gosse...

... Les compagnies sont rangées, au repos, sous de hautes futaies, et assis au pied d'un hêtre, Alain mange un rond de saucisson, quand Guittoneau reparaît devant lui.

— Alors? — dit Alain.

Et l'homme, avec un demi-geste des bras :

— Oui, mon lieutenant.

Il est au garde à vous, et, cependant, tripote le bas de sa tunique avec un air d'enfant.

— Eh bien, Guittoneau, ces excuses?

— C'est fini.

— Le caporal a bien dit que c'était réglé? On ne parlera plus de cette histoire?

— Non, c'est arrangé.

— Que lui as-tu dit, au caporal?

Mais Guittoneau se dérobe avec obstination :

— Puisque je vous dis qu'on s'est arrangés.

— C'est bon, — dit Alain qui tend la main à son soldat, — va dormir.

Comme il aime ces réactions de la race française qui se cabre devant un mot comme « excuse », qui hait et aime pour un mot, qui se fait tuer pour un mot! Race fière! Qui donc a dit « tous officiers ». C'est vrai. Sinon tous par l'esprit, tous du moins par la fierté.

L'air de la nuit anime le sommet des grands arbres. Parfois une lueur du front jette dans le ciel une sorte d'appel plein d'inconnu, et autour des soldats étendus, l'univers est vaste comme autour des hommes des premiers âges.

***

Secousse sismique... Le sol vibre sous une série d'explosions Un éboulement presse la porte de l'abri. Quelqu'un parle. Alain ouvre les yeux, et se souvient qu'ayant marché toute la nuit, il est aux tranchées de Quennevières, dans l'abri du chef de section qu'il relève. Ce jeune officier d'infanterie murmure en s'éveillant, avec le calme de l'idée fixe : « Oui, toujours, à six heures. » De nouveau la terre tremble. Misérables Lilliputiens! A la surface du sol un nuage de fumée se développe si épais qu'on l'entend se dissoudre, et la terre projetée dans les airs retombe en lourde pluie.

— Ce n'est pas tout près, — dit le fantassin, — c'est tombé sur le saillant. Tant qu'ils n'allongeront pas...

Tous deux déblaient l'éboulis en arrachant la porte, et sortent de l'abri. Le boyau fuit, tragiquement vide. Alain se hisse sur le parapet dans la glaise, ou il enfonce ses mains et ses genoux, et découvre un vaste plateau sauvage, troué d'entonnoirs, qui sommeille sous le ciel. Vers l'avant, une crête à profil perdu arrête son regard qui s'étend, vers l'arrière, à travers des lieues de friches torturées, jusqu'aux bois d'Offémont couronnent les coteaux de l'Aisne. Que d'espaces parcourus cette nuit, depuis ce repos dans la forêt paisible, à l'abri de la rivière!

— Voici le saillant du Jambon, que je vous passe en consigne, — reprend le jeune officier, en tendant le bras devant eux vers la côte livide qui monte vers le ciel. — C'est la dernière limite que les zouaves atteignirent aux attaques de 1915. Des artilleurs disent que nous avons eu la crête, un soir. Mais maintenant nous sommes accrochés sur la pente. Venez que je vous montre le détail.

Sans bruit, ils parcourent des ouvrages ruineux où le guide parfois cherche sa route, et se trouvent enfin courbés en deux dans un fossé que les éboulements comblent.

— C'est là... Ils sont à dix mètres.

Alain cherche machinalement un guetteur dans la tranchée parfaitement vide.

— Que voulez-vous? — dit le jeune officier qui devine sa surprise, — quand on a été sonnés toute la nuit... Croyez bien qu'en face ils dorment aussi.

Devant et derrière eux, la tranchée est brisée par deux de ces coudes que les hommes multiplient dans ces couloirs tragiques pour limiter les ravages des obus; et ces deux pans de terre qui arrêtent le regard d'Alain lui semblent symboliser, l'un, le mystère de l'avenir que la guerre lui réserve, et l'autre, l'éloignement du monde où bat la vie.

« Eh bien! se dit-il, nous n'avançons plus? » Mais le fantassin rattache sa jambière. Dans le silence, un bloc de terre glisse, et ce simple détail d'une ruine universelle résonne avec un bruit définitif. Soudain, détonation sourde, une grosse torpille s'élève de la tranchée ennemie. Elle soupire, languit au sommet de sa course, enfin elle passe, captivante d'intérêt.

— Vous comprenez, — explique le camarade tranquillisé

sur sa chaussure, — ils cherchent nos « bouteilles ». Le Génie a préparé une émission de gaz. Les réservoirs sont enfouis le long des premières lignes. Nous attendons que le vent tourne au nord pour lâcher ça, et naturellement les Boches essayent de tout crever pendant que le vent souffle vers nous... D'ailleurs tout cela est écrit. — Et tirant le papier de sa poche avec orgueil : — Voici les consignes mises à jour par moi; en cas d'attaque vous demandez le barrage, mais il tombe derrière vous, et vous tenez sur place — situation assez délicate. — Aussi, personne d'entre vous ne doit porter ni plan, ni lettres, ni aucun papier de nature à renseigner l'ennemi. Enfin voici l'état du matériel...

Alain signe cet humble papier qui lui trace ses devoirs pour dix jours. Le camarade lui serre la main et disparaît à jamais. Bientôt, avec les Robic qui ont pris leurs postes, Alain se trouve dans la nuit. Sous les torpilles allemandes qui parcourent lugubrement le ciel, il veille au bord de cette rigole, grave et fier comme un jeune capitaine dont l'ennemi vise le vaisseau. Chaque fois qu'une torpille éclate, sa gerbe de feu dévoile une région du paysage bouleversé : monticule, entonnoir, épave, et de nouveau c'est l'obscurité. Combien de temps veille-t-il ainsi, écrasé de sons, avec la sensation anticipée d'une masse énorme qui troue le sol sous lui, et lance ses débris, gouttelettes mêlées de terre, aux quatre coins du bled?... Cependant les minutes passent, et il vit. Peu à peu sa chance persistante et la fatigue lui donnent une telle maîtrise de ses nerfs qu'il connaît ce plaisir de bâiller quand le souffle passe. Et ce calme conquis lui inspire une joie profonde comme la virtuosité à un artiste.

Au matin, vers trois heures, les hommes de soupe arrivent en grognant : « On n'a pas de viande, rien que du gras. » Une torpille jette son éclair et sa rumeur, le dernier d'entre eux disparaît vers l'abri, douloureux, une perche appuyée sur l'épaule comme ces porteurs antiques de la grappe de Chanaan.

— Les embusqués des cuisines nous ont donné rien que du gras. Chameaux!

— Et ces Boches qui sonnent toujours. Chameaux!

La section a peu d'amis au monde.

Tuer?

Après-midi, Alain regarde au périscope, par-dessus le parapet. Il voit à quinze pas, dans le talus de la tranchée allemande, une plaque noire flanquée d'une sorte de boîte aux lettres. Soudain, à la fente de cette boîte, brille l'éclair d'un miroir : c'est le périscope boche qui tourne lentement dans cette cachette comme la tête d'un serpent dressé, et soudain s'immobilise. Alain distingue alors dans ce miroir, avec un battement de cœur, le visage du guetteur ennemi qui le regarde : deux yeux, et la bande noire du bonnet. C'est une seconde; déjà le périscope a disparu. Alain reste seul avec son exaltation soudaine. Autour de lui, la terre nue sous le ciel, le soleil, les mouches. Que faire? Tuer?

...Robic et Bidelot sont ramassés contre le parapet, prêts à tirer. Alain entre eux, au périscope, attend qu' « il » se montre. Chacun retient son haleine avec une impatience, un désir violent... « Là »... « Non », au bord de la plaque de fer, le sommet du casque affleurait seulement. Quand l'Allemand aura-t-il ce mouvement de curiosité, ce coup d'œil par-dessus le parapet, qui livrera son front?

Soudain, le périscope d'Alain, brisé d'une balle, tombe en miettes et avec lui toute la fièvre des trois camarades : « La rosse! il nous a eus... — S'il pouvait faire ça au gros capitaine adjudant major. »

On ne tue plus, on rit.

Mais, dira quelqu'un, la haine?

Au jour le jour de la guerre, le plus souvent, celui qui tue se joue. Celui qui est frappé tombe. Y a-t-il place, là, pour la haine? La haine est le désir d'une solution extrême : abattre, tuer. Elle se développe à plaisir dans la vie pacifique. Mais dans le domaine où tuer est un acte si fréquent, cette âpreté ne s'amasse guère, trop souvent assouvie. On tue simplement parce que c'est le seul argument persuasif.

Ce matin, Henri est arrivé tout blême d'essoufflement consciencieux, portant, comme un trésor, un paquet à l'adresse d'Alain : douze boîtes de confitures Tanrade, brillantes, parées de jolies étiquettes « Louis XV ». Dans ce chaos, une tache de luxe frais et candide. Alain a partagé les boîtes

entre les escouades. « Ça fera une pour deux bonhommes », a dit Henri après réflexion, un doigt levé, les yeux ronds.

Or, ce soir, Alain est agenouillé dans la terre du parapet. Devant lui, les torpilles allemandes s'élèvent lourdement, par une sorte de pénible miracle, et vont se broyer, bonnes filles, chez les voisins. Dans la tranchée passent trois hommes qui gagnent leur poste de nuit. « 'soir Robic, 'soir Darreau, — — 'soir mon lieutenant. » Le jeune brigadier Langlois qui les suit s'arrête.

— Mon lieutenant... Ils vous ont dit?

Sa voix de Parisien traîne. Une torpille secoue tout. Les éclats miaulent au ras du parapet.

— Non, qu'est-ce qu'ils voulaient me dire?

Langlois se hausse pour voir si ces hommes sont indemnes, puis :

— Ils vous remercient, ils disent que ça, c'est pas de la cochonnerie, qu'on s'est pas f... d'eux, pour une fois!

Ainsi, songe Alain, sur le point d'être broyés, au seuil du définitif, ils goûtent les nuances! Et ce n'est pas que cette confiture leur plaise tant :

— Eux, vous savez, le doux, mon lieutenant... (Les lèvres minces de Langlois se tirent, tandis qu'il prononce ces mots.) Un fromage ou un litre leur irait mieux, mais c'est l'intention qui les touche.

Don de jouir noblement des objets ordinaires, et cela jusque dans le drame! Pourquoi se dégage-t-il de cette forme du courage un pouvoir de séduction si bouleversant?

États successifs.

C'est encore un soir qui tombe sur le désordre béant de la tranchée de glaise rouge, et sur le vaste paysage invisible derrière le parapet. Au ciel, un nuage file, mousseux et doré comme un nuage de Tintoret. Araignée difforme et subtile, la saucisse allemande descend à l'horizon; la saucisse française l'imite; la deuxième ligne s'estompe; le saillant reste seul.

Il n'est rien dans la tranchée, rien dans le paysage à portée des Robic qui ait une forme durable; pas une motte où le regard puisse s'arrêter avec la certitude de la revoir pareille demain. Tout est broyé, rebroyé, et dans cette poussière

morte, sous ce ciel implacable, Alain s'étonne de penser et de vivre.

Une torpille s'envole d'Allemagne, — encore une! Au sommet de sa course, elle plonge droit vers la tranchée. L'accablante menace! Chavez tombé à Domodossola, mourant après avoir désiré l'héroïsme jusqu'à survoler les Alpes, répétait : « Non, je ne veux pas mourir... » — « Je ne veux pas! » crie Alain. L'engin éclate monstrueusement, l'acier miaule, la vapeur monte comme d'un puits de pétrole en feu, et brusquement, chez le jeune soldat, c'est la détente. Dressé à mi-corps contre le parapet, il écoute les chocs mats des éclats sur la terre, et il adore la beauté tragique de ce monde : la lumière du couchant enflamme la terre nue, chaque cratère, chaque motte, chaque débris étale une ombre mauve sur le glacis qui monte de sa poitrine vers la crête allemande, tandis que, derrière lui, les dix tranchées dont il occupe la première s'échelonnent comme des vagues surgies des bois français à l'horizon. « Tout l'espace conquis par nos frères l'an dernier; par nos frères dont les corps déterrés, fouaillés par les torpilles enfièvrent l'air ce soir! Nous tenons ici l'extrême position que le plus brave d'entre eux atteignit; nous n'en céderons pas un pouce. »

Au loin, vers Soissons, sur des lignes noyées de brume, le panache d'une explosion se déroule et gronde. Tout le long du front qui se perd dans le lointain, Alain devine ses frères luttant dans le même danger, la même rumeur, la même gloire! Et son esprit frémit d'un seul cri : Vive la France!

Ainsi, dans l'âme du jeune soldat, l'angoisse et l'enthousiasme luttent, au cours des heures, comme un cheval et un cavalier.

Le cran.

— Plus court, Bonnefond; à gauche, Robic!

Agenouillés dans la terre, Bonnefond et Robic dressent leurs fusils coiffés de petites grenades V. B. grosses comme des pommes, et Alain dirige leur tir vers le point d'où jaillissent les monstres.

Soudain ils triomphent : « Il n'y a plus qu'une pièce qui tire! »

En effet, au-dessus d'eux un énorme cigare d'acier monte seul, et couverts de sueur et de terre, parmi les ouvrages éventrés, serrant leurs minces fusils, les trois compagnons rient de joie, à deviner chez l'ennemi, derrière ce tonnerre, le dépit et la douleur.

Dialogues dans la nuit.

Un chef de section, dont la troupe est disséminée sur cent ou deux cents mètres de tranchée, doit sans cesse courir de l'un à l'autre, s'il veut maintenir son action sur les âmes. En se déplaçant ainsi dans le désordre du bombardement nocturne, Alain rencontre Bidelot et Henri qui viennent d'être renversés par une explosion, et qui divaguent. Leur mise hors de combat ouvre une brèche dans la ligne, et tandis que Langlois cherche un remplaçant pour eux, Alain prend leur place.

A sa droite et à sa gauche, la tranchée démantelée fuit sous le ciel noir; la fumée enveloppe tout; la rumeur couvre tout; nos 75 se mettent à tirer, mais leur cri est trop aigu, les Boches seuls devraient l'entendre ainsi : ils tombent au ras du parapet, et pas une fusée pour faire allonger le tir! Alain s'est carré dans une encoignure prêt à tirer sur un ennemi, à s'aplatir sous un obus, pris tout entier par ce jeu serré. Grêle parmi les tonnerres des torpilles, un 75 français écrête le parados, deux ou trois autres s'éparpillent. La douleur d'entendre ce bruit aimé qui vous tue! Le poignard d'un frère aveugle! Dans la tranchée, une forme s'avance, portant un fusil comme un trésor : c'est Guittoneau. Il lève vers Alain son visage d'Espagnol maigre. Quelque part, une torpille tombe comme un gros sac plein d'eau, elle semble fermenter une seconde et puis éclate. Alain et Guittoneau sont courbés, face à face, dans des attitudes de conspirateurs. « Mettez-vous là où j'étais, dit Alain. Ne quittez pas le parados, à cause des 75 court. » Dans un éclair, un jet de terre vertical monte. Guittoneau dit « c'est bien », d'un signe, et arme son fusil. Alain, qui va poursuivre son chemin, se retourne, poussé par une sorte de souci testamentaire : « Alors, crie-t-il, fâché toujours?..

Guittoneau met une seconde à comprendre, comprend et

parle; sa réponse se perd dans la rumeur, mais tous deux échangent un sourire plus éloquent que des mots.

Alain veut visiter les différentes escouades de sa section. Tout en suivant la tranchée bouleversée par ce tir qui dure depuis deux heures, il surveille le ciel et le bled, et il s'applique à ne heurter ni grenade ni obus mêlés à la terre des éboulis. Il va, il grimpe, il glisse. — Mais c'est ici que se tenait l'escouade Bonnefond? Plus rien, qu'un entonnoir de torpille? — A travers des espaces de solitude, il regarde autour de lui, il siffle. Rien.

Il va dans un chaos tout chaud encore, mou, âcre, semé d'éclats phosphorescents, avec l'appréhension, à chaque détour, de buter sur un obscur désastre.

Enfin, voilà l'emplacement de l'escouade. Joie! Il se penche sur un trou, il crie « Ça va là dedans? » d'une voix ridiculement grêle. Il répète, les lèvres au sol : « E-oh, ça va? » Une forme sort de terre, lentement, tire après elle son fusil, regarde le ciel, et reste là. Une autre forme surgit. Une fusée éclaire des yeux brillants, de beaux traits poudrés de cendre, creusés, pathétiques, et tout s'éteint.

— C'est vous, mon lieutenant. — Ah! les vaches, qu'est-ce qu'ils nous ont mis... — Quelle heure vous croyez? — Quatre heures bientôt. — Encore une paire, quoi! — Moi, j'entends plus... tympan crevé...

Voix ensommeillées, regards levés vers le ciel, obsession du ciel! Et les plus braves, au passage d'une lointaine torpille, sont secoués de réflexes d'enfant.

Henri a été enterré par un éclatement. Déterré, il tousse et souffle au fond du trou. Les autres l'encouragent, du dehors : « Ben quoi, Rrri? » Une torpille proche les éblouit, les plie au sol. Encore! Prodigieuse lassitude de vivre!

— Allons, encore une paire d'heures, et la guerre sera plus vieille d'une nuit!

De nouveau, Alain trébuche à travers les décombres, vers l'escouade de Langlois cette fois. A l'extrémité de la tranchée, il trouve Bacon. Comme le feu s'atténue, tous deux grimpent sur un tertre pour mieux voir. La fumée se dissout sur l'obscur paysage assommé où ils devinent avec émotion, serpentant

à l'infini, cette ligne française dont ils tiennent un fragment.

— Quelle heure, Bacon?

Le brave garçon frappe son briquet, et approche de la montre d'Alain, l'amadou.

— Trois heures et demie..., voilà une mèche précieuse!

— Oui, — murmure Bacon avec ce mélange de hâblerie et de gravité qui lui appartient, — mon seul objet de famille... Il en a vu... Mon grand-père l'avait en 1870... du moins ma tante me l'a dit.

— C'est vrai, mon vieux, nous ne sommes pas tombés en France avec la dernière pluie!

— Ça, non!

Les yeux sur le bled, le cœur plein d'un sombre enthousiasme, comme ils se réjouissent d'être des animaux caractérisés, marqués des signes d'une race, franchement désignés à l'amitié et à la haine! Cette pensée refait presque une famille à Bacon l'orphelin, et comme Alain se tourne vers ses grands-parents, officiers, ingénieurs, tous passionnément associés à leur pays! « Envers vous tous, songe-t-il, et envers vous, mon père, comment reconnaîtrai-je ce don que vous m'avez laissé, qui me rend chaque instant de la vie, et la mort même, faciles, en attachant mon nom avec les vôtres au flanc du vaisseau français? »

Alain a quitté Bacon pour visiter l'aile opposée de la tranchée. Là, il s'accote à un éboulis frais, et ne bouge plus. Près de lui, une silhouette casquée, immobile, regarde le bled. C'est le nouveau qui est arrivé hier soir. Alain a entrevu son visage court, serré sa main rude; le jeune soldat a prononcé d'une voix enrouée et franche un nom qu'Alain a oublié, un de ces noms de chez nous qui sonnent comme un sobriquet au moyen âge : Cadoret ou Sadoret ou Sansonnet; Alain n'a garde de le lui faire répéter; le nouveau croit déjà être connu de tous, et il se sentirait seul. Or, ici, certains raffinements sont plus indispensables que dans la vie civilisée. Ici, dans ce monde inhumain où la petite collectivité de la section représente, pour chacun de ses membres, toute l'amitié humaine.

Engagé entre deux caisses de terre, le guetteur surveille le bled. Alain ne lui parle pas et il ne parle pas à Alain; mais son

silence, son imperceptible mouvement de tête pour surveiller les torpilles qui passent, et le refrain qu'Alain siffle parfois et qui s'entend au hasard des accalmies, leur calme vigilance, leur commun souci, voilà qui vaut mille mots.

Au matin, s'ils existent encore, quand le jour leur révélera mutuellement leurs visages, ils seront mis en face des choses.

En attendant la relève.

Un froissement de soie dans le ciel attire les regards : « Long, oui, le coup est long. » Du zénith, la petite torpille plonge et se brise en chantant. La tranchée est pleine du désœuvrement des veilles de départ, les sacs sont bouclés : la relève monte cette nuit. C'est maintement qu'il serait dur de mourir.

« Attention, une autre à gauche! » Ruée à droite, douleur aiguë du tympan, rires dans la fumée : « J'aurais pas cru qu'elle tomberait si près! » Mais voilà qu'une plainte s'élève. Au détour de la tranchée Robic se penche sur une forme effondrée. Alors après l'ennui de toute une journée, c'est la fièvre : vite, le mettre à l'abri, voilà une autre grenade! Mais l'homme est si lourd, on le porte si difficilement, avec cette impression que sa vie s'échappe comme la graine d'un sac ouvert...

Étendu dans la sape, il halette, les yeux clos et se plaint à peine; il dodeline doucement de droite à gauche, le visage absolument blanc. Qui est-ce? Personne ne le connaît. On incline vers lui une bougie, une lampe de poche au dur éclat; on dévisage cette pauvre figure. C'est le nouveau de la deuxième escouade, comment donc, Sansonnet,... Sadoret?...

Peu à peu, la plainte, le mouvement, le souffle diminuent. Que faire? Il porte au côté une très petite blessure qui saigne à peine. Alain lui a glissé un sac sous la tête, sans trop savoir s'il sera mieux, mais avec une égoïste impatience d'agir, et il regarde, impuissant, faiblir la vie. Bacon, Darreau, Pique s'agitent et coupent les vêtements; ils voudraient retourner le blessé, et le font geindre. Irrité, Alain dit :

— Mais laissez-le donc tranquille, vous voyez bien que c'est fini.

Il regarde ce jeune être avec une affection sans espoir, et soudain la fatigue, l'odeur du sang font danser devant lui des

taches multicolores. Furieux contre lui-même il ferme les yeux.

Six torpilles, en trombe, ébranlent tout l'abri, soufflent la bougie, renversent les objets; la terre coule entre les fentes du coffrage.

Déjà, Bacon rallume consciencieusement la bougie, et Alain fixe la flamme hésitante. Un calme triste l'a envahi. Il songe aux morts français qui couvrent la plaine, à son premier contact, hier, avec le mourant d'aujourd'hui. Profondément las du gâchis qui règne par le monde, il ne sait plus s'il a vingt ou cent ans.

La bougie s'éteint coup sur coup, si bien qu'on ne l'allume plus. Sansonnet est immobile. Et pour les vivants, il n'y a rien à faire qu'attendre et, si l'ennemi allonge son tir pour l'attaque, se ruer dans la tranchée.

Bacon, Robic, Alain passent ainsi des heures, attentifs sans fléchissement, habitués depuis longtemps à l'idée de la mort, mais mal défendus, dans leur extrême fatigue, contre l'appréhension de souffrir. A l'aube, arrive la relève : quinze hommes pâles et misérables qui se tutoient tous et déblaient la besogne avec un sang-froid fiévreux. « Où sont-ils?... Vous nous laissez des fusées, de l'eau, des bougies? Alors vous êtes des frères, fichez le camp! » Et comme Alain veut leur donner des indications, le plus petit de tous se redresse et jette avec un prodigieux orgueil : « C'est bon, on vient de Soyécourt, on la connaît ! »

Les pauvres! qui connaît Soyécourt?

Retour aux jardins.

Avec quelle joyeuse surprise le bataillon se retrouve, vingt-quatre heures plus tard, à Bois-l'Abbé, ce même village qu'il a quitté voici deux semaines! C'est la nuit. La lune tiède de l'été éclaire ce décor d'Opéra-Comique, où chacun s'endort béatement, n'importe où.

Dès l'aube, Alain s'éveille et regarde autour de lui. A sa droite, Piquet ronfle. Ils sont tous deux étendus sur le sol d'une petite grange, battu par les fléaux, et dans le grenier les hommes de la section s'éveillent. Ils parlent d'aujourd'hui : « Combien le pinard ici? » et ils parlent d'hier : « Qui a su mourir? » Henri déclare de sa voix sombre :

— Moi, leur croix de guerre, j'la porterais pas, pour érien...

— C'est vrai, — dit doucement Robic, — de la manière qu'ils la donnent, c'est une pitié.

Bacon insiste :

— Il doit être content, le gros adjudant Nabab, cet empaillé qu'on ne voit jamais en ligne, maintenant qu'il a son ruban.

— Il l'aura pour aller en perme à Vernouillet ; — et Darreau imite un accent grasseyant : Tailleur, vous allez me mettre une barrette de croix de guerre sur ma tunique, pour que je plaise à madame Nabab.

La section rit. Seul sceptique, Bidelot murmure en bâillant :

— Vous en faites donc pas.

— T'as beau dire, ça fait vilain de voir des types comme ça vernis et d'autres qui ont rien. Regarde le nôtre.

— Il est comme nous, si tu crois que c'est pour ça qu'il fait le truc comme il le fait...

— Il s'en f... pas mal.

— C'est pour ne pas avoir l'air... mais je te dis que ça lui fait mal au cœur, quelquefois.

— C'est vrai, d'un sens.

— C'est comme nous...

— Regarde, l'autre nuit, en ligne, que ça sonnait si fort, dis, Guittoneau. Il était tranquille comme voilà moi. Il t'a dit simplement : « Guittoneau, combien reste-t-il de fusées? » Tu te rappelles? Vrai, si j'avais eu quelque chose, j'y aurais donné... »

— Il t'aurait dit (Robic imite le ton d'Alain) : « Vous êtes fou, Darreau. »

Darreau bougonne :

— L'aurait dit rien du tout.

Puis il y a un silence. Dans le grenier, un homme débouche sa pipe en soufflant. Alain se lève et sort dans la cour. Les pommiers projettent sur l'herbe leurs ombres tachetées de clair, la fontaine coule dans l'auge à bruit menu, la vache rumine en songe, et le chef de vingt ans estimé de ses soldats s'en va seul devant lui, heureux jusqu'aux larmes.

Vers midi, Alain entre dans la ferme qu'il avait habitée, quinze jours auparavant. Il caresse le roquet quinteux, et

salue, selon l'usage, les deux vieux fermiers : « Bonjour, messieurs, dames. » L'homme répond avec plaisir : « Alors vous voilà revenu encore un coup... » Mais la vieille hoche la tête, et avec une humeur sombre : « Allons, il n'y en a pas beaucoup qui manquent. Si ça continue ils finiront bien la guerre, à ce que je vois. Malheureusement, c'est pas tous comme ça. »

Le vieux regarde Alain avec cette expression d'entente muette que les hommes prennent entre eux, parfois, devant les forces aveugles de la nature. Les mains sur les genoux, réprobateur et résigné, il semble assister à une crise habituelle. La femme, d'un doigt sec, jette du poivre dans la marmite.

— Il ne faut pas faire attention, — murmure-t-il, — le fils était dans les 75, il est tombé ce mois-ci, voilà deux ans, à Guise. Alors, depuis, elle est drôle.

Après un temps, Robic parut sur le seuil, disant avec douceur :

— Pardon, madame, il n'y a pas moyen d'avoir votre seau?

— Pour savonner?

— Non, pour les patates...

Robic souriait, confiant. Alain était inquiet pour lui. Enfin on lui a tout de même donné son seau, à ce pauvre innocent.

A la Mairie, dans un réduit près du corps de garde, quinze vieux paysans sont réunis. Deux d'entre eux vitupèrent au pied d'une estrade d'où un troisième, majestueux derrière un tapis vert, les considère. D'autres, assis contre les murs, échines voûtées, masques du moyen âge, écoutent avec une gravité de sages et une intensité d'enfants. C'est une séance de justice de paix. Les plaideurs écument, des frémissements parcourent l'assemblée, et sur le seuil, silencieusement, les soldats sourient.

Sourire lointain des fils retour du large, devant les soucis méticuleux des pères... Sourire d'une expérience du monde cosmique, sur le monde humain... Sans doute, ces passions étroites des plaideurs servent le développement de la vie, elles sont éternelles et utiles; sans doute, il y a Booz, Hermann et Dorothée, « la terre noble et nourricière ». Mais comment

assagir cet Alain et ces Robic qui ont senti la terre et tout ce qu'elle porte tournoyer sous eux?

***

Les jours passent, les endroits varient, mais elles se poursuivent toujours, ces innombrables petites expériences toutes frappées par la guerre comme des médailles, et dont l'ensemble impose aux soldats une vue si grave et si profonde de la vie. Sentiment des forces cosmiques, prestige des morts près desquels on passe tant d'heures, enivrantes visions des lointains raffinements de la paix qui prennent une valeur céleste, Alain connaît tout cela, avec ses frères, parmi les grands spectacles de l'offensive de la Somme et puis durant les veilles pensives de l'hiver sur les rives de l'Aisne. Au printemps de 1917, séparé de ses meilleurs amis, il subit, comme tous ses pareils, la vague d'amertume et de tristesse qui faillit bouleverser l'armée. Mais dans l'humble vie des premières lignes, il sent peu à peu, en lui, comme chez ses compagnons, de profondes réserves d'enthousiasme et d'espérance se faire jour, et terrasser le chagrin.

Ce jour-là, comme ils se demandaient pourquoi, de tous ces obus allemands, nul ne les avait atteints, ils s'aperçurent en consultant la girouette, que le vent avait tourné depuis l'après-midi.

Ce changement de l'atmosphère, entre l'heure du réglage et celle du tir, suffisait à expliquer l'écart de vingt mètres auquel ils devaient sans doute la vie.

Et jamais on ne dira quelle douceur pensive se répand, quand les obus ont fait silence, et qu'étendus parmi les blessures toutes fraîches de leur terre, les soldats regardent monter l'étoile du soir.

C'est la Pompelle, la ferme d'Alger, c'est n'importe quel secteur désolé qu'un soir teinte de plomb livide, où l'horizon palpite des lueurs de combats dont jamais on ne saura l'histoire. Un léger vent furette, plaintif, et les soldats poursuivent toujours la veille épuisante que dominent les images de douleur et de mort.

Cette longue attente qui favorise toutes les songeries et toutes les révoltes, cette intimité forcée entre des êtres qui ne se sont pas choisis, que d'éléments de dissolution pour une hiérarchie! Cependant les hommes restent sous le harnais, rien n'ébranle l'ordre établi, rien n'entame la loyauté profonde de chacun envers chacun. Que s'est-il donc passé, nous dit-on, autrefois, sur ce radeau de la Méduse?

Dans un coin du secteur, un pauvre endroit dissimule la misère commune. Trébuchant dans la nuit, un soldat s'avance, il reconnaît une ombre, murmure : pardon, mon capitaine... Il recule, s'en va.

Cette seconde tuerait un amour. Mais le prestige du chef reste intact aux yeux du soldat.

— Viens mourir.

— Oui, mon capitaine...

Histoire de chaque jour, vilaine histoire et si belle! qui montre cette trivialité sans pitié où la guerre plonge les hommes A eux la grandeur de lutter dans l'ombre, sans exaltation lyrique, et sans motif concret d'espérance.

Le capitaine d'Amboise.

Mon capitaine rêveur, souriant, laconique, c'est vous qui nous relevez de la dépression causée par d'autres maîtres, par la sécheresse des uns, par la veulerie des autres. Vous savez tout ce que la troupe donne en échange du peu que l'on fait pour elle. Vous savez que, dans certaines unités d'infanterie et de chasseurs, les grands chefs nourrissent avec une sorte de génie la flamme de la troupe. Et vous souffrez plus que tout autre qu'ici l'âme des soldats soit un peu négligée, puisque à ce régiment vous avez consacré votre vie, depuis vingt ans. Vous n'avez qu'un geste à faire pour être reçu à bras ouverts dans l'un de ces régiments doués d'un esprit jeune et français. Mais vous restez ici, pour les Robic. Et de tout cela que je devine, vous n'avez jamais rien dit.

... Il est deux heures de la nuit. Vous êtes monté à tâtons sur les décombres de la ferme, parfois une fusée tournoie dans le ciel à vous donner le vertige, et puis meurt. La tranchée allemande s'affaire à petit bruit, pendant qu'à vos pieds, vos travailleurs piochent dans notre tranchée. Vous avez une pipe

aux lèvres, et vous êtes le seul, comme vous êtes le seul ici, qui ayez le loisir de penser à l'air libre. Rare privilège d'une aristocratie! Les hommes, eux, sont noyés dans l'obscur détail; et tandis qu'en creusant ils s'enfoncent dans le sol, à quoi pensez-vous, mon capitaine? Pensez-vous qu'entre votre silhouette immobile là-haut et ces ombres qui peinent dans la terre, il y a une dure inégalité que chaque heure rend plus pénible? ou pensez-vous, selon la conception chère à notre pays, que toute inégalité se justifie quand chaque rôle est fièrement tenu?

Maintenant, une lune dorée dessine l'horizon lointain des bois. Dans la tranchée où la terre se fait plus dure, les moins bons esprits de la compagnie commencent à fermenter. Le sombre Lanneur dit amèrement à Henri : « Toi, quand tu seras lieutenant, à force d'être bien noté, t'auras plus d'ampoules... — Et tu auras le ventre plein, » ajoute une autre voix.

Les coups de pioche, ralentis, se mêlaient de soupirs qui montaient de la fosse comme un flux de révolte. Avez-vous entendu, mon capitaine?

Et puis, désœuvrée, une mitrailleuse boche a commencé à tirer une bande en fauchant. Le claquement se faisait toujours plus fort, tandis que la pièce se tournait lentement vers vous, et la flamme d'abord longue, vue de profil, paraissait plus courte à mesure qu'elle se présentait de face. Appuyé sur votre canne vous regardiez monter la lune. Un piquet de bois a éclaté comme une chose ensorcelée. Vous avez bâillé, et lentement vous avez dit : « Quelle belle nuit!... »

La terre s'effritait sous la violence des balles, et du fond de la tranchée, les mécontents de la minute précédente vous observaient avec amour. Lanneur lui-même, conquis, s'écria : « Y a pas, c'est un seigneur, on peut bosser pour lui! »

Avez-vous entendu, mon impénétrable capitaine?

... Un autre jour encore. C'est dans le fort. Une voûte éventrée laisse voir la campagne de Reims. Et, dans le plâtras, contre les murs, on aperçoit les débris sanglants de deux camarades déchiquetés par l'obus dont l'odeur âcre flotte encore.

Vous avez embrassé ces objets d'un coup d'œil, et vous avez souri à notre prêtre anglo-saxon, rouge et raide, qui

semblait oublier, à la vue de ces tristes débris, les sermons où il affirme à nos Bretons tout ébahis, qu'au Jugement Dernier, les justes mutilés recouvreront tous leurs membres. Comme il brise leur foi, avec ces affirmations trop simples de puritain! Vous lui avez dit doucement : « Monsieur le Pasteur, ceci ne complique pas pour vous le problème de la résurrection de la chair? »

Le pasteur eut un léger haut le corps. Dans ses yeux secs, le scandale se mêlait à l'angoisse, et silencieusement je répétais vos paroles. Nous n'aimons pas Jean Knox en France, et votre boutade m'enchante comme une vengeance posthume et très douce de notre Marie Stuart.

Pour tant de raisons du cœur et de l'esprit, vous avez conquis les hommes. Et la semaine dernière, quand vous étiez à l'escadrille de la division pour y faire un stage, et que la compagnie tenait les lignes sans vous, un avion est venu de Reims dans la splendeur du couchant. Il est descendu très bas sur les lignes, assailli par les obus ennemis qu'il salua de vingt virages téméraires. De nos tranchées nous l'admirions pour cette belle insolence envers l'Allemagne. Les hommes souriaient avec de grands gestes enthousiastes. Alors comme, dans l'avion, une forme se penchait derrière le pilote, en tendant le bras vers eux, et que le grand oiseau se renversait sur l'aile, un frisson les parcourut tous : « Ça c'est le capitaine, disait la compagnie entière, c'est de ses coups, ça peut être que lui. »

... Mon capitaine, vous laissez la bride un peu trop longue à ce forban de cuisinier Baguerre qui baptise trop le vin, mais que tous vos hommes vous le pardonnent, c'est le signe de votre prestige. Et moi, mon capitaine, je vous aime parce que vous avez un beau visage de viveur glacé, et tout « Grandeur et Servitude » au fond de l'âme.

PHILIPPE BARRÈS

(A suivre.)

L'INDUSTRIE ALLEMANDE
ET LA DIRECTION DE LA GUERRE

D'APRÈS UN DOCUMENT ÉTABLI PAR LE G. Q. G. ALLEMAND EN 1916

Le 1er janvier 1916 la galerie des recettes et le hall de la caisse principale de la succursale de la Banque de France à Lille furent réquisitionnés par l'autorité allemande. On y installa un organisme qui, sous le nom de « Commission de l'Industrie », se livra à une étude minutieuse de l'industrie française dans la région du Nord. Cet organisme comprenait plusieurs sections : Industrie textile, Industrie du Fer, Industrie du Cuivre, etc., réparties dans les divers bureaux du local.

Des séries de soldats, sous-officiers et officiers, qui se renouvelaient au bout de quelques jours, venaient à tour de rôle, travailler dans ces sections sous la surveillance d'un lieutenant, et sous la haute direction d'un officier supérieur, le major von Weinberg. Celui-ci faisait, dans l'après-midi, de véritables cours dans le hall de la caisse transformé en salle d'étude.

Les renseignements que l'on avait pu recueillir sur chaque maison étaient transcrits sur des imprimés passe-partout dans lesquels tous les détails concernant les industries étaient prévus...

Pour se procurer les renseignements recherchés, tous les moyens étaient bons : on procédait soit par des interrogations verbales auprès des intéressés, soit par des questionnaires auxquels on était invité à répondre par écrit, soit au moyen de perquisitions, comme le montre le fait suivant.

Un jour un lieutenant eut l'aplomb de me demander de vouloir bien lui dire s'il n'y avait pas de faute d'orthographe dans le document suivant :

Commission de l'Industrie.

M... est autorisé à prendre connaissance des secrets de la firme...

Je lui répondis en gouaillant que je serais bien surpris si des industriels français déféraient jamais à semblable exigence.

Vers la fin de février 1916 le major von Weinberg fit un travail d'ensemble sur les rapports spéciaux des diverses industries qui avaient été élaborés dans cette commission. Ce travail, porté à Charleville au G. Q. G. allemand, valut (d'après le récit d'une ordonnance) « des félicitations à son auteur [1] ».

Que pouvait être ce travail énorme si activement mené par les soins du G. Q. G. allemand? c'est ce que nous avons appris à la fin de la guerre en recueillant parmi les documents abandonnés dans la fuite quelques rares exemplaires d'un gros volume de 480 pages accompagné d'un portefeuille de cartes et portant le titre :

Die Industrie im besetzten Frankreich
Bearbeitet im Austrage des Generalquartiermeisters
Druck von R. Oldenburg-Munchen 1916.

L'Industrie en France occupée
Rédigé par ordre du Quartier-Maître général.
Imprimerie R. Oldenbourg-Munich 1916.

Un des premiers exemplaires découverts fut transmis au Gouvernement; c'était pendant la Conférence de la Paix, on en fit faire hâtivement quelques extraits portant presque uniquement sur les dommages de guerre et les bénéfices que les Allemands comptaient retirer de ces destructions; ces extraits réunis en brochure furent distribués aux plénipotentiaires. — On était allé au plus pressé, et d'ailleurs, en 1919, au moment où la France libérée, rasée jusqu'au sol bouleversé lui-même et inculte, avait l'aspect, comme dit M. Baclé, de ces *campos ubi Troja fuit*, le moment eût été tout à fait inopportun de publier nous-même cet inventaire minutieux de nos blessures, ce guide pratique pour en tirer tout le profit possible et pour trouver dans une guerre économique d'après guerre, préparée à loisir, une victoire que les armes seules n'avaient pu fixer.

M. le Président du Conseil a décidé d'en faire paraître la traduction intégrale, publiée récemment par les soins de

1. Extraits d'une lettre de M. Gréau, Directeur de la Banque de France à Lille, à M. Boulanger, *Bulletin de la Société d'Encouragement à l'Industrie nationale*, t. CXXXV, n° 7.

l'Imprimerie Nationale; aujourd'hui, en effet, nos industries restaurées, renouvelées et vigoureuses, n'ont plus à craindre de voir divulguer la longue liste de tous les obstacles accumulés pour interdire ou stériliser leur renaissance.

L'enjeu de cette guerre d'après guerre, dont ce volume dicte la conduite et énumère les moyens, était la reconstitution redoutée de la France. Dix départements neufs, bien vivants et drus, affirment déjà notre victoire; quels que soient les sacrifices consentis et les ruines qui subsistent encore, quelque injuste que ce soit de voir l'Allemagne s'être dérobée jusqu'ici à payer des dommages qui eussent consacré cette deuxième défaite, le fait est là, et la victoire d'autant plus belle, qu'elle se développera d'année en année en richesse, en force, en esprit d'entreprise, de confiance et de jeunesse.

***

L'Allemagne nous dispute encore les fruits de notre victoire, et dans la confusion des polémiques on discerne mal où nos adversaires veulent en venir. Tout s'éclaire, si l'on se reporte à l'ouvrage du G. Q. G. allemand, car c'est un recueil de travaux préparatoires réunis par des économistes et des techniciens industriels pour orienter pendant et après la guerre, la politique économique et la politique étrangère de l'Allemagne. Examinons donc les directions officielles et les instructions secrètes que donnait en 1916 ce Grand Quartier Général qui se révèle, dès cette date, comme le G. Q. G., pourrait-on dire, des opérations de guerre de la Guerre et de la Paix. Il y a, en effet, plus qu'une collaboration cynique et monstrueuse de la direction des Armées en campagne et des maîtres de l'économie allemande. Il y a fusion intime et permanente de ces deux éléments. Les opérations de guerre semblent conduites pour le compte et sous le contrôle des conseils d'administration, et le traité de paix n'apparaît plus que comme une ligne Hindenburg préparée d'avance, et à l'abri de laquelle, la lutte doit se poursuivre avec de nouveaux moyens.

Quelle issue le G. Q. G. allemand assignait-il à la guerre dans le courant de 1916? C'est assez difficile à déterminer,

cependant l'impression qui se dégage de cette lecture c'est une confiance très tiède dans le succès décisif des armes allemandes.

Projet d'annexion et de démembrement.

Un seul espoir d'annexion ose s'avouer pour le bassin de Briey. Dans le chapitre sur l'industrie métallurgique française figure en effet, parmi les hypothèses diverses d'obstacles à sa renaissance, celle-ci :

Il se peut, par exemple... que les hauts fourneaux français qui, jusqu'à présent, travaillaient surtout les minerais lorrains, ne puissent plus se les procurer, ou ne se les procurent plus que très difficilement, par suite de modifications territoriales.

Deux pages plus loin une allusion nouvelle est faite à ce projet, mais il est réservé : « Ce sera l'objet, dit le rédacteur, d'études économiques spéciales. »

Si l'on met à part ces deux passages, on est frappé de voir que l'incertitude domine : ce livre est conçu à toutes fins utiles, pour la victoire comme dans l'hypothèse d'une paix blanche, ou même d'une paix grise pour l'Allemagne. Car, si le premier travail a été commencé en janvier 1916 au moment où le G. Q. G. allemand poussait la préparation de l'attaque sur Verdun, les derniers chapitres font état de documents parlementaires français du mois d'octobre de la même année, ce qui en situe la rédaction dans le courant de novembre, c'est-à-dire à l'époque où, après les échecs de Verdun et de la Somme, ce même Grand Quartier se résignait au repli Hindenburg.

Une partie importante de ce volume date donc d'une période où les perspectives étaient telles, qu'on pouvait escompter sinon une annexion, tout au moins un démembrement de la France, qui se serait vu enlever, pour en faire un état autonome ou vassal de l'Allemagne, tout ou partie de la zone occupée. Puis, la fortune des armes ayant changé, on n'a pas voulu renoncer à la documentation accumulée; une œuvre de statistique est sacrée, aussi s'est-on contenté d'en atténuer les conclusions évidentes.

Partant de ce principe, dit l'Introduction, qu'une connaissance approfondie des conditions industrielles et économiques des terri-

toires occupés est nécessaire dans tous les milieux autorisés de l'Empire, on a essayé, dans le présent travail, d'en fournir une description à peu près complète, sous forme de comptes rendus particuliers, rédigés d'après les enquêtes effectuées sur place.

Mais, quelque intérêt qu'aient pu présenter les résultats de cette enquête économique; quelque parti qu'aient pu en tirer et en tirent aujourd'hui « tous les milieux autorisés de l'Empire », il existait une autre intention secrète, et, si l'Allemagne essaye de le nier, le mieux est de mettre les textes mêmes sous les yeux du lecteur.

Dans la Troisième Partie, dit toujours l'Introduction, on a tenté une évaluation économique du territoire occupé. La valeur en capital de ce territoire est calculée en prenant comme base les appréciations des valeurs particulières, ainsi que les considérations relatives aux questions de crédit et de finances. On a, en outre, recherché dans quelle mesure le territoire français occupé constitue, dans l'économie globale française, un territoire de surproduction.

Ainsi, d'une part, estimation de la valeur, je dirais même de la valeur vénale du gage détenu et, d'autre part, démonstration que ce territoire, que le hasard des combats semble avoir délimité, constitue, cependant, une unité économique supérieure, qui peut se suffire à elle-même, et pourrait assumer aisément une existence indépendante du reste de l'économie française.

Le territoire occupé pourrait-il être constitué en État autonome?

Dès le début de l'étude géographique du territoire occupé (2e partie), cette deuxième préoccupation se trahit :

La frontière actuelle (*sic*) passe, au nord de Belfort, sur le plateau des Vosges, puis épouse d'abord assez exactement sur le territoire lorrain l'ancienne frontière de l'Empire.

Ce territoire est très divers, mais, après avoir étudié les statistiques du mouvement de la population urbaine et rurale, de la natalité, de la mortalité, de l'émigration à l'intérieur et de l'immigration étrangère, on en arrive à conclure que :

La région nord de la France est en mesure de se suffire à elle-même, grâce aux conditions favorables de sa natalité et de sa mortalité, à la facilité d'emploi de la main-d'œuvre étrangère, et elle le peut, en dépit

des besoins énormes du marché du travail et bien que les départements limitrophes ne lui fournissent qu'un faible apport de travailleurs, et qu'elle-même en envoie un contingent appréciable à Paris.

Ce phénomène « *d'autarchie* » si caractérisé s'accompagne d'un autre : le dénombrement de la population, dans les départements du nord du territoire occupé, a établi que le nombre de personnes nées dans le département même où elles sont recensées est extraordinairement élevé; pareil fait ne se produit que dans les régions où les conditions de travail sont favorables, et il contribue à ce qu'elles se suffisent à elles-mêmes.

... La population forme un conglomérat très heureusement réparti, qui rappelle par sa composition la population allemande et qui fait que cette contrée a une importance considérable pour le reste de la France.

Ces prémisses étant posées, et toutes les sources de richesse de cette zone ayant été recherchées et évaluées une à une, l'idée se précise dans un chapitre intitulé :

Le Territoire occupé en tant que région de surproduction dans l'économie nationale française (IIIe partie).

Ce chapitre commence par ces « Considérations générales » écrites dans un pathos qui ne parvient pas à dissimuler la pensée première :

Notre intention ne saurait être de considérer le territoire occupé comme une unité économique en soi, du fait seul qu'il est détaché, par la guerre, du corps économique dont il était antérieurement partie intégrante, ou parce que l'Allemagne l'utilise dans une large mesure pour ses besoins économiques du temps de guerre. Ce territoire est trop étroitement lié, au point de vue social et économique, à l'ensemble de la France, où la centralisation dans la capitale est poussée à outrance, pour avoir jamais été susceptible de constituer jusqu'à présent un organisme économique indépendant et se suffisant à lui-même. Mais, tout en nous refusant à aller aussi loin, nous pouvons examiner la « *possibilité* » de son indépendance économique, en nous appuyant sur les faits précités. Nous entendons par là nous entourer des données recueillies sur la population et les forces productrices de travail, sur les relations commerciales, la production des matières premières et les installations techniques, sur le crédit et les communications, pour rechercher dans quelle mesure le territoire occupé doit être considéré comme un simple intermédiaire pour les articles commerciaux venus du dehors, et dans quelle mesure, au contraire, il subvient à ses propres besoins, et produit un « excédent » économique. Une enquête de ce genre n'a rien à voir avec le cours des opérations de guerre, ni avec les destinées futures du pays, qui seront réglées par les négociations de paix, mais elle implique une autre enquête,

portant sur l'étendue des dommages que l'occupation actuelle cause à l'économie française.

Dans les pages suivantes, la démonstration se poursuit; le choix des arguments, le plan suivi dans leur exposé, décèlent encore ces mêmes arrière-pensées dont les rédacteurs affectent de nier l'existence.

On considère à part, d'un côté les trois départements du nord : Nord, Pas-de-Calais, Ardennes, et de l'autre la région minière de Lorraine, dont le sort paraît indépendant; pour ces deux secteurs, on insiste sur le fait qu'ils sont tributaires de l'Allemagne (charbon et coke) sans l'être de la France; on souligne, en passant, les points sur lesquels il serait opportun de modifier l'état des choses, pour faciliter la réalisation pratique de cette autonomie :

Qu'il suffise, pour le moment, d'établir que l'autarchie de ce corps économique du Nord de la France, dont il a été question, supposerait que l'industrie minière française, qui est presque exclusivement guidée par des considérations de dividendes et de revenus, s'orienterait beaucoup plus dans le sens de l'exploitation par l'État.

Mais à peine cette demi-restriction est-elle formulée, que de nouveaux arguments sont mis en avant :

Analogie avec la Belgique. A considérer le territoire occupé comme un organisme économique indépendant, il est très facile pour lui, étant donnée l'intensité de sa production, d'importer les céréales dont il a besoin, sans compromettre pour cela sa balance commerciale. On est frappé, à cet égard également, des analogies qu'il présente avec la Belgique; il est même dans une situation beaucoup plus avantageuse qu'elle.

Voilà un texte que l'on ne peut désavouer; il ne s'agit plus de renseigner « tous les milieux autorisés de l'Empire » sur le rôle prépondérant joué par les régions occupées dans l'économie française; c'est l'hypothèse, nettement exprimée, de la constitution de ce territoire en pays indépendant, dont on se porte garant qu'il sera viable, comme on a dit, plus haut, qu'il serait un débouché pour l'Allemagne et un exportateur dans le reste de la France mutilée. — La sujétion même, qui paraît exister, des grandes entreprises industrielles du Nord par rapport aux grandes organisations de crédit parisiennes, ne répond à rien de profond; le Nord est

un exportateur de capitaux et, pour le libérer de la centralisation, il suffirait « que l'organisation du crédit y soit adaptée aux besoins ».

Voici d'ailleurs la « Conclusion » :

En tous cas, l'examen approfondi de ces problèmes confirme un fait : c'est que, si l'on néglige les obstacles résultant d'une centralisation à outrance, le territoire occupé constitue une région économique autonome et qui, dans l'ensemble, se suffit à elle-même. Dans la mesure où des rapports s'imposent avec le reste de la France, la primauté de la capitale ne s'affirme nettement que pour des questions de goût, de vie sociale, et pour les industries qui s'y rattachent. Au contraire, pour toutes les questions essentielles de production, de transactions commerciales, de crédit et de travail, le territoire occupé est, par excellence, une région de surproduction, et n'est pas voué à un appoint extérieur.

Ainsi donc, dans l'hypothèse où le succès des armes allemandes permettrait de dicter la paix, les conditions seraient : 1° Annexion du bassin lorrain; 2° Constitution d'un État autonome dans le reste du territoire occupé.

Les avantages que présenterait le détachement du territoire occupé.

Ce plan paraît viable et la création de ce nouveau pays n'apporterait que des avantages. En premier lieu, c'est un coup mortel porté à la France : « On peut dire, sans exagération, que le territoire occupé est une source — sinon *la* source unique — de rénovation de la France, qui partout ailleurs se tarit »; la même pensée est répétée encore : « Il y a lieu de se demander... si le maintien et le renouvellement des sources d'énergie française seraient possibles, sans l'appoint de première importance qui vient du territoire occupé. »

C'est, d'autre part, une région industrielle de premier rang, qui représente dans l'économie française, rien que pour l'industrie du fer :

Minerai de fer	90	p. 100 de la production.	
Fer brut.	85,7	—	—
Fer doux et acier puddlé. . .	62,4	—	—
Acier Thomas	95,3	—	—
Acier Martin.	43,8	—	
Rails et traverses.	76,6	—	—

Fer commercial.	60,4	p. 100	de la production.
Poutrelles	88,3	—	—
Profilés autres	87,2	—	—
Tubes et tuyaux	100	—	—
Moulage d'acier, etc.	76,9	—	—

et qui serait ainsi placée sous le contrôle et à la discrétion de l'Allemagne pays déjà vendeur de coke, et bientôt de minerai de fer, après l'annexion de Briey; fournisseur de charbon d'autant plus indispensable, que nombre de mines sont déjà détruites; fournisseur de machines, enfin, dans des proportions d'autant plus gigantesques, que les machines du territoire occupé sont mises hors d'usage ou emportées, et que l'industrie de la construction des machines n'a pas, dans cette région industrielle, l'importance qu'elle aurait dû logiquement avoir « étant donné que les conditions de construction de machines sont favorables dans les centres charbonniers et métallurgiques, et que les moyens de transport y sont développés ».

Calcul de l'indemnité éventuelle. La « valeur » du territoire occupé.

Mais ce règlement type et idéal; de la guerre; n'est plus très réalisable; peut-être les armées allemandes, sans réussir à obtenir un avantage décisif, pourront-elles cependant tenir si ferme, dans leurs lignes retranchées, que les Alliés, lassés et désespérant de libérer par la force le territoire, se résigneront à marchander la paix, et à racheter à prix d'or, comme en 1870, le sol de la Patrie envahie.

Cette hypothèse a certainement dû être longuement et tenacement caressée; il suffit de voir le soin et l'horrible minutie avec lesquels est établi le calcul de la « valeur » du territoire occupé. Toutes les données des statistiques, toutes les évaluations des économistes : Théry, Michel, de Lavergne, P. Henry, A. Neymarck, sont reprises, contrôlées, corrigées, augmentées, car jamais le total ne monte à un chiffre assez formidable de milliards; successivement sont étudiés : l'actif net, les valeurs mobilières, la propriété foncière, l'annuité successorale et le quantième probable des

fraudes sur les déclarations de succession, les prix de location, les dépôts dans les caisses d'épargne, les capitaux des sociétés, les bilans de 54 d'entre elles, le marché des valeurs locales, les cours et dividendes, la valeur des différents terrains, de l'exploitation des carrières, la part de l'indutrie dans la propriété foncière, les biens de mainmorte, les impôts, les donations, tout cela d'ailleurs pêle-mêle. Des renseignements tardifs ont dû parvenir au moment où la composition était commencée à l'imprimerie : on les ajoute à la fin; il faut à toute force grossir le chiffre; on a déjà calculé le prix moyen des terres à l'hectare, elles ont subi une dépréciation dans les dernières années : mais, en reprenant la question d'une autre manière, et en capitalisant la valeur de la récolte annuelle, on peut relever le chiffre total de 10 à 12 et même 14 milliards. — Voilà une bonne méthode; il faut l'appliquer à d'autres postes.

La question se pose maintenant de savoir si les résultats auxquels nous sommes arrivés jusqu'à présent en suivant de près les travaux des Français en la matière sont de nature à englober pleinement ce que nous avons l'habitude et le droit de considérer comme la « valeur » d'un pays. Déjà nous avons indiqué qu'il n'a pas été tenu compte des propriétés publiques, des collections artistiques, etc.; elles se dérobent aux évaluations, mais il n'est pas douteux qu'elles représentent des milliards de francs. Il n'a pas, non plus, été fait complètement état des stocks de matières premières, dont une très grande partie a pris le chemin de l'Allemagne et qui se chiffrent également par milliards. Mais, surtout, il faut compter avec des facteurs qui ne sauraient trouver leur expression en chiffres, à savoir : l'énergie, la haute valeur professionnelle de la population de ces régions, tant dans les industries de choix que dans l'exploitation intensive du sol.

Ces facteurs qui échappent à l'estimation brutale, on va essayer cependant de les évaluer :

Il conviendrait de capitaliser cette somme (le total des salaires annuellement versés aux travailleurs) pour l'ajouter à l'évaluation de la fortune du pays.

Conclusion : A différentes reprises, au cours de l'enquête à la fin de laquelle nous sommes arrivés, nous avons retrouvé cette somme d'au moins 35 milliards et qui pourrait bien être de 40 ou 50 milliards de francs. Il y a lieu de la tenir pour très vraisemblable.

Or, si cette enquête avait été faite, comme on le prétend, pour donner « à tous les milieux autorisés de l'Empire...

une connaissance approfondie des conditions industrielles et économiques des territoires occupés » les auteurs de l'ouvrage auraient logiquement dû défalquer de ce total les dommages de guerre si bien énumérés dans la Première Partie.

Car ce ne sont pas des recherches historiques désintéressées, que ces « milieux autorisés » désirent posséder, mais un bilan à jour, rectifié suivant des données récentes. Cette soustraction qui s'impose n'est même pas esquissée; il n'y a donc évidemment là que des éléments pour la détermination au « prix fort » de la valeur vénale du gage détenu sur la base de sa valeur avant les destructions.

La préparation de l'offensive économique de la Paix. Le plan méthodique de destruction.

Il pouvait se faire aussi que l'Allemagne fût vaincue. Les dispositions étaient prises pour que la Paix assurât, quoi qu'il arrive, une victoire tangible, réelle et monnayable, dans la défaite même. La guerre n'était que le tir de destruction qui précède l'attaque.

Il était donc nécessaire que toutes les branches de l'économie allemande fussent, d'abord, très précisément instruites des conditions favorables créées à leur expansion, et orientées sur l'offensive qu'elles devaient prendre dès l'armistice.

Ce sont ces instructions générales pour l'exploitation, jusqu'au bout, de notre désastre industriel qui constituent la première partie de ce volume.

Chacune de nos industries y est l'objet d'une étude particulière, conçue sur un plan uniforme. Description des principaux établissements, leur situation, leurs procédés de fabrication, le matériel employé, le ravitaillement en matières premières, le recrutement de la main-d'œuvre, la qualité des produits fabriqués, les prix, la clientèle, la concurrence avec l'Allemagne, les dommages de guerre, leur étendue, sur quelle sorte de machines ils portent plus spécialement, les possibilités de réparation. Combien de mois ou d'années faudra-t-il pour reconstituer telle industrie, quelles sont les crises qu'on peut prévoir et qui compromettront le plus la reconstruction et la remise en marche : crises de main-

d'œuvre, de matières premières, des transports, des frets, du combustible, du logement de la population ouvrière, hausse des prix, et même crise possible de l'Alliance. Enfin toujours un paragraphe de conclusion étudie « Les répercussions sur l'Allemagne », c'est-à-dire les bénéfices probables, les marchés d'où l'industrie française sera exclue, la place que doit prendre l'Allemagne sur le marché français lui-même en concourant à la reconstruction.

Et, sur ce dernier point, un soin tout particulier est apporté à détailler le type et le nombre de toutes les machines enlevées, ou mises hors d'usage, et des pièces détachées (c'est le cas de le dire) qui ont été emportées. Un répertoire en est dressé, et les constructeurs allemands sont dûment prévenus, afin qu'ils puissent, sans retard, envoyer leurs catalogues et leurs prix courants.

On prévoit même l'hypothèse, qui n'est après tout pas impossible, où les représentants allemands pourraient être mal reçus. Dans ce cas, le camouflage en maison belge ou suisse est spécialement recommandé.

Il faut détruire d'urgence la métallurgie française.

Deux industries, en tout premier lieu, étaient l'objet des inquiétudes allemandes, l'industrie métallurgique et l'industrie textile. Les alarmes que causaient en Allemagne le développement de notre métallurgie sont avouées avec tant de brutalité qu'il est impossible de lire les textes que nous allons citer, sans conclure qu'elles ont, en partie, déterminé la guerre, tant la ruine du concurrent est estimée nécessaire et urgente.

On s'est plu à répéter que l'Allemagne n'avait pas besoin de la guerre pour assurer sa primauté et que chaque année confirmait automatiquement son avantage. Telle n'était pas l'opinion des experts métallurgistes allemands, qui voyaient l'avenir, au contraire, sous des couleurs assez sombres; le développement de nos usines les amenait à craindre, à bref délai, un tarissement des exportations allemandes en France, tant en fers qu'en machines, une redoutable concurrence sur le marché mondial, un abaissement des prix, une renaissance

de l'esprit d'entreprise français qui aurait amené nos industriels à modifier leur politique, à ne plus se cantonner dans les affaires prudentes, et même, peut-être, à rompre les contrats qui les liaient pour certaines productions avec un syndicat international placé sous la direction de la fédération allemande de l'industrie de l'acier. Mais un des plus graves sujets de crainte était la concurrence française dans l'achat des minerais lorrains. D'ailleurs, voici les textes :

Place occupée par l'industrie métallurgique française dans la vie économique mondiale. Il est évident, qu'avec des chiffres pareils, il s'agit d'une industrie d'une importance considérable. Cependant, sauf quelques exceptions, cette industrie n'a pas réussi, jusqu'à présent, à atteindre une importance vraiment mondiale. Il ne faut pas perdre de vue, il est vrai, que l'industrie métallurgique française ne s'est éveillée que peu à peu, qu'elle avait fait, dans les dernières années précédant la guerre, des efforts assez considérables pour s'étendre, et qu'elle cherchait de plus en plus à se rapprocher du modèle de l'industrie métallurgique allemande. Les obstacles naturels qui s'opposent provisoirement à ces efforts sont connus; ils consistent tout d'abord dans la pauvreté de la France en charbon. Un autre obstacle assez important, c'est la camisole de force qu'une politique chauvine impose aux directeurs de ces établissements, et qui les empêche de marcher la main dans la main avec l'Allemagne, pays charbonnier, et de réaliser un accord d'intérêts avec son industrie métallurgique [1].

En effet, les dispositions de la loi de 1810 sur les mines avaient entravé l'effort des industriels allemands pour devenir directement propriétaires des principales concessions minières en France, et Thyssen, Röchling frères, les mines de Gelsenkirchen, étaient parvenus seuls à un succès partiel, jugé très insuffisant; car il était scandaleux, paraît-il, que la France ne consentît pas bénévolement à céder l'exploitation d'une de ses principales sources de richesses.

Les symptômes inquiétants de développement insolite sont relevés :

En ce qui concerne les relations avec l'Allemagne, aussi bien avant que pendant la guerre, il faut établir une distinction très nette entre les grandes forges et les autres groupes. Dans le premier groupe, s'il n'y avait pas eu la guerre, la production, ou tout au moins la capacité

1. Cet accord d'intérêts entre les charbonniers allemands et la métallurgie française est aujourd'hui réalisable encore, mais il est facile de juger où est la « camisole de force » et la « politique chauvine » qui s'y oppose.

de production de ces établissements en fonte, en acier brut, et en produits laminés, aurait considérablement augmenté. Il suffit de rappeler ici les constructions de nouveaux bâtiments dans les forges de Wingles, et le total de 300 000 tonnes de produits laminés qu'elles devaient atteindre progressivement, ou bien le laminoir de tôles de Denain et Anzin, qui était en construction, ainsi que la nouvelle usine pour acier Martin, construite par cet établissement à Anzin, le nouveau laminoir pour tôles de l'usine Arbel à Douai, l'installation d'un laminoir Mannesmann à Biache, la construction d'un laminoir pour tôles fines à Homécourt, la construction d'un atelier pour acier Martin à l'usine de Mont-Saint-Martin, des aciéries de Longwy, etc. L'augmentation de la production par rapport à ce qu'elle était antérieurement aurait donc été considérable dans les territoires occupés et l'on peut considérer comme certain que ces différents établissements se seraient développés d'une façon continue.

En tout état de cause, on peut admettre que la grosse industrie métallurgique de la France aurait cherché des débouchés, sinon en Allemagne, du moins en Europe et hors d'Europe. Dans quelle mesure la large participation de l'Allemagne aux industries métallurgiques et aux concessions minières françaises aurait-elle pu protéger les intérêts allemands? On peut laisser de côté cette question; mais on peut affirmer avec certitude que les nombreuses usines consommatrices de fer, qui achetaient du matériel en Allemagne, auraient cessé d'y acheter des matières premières et des produits demi-finis, aussitôt que la production de fer aurait augmenté dans leur propre pays.

... En général, les aciéries françaises font sentir leur concurrence aux usines allemandes d'une façon fort désagréable, en ce qui concerne l'achat de minerais de fer, notamment en Lorraine française. Étant donné que les réserves mondiales de minerais de fer de bonne teneur sont limitées, et que la production de la fonte subit un accroissement général, cette considération peut devenir plus importante d'année en année.

Toujours le même refrain pessimiste continue :

Sur le marché français, l'article allemand se voit éliminé peu à peu. Ce résultat est presque atteint pour les tuyaux. Pour les tôles, on n'achète plus en Allemagne que celles de grandes dimensions, mais Denain s'organise pour les fabriquer aussi désormais...

Pour la fabrication de grandes tôles pressées, Arbel est techniquement supérieur aux usines allemandes. C'est pourquoi il avait, avant la guerre, enlevé à ses concurrents en Allemagne une commande de 400 grands wagons pour la Roumanie.

... Pour les rails et les fers en T, l'association des usines françaises a une part assez médiocre dans un Syndicat international qui est placé sous la direction de la Fédération allemande de l'Industrie de l'acier...

... La grande extension qu'aurait prise cette industrie, s'il n'y avait pas eu la guerre, l'aurait certainement amenée à faire des efforts pour accroître son exportation. Nous n'avons pas à examiner dans quelle mesure cela lui aurait été possible en demeurant dans le syndicat international, ni même si une rupture de l'association, et une guerre de tarifs, étaient dans le domaine des choses possibles. Pour les articles non soumis au Syndicat... une augmentation de la production aurait entraîné ici également une augmentation de l'exportation, et peut-être aurait-elle eu raison en partie de la répugnance des Français pour les affaires risquées et de petit bénéfice. Même si l'exportation de la France sur le marché mondial était destinée à ne pas augmenter, ce développement de la production pouvait avoir pour conséquence un fléchissement des prix. En outre il est possible qu'un accroissesement considérable de la production des articles demi-finis aurait eu pour conséquence une augmentation de la fabrication des produits finis...

Les ateliers de construction en fer n'ont pu soutenir la lutte contre l'Allemagne sur aucun marché... Mais il paraît hors de doute que les grands établissements récents aborderont, eux aussi, les grands travaux. Ils se sentent capables de les réaliser, il est probable, qu'avec le temps, ils en auront aussi les moyens.

Ces extraits, que l'on a fait aussi brefs que possible, donnent une idée de l'âpreté et de l'impatience avec lesquelles les milieux industriels allemands ont souhaité la guerre. — Ils répandaient la légende de la décadence de la France, et persuadaient au monde que nous étions finis au moment même où ils rassemblaient leurs forces pour abattre notre insolente volonté de vivre.

Le compte rendu de destruction.

Et maintenant, voici le compte rendu de destruction que le Grand Quartier allemand fait à ses mandants industriels.

Dommages de guerre. Les dommages de guerre, examinés isolément, ne sont pas très grands, mais examinés dans leur ensemble, ils sont considérables. Il s'agit, dans la plupart des cas, de l'enlèvement de matières premières et de machines, notamment de tours, de petits moteurs électriques, de courroies de transmission, de coquilles, de trains de laminoirs, de machines de souffleries, etc. La question de savoir quand les établissements pourront se remettre au travail, une fois la paix signée, ne peut être résolue dans son ensemble.

Dans l'examen de cette question, la situation en janvier 1916 est toujours prise comme base, mais, depuis ce moment, il est certainement

survenu des réquisitions et des destructions importantes. En outre, il n'a été tenu compte dans la réponse, que du point de vue technique, mais non du point de vue financier. On ne peut dire pour chaque cas particulier, si les industriels et les sociétés disposeront, après la guerre, de ressources suffisantes pour reprendre leurs exploitations. Cela dépendra beaucoup du montant des indemnités que les firmes recevront, *de la question de savoir si l'État assumera plus que la réparation des dommages directs, enfin, de la situation générale du marché financier.*

En outre, il n'a pu être tenu compte d'une autre circonstance; c'est qu'il ne sera peut-être plus possible de se procurer certaines matières premières, même à des prix très élevés. *Il se peut par exemple qu'il se produise une pénurie générale de coke*; que les hauts fourneaux français qui, jusqu'à présent, travaillaient surtout les minerais lorrains, ne puissent plus se les procurer, ou ne se les procurent plus que très difficilement, par suite de modifications territoriales. Il se peut encore que, par suite d'une mesure générale, les chemins de fer français ne puissent plus suffire que partiellement aux besoins, que les canaux soient détruits, ou qu'il y ait pénurie de bateaux, etc.

Après s'être ainsi excusé avec un peu de confusion de ne présenter qu'un bilan trop faible de ruines, le Grand Quartier défend tout de même son œuvre.

Après la guerre, il faudra certainement des années pour se procurer des laminoirs... à moins que l'industrie de la construction des locomotives et des wagons du territoire occupé ne soit arrêtée pour une période, par suite des dommages de guerre, ce qui est toujours possible... Il est vrai que, dans plusieurs fonderies, tous les modèles en bois même ont été employés pour les besoins de la guerre, et si ces fonderies peuvent jamais reprendre leur travail, ce ne sera qu'au bout d'un à trois ans, etc. Il est à supposer qu'une partie des ouvriers a trouvé une occupation rémunératrice dans d'autres régions de la France, et ne reviendra pas. Ce sera surtout le cas des ouvriers qualifiés qui ne pourront de longtemps trouver, dans les régions occupées, de travail dans leur profession.

Par suite du long arrêt de l'exploitation au cours de la guerre, et aussi pendant la période qui suivra, la production des usines, et par suite les recettes, subiront une forte diminution. Cette perte, qui s'accroîtra encore sensiblement par suite des frais de reconstruction des usines, causera à un très grand nombre d'établissements récents un préjudice financier tel, qu'il leur sera très difficile soit de reprendre leur exploitation, soit de la rétablir dans toute son ampleur primitive, etc.

Les Bénéfices.

Voici maintenant les bénéfices escomptés :

Dans la question de la répercussion des dommages de guerre sur

l'Allemagne, il s'agit de savoir si un établissement a subi des dommages tels, qu'il soit hors de cause pour une longue période, ou qu'il ne puisse plus être remis en exploitation. Dans ce cas, l'Allemagne aurait ce double avantage, que la concurrence, en ce qui concerne l'achat des minerais de fer, et la vente sur le marché mondial, serait réduite, et que le danger pour elle d'un développement rapide de la grosse industrie métallurgique française, signalé plus haut, se trouverait amoindri.

Il est possible que les compagnies françaises de chemins de fer soient peut-être obligées d'acheter du matériel roulant en Allemagne, et que les commandes qui en résulteront reviennent aux usines allemandes pour le moulage de l'acier...

De même, espoir de fourniture des fers laminés; mais il ne faut pas s'exagérer l'importance du débouché créé en France même; le véritable profit n'est pas là.

D'une façon générale, il est permis de dire que les dommages profonds causés par la guerre, et qui éclatent aux yeux, surtout dans l'industrie du fer, doivent porter un coup sensible à l'écoulement des produits allemands en France, dans le cas même où la nécessité contraindrait de passer temporairement des commandes aux Allemands. Les dommages de guerre subis par l'industrie du fer ont atteint trop profondément l'économie nationale française pour que les conséquences s'en puissent facilement effacer...

Comment s'opposer, après la guerre, à la reconstruction.

Le lecteur aura retenu que les industriels allemands proclamaient eux-mêmes l'intérêt de premier ordre qu'ils attachaient à abattre l'industrie métallurgique française, ce résultat étant obtenu par des destructions contrôlées, qui se feront plus brutales et totales à mesure que la guerre se poursuivra; ces mêmes industriels ont fait ressortir que nos usines ne pourraient redevenir dangereuses que sous certaines conditions dont deux primordiales :

1° Possibilité pour l'État français, de consentir des avances considérables;

2° Possibilité de ravitaillement en charbon et en coke qu'il faudra bien demander à l'Allemagne.

Qu'on y réfléchisse, c'est, dès 1916, à un moment où l'Allemagne pouvait encore espérer la victoire, la définition précise et presque complète, de toute la politique d'évasion des conditions du traité.

1° Refus de payer les réparations, qui eussent donné à l'État français les disponibilités financières qu'il fallait lui interdire de trouver;

2° Marchandages, chicanes, pleurs, contestations, résistance passive, pour ne pas livrer les quantités de charbon et de coke prescrites.

Nous avons dit que le plan allemand de la guerre d'après guerre se trouvait presque au complet dans ce chapitre. Il reste un dernier point, c'est l'œuvre de division de l'Alliance et la politique pour détacher de nous l'Angleterre. Les chapitres sur les industries textiles, vont nous permettre de compléter si bien ces instructions tactiques, que l'histoire des huit années écoulées depuis la rédaction de cet ouvrage, n'apparaît plus que comme la mise en application fidèle de ce plan raisonné.

Pourquoi il fallait détruire l'industrie textile française.

En effet, après la métallurgie, c'est l'industrie textile française qui inquiétait le plus l'Allemagne et à la destruction de laquelle elle attachait le plus de prix; elle ne s'en cache d'ailleurs pas :

L'exportation des fils de lin et d'étoupe en Allemagne est très considérable... C'est un phénomène remarquable que la France puisse faire concurrence aux filateurs allemands sur le marché allemand... Les peignages de laine représentent une des industries les plus considérables du territoire occupé et ils formaient la base et conditionnaient dans leur ensemble l'industrie et le commerce de la laine, très importants en France. L'arrondissement de Roubaix-Tourcoing était le centre de toute l'industrie française du peignage de la laine... Les peignages français font une concurrence très importante aux établissements allemands sur le marché allemand... L'Allemagne est encore pays importateur de laines peignées, alors que la France écoule en Allemagne une grande partie de son excédent de laines peignées... Sur le marché mondial, la concurrence française est également très importante. La France exporte des laines peignées non seulement en Allemagne, mais encore en Autriche, en Italie, en Russie, en Finlande, en Suède, en Serbie, en Espagne, au Japon, au Portugal et en Angleterre... L'industrie française du peignage à façon est donc supérieure à l'industrie allemande...

Même son de cloche pour les filatures.

Toutes ces considérations font apparaître l'industrie lainière fran-

çaise comme une concurrente dangereuse pour l'Allemagne sur le marché mondial... L'industrie drapière de la région de Sedan est en concurrence acharnée avec l'industrie allemande sur le marché français... Sur tous les marchés du drap, etc.

C'est le même cri d'alarme et par conséquent la même condamnation à mort pour les tissages, l'industrie des tulles, rideaux, dentelles, etc.

Suit donc le compte rendu de l'exécution, usines démolies, machines ou pièces de machines enlevées : « dans plusieurs cas, toutes les machines, même celles servant à la préparation ont été exposées aux intempéries, de sorte qu'il est douteux que l'on puisse les utiliser de nouveau ». Plus tard les machines délicates seront pièce à pièce détruites au marteau.

Un seul extrait donnera suffisamment le ton du chant de triomphe entonné par les industriels allemands :

La première répercussion sur l'Allemagne qui se manifestera, sera la mise à contribution, plus intense qu'auparavant, des peignages allemands à façon et des peignages particuliers. S'ils disposent de matières premières en quantités suffisantes, ils auront vraisemblablement à travailler jour et nuit à plein rendement.

Pourquoi il faudra détacher l'Angleterre de la France.

L'avenir est à eux!

Oui, « s'ils disposent de matières premières », par conséquent l'avenir est entre les mains de l'Angleterre.

... Il ne faut pas oublier qu'après la guerre, il appartiendra à l'Angleterre de qui dépendent tous les filateurs du monde, pour la fourniture de matières premières et surtout de machines, de décider si elle veut servir d'abord l'Allemagne ou la France. (Chapitre sur le coton.)

Malheureusement l'Angleterre a la possibilité de prévenir les effets de cette avance, dans son intérêt et dans celui de la France, en fermant à l'Allemagne l'importation des laines provenant des colonies anglaises...

Dans quelle mesure une concurrence efficace sera-t-elle possible après la guerre? (dans le domaine de l'industrie drapière). Cela dépend des facilités de se procurer les matières premières, de la législation douanière, et peut-être aussi, en grande partie, du caractère que prendront les relations entre la France et l'Angleterre.

Ainsi donc voilà le troisième point, la dernière des grandes

lignes marquées à la politique et à la diplomatie allemandes d'après guerre pour achever après la paix l'œuvre de ruine.

La réponse des industriels de Nottingham.

Ces faits méritent réflexion, et quant à ceux qui se laissent trop facilement aller à taxer l'Angleterre d'ingratitude, et à l'accuser de faire le jeu de nos adversaires, on peut leur citer une très simple histoire, qu'il faut aller chercher dans un rapport de M. Alfred Renouard présenté à la Société d'Encouragement à l'Industrie nationale.

Le document allemand dit : « Les dentelles tissées et brodées à Caudry sont de qualité très fine et on n'en fabrique pas d'aussi belles en Allemagne. » On devine la conclusion : destruction totale et minutieuse, car Caudry faisait une concurrence redoutable à l'industrie de Plauen.

La question s'est posée là comme ailleurs :

Il a appartenu à l'Angleterre de qui dépendent tous les filateurs du monde pour la fourniture des matières premières et surtout des machines, de décider si elle voulait servir d'abord l'Allemagne ou la France.

La réponse, la voici :

Après en avoir délibéré, les constructeurs de Nottingham, à l'unanimité, s'engagèrent à livrer à la France 90 p. 100 de leur fabrication totale en métiers, et à ne livrer les 10 p. 100 restants à la clientèle des autres pays, *y compris le leur*, qu'avec une majoration de 1/10 sur les prix consentis aux fabricants de Caudry. Le contrat fut aussitôt signé et mis à exécution.

Nous n'irons pas plus loin. Qu'on sache que toutes les autres industries, grandes ou petites, sont passées en revue, toutes reconnues coupables de vivre et exécutées. La condamnation va les atteindre aussi bien dans l'usine que dans la maison modeste de l'artisan.

Dans les pays où domine l'industrie familiale (tissages de lin ou de tissus fins de la Somme)... les métiers ont été fréquemment incendiés ou bien le bois a été utilisé pour les tranchées.

L'industrie du vêtement à Lille emploie des ouvrières à domicile : leurs machines à coudre sont réquisitionnées, elles

n'auront sans doute pas les moyens d'en racheter de nouvelles et devront prendre un autre métier ou quitter le pays!

La guerre est toujours horrible. C'est une excuse dérisoire, mais une excuse, de détruire en combattant.

Il s'est trouvé un peuple qui a entrepris la guerre comme une affaire, un État-Major qui a réglé l'ordre d'urgence des pillages et des destructions à l'arrière, qui a rendu compte ponctuellement et soumis son programme de travaux, et enfin il s'est trouvé « tous les milieux autorisés de l'Empire » pour contrôler cette basse besogne, la mettre sur fiches, dresser des répertoires, et porter, une à une, chaque ruine au Bilan, dans la colonne de l'Avoir et des Bénéfices.

Et, ces « milieux autorisés de l'Empire », composés de gens que leur formation, leurs affaires, auraient dû rendre éminemment pacifiques, sont encore ceux qui dirigent la politique du Reich, dans les voies mêmes qu'ils ont tracées dès le début de la guerre.

L'armée a été pour un moment leur « bras séculier » chargé des besognes brutales; aujourd'hui, ramenés sur une position de repli, dès longtemps préparée, ils s'acharnent encore à sauver les débris de leur rêve.

Quelles que soient nos épreuves, il importe que notre foi reste sans faiblesse, — ils n'ont pas cru jadis à notre décadence, ils n'y croient pas davantage aujourd'hui. — Nous faudrait-il estimer nos forces moins haut qu'ils ne les estiment eux-mêmes? Que ceux qui doutent, aillent dans les régions libérées, et malgré tous les cris, toutes les réclamations, toutes les querelles, ils verront avec orgueil dans ces dix départements debout et neufs, la victoire incontestable de la France[1].

EMMANUEL CHAUMIÉ

1. La Chambre de commerce de Lille vient de faire exécuter un tirage du document que nous venons d'étudier. On peut se procurer des exemplaires de cette publication par son intermédiaire.

PORTRAITS INTIMES DU TEMPS DE L'EMPIRE

DAVOUT[1]

VOLONTAIRE DE L'YONNE EN 1791
MARÉCHAL DE L'EMPIRE
DUC D'AUERSTAEDT, PRINCE D'ECKMÜHL

II

La calomnie, une fois déchaînée, ne lâche pas facilement sa proie. A toute force, on voulait perdre Davout dans l'esprit de l'Empereur. Les diffamations, qui n'avaient pas réussi sous forme d'esclandre, se chuchotèrent si bien aux oreilles de Napoléon qu'on parvint, en assez bref délai, à altérer sa bienveillance que Davout pensait avoir regagnée à Eckmühl.

La campagne de Russie fut pour le maréchal un double calvaire. Le malheur commun s'augmenta chez lui d'une affliction cruelle causée par l'injustice de l'Empereur. S'il se distingue brillamment, comme à Mohilew où il force à la déroute l'armée de Bagration qui menaçait l'aile droite de la Grande-Armée, Napoléon ne daigne même pas accuser réception à Davout de son bulletin de victoire. Et pourtant l'action était d'importance, l'Empereur en témoigne sa satisfaction... mais c'est à Maret, duc de Bassano. Il lui mande : « Le prince d'Eckmühl est entré le 20 à cinq heures du soir à Mohilew... Les ennemis ont été culbutés, écharpés. On en a

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 mars.

pris la moitié. » Par contre, la moindre apparence de peccadille est relevée avec véhémence : le roi Jérôme, frère de Napoléon, a tranquillement abandonné son commandement du 4e corps, parce que ce corps a été compris dans la masse de l'aile droite sous les ordres de Davout. La responsabilité de cet événement, fort désagréable assurément, est attribuée au maréchal par l'Empereur qui écrit à Berthier : « Écrivez au prince d'Eckmühl que je ne puis être satisfait de la conduite qu'il a tenue envers le roi de Westphalie, auquel il a fait connaître mon ordre avant que la réunion des deux armées fût opérée... Le roi de Westphalie s'étant retiré, je ne sais plus comment va ma droite. »

Sa droite! Elle battait à ce moment Bagration. En d'autres temps, Napoléon n'aurait conçu la moindre alarme. Il serait resté dans la pleine sécurité que sa droite était en bonnes mains. Mieux que cela, Davout ne méritait même pas le reproche d'avoir manqué de formes, en donnant *ex-abrupto* des ordres à un roi, frère de l'Empereur. Il en tenait le pouvoir, non d'une commission secrète, mais d'un ordre du jour à l'armée que Jérôme, comme tout le monde, connaissait depuis quinze jours. Par cet ordre, « l'Empereur ordonnait à Sa Majesté le roi de Westphalie de reconnaître le prince d'Eckmühl comme commandant supérieur, lorsque les corps d'armée seraient réunis ». Davout pouvait-il, en réalité, attendre l'éventualité prévue par l'Empereur, alors que pour s'engager avec Bagration, il sentait la nécessité de faire évoluer toute son aile droite, dont faisaient partie les troupes du roi de Westphalie? Y avait-il vraiment, dans cette initiative, de quoi morigéner si peu que ce fût, celui qui venait d'obtenir l'un des premiers et rares succès que nous remportâmes dans cette malheureuse campagne?

De quelle noirceur avait-on rempli l'âme de Napoléon à l'égard de Davout, pour qu'il commît une telle iniquité? Ce ne fut pas la seule. Tout ce que fait le maréchal, qui a cependant donné quelques preuves de talent, tourne à son désavantage. On peut deviner sous quelle influence de son entourage, à la suite de quels rapports envenimés, Napoléon écrivait, le 2 septembre 1812, à Davout : « J'ai été mal satisfait hier de la manière dont marche votre corps... Aucune

direction n'avait été donnée aux troupes et aux bagages pour passer le défilé, de manière que tous se trouvaient les uns sur les autres. Enfin au lieu d'être à une lieue de l'avant-garde, vous étiez sur elle... Prenez des mesures pour remédier à un aussi mauvais ordre, qui peut essentiellement compromettre toute l'armée. »

La forme brutale de la réprimande impériale peut, à la rigueur, s'expliquer de la part d'un chef dont la surveillance s'étendait alors sur un front allant de Cadix à Smolensk et au delà. Mais ce qui est surprenant c'est qu'il lance cette mercuriale, hâtivement, à trois heures du matin, sans vérifier des renseignements qu'il ne tardera pas à considérer comme non avenus. Cela ressort nettement de la lettre suivante que, dans le courant de cette même journée du 2 septembre, il écrivit à Berthier : « Mon cousin, je ne vois pas, depuis deux jours sur le rapport, la position du prince d'Eckmühl. J'ignore où se trouve son corps. Faites-moi connaître d'où cela vient. »

Comment, dans cette incertitude, l'Empereur, s'il n'obéissait à des suggestions malignes, avait-il pu faire à Davout le reproche si blessant de compromettre toute l'armée? Lui, le manœuvrier génial et décisif d'Auerstædt, de Wagram, d'Eckmühl, accusé de compromettre l'armée! Et cela, par la plume de son souverain auquel il était voué de tout son être! S'imagine-t-on quel chagrin éprouva le maréchal à cette lecture? Il ne protesta point. Il ne s'excusa d'aucune manière. A quoi bon? Ne voyait-il pas que ses paroles, tous ses actes, même ceux dictés par le zèle du meilleur aloi, n'arrivaient à l'Empereur que dénaturés par les commentaires insidieux du Quartier impérial? Il comprima les fissures de son cœur brisé. Nul découragement n'y pénétrera. Il continuera à se donner tout entier à son devoir, mot qu'il n'écrit jamais que par un D majuscule. Et ce devoir, il le remplit magistralement de nouveau à la Moskowa. Là, ayant vu tomber morts ou blessés ses meilleurs généraux, frappé grièvement lui-même de deux projectiles, son cheval tué sous lui, il ne voulut, à aucun prix, quitter le terrain du combat avant la fin. Ainsi encore, inaccessible au moindre ressentiment envers Napoléon, c'est au salut de celui-ci que vont d'abord ses

pensées au milieu du sinistre de Moscou. Ayant appris que Napoléon, anxieux de juger les proportions de l'incendie, parcourt les rues de la ville en flammes, Davout, fiévreux, non guéri de ses blessures, ordonne qu'on lui procure un brancard, et parmi la formidable fournaise, sous le craquement des poutres embrasées et les écroulements des murs calcinés, il se fait porter à la recherche de l'Empereur.

Durant le séjour à Moscou, Davout put constater, par certains bienfaits de l'Empereur, qu'il était rentré dans ses bonnes grâces. La médisance avait dû se taire, ne pouvant cependant s'exercer sur les heureux résultats des précautions prises par le maréchal, lorsqu'il avait doté ses unités, de spécialistes professionnels. Tailleurs, cordonniers, boulangers, menuisiers et autres, déployèrent une industrie qui concourut notablement à remédier à la pénurie de toutes choses, pénurie que Davout n'avait que trop prévue, au début d'une campagne aussi longue.

Revenu donc de ses préventions à l'égard de Davout, l'Empereur lui confia, à l'heure fatale de la retraite, le poste d'honneur de commandant de l'arrière-garde de la Grande-Armée. Même dans les affres de la catastrophe, les jaloux et les envieux ne désarmèrent pas. Et c'est, de nouveau, au crible de la calomnie que sont passés tous les actes de Davout, dans les rapports à Napoléon. Par un déni de justice que ne sauraient excuser les transes de l'épouvantable situation, l'Empereur accuse le maréchal d'être ni plus ni moins que la cause de la perte imminente de l'armée du maréchal Ney. Et, humiliation profonde, il enlève à Davout le commandement de l'arrière-garde, sous prétexte, écrit-il, « que le prince d'Eckmühl retient, pour la moindre charge de cosaques, le vice-roi et le prince Poniatowski » (dont les armées devaient soutenir Ney). Les paroles impériales dénoncent elles-mêmes l'inanité du reproche cruel fait à Davout. Celui-ci n'était-il pas dans son rôle de protecteur ultime des armées, en ne permettant pas à des groupes d'éclaireurs, plus ou moins denses de tendre un rideau susceptible de lui cacher des masses ennemies? Il avait tellement raison, Davout, que le 3 novembre — ainsi que le vice-roi lui-même l'écrit à sa femme — à l'heure où l'Empereur exprimait son mécontentement

des actes du maréchal, celui-ci et le vice-roi étaient aux prises avec un gros de forces russes masquées jusque-là par des patrouilles de cosaques.

L'infortuné Davout continua la retraite en faisant des prodiges de courage et de fermeté d'âme. De ses 70 000 hommes, décimés par la fatigue et l'extrême rigueur de la température, il lui en restait quatre mille, affaiblis par les souffrances de la faim et du froid, trébuchant à chaque pas, mais se redressant sous la fascination de leur chef aussi héroïque dans la défaite que dans la victoire. Couvrant de sa poitrine ses aigles dont aucune ne put lui être arrachée, il marchait, marchait toujours le premier devant ses glorieux débris. Il ne s'arrêtait que pour être le dernier au passage des défilés. La réputation militaire de Davout, qu'on a voulu bassement ternir en 1812, a reçu une consécration que ses rivaux peuvent lui envier : avec une ostentation révélatrice de la valeur de cet ennemi redoutable, les Russes exposent encore maintenant à Pétrograd — non dans un musée ou un arsenal, mais dans la cathédrale de Notre-Dame de Kasan — comme un trophée insigne le bâton de maréchal, pris dans les fourgons de campagne de Davout.

A bien d'autres titres encore, la postérité vengera Davout de ses détracteurs, et honorera sa loyauté indéfectible. Tant qu'il restera une lueur d'espoir de sauver la couronne impériale, représentative pour lui de la grandeur nationale, il demeurera attaché à la cause de l'Empereur, même lorsque Berthier et la plupart des autres seront déjà fort avancés dans leur prompte soumission à Louis XVIII. A la douloureuse mortification qui lui fut infligée pendant la retraite de Russie, Davout n'opposa que silence, observation stricte de ses devoirs et persévérance dans son dévouement pour ainsi dire hiératique à la personne de l'Empereur. C'est Davout seul qui osa prendre la parole à la célèbre réunion des chefs d'armée, provoquée à Gumbinen, en décembre 1812, par Murat qui préludait, là, à sa prochaine et inqualifiable trahison. Parlant de Napoléon, il s'écriait : « qu'il n'est plus possible de servir un insensé, qu'il n'y a plus de salut dans sa cause... » Ce langage laisse supposer que le roi de Naples

n'aurait pas été fâché d'envelopper son infamie dans la défection des généraux, particulièrement celle de Davout qui avait toutes sortes de récents et sérieux motifs de mécontentement. Mais le maréchal indigné interrompit brusquement ce discours en disant : « C'est une noire ingratitude qui vous aveugle. Vous êtes roi par la grâce de Napoléon et le sang français. Vous ne pouvez l'être que par Napoléon et en restant uni à la France. » L'année suivante, sa droiture, sa fureur s'exaspéreront encore davantage à vitupérer la conduite de Bernadotte. « Je n'ai jamais eu, écrit-il, le moindre fiel contre cet homme; je l'ai méprisé lorsque j'ai eu connaissance et des preuves de son excessive vanité, et qu'il n'avait que l'apparence de bonnes qualités. Tous les coups de canon qu'il fait tirer contre l'Empereur et les Français sont autant de titres qu'il acquiert au mépris de la postérité. »

Cette noble colère, cette flétrissure de l'infidélité, n'étaient pas, chez Davout, de ces vains sentiments assez faciles à exprimer quand il s'agit d'autrui. Plus sévère peut-être encore envers lui-même, il donna, lors du mémorable siège de Hambourg, le plus haut exemple d'abnégation personnelle, de dévouement illimité pour le souverain qu'il identifiait en son âme avec sa patrie.

Durant la campagne de 1813, il couvrit, en Mecklembourg, avec un nouveau corps d'armée, les opérations françaises jusqu'au désastre de Leipzig. Isolé désormais, sans communication aucune avec la France et l'Empereur, Davout n'a plus à compter que sur son énergie et ses propres ressources. Il ne croit pas, il ne veut pas croire que Napoléon puisse être vaincu. Si même les armes françaises ont subi un échec momentané, le génie de l'Empereur saura châtier les ennemis un instant triomphants. Fort de ce *credo* sacré, la résolution à prendre se simplifie dans son esprit. Pressé par les Russes et les Suédois en nombre très supérieur, perdu conséquemment s'il se risque à tenir la campagne, son devoir est de conserver à la France les 25 000 hommes de son armée, avec lesquels il s'enferme dans Hambourg, dont les fortifications avaient été restaurées par mesure de prudence.

Pendant cinq mois, malgré les efforts désespérés et les sommations menaçantes des armées prussienne, russe et suó-

doise, la ville se maintient debout et inviolable, couronnée encore du drapeau tricolore, quand sur la France entière, vaincue, soumise, flotte l'étendard blanc fleurdelysé. L'incomparable défense de Hambourg suffirait à assurer une gloire impérissable aux talents militaires et à la force d'âme de Davout. En vain l'ennemi envoie, dans nos lignes, émissaires sur émissaires pour annoncer l'abdication de Napoléon et le rappel de Louis XVIII; en vain il fait pleuvoir sur nos rangs des journaux relatant ces événements; en vain le général russe transmet au maréchal, de la part du gouvernement de Paris, l'avis officiel de la chute de l'Empereur, l'ordre de rendre la place; Davout répond sèchement qu'il n'a pas à tenir compte de telles communications, attendu que jamais la France ne s'abaisserait à envoyer des ordres à un de ses généraux par des officiers russes. Et il notifie en même temps son refus formel d'ouvrir n'importe quel message venant par cette voie.

Nul commentaire ne serait à la hauteur de cette sublimité de courage et de grandeur militaires.

Il fallut que Louis XVIII prescrivît à son ministre de la Guerre, le général Dupont, de dépêcher le général Gérard avec mission d'intimer à Davout l'ordre de livrer Hambourg à l'ennemi. Gérard était en fait le représentant du général Dupont. Louis XVIII, qui ne manquait pas d'esprit, dut bien sentir qu'il y avait une espèce de dérision à faire s'incliner le défenseur opiniâtre et intraitable de Hambourg, devant le lâche et accommodant signataire de la capitulation de Baylen. Davout quelque peu médusé accueillit, sans doute avec une certaine hauteur, le porte-paroles de celui qu'il avait appris à connaître en 1808, par ces lignes de Napoléon : « Dupont a déshonoré nos armes. Il a montré autant d'ineptie que de pusillanimité. Quand vous apprendrez cela un jour, les cheveux vous en dresseront sur la tête. » Ayant reçu de Davout les clés de la ville de Hambourg, le général Gérard s'empressa de les remettre aux généraux de la coalition.

A son début, le règne de Louis XVIII fut aussi le règne de la calomnie contre Napoléon et ses partisans qui ne s'étaient pas agenouillés précipitamment aux premiers pas

des Bourbons sur le sol français. Davout fut livré sans retard aux insulteurs dont les rivalités haineuses s'assouvissaient, en même temps que leurs intérêts bénéficiaient de la bienveillance royale. C'était à qui dénoncerait les crimes de Davout à Hambourg. Jamais despote sanguinaire ne fut chargé d'actes plus monstrueux : il avait fusillé sans jugement et sans merci, volé, pillé au gré de sa cupidité et de ses instincts barbares. Pour « ce nouveau Robespierre » comme le dénommaient certains pamphlétaires, l'heure de Thermidor était sonnée.

Il ne déplaisait d'aucune façon à Louis XVIII que les illustres ouvriers de l'épopée napoléonienne fussent ramenés au rang d'aventuriers heureux. Dix-huit années durant, tout succès des armées françaises fut une consolidation du régime dont les émigrés attendaient impatiemment la décadence. Seule, la capitulation honteuse du général Dupont à Baylen, en 1808, ranima pour un jour leurs espérances. Avoir défloré l'armure impériale vierge jusque-là de toute atteinte, cela méritait une récompense. Louis XVIII, dès son retour, n'en marchanda pas la valeur. Inconscience ou absolutisme provocant, il fit d'emblée Dupont ministre de la Guerre, c'est-à-dire le gardien de l'honneur militaire. Et rencontre plus paradoxale encore que celle de la reddition de Hambourg, ordonnée par Dupont, on vit ce dernier, qui avait naguère livré, puis abandonné tranquillement ses divisions, dresser un acte d'accusation contre Davout qui venait de rapporter en France le fruit de son admirable résistance : une armée de 25 000 hommes avec son matériel complet, y compris 100 bouches à feu et 4 000 chevaux.

Le 17 juin 1814, le maréchal recevait l'ordre ministériel « d'établir son séjour hors Paris, puis de se justifier : 1° d'avoir fait tirer sur le drapeau blanc; 2° d'avoir enlevé les fonds de la banque de Hambourg; 3° d'avoir commis des actes arbitraires qui tendaient à rendre odieux le nom français ». La rédaction de ce réquisitoire ne causa pas grand'peine à son auteur. Il n'eut, pour ainsi dire, qu'à transposer les charges qui avaient été relevées autrefois contre lui, par le procureur général de la haute cour impériale. Si les événements de 1814 n'avaient pas interrrompu l'instruction judiciaire menée len-

tement et sans passion, Dupont aurait eu à se disculper : « 1° d'avoir laissé continuer le pillage de Cordoue; 2° de n'avoir pas donné les ordres réglementaires pour la sûreté des caisses publiques; 3° d'avoir adhéré à des conditions honteuses et déshonorantes pour le nom français. »

Quand lui fut remis le factum accusateur, Davout venait d'arriver dans sa terre de Savigny-sur-Orge. Il avait espéré y trouver, dans les charmes de la vie familiale, un adoucissement à son affliction profonde. Atterré des malheurs de la France et de l'Empereur, il lui avait semblé que rien de plus douloureux ne pouvait l'atteindre. Qui, vraiment, n'aurait pas rejeté comme extravagante l'idée que l'homme de toutes les vertus militaires se verrait imputer à crime son dernier et prodigieux exploit de Hambourg? Après quelques minutes d'effarement, Davout, ramassant tout son sang-froid, comprit qu'on voulait l'assassiner dans son honneur. De cet honneur ainsi attaqué, il entendait récuser comme juges le Roi et ses créatures. Que lui importait, quelle valeur pouvait avoir à ses yeux l'opinion de gens qui, pendant plus de vingt ans, avaient provoqué, encouragé la désertion et la trahison parmi les officiers et les soldats de la France envahie? Alors il décida — quel qu'en puisse être le risque — de soumettre le dossier de sa cause à la nation entière et de l'instituer arbitre suprême de ses actions. Conformément à cette hautaine résolution, il fit imprimer et répandre dans tout le pays sa réplique adressée pour la forme au Roi, et accompagnée de soixante-deux documents officiels : ordres, lettres, pièces comptables, en un mot, de tout ce qui était relatif à son commandement et à son administration à Hambourg.

Il n'eut pas de mal à démontrer le ridicule du premier grief : « L'ennemi, dit-il, en nous présentant des drapeaux blancs, renouvela ses attaques... Nous repoussâmes la force par la force, nous tirâmes sur un ennemi qui poursuivait la guerre au moment où il déployait des drapeaux en signe de paix. » Et il ajoute qu'il n'a fait qu'apporter, dans toutes ses démarches, cet esprit de circonspection qui rejette comme faux et regarde comme moyen de séduction ce que l'ennemi nous présente. De plus, il précise — non sans malice peut-

être — « que c'est par l'application de ces principes que les commandants de troupes françaises ont conservé intact l'honneur français dans les plus grands revers ».

A l'accusation de cruauté, il répond en invoquant les pièces annexes qui prouvent que, loin d'avoir dépassé les sévérités des ordres supérieurs, dictées par les lois de la guerre, il les avait atténuées dans la mesure du possible. Il n'hésite pas à dire : « Nul ne fut inquiété pour ses opinions politiques ou pour des violences commises contre des militaires français, lors de la première évacuation du pays; aucunes contributions de guerre, ni en argent ni en effets pour l'usage de l'armée, ne furent frappées. L'armée observa la discipline la plus sévère. Il n'y eut aucun exemple d'incendie, de vol, de pillage ou d'exaction. J'en appelle aux fonctionnaires publics, aux habitants du pays, à l'armée même qui en a laissé échapper le témoignage. »

Pour ce qui est de l'imputation exceptionnellement grave d'avoir puni de la peine capitale la moindre faute à Hambourg, le maréchal s'écrie avec indignation : « J'en appelle au témoignage de toute l'armée et des habitants de Hambourg. Qu'ils disent si ma rentrée dans leurs murs a été signalée par des exécutions, si aucun habitant a payé de sa vie, de sa liberté même, ses opinions, ses discours, ses écrits ou ses actions politiques et si un seul homme a subi la peine capitale, à l'exception d'un employé français convaincu de malversations très criminelles dans un hôpital dont il était l'économe, et de onze embaucheurs ou espions, tous gens sans aveu, pris en flagrant délit, convaincus et jugés à des époques différentes! »

Il ne se défend pas d'ailleurs d'avoir vu régner sans déplaisir une sorte de terreur en paroles « dont, dit-il, j'ai laissé croître le bruit, bien loin de chercher à le détruire, pour m'épargner la pénible obligation de faire des exemples ». C'était au surplus, chez lui, un système constant que de se donner, dans tous les pays où il commandait, une réputation d'excessive sévérité. Il disait à son État-Major : « Répandez le bruit que je pends tout le monde et je ne serai obligé de pendre personne... »

Après avoir rédigé, pour le soumettre à l'opinion publique,

le manifeste relatif à son commandement de Hambourg, Davout, renfermé paisiblement au sein de sa famille à Savigny-sur-Orge, attendit les événements sans faire un pas, ni une démarche. S'il avait voulu, en ces temps de palinodies et de brigues à outrance, tirer un avantage quelconque de sa situation particulière, le moment très propice eût été évidemment celui où il rentrait en France, à la tête d'une armée de vingt-cinq mille hommes, maintenue, sous son autorité, intacte, dans la discipline la plus stricte. Un mot de lui, une insinuation aurait suffi pour causer la révolte au moins partielle de ses troupes. Il ne manquait, ni dans les cadres ni dans les rangs, de fanatiques prêts à affronter les rigueurs du gouvernement des Bourbons, et même à sacrifier leur vie au plus faible appel d'un chef dévoué à Napoléon.

Davout n'y songea même pas. Si grande que fût sa douleur personnelle, si cuisants les soucis de son propre avenir, tout chez lui s'inclina devant la rigidité du devoir militaire, dont nul sentiment ou intérêt privé ne pouvait l'exonérer. Il demeura l'observateur servile de l'axiome qu'aux jours critiques de Hambourg il avait formulé lui-même, à savoir « qu'une armée n'a jamais le droit d'être délibérante ». Pensée liée certainement dans son esprit à cette autre, exprimée plus tard par lui également, « qu'une armée ne peut pas exister sans gouvernement, sous peine de mettre le comble aux malheurs de la patrie ».

N'ayant sollicité d'aucune manière, ne s'étant fait recommander pour rien, ni par personne, alors que la chasse aux dignités, aux grades, aux pensions, était si fructueuse autour du trône royal, Davout, affranchi de toute compromission vis-à-vis des Bourbons, fut sans doute le seul des maréchaux qui se sentit le droit et l'obligation chère à son cœur, d'accourir aux Tuileries, près de Napoléon, le 20 mars 1815. Rien là qui ne fût d'accord avec ses principes. A cette heure, assurément le gouvernement de l'Empereur était parfaitement légitime; car ce n'est pas avec la poignée d'hommes, de l'île d'Elbe que Napoléon aurait pu, contre le gré de la France, parcourir les étapes triomphales de la route de Cannes à Paris.

On se figure le pathétique de l'accolade que se donnèrent ces deux compagnons d'une longue gloire, là, à onze heures du soir, dans ce palais des Tuileries, dont les portes étaient à peine fermées sur la fuite de la cour royale. Ils devaient se croire les acteurs d'une féerie fabuleuse. Ils ne s'étaient pas revus depuis qu'en l'année 1814, ils avaient, chacun dans sa sphère d'action, porté au plus haut point la renommée des armes françaises; depuis que tous deux ils avaient subi les vils outrages d'une opinion publique faussée, animée, voire soudoyée par les traîtres et les nouveaux courtisans. Ils causèrent familièrement de la situation générale. Davout se montra fort optimiste. Il s'appuyait sur l'acclamation de tout un peuple, qui devait imposer aux citoyens comme aux puissances le respect de la souveraineté impériale restaurée. Napoléon, mieux informé, voyait les choses beaucoup plus noires. Il ne doutait pas qu'incessamment il aurait l'Europe sur les bras, et que, suivant ses paroles à Augereau, apathique et résigné, il s'agissait ni plus ni moins que « de reprendre ses bottes de 1793 ». C'était en effet, si elle ne se révoltait violemment, la patrie exposée encore une fois à subir la loi de l'étranger. Le premier soin était donc de réorganiser l'armée et de soulever toutes les forces du pays. Puis sans autre préparation, il ajouta : « Vous serez, dans cette conjoncture suprême, mon ministre de la Guerre. »

Davout se récria, alléguant que ses exigences, dans la manière de servir, ne seraient pas acceptées par certains chefs de corps, dont les sentiments à son égard étaient bien connus de l'Empereur. Il insistait dans ce sens, en appuyant spécialement sur ce point que, chargé d'un commandement actif, il apporterait un concours autrement utile, autrement efficace à l'occasion, que dans le fauteuil ministériel, pour lequel il était facile de désigner un titulaire. Combien le maréchal avait raison! Qui pourrait, en effet, dire ce qui serait advenu à Waterloo, si à la tête d'une armée, s'était trouvé l'homme d'initiative, l'homme d'élan d'Auerstædt, de Wagram, et d'Eckmülh? Supposez Davout au commandement de l'armée de Grouchy...

Que Napoléon eût préféré réserver Davout pour un rôle important sur un champ de bataille, cela semble assez

probable; mais au soir de ce 20 mars, se posait avant tout le problème d'obtenir du pays, un énorme sacrifice; de faire sortir d'un effroyable désarroi, c'est-à-dire à peu près de rien, les hommes et les armes en nombre suffisant pour affronter les forces de l'Europe coalisée. On prévoyait bien que, pour cette entreprise gigantesque, on avait à peine deux mois de répit. Décidé à prendre toutes choses en mains, comme aux plus beaux jours de son règne, l'Empereur avait besoin d'un administrateur expérimenté, joignant une grande énergie à une extrême sévérité, et qui, par dévouement à sa personne, saurait se résigner à n'être guère plus qu'un agent d'exécution. Qui mieux que Davout réunissait ces conditions? Pour amener dans ses vues le maréchal hésitant, il fit appel à son cœur et lui dit : « L'urgence de nous mettre au travail ne peut vous apparaître comme à moi. Vous croyez, ainsi que tant d'autres, que je marche d'accord avec l'empereur d'Autriche, mon beau-père, et que l'Impératrice, avec le roi de Rome, est en route pour venir près de moi. Je me garderai bien de démentir ces bruits. Mais il n'en est rien. Je suis seul en face de l'ennemi. Davout, allez-vous m'abandonner? » Coupant la parole à l'Empereur, le maréchal s'écria : « Sire, j'accepte le ministère. »

Il devait être tard dans la nuit quand prit fin cette émouvante conversation, dont le résultat, la nomination de Davout, fut annoncé à toute la France, par dépêche télégraphique, datée du 21 mars, à six heures quarante-deux minutes du matin. Le labeur était immense. Ils s'y mirent tous deux sans désemparer. Dans cette même matinée, Davout ne reçut pas moins de vingt et un ordres de l'Empereur. Et chaque jour se renouvellera son ingérence incessante, tyrannique peut-on dire, dans les affaires du ministre de la Guerre.

N'est-ce pas miracle en vérité de voir l'Empereur, après une année de chagrins déprimants, d'inactivité insipide à l'île d'Elbe, reprendre la direction des affaires, les posséder dans leurs plus infimes détails, comme si, plein de confiance, enhardi par la réussite de ses conceptions, il venait de se réveiller au lendemain d'une grande victoire?

Rien n'échappe à sa minutieuse et déconcertante sollicitude. De la France entière, il sait par cœur le moindre accident de

terrain, la plus petite écluse du Nord aux Pyrénées et de la Vendée aux Vosges. De même, sur ce vaste espace, il n'ignore rien des ressources en hommes, en vivres, en chevaux, en artillerie : le plus modeste obusier, la plus petite garnison, il les connaît. Et tous ces éléments, classés dans son cerveau, on ne peut imaginer comment, il les combine, les renforce, les répartit, selon les besoins éventuels de la défense du territoire. Mieux que cela, il se rappelle tout des généraux, des préfets anciens ou nouveaux. Leurs états de service, leurs aptitudes spéciales, leurs résidences successives au cours du régime impérial, il en a le souvenir exact. Et plus stupéfiant encore, il se rappelle également tout des troupes qui ont figuré, non seulement dans les grandes journées, mais dans des épisodes peu importants. De l'ancien 50e de ligne, devenu à présent le 40e, il écrit : « Dans le peu d'attachement que me montre ce régiment, je n'ai pas reconnu les braves soldats qui se sont immortalisés à Guttstadt. » Le combat de Guttstadt est de 1807!

La raison humaine recule vraiment devant l'effort de génie donné par l'Empereur, du 22 mars au 11 juin, date de son départ pour les armées. En ces cinquante jours, il a dicté, — pour le seul ministère de la Guerre — plus de trois mille notes, ordres ou instructions. Tous ces messages se conjuguaient nécessairement, dans les bureaux, en une infinité de prescriptions à lancer de tous côtés et dont il fallait rendre compte sans délai.

Surmené par cette besogne écrasante, à laquelle il apportait le zèle de son obéissance passive et son ardente volonté d'aider de tous ses moyens à vaincre les ennemis de la France, Davout eut en plus à souffrir des vivacités de l'Empereur dont la nervosité s'augmentait avec l'imminence de l'agression étrangère. Dénué ordinairement d'inclination à fleurir sa prose, Napoléon en avait encore moins dans les circonstances actuelles. Des apostrophes de ce genre éclataient soudain aux yeux du maréchal : « Voilà quinze jours de perdus? Les ateliers d'armes ne vont pas... Il est ridicule de penser qu'un pauvre colonel d'artillerie puisse seul mener une machine comme celle-là... Encore une fois : on n'a encore rien fait. Si les locaux manquent, prenez les casernes, prenez les abat-

toirs, prenez les églises, les salles de spectacles, prenez au besoin les Tuileries... Il est fâcheux que tout cela n'ait pas été fait, il y a vingt jours; le salut de l'État est attaché aux fusils... » « Je ne conçois rien à la lettre que vous m'écrivez aujourd'hui... Voilà quinze jours de perdus bien malheureusement... Avec cette manière, il est impossible d'arriver à rien... » « Le 20e dragons a 300 chevaux et pas d'hommes; d'autres régiments ont des hommes et pas de chevaux, d'autres qui ont des selles et pas d'habits, d'autres enfin qu ont des habits et pas de selles. » « Notre situation est honteuse, n'ayant pas quatre jours de pain dans un pays où l'on ne manque de rien. » Pour qui connaît le tempérament de Davout toujours soucieux d'économie dans les affaires administratives, l'injustice de l'Empereur, dans ce qui regarde les questions financières, était encore plus criante : « Le transport de ces mauvaises pièces de fer me coûtera par la voie de terre plus cher qu'elles ne valent. Vous avez pour principe d'administration que l'argent n'est rien, tandis qu'au contraire, dans les circonstances où nous sommes, l'argent est tout. »

Si blessantes que fussent pour le pauvre Davout ces objurgations faites sur un ton si peu mesuré, il se consolait cependant à la pensée qu'il n'avait rien perdu de la confiance de l'Empereur. Il en eut la preuve lorsque, au lieu d'une diatribe épistolaire toujours redoutée, il lut ces lignes de Napoléon : « Mon intention (en partant pour les armées) est de vous laisser à Paris, ministre de la Guerre, gouverneur de Paris et commandant en chef des gardes nationales, des levées en masse et des troupes de ligne qui se trouveraient dans la ville. » Il occupait ces fonctions multiples lorsque, le 20 juin, survint à Paris, la nouvelle du désastre de Waterloo.

L'Empereur arrive le surlendemain. Il fait mander Davout. En cette dernière conversation qu'ils eurent ensemble, le maréchal supplia l'Empereur d'ajourner immédiatement les Chambres, de rallier toutes les forces, en un mot d'exercer la dictature la plus énergique. Chez le soldat qu'est Davout de tout son être, il n'y a place que pour un parti : combattre, vaincre ou succomber s'il le faut, mais les armes à la main. Napoléon était homme, lui aussi, à comprendre l'épique; il l'avait montré plus que personne. Toutefois le conseil de

Davout, bon à l'heure de la rencontre des armées, lui parut trop simple dans l'occurrence présente. Il ne pouvait, comme son lieutenant, faire abstraction de la politique. Il lui appartenait de voir la gravité et la complexité des choses. Il venait des lieux où s'était disputée la victoire. Il n'en rapportait pas la plénitude de confiance indispensable au chef suprême. Les troupes, toujours enthousiastes pour leur Empereur, s'étaient encore surpassées en bravoure. Mais les titulaires des hauts grades ne lui avaient pas donné semblable satisfaction : certains passèrent ouvertement à l'ennemi, la veille de la bataille; d'autres manquèrent d'entrain dans l'exécution des ordres. N'étant plus maître des hommes, comment le pourrait-il être des événements? Le voile du destin s'est soulevé. Continuer le duel avec l'Europe serait insensé. Il a pris une décision; elle est irrévocable. Il l'exprime à Davout : il abdiquera en faveur du roi de Rome, son fils. C'est le meilleur, le seul moyen, sans doute, de sauver l'édifice napoléonien et d'arrêter l'effusion du sang. Les souverains ayant, à maintes reprises, déclaré qu'ils faisaient la guerre à Napoléon, et non au peuple français, la paix sera vite rétablie. Ne peut-on d'ailleurs compter sur les soins de l'empereur d'Autriche qui est le grand-père du nouvel empereur des Français?

Se voyant ainsi abandonné par l'Empereur, Davout, qui n'avait accepté le ministère qu'à son corps défendant, demeura consterné. Nul, plus que lui certes, n'aurait été en droit de démissionner à son tour. Mais s'il y avait carence du commandement supérieur, que deviendrait l'armée? Les bruits d'abdication n'avaient guère rencontré de créance parmi les troupes refoulées de Belgique sur le sol français. Dans les rangs de la garde impériale, entre autres, s'élevaient des cris d'exaspération contre ce qu'ils appelaient un mensonge, un prétexte à la trahison. C'est de la bouche de leur Empereur que ces soldats irrités, demandaient à apprendre les motifs de sa renonciation, si tant était qu'elle fût vraie et surtout volontaire. Et là, à deux portées de fusil des avant-gardes de 400 000 ennemis, c'était la rébellion presque déclarée, la débandade prochaine. Supprimer par la démission du ministre de la Guerre la dernière autorité existante, capable d'amal-

gamer les éléments plus modérés avec les enragés, c'était courir aux aventures sinistres, c'était vouloir mettre tout à feu et à sang, sans le moindre espoir d'éviter une défaite honteuse.

Ministre gardien de l'honneur de l'armée et général en chef régulièrement commissionné, Davout, dans son inflexible droiture, s'imposa de garder son poste jusqu'au jour où un gouvernement constitué par les Chambres lui donnerait le successeur qu'il attendait impatiemment. Un gouvernement provisoire s'établit avec Fouché, duc d'Otrante, pour président. Davout n'était certainement pas de force à voir clair dans les intrigues de ce conspirateur émérite, aussi bien sous la Révolution que sous l'Empire. De longue date, Fouché, duc d'Otrante, par la grâce de Napoléon, était en coquetterie avec les royalistes. Pour acheter ce traître de qualité rare, Louis XVIII ne recula devant aucun sacrifice matériel ni moral. Il s'abaissa même jusqu'à la profanation de faire de Fouché, conventionnel régicide, son ministre de la Police, autant dire son collaborateur de toute confiance. Circonvenir Davout, le conduire insensiblement sur le chemin du retour des Bourbons, ce fut pour Fouché un jeu d'enfant. Une des premières questions qui se présenta fut naturellement celle d'un armistice nécessaire et d'envisager les chances qu'on avait d'échapper à une capitulation à merci. Fouché tint d'abord à sonder les intentions du maréchal qui organisait son quartier général à la Villette. Se proposait-il, en cas d'exigences trop sévères du vainqueur, de défendre à outrance l'entrée de la capitale?

La réponse fut telle que le subtil Fouché l'attendait de l'homme d'action, dont la hardiesse avait été récompensée souvent par le succès, même dans des situations désespérées. « Oui, prononça fièrement Davout, avec mes 73 000 hommes, je me sens parfaitement capable de me mesurer avec un ennemi puissant, il est vrai, mais bien imprudent dans sa manœuvre actuelle. » Doucereux, Fouché posa l'interrogation suivante : « C'est très bien, monsieur le maréchal, mais êtes-vous sûr de la victoire? » Sûr! Sûr!... Quel humain peut se dire absolument sûr d'un dénouement quelconque? D'abord interdit, puis se rappelant sans doute ses coups

audacieux et heureux de jadis, Davout riposta gravement : « Je réponds du succès si je ne suis pas tué dans les deux premières heures. » Fouché avait ce qu'il voulait : la déclaration dubitative du général en chef. Il conclut aussitôt à l'urgence de suivre, avec les Alliés, les négociations dont il connaissait d'avance toutes les clauses, les ayant discutées si ce n'est rédigées lui-même depuis longtemps.

Si fortes que fussent ses aspirations belliqueuses, nul mouvement d'indépendance n'était à craindre du côté de Davout, qui avait quitté le ministère de la Guerre pour prendre les fonctions de généralisime de l'armée de la Loire. Celle-ci était composée de 150 000 hommes, venus successivement de toutes parts, et concentrés sur la rive gauche du fleuve. Dominé par l'idée qu'une armée, agissant en dehors du gouvernement, quel qu'il fût, plongerait la France dans l'abîme, il fit abnégation de soi-même, et s'attacha à la place où il pourrait le mieux conjurer la catastrophe irrémédiable et sauver, autant que possible, la dignité de l'armée qu'il aimait, de cette Grande-Armée, dont les prouesses de gloire avaient ébloui l'Europe. Quant à ce qui le regardait personnellement, il avait déclaré, et répété, qu'il ne stipulerait rien, qu'il n'accepterait rien pour lui, entendant, aussitôt les signatures échangées, donner sa démission et rentrer dans ses foyers.

Ce qui lui tenait le plus au cœur, c'était d'épargner à ses compagnons d'armes l'humiliation du renoncement au drapeau et à la cocarde tricolores. Il dépensa dans ce sens toute son autorité morale, toute sa fermeté de caractère, vis-à-vis du gouvernement provisoire. Le rusé politique qu'était Fouché feignit, au début, de partager la répugnance des militaires à se rallier au drapeau blanc. Le fourbe se réservait simplement de donner en exemple le sacrifice de sa propre conviction. Il savait parfaitement que Louis XVIII ne ferait pas la plus petite concession sur les couleurs nationales. Cela n'empêcha pas Fouché de pousser les généraux à des démarches près du Roi, qui ne s'en frappait d'ailleurs nullement. Quand on lui affirmait l'importance considérable de la question du drapeau, il affectait de la traiter légèrement, comme un objet négligeable ne méritant

pas une discussion sérieuse. « Quoi! tant d'affaires pour une chose si futile, cette cocarde, un hochet! » Ce sont les paroles dont il ornait son refus au maréchal Macdonald qui le suppliait au nom de tous les officiers. Du moment que le monarque n'y voyait qu'un caprice, qu'une fantaisie, Macdonald se permit de lui faire observer que, dans ces conditions, l'acceptation royale ne serait, pour ainsi dire, qu'une formalité sans conséquence, dans le genre du geste de Henri IV admettant, aux portes de la capitale, que Paris valait bien une messe. « C'est vrai, repartit Louis XVIII qui ne perdait jamais son atticisme, c'est vrai, mais ce n'était pas très catholique. »

Davout s'effrayait fort justement à la pensée que la désunion des Français fournirait aux étrangers le prétexte désiré de procéder au morcellement et au pillage de la France. Il professe qu'afin de réaliser l'accord indispensable, chacun doit, à sa patrie, l'holocauste de ses préférences, voire de sa fierté. Il faudra, si c'est nécessaire, se résoudre à enterrer le drapeau, ce symbole d'une gloire unique dans les fastes de l'histoire. Pour obtenir la sombre et fatale adhésion de l'armée, les adjurations de son chef s'inspirent d'un patriotisme profond, ardent. Vingt lettres à ses généraux témoignent de ses efforts à trouver des accents passionnés pour les convaincre qu'il n'existe pas d'alternative, que le salut de la patrie est dans la soumission — si dure soit-elle — au gouvernement de Louis XVIII. Voici quelques phrases de cette correspondance émouvante : « L'honneur d'un vrai Français, le seul moyen qui nous reste de ne pas être des factieux est de faire tout ce qui dépend de nous pour sauver notre malheureuse patrie... En nous livrant à de chimériques espérances, contre le vœu du gouvernement, nous mettrions le comble aux malheurs de la France. Tous ceux qui, sous prétexte du changement des couleurs nationales, abandonneraient leurs drapeaux seraient des lâches et des mauvais Français. »

Le 15 juillet, Davout présidait une assemblée de généraux, de colonels et d'officiers de tous grades qui devaient se prononcer sur le projet de soumission, pleine et entière, aux volontés royales. L'unanimité s'étant faite sur le texte

proposé, on en signa une copie que Davout envoya, le soir même, au Roi. Selon toute apparence, les termes essentiels de cet acte avaient été imposés par les conseillers intimes de Louis XVIII. Il n'est guère admissible en effet que, sans une lourde pression, Davout, maréchal de l'Empire, duc d'Auerstædt, prince d'Eckmühl, parlant au nom de ses compagnons d'armes, aurait consenti à rayer de l'histoire, pour ainsi dire, le règne de Napoléon, et à ne considérer les immortelles campagnes des armées consulaires et impériales que comme des épisodes « de vingt-cinq années d'orages politiques ». L'arc-de-triomphe a parlé mieux que cela des hauts faits de la Grande-Armée!

Le surlendemain, dans sa proclamation directe à l'armée, Davout retrouve un langage plus libre, plus conforme à ses propres sentiments : « C'est à vous, soldats, dit-il, à compléter par votre obéissance, la soumission de vos chefs. Arborez le drapeau et la cocarde blanche. Je vous demande, je le sais, un grand sacrifice. Nous tenons tous aux trois couleurs depuis vingt-cinq ans; mais ce sacrifice, l'intérêt de votre patrie vous le commande. Je suis incapable, soldats, de vous donner un ordre qui ne serait pas basé sur ce sentiment ou qui serait étranger à l'honneur. »

L'appel de Davout fut entendu. Il n'y eut pas de défections. Ainsi se trouvait heureusement remplie la mission qu'il s'était donnée. Selon ses désirs, il avait maintenant la liberté de retourner chez lui, à Savigny-sur-Orge et d'y vivre paisiblement. Il prenait les dispositions utiles à la transmission de ses pouvoirs, lorsque, le 27 juillet, à Bourges, on lui apporta, ayant été criée et vendue dans les rues de Paris, une liste de proscription, portant les noms de trente-huit généraux ou fonctionnaires. Cette mesure de représailles, absolument contraire aux assurances qui avaient été données au nom du Roi, était, pour comble de cynisme, rendue sur le rapport du ministre de la Police, Fouché, traître une fois de plus à sa parole.

Si pressé qu'il fût de retrouver les douceurs de la vie familiale, Davout ne se sentit pas le droit d'abandonner à la vengeance royale, des subordonnés qui avaient eu foi dans ses promesses formelles d'apaisement général. N'écou-

tant que la voix de sa conscience indignée, il écrivit, sur-le-champ, au ministre de la Guerre pour lui demander que l'on substituât, sur la liste de proscription, son nom à ceux des généraux Gilly, Grouchy, Exelmans, Clausel, Delaborde, Alix, Lamarque, Drouot, Dejean et du colonel Marbot, attendu que ces officiers généraux n'avaient fait qu'obéir aux ordres qu'ils avaient reçus de lui comme ministre de la Guerre. Et avec un courage civique et une noblesse d'âme au-dessus de toute louange, il terminait ainsi sa lettre : « Vous connaissez assez l'armée française pour savoir que la plupart de ces généraux se sont distingués par de grands talents et de beaux services... Puissé-je attirer sur moi seul tout l'effet de cette proscription! C'est une faveur que je réclame dans l'intérêt du Roi et de la patrie. Je vous somme, monsieur le Ministre, sous votre responsabilité aux yeux du Roi et de toute la France, de mettre cette lettre sous les yeux de Sa Majesté. » Quatre jours après, Davout, libéré de toute obligation, rejoignait les siens à Savigny-sur-Orge, où il pensait vivre, désormais, dans le silence et la philosophie de la fragilité des choses humaines.

Quelques mois plus tard, le 5 décembre, Davout sortit pourtant de sa retraite oubliant toute rancune contre l'un de ses plus violents contempteurs, pendant la campagne de Russie. Il allait au secours du maréchal Ney, prince de la Moskowa, accusé de haute trahison devant la Chambre des pairs. Pur simulacre de justice que cette réunion de magistrats de circonstance, qui devaient tout à la faveur du véritable requérant, Louis XVIII, dont on n'oserait sans témérité affronter le courroux. Aussi le rôle de témoin à décharge était-il des moins recherchés. « On croyait généralement, dit le compte rendu de l'audience, que la liste des témoins était épuisée, et c'est avec surprise qu'on a vu les huissiers introduire le maréchal Davout, prince d'Eckmühl. Celui-ci, sur la demande de Dupin et de Berryer, défenseurs du prince de la Moskowa, déposa de la façon la plus explicite qu'il avait donné l'ordre à son délégué, le général Guilleminot, chef de l'État-Major, de rompre les négociations, si la convention du 3 juillet ne mentionnait pas « que personne, qu'il soit civil ou militaire, ne serait recherché quelles qu'eus-

sent été ses opinions, ses fonctions et sa conduite ». Texte confirmé aussitôt après par le général Guilleminot, signataire de la capitulation, par procuration et ordre de Davout.

La clarté des termes de cette amnistie était désastreuse pour l'accusation. Mais les juges, simples mandataires royaux, ne s'y arrêtèrent pas. Ils s'empressèrent d'adopter, sans l'approfondir, l'argumentation de M. Bellart, commissaire du Roi, affirmant avec éclat que la convention engageait les Alliés seuls qui l'avaient conclue avec des rebelles (*sic*), mais ne liait nullement Sa Majesté le roi des Français qui ne l'avait pas signée. Sa hardiesse était grande, vraiment, d'oser prétendre que Louis XVIII n'avait connu, ni approuvé l'acte en vertu duquel il put effectuer sa rentrée à Paris et remonter sur le trône.

Tout ce qu'avait souffert Davout, tout ce que nous l'avons vu faire pour épargner à son pays le démembrement et la honte, était donc l'œuvre d'un rebelle! Le commissaire du Roi l'avait dit. On ne tarda pas à le traiter comme tel. Quinze jours après sa déposition d'une si belle loyauté, devant la Chambre des pairs, Davout, par décision prise dans le secret d'un conseil royal, était, sans motif déclaré, privé de tous ses traitements, et envoyé en exil à plus de vingt lieues de Paris sous la surveillance de la haute police.

Cet acte d'autorité se serait, à la rigueur, compris au lendemain même de la Restauration. Mais n'est-il pas fort regrettable quand il revêt le caractère d'un châtiment infligé à un témoin noble et véridique?

Il résulte d'une lettre de Clarke, ministre de la Guerre, à Decazes, ministre de la Police, que la ville de Bayeux avait d'abord été fixée pour résidence au maréchal Davout. Toute la famille, naturellement en émoi, s'ingéniait à trouver les moyens d'adoucir la mesure sévère qui frappait le maréchal. Son beau-frère, le comte Leclerc, proposa sa maison de campagne de Moutiers, près de Saint-Just-en-Chaussée, à vingt-quatre lieues de la capitale. De son côté, un cousin de la maréchale, M. Langlois, habitant Louviers avec sa famille, exprimait le vif désir d'avoir près de lui ses parents malheureux. Il offrit, non loin de sa demeure, une maison

vacante, appartenant à M. Daireaux, ancien proviseur de lycée à Paris, et ex-député de l'Eure pendant l'usurpation, selon le style du temps.

La perspective de ne pas être tout à fait isolé dans une petite ville de province sourit au maréchal, et l'on parvint à faire agréer en haut lieu, la résidence de Louviers pour Davout et sa famille. Cela n'alla pas sans difficultés; car, dans une lettre adressée à Decazes, on voit Clarke « regretter que le prince d'Eckmühl ait fait choix de Louviers, ville de manufactures où l'élément ouvrier est important ». Toutes choses arrangées, le maréchal, bientôt suivi de sa femme, arriva à Louviers le 21 janvier 1816.

La maison Daireaux était située au numéro 52 de la rue Royale, anciennement rue du Valet, aujourd'hui rue Dupont-de-l'Eure. On avait pris soin d'y mettre, comme gardien, un royaliste farouche qui n'inspirait, au préfet de l'Eure, d'autre crainte que de le voir se dénoncer lui-même, en affichant brutalement « ses opinions trop démonstratives pour la bonne cause ». Un véritable cercle d'espionnage entourait le maréchal, dans cette mélancolique cité provinciale. « Le maire de la ville de Louviers, mande le préfet de l'Eure au ministre de la Police, m'instruit que la correspondance du maréchal Davout est devenue plus active, depuis quelque temps, et qu'il la reçoit sous des noms empruntés. Je continue à faire surveiller de très près cet officier général, et à faire épier ses liaisons et ses correspondances. »

Le malheureux Davout était cependant bien inoffensif à Louviers. Il ne faisait que s'ennuyer autant qu'homme sur terre peut s'ennuyer. Si longtemps que s'y prêta sa vue dont il commençait à souffrir, il s'adonna à la lecture des vingt-sept volumes de *l'Histoire du Bas-Empire* par Lebeau. Comme fréquentation, il n'avait que madame Langlois, sa cousine, avec laquelle il faisait, l'après-midi et dans la soirée, d'interminables parties de piquet. Quand le temps le permettait, il allait parfois le matin à la pêche : « J'ai été peu heureux à la ligne, écrit-il. Je me suis dédommagé au tremblet; j'ai pris cent cinquante petits poissons. » Tels étaient les bulletins de victoire que le héros d'Auerstædt envoyait maintenant à sa femme!

Celle-ci l'avait quitté momentanément pour retourner à Savigny-sur-Orge, près de l'une de ses filles tombée malade. Il restait seul. Sa correspondance va nous donner une idée de son existence lamentable dans la morne déchéance où s'écoulaient les jours allongés de tristesse profonde et d'inquiétudes incessantes sur la pénurie de ses ressources pécuniaires : « Je reconnais chaque jour que pour laisser un peu de pain à nos enfants, il faut que nous nous abonnions aux plus grandes privations; avec le peu que nous aurons, nous leur transmettrons l'honneur et le désintéressement... » « Je viens de recevoir une lettre d'un Danois, qui me coûte malheureusement trente-six sous. Il faut, pour que je fasse cette réflexion, que nous soyons bien dénués de fonds. » « Je connais bien, mon amie, notre situation de fortune. Je m'y prête autant que possible. J'ai réglé ma dépense à 3 francs 10 sous par jour. Mayer (son ordonnance) ne dépasse pas cette somme. C'est pour moi un sacrifice, mais ce qui en est un bien grand, c'est d'être séparé de ma femme et de mes enfants. »

Au mois de mai, le maréchal, obligé de quitter la maison Daireaux, se demandait avec anxiété s'il trouverait un logement : « J'adopte, écrit-il à sa femme, ta résolution de venir avec Louis, mais, mon Aimée, où irons-nous? car tu n'ignores pas que, dans quelques jours, je serai sans asile? » Finalement il alla habiter une modeste maison de la petite commune de Planches, à proximité de Louviers. Bientôt après, le 28 juillet 1816, grâce aux démarches du duc de Doudeauville, toujours reconnaissant d'un service rendu, sous la Révolution, à sa famille par la mère de Davout, grâce aussi aux soins du maréchal de Macdonald qui ne cessa de s'intéresser cordialement au sort de son ancien compagnon d'armes, Davout obtint la permission de transférer le lieu de son exil à Savigny-sur-Orge, où il était cependant encore sous la surveillance de la haute police. Enfin, le 28 décembre 1816, ses protecteurs parvinrent à le faire libérer complètement, et il eut la faculté d'aller où bon lui semblerait, même à Paris.

Le maréchal et sa femme jouirent désormais du bonheur qu'ils mettaient au-dessus de tout : celui d'être réunis. Vendant ce qu'ils possédaient : un jour l'argenterie qu'on

réalisait au prix de cinquante-quatre francs le marc, le lendemain d'autres objets, ils vécurent, tant bien que mal jusqu'au 27 août 1817, date à laquelle Davout fut réintégré dans sa dignité et son traitement sous le titre, alors, de maréchal de France. Leur position s'améliora encore moralement et matériellement, le 5 mars 1819, jour où il fut nommé pair de France et chevalier de l'ordre de Saint-Louis. C'était la réhabilitation totale, définitive, d'autant plus éclatante, qu'elle fut prononcée par M. de Serre, ministre de la Justice, et qui avait été, jadis, premier président de la cour impériale de Hambourg, témoin, par conséquent excellemment placé pour juger la conduite du maréchal.

***

Le 1er juin 1823, le maréchal Davout rendit le dernier soupir. Il était âgé de cinquante-trois ans. Il semble bien que sa santé, qui avait supporté robustement de très graves blessures et les fatigues inouïes des campagnes qui le menèrent d'Égypte au fond de la Russie, ne résista pas aux disgrâces et aux amertumes qui l'accablèrent sous la Restauration. On le voit en effet, aux dernières années de sa vie, faire souvent allusion, dans sa correspondance, à une toux sèche et persistante, symptôme, sans doute, de l'affection de poitrine qui devait l'emporter. Dans son testament, daté du 21 mai, il avait dit : « Je recommande spécialement que mon enterrement soit fait sans pompe, apparat ni cérémonie, sans le discours d'usage et sans le cortège que pourraient réclamer les dignités dont je suis revêtu. »

Le bruit de sa mort éveilla dans Paris une sympathie presque unanime en faveur de l'homme qui, durant un quart de siècle, avait été associé à la gloire militaire de la France. Mais à l'hôtel des Invalides, ce fut une sorte de stupeur parmi les survivants de l'épopée républicaine et impériale. Le gouverneur, général de Latour-Maubourg, redoutant une manifestation en masse de ses pensionnaires, ordonna de fermer les portes de l'hôtel. Vaine précaution. Animés par ce qu'il leur restait d'audace et de fierté, ces valeureux débris de la Grande-Armée résolurent de passer outre à

la défense, et d'escalader, à tous risques, les grilles, afin de se joindre au convoi de l'illustre maréchal. A la faveur de l'aube naissante, ceux qui possédaient encore des moyens physiques suffisants, montèrent à l'assaut du suprême devoir qu'ils s'étaient imposé.

Quel homme de guerre eut jamais de plus belles funérailles : ces soixante vétérans mutilés ayant juré d'accompagner jusqu'à son tombeau le chef vénéré qu'ils avaient suivi, pendant vingt-cinq ans, sur les routes sanglantes de l'Europe? Manchots, aveugles touchant pour se guider la béquille des éclopés, tous marchaient sombres et recueillis. Ils ne grognaient plus... ils pleuraient.

ARTHUR-LÉVY

IZMIR

C'est à Smyrne que s'est joué le sort de l'hellénisme. Or de Smyrne, qui fut une ville très riche, il ne subsiste plus qu'un grand village turc, du nom d'Izmir. L'incendie des quartiers arméniens, grecs et francs n'inaugure pas seulement l'éclipse durable d'une activité qui fut, en ces trois dernières années, prodigieuse; il marque la fin d'une époque et presque d'une civilisation : le nationalisme turc a définitivement bouté dehors les Micrasiates grecs. Ce terme de civilisation est à peine trop ambitieux à propos de Smyrne; mais les temps ne sont point révolus : trop de passions sont vives encore, trop d'intérêts ont souffert pour que personne veuille parler de la catastrophe autrement que par injures, par plaintes, par accusation. Peut-être quelque jour, se souvenant, un vieux Smyrniote en exil dira ce que fut au fond de son golfe prestigieux la ville des commerçants et des joueurs, patrie de l'hellénisme irrédente. Car quelque chose est mort à Smyrne, en terre ionienne, ce mois de septembre 1922; quelque chose est mort qui ne peut revivre en autre lieu, ni surtout à Athènes.

Il m'a été donné de passer trois semaines là-bas un mois après l'incendie. La chaleur n'était point extrême, mais lourde et presque insupportable; les mouches et les moustiques régnaient sur la ville morte; des chats erraient par les rues. Sur les décombres l'odeur écœurante des cadavres; un scaphandrier, au long des quais, agitant la vase de ses semelles lourdes, faisait monter la même pestilence. La nuit, des pétards de dynamite, destinés à ruiner les pans de mur

menaçants, faisaient résonner les ruines longuement. J'arrivais d'Athènes où les hommes offraient, doublement, un spectacle suggestif. Aux terrasses des cafés et des pâtisseries, dans les rues du Stade et de l'Université, ou sur les places de la Concorde et de la Constitution, les élégances se pressaient; on aurait cru des jours de victoire, mais à la plèbe aristocratique d'Athènes il n'est ni victoire ni désastre; sa vie, qui n'est qu'ostentation, se meut dans un autre plan que le sort de la patrie et même que le sort de la drachme; ce dernier point aurait de quoi étonner si l'on ne réfléchissait aussitôt que beaucoup des grandes fortunes grecques sont placées en fonds étrangers. Donc au café, à la pâtisserie, au dancing, au cinéma j'ai vu, dans ces jours tragiques, se presser la foule athénienne. Cependant au Pirée débarquaient des familles de là-bas : je lisais dans leurs regards une étonnante résignation, qui n'était peut-être qu'abattement; quelques-uns de ces réfugiés portaient à la main un paquet d'étoffes; il y avait bien quelques valises aussi, même des malles. Lentement ces foules s'écoulaient : c'était d'abord chez le changeur l'inévitable station et les livres turques vendues à un taux dérisoire contre des drachmes sans valeur; puis la quête d'un gîte, et de nouveau l'exploitation des hôteliers. Tel était le sort des moins pauvres. Mais la masse, sans ressources, était parquée dans les jardins, dans les squares, dans les gares, dans les écoles; il va de soi que les lieux de plaisir échappaient à l'invasion. J'ai vu ces femmes et ces enfants, appuyés aux barreaux de la grille dans les jardins du Pirée, mendier du geste et de la voix une nourriture; on m'en a montré qui avaient connu, là-bas, la richesse ou tout au moins une heureuse médiocrité. Certes la plupart des grandes villes européennes ont connu semblables contrastes, et la Vienne d'après-guerre m'avait assez édifié; pourtant j'imagine que les seuls Athéniens étaient capables de la parfaite insouciance dont ils ont donné le spectacle parmi les victimes de si brutale et si totale catastrophe. C'est pourquoi, errant par les ruines de Smyrne, je leur trouvai une harmonie secrète avec les visions que j'emportais d'Athènes : ici des décombres fumant; en vieille Grèce le double troupeau des victimes et des jouisseurs, ceux-ci, par leur politique vaine et par leur égoïsme, responsables

à la fois des souffrances et des ruines. Et ces associations confuses me représentaient assez bien le désastre de l'hellénisme.

Encore, mais par contraste cette fois, les conversations que j'eus avec des Turcs ramenaient ma pensée vers Athènes. De quoi parler, sinon de l'incendie, de la victoire, enfin de l'avenir qui s'ouvrait à la Turquie? J'appris ainsi que l'incendie de Smyrne était l'œuvre des barbares grecs. Pour la victoire, je l'entendis louer hyperboliquement : en quinze jours l'Asie Mineure nettoyée par le génie stratégique de Moustapha Kemal pacha et par la vaillance des troupes nationalistes. Enfin sur les ambitions territoriales de la nouvelle Turquie l'accord n'était point fait, mais à ma question brutale : « Et Salonique? » il fut répondu : « Pas pour le moment »; et je vis bien que ces Turcs lettrés, intelligents, ne désespéraient pas de reconstituer la Turquie de 1912. Or, en Grèce, nul ne mettait en doute que Smyrne ait été brûlée par les Turcs. Chacun proclamait : « Nous n'avons pas été vaincus » et d'aucuns ont ajouté sans rire : « L'armée grecque ne peut pas être vaincue. » Mais ce professeur, rencontré précisément à la veille de mon départ pour Smyrne, tenait des propos plus étranges encore : « L'hellénisme vient de subir un recul, me dit-il, non pas tant à Smyrne qu'en Thrace. — Comment cela? — Eh! oui. La Thrace est sur la route de Constantinople; les armées grecques seront maintenant plus loin de notre capitale. — De Constantinople? — Sans doute. Au reste... » Ici je le regardai : un sourire, plein de certitude, errait sur ses lèvres. « Une affaire de dix ou vingt ans, continua-t-il; j'ai foi dans l'hellénisme et nous serons à Constantinople bientôt. »

Rapprochant ces propos divers, je fus frappé de leur évidente parenté. En Grèce comme en Anatolie, c'est la même sécurité de la doctrine, le même orgueil militaire, la même folie impérialiste; voilà où les deux ennemis fraternisent, pour le ton, sinon pour le fond. De quoi je m'étonnai; n'ayant point en la matière de passion, je crus que la vérité était accessible, et, cela va de soi, hors des divagations familières à chacun des camps; je m'efforçai de la dégager et y parvins sans grande peine sur un point : celui de la défaite grecque. Les Turcs ont vaincu; ils ont vaincu une armée démoralisée; il n'est pas besoin d'être stratège pour s'en rendre compte, à

peine d'avoir causé avec quelques-uns de ceux qui firent la retraite; les seuls communiqués militaires, les seules dépêches des agences en peuvent convaincre. Voilà une vérité qu'il ne devrait être pénible aux Turcs ni aux Grecs de proclamer ou de reconnaître. Il n'y aurait point de honte pour un Hellène de convenir que les troupes grecques, combattant depuis trois ans en terre ennemie, mal équipées et mal commandées, furent enfin vaincues par l'ardeur fanatique de leurs ennemis. Un Turc, à son tour, au lieu de s'hypnotiser sur la valeur militaire des troupes nationalistes, exalterait à bon droit la vertu morale de Moustapha Kemal, de son peuple et de ses soldats : car ce chef et ces hommes se sont montrés grands et surtout aux derniers mois de la guerre beaucoup moins par les armes que par la volonté.

Il est certain qu'une élite, dans l'un et l'autre camp, convient de cette vérité. Mais cependant que voyons-nous? Le commun des Grecs a fait sienne la doctrine allemande qui veut qu'une armée puisse succomber et se rendre sans avoir été vaincue. Où donc serait alors la mesure de la défaite? Quant au sentiment du peuple turc, il s'exprime fort clairement dans cette affiche qui envahit en quelques jours les cafés et les boutiques d'Izmir : un cavalier kémaliste, la lance haute, y poursuit deux soldats grecs apeurés qui se précipitent dans la mer. Les moindres traits de cette représentation étaient horriblement comiques. Dès l'abord je lui trouvai une étrange ressemblance de caractère avec certaines affiches de Grèce : celle par exemple où un Vénizelos déguisé en Hercule écrasait de son pied vainqueur l'hydre du gounarisme, celle encore où de braves evzones mettaient en fuite, à coups de dents et de baïonnettes, un bataillon de verts Bulgares. Un Levantin prétendit me donner la clé de cette ressemblance; l'affiche kémaliste serait l'œuvre d'un Grec, lequel par ce moyen s'est acquis la reconnaissance des Turcs. Il ne faut pas écarter avec mépris, comme invraisemblable, cette explication.

Mais je veux procéder par ordre et conter suivant leur succession quelques épisodes de ce voyage. Partis d'Athènes à six heures du soir, nous étions vers la fin de l'après-midi dans le golfe de Smyrne. Les arrivées par mer donnent au

voyageur l'occasion d'une étrange découverte; car, d'abord, la côte semble une ligne, ou bien un plan dressé selon la verticale; puis, à mesure qu'avance le navire, des taches de couleur se révèlent, les replis du terrain se dessinent, jusqu'à ce qu'enfin la longue-vue distingue les maisons et les hommes eux-mêmes. Or il advint pour commencer que la ville nous apparut intacte dans toute sa splendeur; des Smyrniotes qui avaient fui devant l'incendie s'étonnaient; une seconde, le temps de chasser l'illusion, ils crurent retrouver Smyrne : car les maisons se dressaient au loin. Mais enfin la lunette décèle l'absence de toits et les fenêtres ouvrant sur le ciel : Smyrne n'est plus, au long de ses quais, qu'une immense façade; Izmir seul vit encore, étageant au flanc du Pagus ses pauvres maisons.

Le bateau fit halte à quelque 500 mètres du port; nous étions une vingtaine de passagers pour Smyrne : Français, Italiens, Américains. Visite des passeports dans le fumoir. « Que venez-vous faire ici? » demande l'officier turc; je lui tends ma carte de journaliste : « Eh bien, monsieur, nous vous montrerons ce que les Grecs ont fait de notre pays. » L'autorisation de descendre est donnée. Nous débarquons à même les quais, à gauche du port, entre des fils de fer et des soldats baïonnette au canon; on nous demande en turc toutes sortes de renseignements, et notamment le « prénom du père »; les valises sont ouvertes, fouillées, refermées; nous franchissons les fils de fer et les baïonnettes. Nous sommes parmi les ruines de Smyrne.

***

Dès le lendemain matin, l'occasion s'offrant d'un voyage dans l'intérieur, je partis. Trois jours durant un wagon spécial nous promena sur la ligne d'Aïdin et de Nazli, au long du Méandre, jusqu'au front. Immense désolation de la plaine. Quel besoin de nommer en détail les villes et les villages que nous avons traversés? A chaque gare le wagon faisait halte et nous nous hâtions à travers les rues, entre deux haies de plâtras noircis; quand le train s'ébranlait pour le départ, des paysans turcs nous apportaient gre-

nades, oranges, figues sèches et fleurs. La pluie se mit à tomber, très drue : alors nous vîmes les fez rouges et les visages voilés se blottir parmi les décombres, sous des toits de fortune.

Ce voyage m'instruisit singulièrement. Ma défiance était grande à l'égard des nouvelles publiées dans la presse européenne, concernant l'incendie de Smyrne d'une part, la dévastation de l'Anatolie d'autre part. Il fallut bien se rendre à l'évidence : non seulement le port, la capitale de ce grand et fertile territoire, mais les moindres villages avaient été voués à la ruine. La grande guerre d'Occident fut atroce par les moyens supérieurs de destruction qu'elle mit en œuvre; encore nous vîmes appliquer par l'ennemi une monstrueuse méthode de dévastation qui, s'attaquant aux usines comme au sous-sol et aux plantes, tendait à anéantir les ressources de notre terre. Mais la guerre en Orient est plus naïvement, plus ancestralement sauvage : le sort de l'élément civil est lié au sort des soldats; l'armée, dans la furie de la victoire et plus encore dans la rage de la défaite, porte de rudes coups à la population ennemie; les villages s'allument; des vieillards, des femmes, des enfants sont massacrés et torturés. Après trois ans de guerre, faites le bilan : ce ne sont point tant les balles, les obus et les bombes, bref tout l'appareil de la bataille qui ont fait le mal; mais les hommes et leurs passions déchaînées. Les fermes et les récoltes, les églises et les mosquées, les chaumières et les boutiques ont brûlé sur les grandes lignes de passage [1] où le flot des armées flue et reflue; les populations, cherchant un refuge, se sont dispersées à travers la montagne; aujourd'hui le pain manque, et le riz et les médicaments : les missions du Croissant rouge ne suffisent pas à la tâche.

De cette catastrophe (dans l'intérieur de l'Anatolie) la responsabilité retombe certainement pour la plus grande part sur les Grecs. Certes je ne tiens pas pour exacts les chiffres énormes et les détails pathétiques que nous offrirent

1. Si je généralise ici, c'est que les Turcs eux-mêmes m'avaient conseillé de voyager plutôt sur la ligne de Magnésie, où le spectacle était, me disaient-ils, plus lamentable encore que sur la ligne d'Aïdin. Cette affirmation m'a été confirmée de divers côtés.

un peu partout les notabilités; parlant à des étrangers elles avaient un intérêt trop évident à exagérer; de plus en Orient, comme ailleurs et plus qu'ailleurs, il est sage de considérer que la vérité ne peut jamais être faite sur un événement en l'absence de documents matériels. En outre je ne méconnais pas que les Grecs semblent avoir fait preuve en quelques lieux d'une relative modération : ainsi pour la ville de Sokia qui a peu souffert. Enfin il n'est pas douteux que les Turcs, dans l'intérieur même de l'Anatolie, ont usé de l'incendie et du massacre; car il y avait des colonies grecques dans toutes les villes de l'intérieur. En somme les uns ont mis le feu à l'église et aux maisons des raïas, dont ils ont massacré une partie, emmené le reste; les autres, et surtout au cours de leur retraite précipitée, ont procédé de même envers les mosquées et les musulmans. Seulement tandis que les Turcs n'ayant affaire qu'à une faible minorité, purent venir à bout de leur tâche, les Grecs n'ont pu mener la leur à bien : ils reculaient trop vite; sans doute les Hellènes du lieu, connaissant mieux les aîtres, prêtaient assistance aux soldats en retraite; le soin apporté à cette destruction systématique apparaît bien dans les villages où, les maisons étant isolées, on a dû allumer un incendie par habitation; pourtant devant l'armée turque victorieuse il fallait fuir quand le travail n'en était qu'à la moitié. Ainsi s'explique que dans l'Anatolie désolée s'élèvent aujourd'hui encore des maisons intactes.

Si la vérité peut être faite sur ce point, c'est qu'elle se dégage avec pleine logique des faits : étant donné la diversité des peuples en Asie Mineure et la manière dont est conduite généralement la guerre en Orient, on peut avec assez d'exactitude attribuer sa part de culpabilité à l'un et à l'autre des adversaires. Par surcroît les soldats grecs, aussitôt après leur retour en Grèce, n'ont pas essayé de dissimuler; ils ont fait tout au long le récit de leurs tristes exploits; c'était dans le moment d'abandon qui suit les grandes épreuves. Mais, depuis lors, depuis que les yeux étonnés de l'Europe se sont tournés vers l'Anatolie brusquement ruinée, on s'est ressaisi de part et d'autre, en Grèce comme en Turquie; toutes sortes d'intérêts, et le politique d'abord, commandent de rejeter la responsabilité de la catastrophe et la barbarie

des méthodes sur l'adversaire. Les plus simples sont aujourd'hui pénétrés de cette doctrine, et le bandit Yuruk-Ali nous en administra la preuve au cours du voyage. Yuruk-Ali est un des héros de la guerre libératrice; il fut des premiers à organiser la résistance contre l'envahisseur grec, en juin 1919, avant l'entrée en scène de Mustapha Kemal. Donc c'était après la nuit tombée, et notre wagon faisait halte un instant sous la pluie dans une gare minuscule entre Aïdin et Nazli; il monta, formidable; formidable par la surface de son ventre, de sa poitrine, de sa figure et de ses oreilles, d'ailleurs dissymétriques : la gauche était plus longue et la droite plus large, mais nos regards, allant de l'une à l'autre, s'extasiaient également; des cartouchières ceignaient son ventre, se croisaient sur sa poitrine; un revolver était à son côté; avec cela point de poil au menton, rien qu'une petite moustache blonde; des yeux fuyants; un peu de crâne tondu apparaissait autour du fez. N'oublions pas que le bandit Yuruk-Ali est un héros; on vend sa photographie en carte postale; il est entré dans l'histoire du monde puisque même en France, où l'on n'est guère informé du détail, son nom n'est pas ignoré; il n'a jamais été incorporé dans l'armée régulière de Kemal; c'est un chef de bande; il ne se promène qu'armé entre deux fidèles, car il a des ennemis, et de son envergure. Mais enfin il suffit de le contempler pour connaître que son âme est simple, sinon sans ruse. Or ce bandit nous fit de sa voix timide un récit complaisant. « Je suis né en 1897 au sein d'une tribu nomade. Mon père mourut quand j'avais trois ans; ce fut ma mère qui m'éleva; par un nouveau mariage elle me donna quatre ou cinq frères... Mobilisé, mais exaspéré par les brimades d'officiers raïas, je désertai et errai six ans dans les montagnes autour d'Aïdin... Après l'armistice de 1918 je fis ma soumission et vécus dans le calme avec ma famille... A l'arrivée des Grecs le bruit de leurs atrocités se répandit dans toute l'Anatolie, puis l'on apprit qu'ils marchaient sur Aïdin; alors, avec un ami, je décidai d'organiser une bande...; bientôt nous fûmes cinquante. » Je passe sur les premières escarmouches; les Grecs entrent à Aïdin et à Nazli. « Au bout de trois jours les Grecs se retirent de Nazli, emmenant quarante jeunes

gens qu'ils fusilleront ensuite... Des renforts nous arrivent; les Grecs harcelés par nous continuent de reculer; alors Aïdin brûle; nous entrons dans la ville et le combat dure vingt-quatre heures; nous trouvons deux cadavres de femmes turques, violées, les mains et les seins liés par des fils de fer; nous restons maîtres de la ville. » Et le récit continua, deux heures durant, tout farci de barbarie hellénique et de bravoure musulmane. Mais Yuruk-Ali a négligé de nous dire qu'il mit à feu et à sang le quartier grec d'Aïdin et que les sœurs françaises, ce jour-là, ouvrirent toutes grandes les portes du couvent aux orthodoxes que l'on massacrait. Alors, considérant l'habile dissimulation de Yuruk-Ali, je ne crus plus avoir devant les yeux, en dépit des innombrables cartouches et des vastes oreilles, un authentique bandit, mais un bon avocat.

***

Il paraît beaucoup plus difficile d'établir les responsabilités dans l'incendie de Smyrne. D'ailleurs j'aurais voulu exclure de ces pages le terme de responsabilité, et je ne l'emploie que faute de mieux; une fois acquise une certaine méthode de lutte — qui est précisément celle des guerres orientales — il n'y a plus de responsables, mais seulement des coups et des contre-coups, des massacres et des représailles, une merveilleuse collaboration des ennemis dans le crime. En ce sens l'incendie de Smyrne apparaît comme l'aboutissement nécessaire de la guerre gréco-turque, une manière de conclusion que pouvait seule éviter l'intervention énergique, et peut-être dangereuse par ses conséquences, des puissances occidentales.

Deux faits pourtant à noter qui semblent devoir guider dans la recherche des responsables. 1° Seule la ville chrétienne a brûlé. 2° L'incendie a commencé le 13 dans l'après-midi, quatre jours après l'arrivée des Turcs. Essaye-t-on de raisonner là-dessus? C'est une impasse. Car à s'en tenir aux deux faits qui précèdent, il apparaît comme tout à fait invraisemblable que les Grecs ou les Arméniens soient coupables : eh quoi? c'est après quatre jours d'occupation,

quand les troupes turques sont maîtresses de la ville terrorisée que des orthodoxes ont pu s'aviser de mettre le feu non pas au quartier musulman, mais à leurs propres maisons? Alors faut-il accuser les Turcs? Mais qui voudrait croire que ceux-ci aient voulu détruire, non dans le premier moment qui est toujours de colère et de vengeance, mais après quatre jours, une proie aussi riche dont ils allaient se trouver maîtres absolus par l'exil et la déportation des habitants?

Ne trouvant dans cette voie ni décision ni même aucune indication, j'interrogeai. Récits passionnés, souvent suspects, à travers lesquels une certitude cependant se fit jour : les Turcs ont brûlé Smyrne. Il va de soi que la version officielle turque est autre; le gouverneur de Smyrne voulut bien m'expliquer que les Arméniens incendièrent eux-mêmes leurs maisons parce que le vent soufflait à ce moment-là vers la ville turque; mais, par une admirable providence, à peine l'incendie était-il allumé que le vent tourna précipitant la flamme vers le quartier grec. Je ne connais qu'un résumé très succinct, publié dans la presse, du rapport de l'amiral Dumesnil : loin d'emporter la conviction, ce rapport ne prouve rien. Des coups de feu ont été tirés sur nos marins au moment où ils s'efforçaient de circonscrire l'incendie, mais nos marins sont bien incapables de distinguer, dans la merveilleuse bigarrure des costumes civils et militaires de l'Orient, un Grec d'un Arménien, un Arménien d'un Turc; il ne faut donc retenir que le fait et non son interprétation. Enfin l'interprétation, serait-elle exacte, ne vaudrait pas pour l'ensemble de l'incendie, comme on verra.

Au vrai le plus lourd témoignage qui ait été porté contre les Arméno-Grecs a été porté par les Arméno-Grecs eux-mêmes. Ils n'ont cessé de proclamer, dans les semaines qui précédèrent le désastre, que Smyrne ne tomberait pas aux mains des Turcs : « Nous y mettrons le feu. » Ce dessein longuement médité et discuté, à ce qu'il semble, dans des réunions d'officiers grecs et arméniens, en tout cas hautement affirmé, on n'a pas osé ou l'on n'a pas pu le réaliser. Ce sont bien les Turcs qui ont brûlé Smyrne.

Parmi les témoignages que j'ai recueillis sur place, j'en

veux rapporter un qui est absolument digne de foi; il provient d'un Français qui porte l'uniforme et que ses fonctions ont appelé là-bas au printemps de 1922; ce Français, dans l'impartialité, dans le bon sens de qui l'on peut avoir pleine confiance, a noté ses impressions au jour le jour, et il a bien voulu me permettre d'en prendre copie. On sera frappé de voir combien son récit est localisé; à la différence de tant de Smyrniotes dont le siège était fait, dont l'imagination a inventé, amplifié et généralisé au point d'enlever toute valeur à leur témoignage, il n'a voulu rapporter que ce qu'il a vu. C'est à peu près en de tels événements le critérium de la vérité; une catastrophe de cette envergure domine à ce point l'individu qu'il ne la peut percevoir dans son ensemble; ils sont rares ceux qui se rendent compte de cette limitation : « J'y étais », disent la plupart, croyant dès lors tout connaître de l'événement. L'auteur des notes qui suivent a eu plus de contrôle sur lui-même.

« ... Les Grecs n'ont point caché qu'ils mettraient le feu à Smyrne. « Si nous livrons Smyrne, ce sera « en cendres. » La question fut abordée dans les conversations des consuls avec les autorités grecques, qui opposèrent un démenti formel à ces bruits et promirent de respecter la ville. Dès la fin du mois d'août Smyrne est encombrée de réfugiés et de soldats déguenillés. On procède en hâte à leur embarquement. Le 8 septembre tous les services publics ont été évacués... Au soir je reçois l'ordre de me rendre chez X... qui doit aller le lendemain matin avec quelques officiers alliés au-devant des Turcs [1]. Le lendemain samedi 9 septembre à 10 heures, un premier détachement de cavalerie fait son entrée à Smyrne; ordre parfait, sabre au clair; l'équipement n'est guère plus brillant que celui des Grecs; côte à côte des enfants de quinze ans, semble-t-il, et des vieillards à barbe blanche.

» On m'a rapporté — et je n'affirme point — ce qui suit : « A peine la colonne était-elle engagée sur les quais qu'une grenade est lancée et éclate entre les pieds du cheval de l'officier qui se trouvait en tête; le cheval tombe, une autre monture est amenée aussitôt et la marche de la colonne ne subit

1. C'est le consul de France, M. Graillet, à qui les clés du konak avaient été confiées par M. Stergiadès, qui fit la remise de la ville aux autorités kémalistes.

point d'arrêt. Trois cents mètres plus loin une deuxième grenade obtient exactement le même résultat. Enfin à 1 500 mètres du konak un coup de feu vient blesser l'officier à la tête; très calme il s'éponge sans faire halte et entre au konak [1].

» Les détachements se succèdent sans autre incident. Il est une heure de l'après-midi. Les Turcs sont en joie; les Grecs et les Européens s'enferment chez eux; aucun magasin, café ou restaurant n'est ouvert dans la ville européenne; tout le monde a peur des kémalistes qui doivent être assoiffés de vengeance. A 4 heures des patrouilles turques commencent à circuler dans la ville. Partout bonne mine leur est faite, sauf dans le quartier arménien où des coups de feu sont tirés des fenêtres. Le signal du combat est ainsi donné dans ce quartier; les soldats descendent de cheval, défoncent les portes, tuent, violent, pillent; des patrouilles nouvelles accourent; la lutte continue. Elle ne cessera qu'au matin pour reprendre le soir et ainsi de suite jusqu'à la nuit du 13 au 14. Je passe la nuit dans la chambre de ma propriétaire avec deux familles voisines qui sont venues se placer sous ma sauvegarde. Le 10 au matin quelques cadavres sont signalés dans mon quartier (à l'ouest et tout près du quartier arménien). Je me rends sur les lieux; on me dit que ces gens ont été tués pour avoir refusé de saluer des soldats kémalistes. Vers 9 heures le bruit court que les magasins de la rue Franque sont au pillage; j'y vais, c'est un triste tableau : huit magasins (une bijouterie, deux armureries, deux verreries, une quincaillerie, deux magasins de lainages et soieries) ont eu leur porte brisée; une trentaine d'individus, soldats et civils, sont à l'intérieur, et font leur butin des objets les plus précieux; la même scène se répétera un peu partout jusqu'à l'incendie. La rue est jonchée de marchandises de toutes sortes. Les pillards procèdent à leur dévastation avec méthode et sans inquiétude. Qu'ont-ils à craindre? Ils sont aidés par les patrouilles qui constituent

1. Vingt personnes m'ont fait le même récit sous la même forme. Un témoin oculaire m'affirme cependant qu'une grenade seulement a été lancée et qu'aucun coup de feu n'a été tiré. Si, comme je crois, cette dernière version est exacte, nous avons là un bel exemple d'amplification.

la seule police et par quelques Smyrniotes turcs sans aveu. Cependant il n'y aura dans la rue Franque que ce pillage jusqu'au 13. Il y a bien une milice civile constituée par des volontaires français et italiens; les uns sont armés du fusil de chasse, d'autres d'un revolver, d'autres pas du tout; ces braves miliciens semblent prendre soin de ne circuler que dans les quartiers où les bandes n'opèrent pas [1]. Le pillage a lieu maintenant sur une grande échelle dans le quartier arménien; mais là il n'y a pas beaucoup de magasins; on pille surtout dans les maisons particulières après avoir terrorisé les habitants qui sont massacrés s'ils veulent résister; en 3 jours ce quartier très riche qui comprend environ 10 000 habitants est entièrement pillé; les rues sont jonchées de matelas éventrés, de meubles cassés, de glaces brisées, de tableaux déchirés. Quelques femmes ou jeunes filles, particulièrement jolies, sont prises et réunies dans une maison devant laquelle les Turcs ont placé un civil en sentinelle; elles doivent subir l'odieuse goujaterie des patrouilles et des bandes. Un peu partout on trouve des cadavres, dans les rues et dans les maisons. Il y en a qui sont là depuis le 9; il fait très chaud; ils sont gonflés; quelques-uns laissent voir les entrailles; l'odeur est insupportable et des essaims de mouches s'acharnent sur cette pourriture. Matin et soir je fais une tournée dans le quartier; des femmes affolées me rejoignent dans la rue; leurs vêtements sont déchirés, leurs cheveux noirs dénoués; elles s'attachent à moi : « Nos enfants meurent de faim; et nous n'osons nous aventurer à la recherche de nourriture. » Elles me supplient et demandent que je les emmène de ce quartier où les bandes opèrent nuit et jour et les outragent selon leur caprice. Elles sont d'abord quatre, puis huit, puis une quinzaine et le nombre grossit toujours; je suis en uniforme et d'ailleurs à peu près le seul à circuler dans ce quartier. Où les conduire? Tout est plein; les églises, les écoles, l'Alliance française sont combles; alors je me dégage en m'efforçant de les rassurer. Il n'y a point d'hommes dans ce quartier; tous ont fui, ou se sont cachés, ou sont arrêtés ou tués.

1. Utile correction aux éloges publiés dans la presse française dont la portée se trouve ainsi diminuée.

» Le deuxième jour de l'occupation, une proclamation invitait les commerçants à rouvrir leurs magasins; chacun pourra vaquer à ses occupations sans être inquiété. Quelques magasins, surtout d'alimentation, rouvrent en effet; on s'y presse. Mais au bout de deux ou trois heures des soldats turcs arrivent, vident le tiroir, fouillent les clients et les clientes. Les magasins se ferment définitivement. Un peu partout les soldats arrachent aux passants, sous menace, leur portefeuille, leurs bagues et leur montre; aussi personne ne sort de chez soi; même les sœurs et les frères des congrégations catholiques se font le plus souvent accompagner d'un marin. On entend constamment des coups de feu.

» Les quais sont encombrés de réfugiés, exposés le jour au soleil et aux mouches, la nuit aux moustiques; des enfants se plaignent; pas de pain ni d'argent. Le 11 septembre les Turcs embarquent beaucoup de ces gens sur des mahonnes qu'ils entraînent à quelques centaines de mètres des quais; si serrés qu'ils ne peuvent tous se coucher, au soleil avec quelques bidons d'eau vite chaude et quelques morceaux de mauvais pain. Leurs pauvres bagages restés sur les quais sont pillés. Le 13 les mahonnes sont au même endroit. Qu'en est-il advenu?

» Le mercredi 13 à midi et demi, on vient me prévenir que des soldats turcs sont en train de dévaliser une famille de catholiques protégés italiens. Je m'y rends; c'est à 100 mètres de chez moi; les gens sont sur la porte, affolés. Durant toute l'opération on a tenu le mari en respect au bout d'un fusil chargé et armé devant lui. Deux femmes crient. Une jeune fille a été sauvée du viol par mon arrivée; un Turc qui faisait le guet a donné l'alarme. Les agresseurs ont emporté 225 livres turques, une montre, un bracelet en or arraché à la jeune fille.

» En revenant chez moi je remarque trois colonnes de fumée dans le ciel; je rencontre un milicien qui me dit que les Arméniens ont allumé le feu dans leur quartier et que les pompiers sont reçus à coups de fusil. Je monte sur la terrasse de ma maison et je vois l'incendie se développer; à 5 heures il n'y a plus qu'un foyer unique brûlant sur un front de 200 mètres environ. A 6 heures le front s'étend; des explo-

sions se font entendre (bombes?). Les pompiers et les soldats turcs vont tenter de couper le feu en faisant sauter des maisons à la dynamite. Les marins français et italiens protègent l'embarquement de leurs nationaux. Cris, pleurs, courses. On évacue les malades des hôpitaux... Je me rends au lieu d'embarquement des Français, devant le consulat; un double cordon de marins maintient la foule qui veut prendre les chaloupes d'assaut; les marins sont obligés d'employer la violence pour éviter des accidents; un coup de feu est tiré; l'officier français qui dirige le service d'ordre est atteint à la poitrine et la même balle va blesser une jeune fille française à la cuisse; je transporte la blessée dans la chaloupe qui se dirige vers le *Jean-Bart*.

» 250 000 (?) malheureux continuent à se presser sur les quais. Les patrouilles turques passent au galop dans cette foule pour y ouvrir le passage des camions qui amènent vivres et matériel de cantonnement pour les troupes; du bateau nous entendons les cris des femmes et des enfants qui sont piétinés ou qui tombent à la mer; ces cris se feront entendre jusqu'au jour. Vers 6 heures du matin, le 14, les maisons du quai qui étaient restées intactes prennent feu sur plusieurs points à la fois sous l'effet de bombes incendiaires qui éclatent à chaque instant; de formidables gerbes de flammes, de 30 à 40 mètres de haut (pétrole?), montent vers le ciel. La foule compacte veut fuir; mais aux extrémités des quais des cavaliers turcs font bonne garde, empêchant tout passage (vers le sud ils protègent le quartier turc). Donc cette foule est prise entre le feu et la mer qui bientôt va charrier jusqu'à nous des cadavres, des malles défoncées, des étoffes. Toute la journée du 14 et la nuit se passent ainsi. Combien de personnes ont trouvé la mort dans ces conditions? Celles qui se sauveront seront méthodiquement dépouillées de leurs paquets hâtifs (linge, bijoux). Des Turcs emmènent femmes et jeunes filles à coups de crosse et se livrent sur elles à tous les outrages. L'incendie, le vol, le viol, la tuerie par toutes sortes de procédés ont duré du 13 au soir jusqu'au 17 au matin. Les bateaux italiens et français ont fait leur possible pour sauver le plus grand nombre de sinistrés. Quant aux Anglais qui avaient au moins cinq unités de

guerre dans le port, à part leurs nationaux (les derniers s'embarquent le 12), ils n'ont pas sauvé un sinistré alors qu'ils pouvaient en recevoir 10 à 12 000...

» ... Parti de Smyrne le 16 j'y suis de retour le 24. L'évacuation (faite par les soins de la Croix rouge américaine) n'est pas achevée; des malheureux sont campés depuis douze jours sur les quais ou dans le quartier non brûlé (vers la Pointe); ils sont dans un état indescriptible de saleté. Beaucoup n'ont plus la force de se lever pour aller s'embarquer. Le soleil brûle comme au mois de juillet; le jour les mouches; la nuit les moustiques; de pauvres femmes tendent le sein à leur bébé; mais en vain, elles n'ont plus de lait. Je pars pour Cordelio, où je rencontre ma propriétaire de Smyrne. Elle me fait le récit suivant :

« Dans la nuit du 13 au 14 nous étions couchés dans une » petite rue près des quais quand nous fûmes réveillés par des » soldats turcs; comme nous ne nous relevions pas assez vite, » ils nous frappèrent à coups de crosse. Lorsque nous fûmes » debout, ils se mirent à nous fouiller et pour cela nous dés- » habillèrent presque complètement. Ensuite ils fouillèrent » nos paquets, y prirent notre argent et le linge. Comme je » pleurais et disais que j'étais sous la protection d'un mili- » taire français, ils se mirent à rire et me firent passer dans » un groupe de jeunes femmes qu'ils emmenaient. Je m'éva- » nouis; quelques instants après je me retrouvais avec mes » compagnes qui prenaient soin de moi; comme je voulais » me relever, je ressentis une vive douleur à l'épaule et » j'appris que, m'ayant vue tomber, un des soldats m'avait » piqué de sa baïonnette pour me ranimer. La blessure n'était » pas profonde, mais j'étais ensanglantée. Enfin aujourd'hui » nous fûmes recueillies par une vieille dame israélite habi- » tant la Pointe. Nous sommes restées chez elle jusqu'à main- » tenant sans être inquiétées, couchant sur des tapis et man- » geant un morceau de pain quand notre hôtesse pouvait » en trouver et payer, car on le vendait fort cher. » Le délai fixé au 30 septembre fut prolongé jusqu'au 7 octobre. A cette date il n'y avait plus personne sur les quais, noirs de mouches et d'immondices. Le 4 je me suis rendu en voiture à la Pointe; dans les rues et sur les quais près de l'embar-

cadère, sur un parcours de 200 mètres, la voiture pouvait à peine avancer tant la couche de matelas éventrés, de couvertures, de linges était épaisse. Les embarquements terminés, des équipes de prisonniers grecs ont été employées au nettoyage de la ville... »

Ce récit dans sa forme rapide et naïve n'est que faits. Nulle conclusion n'y est exprimée. Pourtant, à le lire, on ne mettra guère en doute que l'incendie de Smyrne soit l'œuvre des Turcs. D'ailleurs le faisceau des témoignages publics est probant. Tout au plus fera-t-on quelques réserves sur l'origine des premiers feux : il est possible (mais peu probable) que des Arméniens, se sentant perdus, aient tiré sur les soldats turcs et que ces coups de feu aient été le prétexte (mais était-il besoin même d'un prétexte?) du carnage et du pillage dans ce quartier; il est possible que, dépossédés de tout, déshonorés dans leurs femmes et dans leurs filles, des Arméniens aient mis le feu à leurs maisons. Mais là doivent s'arrêter les concessions à la thèse turque; il est certain que les bandes turques ont allumé l'incendie à la fois en plusieurs points de la ville; il est certain qu'elles ont profité de l'incendie pour piller, pour violer et pour tuer. Le haut commandement turc n'est pas en cause; rien n'indique qu'il ait prémédité l'incendie de Smyrne, tout au contraire. Peut-être voudra-t-on lui reprocher de n'avoir pas maintenu l'ordre et contenu ses soldats? Mais il suffit, pour comprendre l'événement, d'imaginer un instant l'armée kémaliste, composée pour une large part d'illettrés fanatiques, escortée d'irréguliers et de brigands; ces hommes après une lutte prolongée voient s'écrouler enfin et se débander l'armée ennemie; ils sont sur le point de reconquérir un sol qu'ils n'ont pas cessé de considérer comme leur; au terme ils entrevoient Smyrne comme un immense butin. Or ils ne rencontrent que ruines sur leur route de victoire; des cadavres de femmes sont à l'abandon; les indigènes qu'ils viennent libérer leur racontent les vexations et les crimes des raïas. Alors aux approches de Smyrne ils brûlent les villages grecs; à la ville même — quelle tentation! — ils n'osent point toucher d'abord : les ordres sont formels; mais des Turcs de Smyrne se joignent à eux, les

invitent à venger les massacres de mai 1919 et toutes les persécutions que l'orthodoxie dirigea contre l'Islam; alors, après quatre jours de pillages et d'escarmouches, la ville s'allume. Les faits, dans la mesure où ils semblent attestés, la vraisemblance, dont il faut bien tenir compte, concourent à imposer la même certitude : le Turc a brûlé Smyrne.

Quant à l'horreur de cette catastrophe, elle ne saurait être exagérée. D'une part les réfugiés de l'intérieur en troupeaux dans les rues et sur les quais, et, l'incendie une fois allumé, toute la population chrétienne de Smyrne; d'autre part le feu, la mer, le soleil, les moustiques et les mouches, des soldats dont les instincts mauvais sont déchaînés, toute la nature et toute une armée qui s'acharnent. De telles souffrances ont suscité des dévouements qui ne leur furent pas inégaux; entre tous celui des sœurs catholiques françaises. Que ce soit à Smyrne, dans les flammes de l'incendie, ou à Bournabat, à Boudja, à Cordelio qui sont à peu près intacts, elles ont sauvé des milliers de vies; elles ont accueilli dans les jardins et les cours de leurs vastes maisons tous ceux qui se présentaient; elles leur ont donné du pain et un toit. Seules respectées des Turcs, par un merveilleux privilège, elles ont étendu jusque dans les rues, au sein même de l'horreur, leur protection toute-puissante. L'une d'elles nous racontait comment elle passa ces quatre jours, le jardin plein de réfugiés, les Turcs menaçant de forcer la porte, les marins français, furieux, prêts à tirer — ce qui pouvait amener un assaut et un massacre général. Alors elle s'avança, parmi les femmes qui pleuraient, jusqu'à la porte, l'ouvrit, et les Turcs s'en allèrent. Un soir, dans la rue, comme elle passait, quelque brute se jette sur une femme; elle s'approche et du bras repousse l'homme étonné qui s'en va rouler à terre. Elle racontait ces choses avec une simplicité déconcertante. Préoccupé de savoir, je demandai : « Vraiment, ma sœur, vous avez eu l'impression que ces Turcs étaient particulièrement barbares. » Et je vis bien qu'elle ne comprenait pas d'abord ma question; des hommes avaient maltraité d'autres hommes; elle avait essayé de sauver ceux-ci, s'était dressée contre ceux-là; mais Turcs ou Grecs, quelle importance? Enfin elle me répondit : « Ce que nous avons fait ici pour les Grecs nous avons eu à le

faire pour les Turcs à Chio en 1912. » Sœurs catholiques et françaises, divinement humaines, dévouées seulement à la souffrance, ennemies du mal seulement, indifférentes à ce qui n'est qu'épithète, indifférentes à ce qui n'est pas l'homme, créature de Dieu.

***

J'ai voulu rapporter seulement ce que j'ai vu. Tâche difficile. Par scrupule j'ai donné à mon récit la forme personnelle, quelque déplaisant que cela pût être pour le lecteur et pour moi-même. Je revendique en tout cas pour mon témoignage un mérite : il est impartial. Il est vrai que je ne me suis pas contenté de rapporter des faits; j'ai essayé de les interpréter, et je puis naturellement m'être trompé. Mais je n'ai prétendu à aucun moment accuser ni justifier; je n'ai pas essayé d'établir des responsabilités. Qui voudrait entreprendre cette tâche immense devrait singulièrement étendre son enquête dans le temps et dans l'espace. Quelques hommes, il est vrai, ont dans la catastrophe de septembre 1922 une responsabilité immédiate et certaine : je veux parler du roi Constantin et de ses ministres; nul n'est en droit d'accuser l'impérialisme d'un Vénizelos ou d'un Lloyd George s'il ne proclame d'abord le monstrueux aveuglement du roi félon et des siens. Mais, hors pour ceux-là que tout condamne, je me suis appliqué à ne sortir jamais du domaine des causes prochaines et des effets prochains. Les causes? Une impitoyable conception de la guerre qui confond le combattant et le civil, la tente et la maison; le caractère ethnique et religieux de la lutte; de plus chez le Turc un fanatisme légendaire appliqué à défendre le sol de la patrie; chez le Grec, l'immense orgueil du rêve d'abord réalisé, puis la fureur devant la défaite inévitable; toutes ces causes enfin agissant dans un pays où la population civile, à la fois chrétienne et turque, devait inévitablement participer à la lutte et à ses succès. Les effets? Très semblables quant à leur nature pour les uns et pour les autres; plus lourds toutefois aux vaincus; et l'incendie de Smyrne en marque de façon tragique le point culminant.

Le point culminant; et c'est aussi, comme je disais en

commençant, la fin d'une civilisation. La face de l'Orient a été changée par cette ruine immense; il n'y paraîtra guère sur la carte politique de l'Anatolie : la carte de 1918 vaut pour 1923. Dans toutes les écoles de Grèce une autre carte avait été affichée en 1919; elle représentait la nouvelle Hellade brusquement établie aux portes de Constantinople et maîtresse de l'Ionie. Politiquement parlant les années 1919-1922 n'auront été qu'un intermède; l'Ionie de nouveau est aux mains des Turcs. Mais, du seul fait que l'hellénisme d'Asie Mineure a été dispersé, il n'est pas exagéré de dire que les événements de septembre 1922 dépassent en importance toutes les fluctuations des frontières balkaniques; la guerre fait et défait les frontières; mais ce qu'elle a détruit cette fois et qui était l'œuvre de cinq siècles, je veux dire le caractère ethnologique de l'Anatolie occidentale, ne peut guère renaître. Bouleversement profond dont la côte ionienne porte dès aujourd'hui la marque. Aïvali, naguère riche par ses fabriques de savon, d'ailleurs épargnée par l'incendie, semble une ville morte : toute la population grecque est partie; quelques fez errent dans les rues, s'attardent au café. Phocée, qui se relevait à peine des ruines de 1915 — œuvre des Turcs — est presque inhabitée. A Scala-Nova, qui est le port de Sokia et le siège d'un vice-consulat italien, nulle activité, nul trafic. Aucun caïque, le Grec parti, ne cabote plus sur cette côte. Les Turcs sont-ils en nombre suffisant, s'adapteront-ils assez vite pour sauver de la ruine la terre reconquise? Les moins sceptiques n'osent l'affirmer.

Mais à coup sûr quelque chose ne peut renaître; c'est cette aristocratie smyrniote dont j'évoquais souvent la splendeur parmi les ruines. Aristocratie d'argent, il est vrai, et splendeur de mauvais goût que nous retrouvions merveilleusement intacte, en miniature, dans la maison privée qui constitue aujourd'hui le seul hôtel de Smyrne : une profusion si disparate de tableaux, de marbres, de bronzes, de meubles et de tentures n'éblouit pas; elle engage pourtant à fermer les yeux. Je préférais écouter. A 3 heures du matin les comptes du poker se réglaient enfin; les jetons cédaient la place aux verres de whisky : l'alcool semble meilleur et il est plus cher en pays sec, dans la Turquie nouvelle comme aux États-

Unis; alors les joueurs bavardaient, pour ma plus grande joie. Leur race? Indécise. Leur nationalité? Diverse. Celui-ci, Hollandais et protestant, ne connaissant ni la figure ni la langue de son pays, pour le sang, mâtiné de grec et d'israélite; cet autre, Italien de nom et par un grand-père, mais de religion orthodoxe; cette dame, Grecque, mais mariée à un musulman de Bosnie; et tant d'autres dont la peau, le poil, le dieu et la patrie décelaient une comique incohérence. Mais voici : ces gens étaient de Smyrne, nés à Smyrne et riches par Smyrne, en vérité Smyrniotes, c'est-à-dire Grecs de Smyrne. Car, au total, c'est bien le sang grec qui l'emportait, à l'état pur ou de mélange, et la langue grecque; mais un passeport européen — anglais, français, italien, suisse, tchéco-slovaque — facilite bien des choses; il permet d'échapper très légalement à la conscription grecque; et puis il donne barre sur le Turc. Ainsi depuis le xve siècle, sur un fond grec, par de nouveaux apports grecs, italiens et français, s'est constituée une société d'aspect cosmopolite et qui déroute d'abord, mais en réalité très unifiée; très ouverte d'ailleurs : c'est par l'argent qu'on y accède et l'on devient vite riche à Smyrne par le commerce. Ce qui étonne et ravit par-dessus tout, c'est la persistance, ici comme à Constantinople, comme à Salonique, comme en Égypte, de l'influence française; sans doute c'est dans le moule grec que se sont fondus tant d'éléments divers, mais grâce aux écoles israélites et surtout grâce aux écoles catholiques, la langue française est parlée par tous, et souvent à la perfection. Immense est aussi le prestige du catholicisme, sur les Turcs eux-mêmes, dont toutes les persécutions sont dirigées contre l' « orthodoxe ».

En vérité, dans le grand hall de la maison mal luxueuse, Smyrne s'impose si vivement au souvenir que ces gens parlent au présent. Mais quand le jour va poindre, nous montons sur la terrasse; les ruines alors se bossuent fantastiquement sous la lune, dans le silence où veillent seuls les feux des cuirassés. Dix fois je me suis promené à travers ces décombres, accompagné de soldats turcs; nos chevaux hésitaient parmi les pierres, les poutres tordues, les fils du télégraphe enchevêtrés; au coin d'une rue un tapis de sucre

brûlé s'étalait; des drapeaux italiens et français déchiquetés par la flamme se balançaient aux fenêtres; un cadavre de cheval s'arrondissait au soleil; un dépôt de tabac fumait encore; des morceaux d'enseignes se lisaient au-dessus des magasins incendiés. Nulle vie; à peine sur les quais quelques ridicules tramways que traînent des bêtes étiques; et, plus loin que Bellavista, les consulats installés de façon précaire dans quelques maisons épargnées.

Toute vie est dans Izmir, mais il n'y a pas comme à Constantinople une aristocratie turque, comme à Salonique une aristocratie juive. La ville turque : le grouillement bariolé des rues étroites et du bazar; les tapis volés et les bouteilles de champagne offerts en des recoins obscurs à des prix dérisoires, les étalages de verroteries, mille couleurs qui font un pittoresque séduisant et creux. Et puis le quartier israélite, d'aspect également misérable. Le juif vit en bon accord avec le Turc; la Turquie de demain, une fois chassés le Grec et l'Arménien, rebuté l'Occidental, est sa proie. Au konak les tentes des fenêtres, qui étaient aux couleurs grecques, servent de paillassons dans les escaliers, et on les a remplacées par des tentes blanches avec le croissant rouge. Je rencontrai là d'authentiques bolcheviks; ils étaient venus d'Angora pour convertir aux Soviets les quelques Russes (d'origine grecque pour la plupart) demeurés à Smyrne ou dans les environs : ce fut vite fait. La Grèce n'avait pas reconnu Lénine, et le prince Demidof, ambassadeur de l'ancien régime à Athènes, avait installé à Smyrne un consul blanc. Mais les Turcs survinrent : « Voulez-vous exister encore? Voulez-vous que vos intérêts soient défendus? Soyez rouges. » Et ils le furent, très sagement. Un journaliste russe, attaché à la mission bolcheviste d'Angora, nous convia à un thé; il nous reçut avec une grande noblesse; mais comme nous bavardions trop à son gré et négligions les voluptés offertes, il eut des deux bras un geste impérieux vers les cigares, vers les tasses, vers les gâteaux énormes aux architectures polychromes, et prononça : « Détruisez! ». Où l'on voudra voir une formule très spéciale d'invitation.

Une promenade avec quelques amis turcs me conduisit jusqu'à Bournabat; j'y fus présenté à un uniforme kaki,

manteau, voile et casquette, qui était une femme-soldat; elles sont nombreuses à avoir combattu dans les rangs kémalistes. Un colonel nous dit : « C'est grâce à nos femmes et à nos chariots traînés par des bœufs que nous avons gagné la guerre. » Une autre fois je retournai seul à Bournabat pour faire visite aux cimetières; abominables extrémités de la guerre : les tombes catholiques ont été fouillées et les cercueils ouverts; en terre protestante les ossements ont été dispersés. Le même spectacle m'attendait aux cimetières de Smyrne; c'était quelques jours avant la fête des morts et le gardien s'occupait à fermer les cercueils défoncés, à mettre en ordre les caveaux violés, à cimenter les portes; la chapelle aussi avait été saccagée. Du cimetière grec nul ne prenait soin : les croix abattues, les squelettes éparpillés, et, dans la chapelle, l'autel souillé, les icônes et les moindres objets brisés.

Au dernier jour, comme le soleil se couchait, nous guidâmes nos chevaux vers le mont Pagus et l'ancienne forteresse; les cimetières turcs, intacts ceux-là, bordaient notre route; à travers leurs cyprès érigés le cirque du golfe découvrait ses eaux claires. Quand nous fûmes au sommet de la colline, au pied des murs moyenâgeux, le crépuscule s'empourpra, l'eau s'assombrit; l'immuable spectacle de la nature se déroulait sur la même ligne de montagnes et sur la même mer qu'aux heureux temps de l'Ionie. Mais les ruines modernes de Smyrne faisaient au cœur du tableau une plaie informe dont nos yeux ne se pouvaient détacher.

CHARLES DIGOY

PARMI LES LIVRES

« Ce drame d'amour engagé, dans des conditions à la fois si naturelles et si paradoxales, entre deux sensibilités si pareilles et venues l'une vers l'autre de deux pôles si éloignés du monde social. » — Cette phrase de M. Bourget résume son nouveau roman. Il lui a donné pour titre un mélancolique et tendre proverbe : *Cœur pensif ne sait où il va.* Et de ce titre même il a fait un avertissement aux amants chimériques.

Madame Servières, jolie, veuve, riche, et de la sensibilité la plus délicieuse, soigne un officier blessé, qui est un héros, mais qui a été ouvrier relieur. Elle l'aime. Il est lui-même pur, courageux, intelligent, délicat. M. Bourget s'attache à nous démontrer que le mariage entre eux est impossible. Tout l'intérêt du livre est dans cette démonstration ; examinons comment elle est faite.

A la nouvelle d'un pareil mariage, les uns diront : « C'est une extravagance ! » Les autres diront : « Pourquoi pas, s'ils doivent être heureux? » Mais on attend évidemment, de l'illustre auteur de l'*Étape*, des arguments et non des impressions, des preuves et non des préjugés. C'est pourquoi il est si intéressant pour nous, et si utile, de voir comment il a construit son roman.

Et voici tout de suite un sujet d'étonnement : ayant voulu prouver que le mariage est impossible entre deux êtres d'éducation très différente, M. Bourget n'a nulle part rendu sensible cette différence : ni aux pensées, ni aux phrases, ni aux manières, on ne peut à aucun moment reconnaître qu'Irène Servières

et le lieutenant Moncour ont grandi, celle-là entourée des soins dont la haute bourgeoisie protège ses filles, celui-ci parmi le peuple et à l'atelier.

Le manque d'informations sur un point si essentiel est d'autant plus surprenant que M. Bourget a dessiné ses personnages avec beaucoup de soin. Irène est la fille d'un grand bourgeois nouveau-jeu, et d'une mère enragée du monde. Cette mère « n'eut qu'un souci dans l'éducation d'Irène : la préparer à de futurs succès mondains. Toilettes, manières, façons de penser, premières relations, tout fut dirigé par elle dans ce sens. Par bonheur, ou par malheur, car ces dualités d'éducation sont toujours périlleuses, le père, Martial Maugué, voulut que sa fille réalisât le type de la jeune fille moderne, instruite et armée, et qui, riche, pourrait au besoin gagner sa vie. »

Voilà donc une jeune âme tirée à la fois vers deux directions opposées. M. Bourget a noté, avec la sûreté qu'on lui connaît dans l'analyse, les effets de cette divergence. « Il se produit, chez les enfants très fins dont les parents ne s'entendent pas, un malaise moral, comme une intimidation intérieure, lorsque aimant également leur père et leur mère ils veulent à tout prix éviter de prendre parti. Ces jeunes âmes, à l'âge de l'expansion, et de l'épanouissement, se dressent à une constante retraite de leur personnalité... Cette intimidation finit, le plus souvent, par altérer l'unité du caractère chez une créature affectueuse, dont le père et la mère sont hostiles l'un à l'autre et qui, voulant leur plaire à tous deux, se modèle tour à tour sur les désirs de l'un et de l'autre. »

Pour être agréable à son père, Irène poursuit ses études en Sorbonne; et, son père mort, elle les interrompt pour être agréable à sa mère. Elle n'en montre pas de regret, et devient mondaine comme elle avait été studieuse. Elle ne garde de ses études que de vagues idées avancées, qui peuvent passer pour le signe d'une âme généreuse. De personnalité peu accusée, timide et sensible, elle est tendre. « La tendresse était même la réalité le plus intime de son être. » — Cet instinct de donner avec douceur le meilleur de soi n'a guère été satisfait par le mariage avec un brutal, qui est tué au début de la guerre. Irène est infirmière dans le château de sa sœur.

Elle a trente ans. Après la longue obéissance de sa jeunesse, elle est prête à s'épanouir dans un grand amour.

Bernard Moncour est décrit avec beaucoup de détail, sans que l'auteur ait réussi à le rendre aussi vivant qu'Irène. Mystérieuse magie de l'art! En quelques traits, M. Bourget a animé le portrait de la jeune femme, et il semble que nous l'ayons toujours connue. Au contraire l'effort de tout un long chapitre ne réussit pas à animer les traits de Bernard. L'étincelle manque. Pour tout dire, son caractère a bien l'air d'avoir été calculé pour justifier la tendresse d'Irène. C'est un enfant de Paris, chétif et nerveux, mais d'une vitalité que le chirurgien compare à celle des félins. Une énergie extrême, et ce goût français de crâner un peu. Aucune vulgarité. « Que cet ouvrier fût devenu officier prouvait non seulement du courage et de l'intelligence, mais des vertus de caractère et de tenue. Où les avait-il acquises? D'où cette dignité simple de ses manières qui s'accordaient à sa physionomie, affinée et pourtant plébéienne? » Ce dernier trait est joli et exact. M. Bourget nous renseigne encore sur le goût artiste du relieur, sur la vie qu'il mène, si retirée et si noble, sur ses lectures, que sais-je encore?

Or ces deux personnages, dont l'un est si profondément vivant et l'autre si minutieusement décrit, et qui vont s'aimer, nous connaîtrons juste un de leurs entretiens, le premier, et il n'a, il faut bien l'avouer, aucun caractère. Il est pourtant inévitable qu'ils aient longuement causé, puisque madame Servières veille le lieutenant. Ils ont fait la découverte l'un de l'autre, et l'amour ne leur a pas épargné les ravissements, les surprises, les inquiétudes, les concordances, et les longs enchantements dont une âme se berce, quand une image toujours changeante, toujours pareille, l'occupe tout entière. Ce temps délicieux est aussi un temps d'épreuve. Les esprits frémissants deviennent prodigieusement sensibles. Si la différence des niveaux sociaux avait séparé Bernard et Irène, ils eussent ressenti à ce moment la douleur de se sentir éloignés et M. Bourget n'aurait pu se dispenser de nous en avertir. Le silence qu'il garde nous oblige à conclure qu'il n'y a eu, entre l'officier né du peuple et l'infirmière à l'éducation raffinée, aucun froissement, aucun malentendu, visible-

ment l'auteur n'a pas voulu que les raisons de renoncer l'un à l'autre vinssent d'eux. Ils ont beau venir, comme dit M. Bourget, des deux pôles du monde social, ils sont accordés.

C'est sans doute le trait le plus caractéristique du livre, que la défense qui leur est faite de s'épouser est faite par la société, pour des motifs qui leur sont étrangers. Quels peuvent être ces *tabous* plus puissants que l'amour? Ils sont prononcés par trois personnages accessoires.

Madame Arnaudi, belle-sœur d'Irène, lui déclare : « Épouser un ouvrier, pour une femme comme vous ou moi, c'est se déclasser à jamais, c'est perdre toutes ses relations, son rang, sa famille. Mais oui. Si vous faisiez un mariage pareil, — et vous ne le ferez pas — vous n'en auriez plus de famille. Vous voyez ce que je sens, moi, ce que je pense. Tous nos parents le sentiront et le penseront, eux et tout notre monde. C'est au point que je n'oserais pas écrire une pareille nouvelle à mon mari. Dans sa prison d'Allemagne il en ferait une maladie. » — Avec ce beau-père là, la fille d'Irène, Annette, ne sera plus mariable.

Un autre personnage, un ouvrier socialiste celui-là, Ficatier, présente à Bernard de nouvelles objections. Cette fois, c'est la voix du peuple que nous entendons : « Elle dit que tes galons t'ont tourné la tête, que tu veux quitter la reliure, devenir un aristo avec le pognon de cette femme. Je n'ai pas besoin de te dire que je n'en crois pas un mot. Je te connais trop, toi, que je n'ai jamais vu faire rien que de vraiment chic. »

Enfin paraît un troisième raisonneur, l'héroïque général Brissonnet. Il interroge Bernard, lui demande quels sont ses projets et il le pousse vivement à rester ouvrier. « C'est magnifique, pour un Français, à cette heure de la vie nationale, d'être un ouvrier qui a été un officier. » Il dit encore que la Société a besoin de discipline, et il engage Bernard a rester, parmi ses camarades d'atelier, le chef. « Le chef, pour créer dans votre milieu une cellule de reconstruction à laquelle s'agrégeront d'autres cellules de reconstruction. »

Voilà les principaux arguments proposés à Irène et à Bernard pour obtenir d'eux qu'ils se séparent. Il est très frappant qu'ils sont tous d'ordre social et extérieur, tandis qu'aucun

n'est d'ordre personnel. On ne leur dit pas : « Vous ne serez pas heureux ensemble. » On leur dit : « Vos proches s'écarteront. Le monde ne vous recevra plus. Ouvrier, reste ouvrier. »

J'avoue que ces raisonnements me paraissent très sujets à caution. Les deux familles ne se verront point. Mais c'est là un accident trop fréquent pour valoir le sacrifice d'un grand bonheur. Le monde boudera? Mais M. Bourget concède lui-même que le monde ne bouderait pas, et par conséquent que tout le roman croulerait, si Moncour restait dans l'armée. Aussi le général Brissonnet est-il chargé de lui annoncer que sa blessure le rend impropre au service. De sorte que, blessé moins gravement, Moncour aurait pu épouser Irène; l'uniforme, le souvenir de son héroïsme, l'eussent fait admettre dans cette société, où les fils des soldats de Napoléon tiennent aujourd'hui un assez bon rang. Mais l'obus a malheureusement brisé le tibia, et la société se ferme. Elle se fût ouverte, si le péroné seulement avait été atteint. — Et quant à la maxime : « Ouvrier, reste ouvrier », elle me paraît aussi contraire que possible à tout ce que nous savons de l'ancienne société française. Bien loin d'être immobile, ce qui est d'ailleurs à peu près impossible, cette société laisse reconnaître un mouvement continu d'ascension sociale. Mais ceci nous mènerait fort loin de la littérature. — Enfin les raisons qui séparent Bernard et Irène sont d'une efficacité si peu certaine que M. Bourget a dû les seconder par une machine qu'il a inventée et qu'une cousine de Bernard, amoureuse et jalouse, fait jouer. Il faut un malentendu et une calomnie pour qu'Irène renonce à son amour. Bernard seul, convaincu par le général Brissonnet, l'anarchiste Ficatier et la belle-sœur, et convaincu qu'il fera le malheur d'Irène, se laisse calomnier. Un auteur a toujours à sa disposition ces héroïsmes cornéliens, et M. Bourget nous y avait préparés dès les premières pages, où Bernard, héroïquement épateur, refuse le chloroforme tandis qu'on l'opère. Il prépare déjà le dénouement.

M. Bourget a-t-il donc présenté au public une thèse fausse? Nul n'oserait le prétendre. Mais il a donné pour rigoureuse une proposition qui, à l'analyse, ne paraît pas si nettement démontrée. Un mariage comme celui d'Irène et de Bernard comporte beaucoup de risques; mais il n'y a aucune certi-

tude mathématique qu'il doive être malheureux. Les raisons les plus fortes de désaccord entre deux êtres sont tirées d'eux-mêmes. Celles-là, M. Bourget les a résolument éliminées. Seul le caractère anti-social de leur mariage doit les perdre. Est-ce sûr? Ils perdront leur rang dans le monde, nous dit-on. M. Bourget condamne-t-il donc à la damnation et au désespoir tous ceux que le monde a exclus? On ne peut lui attribuer ce jugement inhumain et frivole. On a vu des gens heureux qui n'étaient pas reçus. L'opinion même du monde est changeante. Dans quinze ans, quand Annette sera au moment de se marier, qui se rappellera l'injuste excommunication? Nous avons vu des « rétablissements » plus surprenants. Le monde n'est pas gouverné par des lois si simples, et l'image que M. Bourget en trace semble vue des fenêtres du club.

Il est vrai qu'un livre non plus n'est pas une chose simple. J'ai tâché de décrire correctement la pensée de M. Bourget; mais il a pris soin de déjouer cette analyse. « Où voyez-vous, pourrait-il dire, que mon livre soit dogmatique! Seul le jeu des caractères le détermine. Il est vrai que je tiens le mariage d'Irène avec Bernard pour fâcheux. Mais ce n'est pas moi qui les empêche de se marier. Le seul obstacle, c'est Bernard lui-même, qui se laisse calomnier et qui, avec un âpre héroïsme, dédaigne de se défendre. Ce n'est pas moi qui le pousse à cette action extraordinaire; c'est sa propre nature qui l'y contraint. Il refuse de se justifier, comme il a refusé le chloroforme. Il y a de ces âmes ombrageuses qui ne supportent pas d'être soupçonnées. Et de quel calcul ne serait-il pas soupçonné, s'il consentait à cette union? Il sait quelle déchéance il inflige à Irène; sa fierté, son amour n'y consentent point. Telle est la rançon dont se paie une noblesse secrète. C'est parce qu'il est digne d'être aimé que Bernard doit renoncer à l'être. Voilà tout le roman et il est purement psychologique. »

Il n'y a rien à répondre à cela. M. Bourget, pour mieux les asservir aux conventions sociales, a créé deux âmes de choix, les seules peut-être qui pourraient se passer de ces conventions. Il leur a donné des ailes et imposé des chaînes. C'est un jeu étrange et barbare. Mais l'amour, qui est aussi un romancier, rit de ces entraves; et dans le temps que M. Bourget croit

ses prisonniers ligotés pour servir d'exemple à la société, qui sait si l'amour, qui se moque des conséquences, ne les a pas déjà délivrés?

***

Les *Cahiers verts* ont publié un livre posthume de Louis Hémon, *Colin Maillard*. « C'est sans doute, écrit M. Daniel Halévy, un premier jet, écrit au crayon, mais exécuté de la première à la dernière ligne avec une remarquable sûreté. »

C'est un très beau livre. Un beau livre n'est pas un petit monde fermé comme une bulle de savon, et créé par l'artifice de l'auteur. On y trouve toujours quelque chose de mystérieux et d'involontaire. Il résiste à l'analyse, et sa composition même n'est pas fixe. Il est en communication avec l'univers, et comme parcouru de courants et de sèves. Aussi est-il très complexe et très simple tout ensemble. Le livre de Louis Hémon n'est que l'histoire d'un ouvrier irlandais qui, après quelque malentendu avec la police de Dublin (un homme a été tué pour une question d'honneur), vient à Londres, se loge dans l'East End, et travaille, comme débardeur, dans un entrepôt. Il n'y a dans sa vie absolument aucun événement. Mike O'Brady porte l'hérédité d'une race opprimée, le désir des revanches, la volonté de reprendre ce qui lui a été volé. Sentiments sans paroles, inconnus de sa conscience même, et qui l'entraînent sans qu'il le sache. Ce qu'il connaît de son propre cerveau ressemble assez à un miroir obscur, qui reflète quelques images, et voilà tout. Il commence par refléter le socialisme, c'est-à-dire le tableau de ces reprises et de ces revanches; et le socialisme est associé à l'idée d'un vieux juif, dont Mike O'Brady fréquente la boutique. Ce juif a une fille, massive et chargée de bijoux. Mike l'a sauvée dans une bagarre. Peut-on dire qu'il l'aime? Tout ce qui se définit par des mots est trop subtil, trop précis et trop faible à la fois pour être ressenti par cette âme confuse. Ce que ressent Mike, ce sont des attirances secrètes et fortes qu'il n'analyse point, pareilles à celles qui attirent les êtres vers la lumière. Un jour la belle juive est fiancée et c'est fini du socialisme.

Cependant dans Commercial Road, il est happé par un

membre de la jeunesse chrétienne de Limehouse, qui cherche à le faire entrer, en visiteur, dans les salles de l'œuvre. Il n'est guère tenté, mais à ce moment une jeune fille descend les marches du perron. Elle se nomme miss Gordon-Ingram. Hémon a fait d'elle un portrait délicieux.

Elle n'avait rien d'éthéré ni d'irréel; sa présence se révélait d'abord sous la forme d'un corps, d'un corps de femme sain et vêtu de chair qu'aucun trait essentiel ne distinguait des corps d'autres femmes. Elle avait probablement des yeux bleus, lumineux et doux, des cheveux blonds, couleur de toutes les choses blondes, couleur de feuille sèche, de beurre frais, de froment et de bronze usé qui luit. Sa bouche n'était ni une fraise ni un bouton de rose, mais une vraie bouche, assez large, aux lèvres tendres qui faisaient souvent une espèce de moue apitoyée mais courageuse, à moitié sourire et à moitié commencement de prière, comme celles d'une personne qui intercède. Mais il était impossible de songer à ses yeux quand elle regardait, ni à sa bouche quand elle parlait. Ses paroles comme ses regards étaient des appels directs et francs qu'on ne pouvait ignorer...

Elle dit : « Vous serez le bienvenu. » Et Mike entra. Une fois là on le convertit avec des discours et des chants, et il éprouve la paix du Seigneur. Car si les pensées n'entrent guère dans son esprit, les impressions le pénétrent et les impulsions le transforment. Hémon a très bien décrit le caractère passif, les mouvements subis, involontaires, incontestables de cette masse épaisse et vivante. La joie de sa conversion, Mike la porte dans le *pub* où il va boire d'ordinaire la bière et le gin. Le patron finit par le mettre à la porte. Et sous le tumulte de l'alcool, sous la gloire mystique, une haine tenace va grandir. Mais cette saoulerie n'est qu'un épisode. Mike vit sous le bannière du Christ, jusqu'au jour où miss Gordon-Ingram se fiance et disparaît. Aussitôt le voilà retombé dans le monde imparfait, complexe et hostile. « Mike s'était dressé comme les autres, tant qu'on l'avait tenu par la main; mais voici que la main miséricordieuse avait lâché la sienne, et l'être suprême s'effaçait peu à peu. »

Ainsi des âmes habitent l'une après l'autre le pauvre Mike O'Brady, âmes suggérées, instables, qui s'enfuient comme des ombres. Il ne lui reste que « l'anarchisme ingénu de tous les O'Brady du comté Roscommon, dont les vies pauvres

és'taient ensoleillées d'innombrables bagarres. » Déjà au début du livre, il avait tué un homme. Nous l'avons vu, dans un assaut de boxe, entrer en fureur et marteler son adversaire de coups sournois dont chacun est une tricherie. A la fin, le patron du *pub* qui l'a jadis mis à la porte, devient le symbole de la richesse inique et de l'oppression. La servante Wynnie ne le subit-elle pas avec dégoût? La passion de la justice hante les Celtes, avec la fantaisie, la violence et l'amour du beau langage. Un soir d'ivresse, Mike, rendu aux démons de la race, décide de délivrer Wynnie épouvantée, et il assomme sauvagement le patron.

HENRY BIDOU

LA RÉORGANISATION MILITAIRE

LE PROBLÈME DE L'ARMEMENT

Un des problèmes les plus graves et aussi les plus urgents qui se posent actuellement à l'attention de nos législateurs est celui de la réorganisation de notre armée. La solution n'a été que trop différée et ne saurait l'être davantage.

Quand on songe qu'après nos revers de 1870, nous avions, au bout de dix-huit mois une excellente loi de recrutement et, au bout de vingt-huit mois, une loi d'organisation militaire complète, on voit que nos représentants actuels n'ont guère hérité les qualités d'activité de leurs aînés. Espérons qu'ils auront à cœur de rattraper le temps perdu.

Il faut reconnaître que le problème est devenu plus complexe. La question de l'armement se posait jadis d'une façon fort simple. Aujourd'hui elle est devenue singulièrement ardue, tant en raison de la diversité que de l'importance du matériel nécessaire. Et elle vaut d'être portée devant le grand public, lequel ne saurait se désintéresser d'une question où il y va, pour l'avenir, de la vie même de la nation et, pour le présent, de l'équilibre de nos finances. Et puis la guerre a formé son expérience et il est devenu apte à comprendre des problèmes pour lesquels il se croyait jadis obligé de s'en remettre aveuglément à la compétence des professionnels.

Il est d'ailleurs autorisé jusqu'à un certain point à se méfier de cette compétence; car on sait qu'elle nous a bien

mal armés pour la dernière guerre et que cela nous a coûté cher. Nos troupes de campagne sont parties avec une artillerie réduite au seul canon de 75, à quelques batteries près. Au contraire les Allemands, en prévision de l'attaque de nos forteresses de l'Est, s'étaient bardés d'une nombreuse et puissante artillerie à grande portée, qu'ils avaient équipée pour servir non seulement dans les sièges, mais aussi, au besoin, dans les batailles.

Nous ne l'ignorions pas chez nous; mais nombreux étaient ceux qui ne s'en souciaient guère. Imbus des idées d'offensive à outrance, ils estimaient que le mouvement en avant, la manœuvre de troupes soutenues par un bon moral auraient tôt fait de porter celles-ci à courte distance de l'ennemi, où alors le 75 prendrait l'avantage, comme le sabreur s'approchant du lancier, et où notre infanterie sauterait à la gorge de l'adversaire.

On sait combien il fallut rapidement déchanter et comment la pluie terrifiante des « gros noirs » écrasa dans l'œuf nos tentatives d'offensive. Notre 75 nous sauva, il est vrai, dans les moments désespérés en ravageant les rangs allemands arrivés aux courtes distances, mais ce fut un sauvetage *in extremis*. Nous ne pouvions nous en contenter et on songea alors à nous constituer une artillerie capable de lutter contre la grosse artillerie allemande.

Heureusement des esprits plus clairvoyants avaient compris que nous allions tomber dans un terrible guêpier; l'étude des campagnes du Transvaal, de Mandchourie et des Balkans leur avait montré combien l'armement moderne avait accru le rôle du feu dans le combat, en particulier celui de l'artillerie puissante à grande portée. Ils avaient vivement réclamé la fabrication d'un matériel d'artillerie lourde de champ de bataille. Mais, à cette époque, l'armée française était acéphale. Aucune autorité n'était assez forte pour départager les opinions contraires et, dans cette interférence de doctrines, on n'adoptait aucune solution. Toutefois, pour donner satisfaction à l'opinion publique, on avait décidé en haut lieu la création de quelques batteries de canons lourds, dont le rôle dans les premières batailles montra les services qu'aurait pu rendre ce matériel s'il avait été plus nombreux.

Mais si l'on ne créa pas cette artillerie nouvelle, on en poursuivit du moins l'étude sous l'influence de quelques chefs éminents. On arrêta ainsi les types d'un certain nombre de canons et quand, après nos premiers revers, les yeux se dessillèrent et qu'on décida la création d'une artillerie lourde, l'orientation put être immédiatement donnée à l'industrie et on lui épargna la période des tâtonnements, qui aurait singulièrement augmenté le retard de la fabrication.

On se rappelle avec quelle activité l'industrie privée, alliée à celle de l'État, se mit à la besogne. Mais, si l'on arriva à diminuer notre infériorité par rapport au matériel allemand, on n'arriva jamais à la supprimer. Car nos ennemis ne s'endormaient pas sur leurs lauriers et perfectionnaient sans cesse leurs bouches à feu. Nous fûmes lourdement handicapés à ce point de vue; en particulier sous le rapport de la portée, nous leur fûmes toujours inférieurs et cette infériorité persiste encore de nos jours.

Toutes nos opérations subirent les conséquences de ce péché originel.

Quand on étudie superficiellement l'ensemble de la campagne depuis la période de stabilisation, il paraît difficile, au premier abord, de dégager une idée d'ensemble dans l'enchaînement des opérations; il semble que tout ait toujours été, chez nous, déterminé par les fantaisies du moment. Eh bien! il n'en est rien. Nous avons eu constamment un principe directeur : c'est de tenter d'exploiter le développement de notre matériel, de même que chez les Allemands, c'est surtout le jeu de la supériorité des effectifs qui entrait en ligne de compte. C'est ainsi qu'après la bataille de la Marne, nous sommes contraints à la guerre de position parce que nous ne possédons pas une artillerie assez puissante pour forcer les lignes ennemies. A mesure que notre matériel croît en qualité et en quantité, nous nous lançons, et cela dès 1915 dans des opérations de plus en plus grande envergure : combats de Perthes, Vauquois, les Eparges, Artois d'abord, puis offensive de Champagne et bataille d'Artois en septembre. Après le coup de boutoir de Verdun où, grâce à la supériorité de leur matériel, les Allemands arrivent à nous surprendre par une préparation de quelques heures seulement,

c'est, en 1916, la Somme, la reprise de Douaumont et enfin la grande offensive de 1917, dont l'échec est dû à l'insuffisance du nombre de nos canons. Dès lors nous réduisons nos prétentions : nous nous contentons d'offensives à objectif limité, en rapport avec l'importance de notre artillerie, et ce sont les batailles des Flandres du 31 juillet; la troisième bataille de Verdun où nous reprenons à peu près toutes nos positions d'avant 1916 et la victoire de la Malmaison.

Enfin, après les offensives allemandes de 1918, c'est la deuxième victoire de la Marne, puis la grande offensive libératrice.

Fait digne de remarque : alors que notre offensive de 1917, où nous étions à l'apogée des effectifs, a échoué, celle de 1918, où les effectifs étaient en déclin, mais où nous étions à l'apogée du matériel, a réussi.

Et toutes ces opérations, du commencement à la fin, ont été conditionnées par la valeur de l'artillerie. L'infanterie a toujours été à hauteur de sa tâche; elle a fait tout ce qu'on lui a ordonné, tout ce qui était humainement possible de tenter. Quand il y a eu échec ou succès incomplet, ç'a toujours été la faute de l'artillerie — je ne dis pas des artilleurs. C'est parce que les canons trop peu nombreux ne déblayaient pas suffisamment le terrain devant le fantassin; c'est parce que, par manque de portée, ils ne pouvaient pas appuyer ses premiers succès en l'accompagnant de leurs projectiles; c'est parce que, par manque de courbure de trajectoire, ils n'arrivaient pas à atteindre les buts défilés; c'est parce que, trop peu puissants, ils ne parvenaient pas à dominer les canons de l'adversaire; c'est parce que, n'ayant pas un tir assez rapide, ils nécessitaient une préparation trop longue, qui éveillait l'attention de l'ennemi, lui donnait le temps d'amener ses réserves au point critique et empêchait l'effet de surprise, sans lequel il n'est point de succès sérieux.

C'est seulement après que toutes ces imperfections de son matériel eurent disparu, que notre artillerie s'est trouvée enfin à hauteur de son rôle et nous a permis de dominer l'ennemi et de le pourchasser sans répit jusqu'à ce qu'il demandât grâce.

***

On voit donc toute l'importance du rôle joué par le matériel au cours de la dernière guerre et ce rôle ne fera que croître dans les guerres futures. De cela tout le monde est convaincu et c'est à juste titre que le lieutenant-colonel Fabry dans son rapport sur « la constitution des cadres et effectifs », déposé sur le bureau de la Chambre, affirme que « la controverse entre partisans du personnel et tenants du matériel n'est que pure querelle de mots ».

C'est avant tout une question de dosage.

Si l'insuffisance de l'armement voue une armée à l'écrasement, sa surabondance l'anémie et l'encombre. Rappelons-nous qu'en 1814, lors de la campagne de France, Napoléon avait voulu compenser la faiblesse de ses effectifs par un surcroît de canons; ces canons ne servirent guère que de trophées pour l'ennemi.

Il y a donc une quantité optimum d'armement à réaliser. Laquelle?

C'est ici que le problème se complique. Car les avis sont terriblement partagés même parmi les professionnels, surtout parmi les professionnels, voire parmi les grands idoines. Les uns, et ce ne sont pas les moins nombreux, dont l'expérience s'est surtout formée dans la méditation des bureaux, traitent la question au point de vue théorique : sur le terrain mouvant de la Grande Guerre, ils veulent édifier des architectures savantes et élégantes.

Les autres jettent dans la balance le poids de leur expérience de la guerre vécue. Mais ce n'est, pour la plupart, qu'une expérience relative, chacun n'ayant vu qu'un coin de la bataille et ramenant tout à cet horizon nécessairement limité.

Et puis, avec les militaires, il faut toujours compter sur l'esprit d'arme, la « question de bouton », comme on dit.

Fantassins, cavaliers, sapeurs, artilleurs légers, artilleurs lourds, aviateurs seront toujours portés, inconsciemment ou non, à prêcher pour leur saint. Le hara-kiri n'est pas de mode dans l'armée française. Bien rares sont ceux qui ont une situation leur permettant à la fois de voir l'ensemble du

tableau et ses détails, et qui sont restés suffisamment au-dessus de la mêlée des ambitions pour n'en pas subir l'emprise.

Parmi ces hautes autorités, il en est une dont l'avis s'impose : c'est celle qui a présidé pendant les dernières années de la guerre et les premières de la paix aux destinées de notre artillerie, l'Inspecteur Général de l'arme, le Général Herr. Et cela non pas seulement en raison de sa compétence spéciale d'ancien grand maître de l'artillerie, mais aussi parce que sa carrière guerrière l'a mis à même de connaître tous les besoins et toutes les ressources.

Ayant successivement commandé une brigade d'artillerie, une division d'infanterie, un corps d'armée, un détachement d'armée, mis à la tête de la Réserve Générale d'artillerie et enfin nommé Inspecteur Général, il a tour à tour vécu la vie des corps de troupes de toutes armes, assisté de son expérience le Haut Commandement sur le front et le Ministre à l'arrière et suivi de près tout le travail des fabrications. Il a été non seulement l'organisateur, mais aussi l'animateur de notre artillerie et lui a donné une supériorité de puissance reconnue par les grands chefs allemands eux-mêmes, et par quoi il apparaît comme un des ouvriers les plus habiles de notre victoire. On peut dire qu'il est la personnalité connaissant le mieux à la fois le problème à fond et sous toutes ses faces.

Retiré du service actif, ayant une situation qui le met à l'abri des contingences de l'ambition et de l'intérêt, connaissant aussi bien les ressources de l'industrie civile que celles des ateliers militaires, il présente des garanties exceptionnelles d'expérience et d'impartialité.

Dans le tumulte des projets disparates qui se heurtent, on attendait son opinion. Il a voulu la faire connaître dans un livre qui forme son véritable testament militaire [1]. Certes toutes ses idées ne doivent pas être acceptées comme paroles d'Évangile; il entend bien lui-même qu'on les discute et qu'au besoin on les modifie. Mais elles forment une base solide de controverse en cette question si complexe et, à ce titre, elles méritent non seulement de fixer l'attention et la méditation

1. *L'Artillerie. Ce qu'elle a été. Ce qu'elle est. Ce qu'elle doit être.* Berger-Levrault, éditeur.

des professionnels, mais aussi d'être révélées au grand public soucieux de savoir où on le mène.

C'est cette vulgarisation nécessaire que nous allons tenter de faire le plus clairement possible en nous en tenant aux principes généraux, sans entrer dans des détails trop techniques.

***

Il s'agit de notre futur système d'artillerie, de la qualité et de la quantité de canons dont le pays doit s'imposer la dépense.

Tout d'abord rappelons qu'il existe deux catégories de canons : 1° Ceux qui utilisent toute la puissance de la poudre pour avoir la plus grande portée possible. Ce sont les *canons longs* à trajectoire tendue, destinés surtout à battre les objectifs découverts.

2° Ceux qui n'utilisent qu'une partie de la puissance de la poudre pour avoir une trajectoire plus courbe et atteindre ainsi les objectifs abrités derrière un obstacle naturel ou artificiel — ce sont les *obusiers*; ou bien écraser les ouvrages de tout le poids du projectile lancé sous un tir vertical — ce sont les *mortiers*.

En 1914 nous manquions en particulier d'obusiers de campagne. Avec le déficit des mitrailleuses, ç'a été la lacune la plus grave de notre armement et, comme nous le verrons, elle n'est pas encore comblée.

C'est qu'on n'avait pas suffisamment raisonné sur les diverses éventualités qui pouvaient se présenter. L'expérience de la guerre nous permet maintenant de serrer le problème de plus près. C'est avant tout cette étude qu'envisage le Général Herr pour bien déterminer nos besoins.

Certains, il est vrai, prétendent que l'expérience du passé est un leurre et que la guerre de 1914-1918 ne doit pas plus ressembler à la prochaine qu'à celle de 1870. Il est possible que des engins nouveaux viennent un jour bouleverser toutes les prévisions. Mais, jusqu'à présent, ces mystérieuses inventions sont encore dans les limbes et on ne peut étayer l'avenir sur des rêves. Ce qui est certain, c'est que si nous n'agençons

pas nos armées pour mener la bataille suivant les procédés admis jusqu'à présent, l'ennemi aura beau jeu pour en profiter. Le plus sage est donc de raisonner sur les données de la dernière guerre, quitte à modifier nos organisations si des révélations nouvelles viennent nous y obliger.

Cette guerre apparaît comme une longue guerre de position encadrée entre deux phases de guerre de mouvement. Il est probable que la prochaine lutte n'aura pas la même allure, mais qu'elle comportera également des périodes de mouvement et des périodes de stabilisation.

Eh bien! pour ne pas donner dans le vague ou dans la fantaisie comme jadis, la méthode rationnelle est, ainsi que l'a fait le Général Herr, de suivre l'infanterie à ses différentes étapes du champ de bataille et d'étudier à mesure ses besoins correspondants. Car c'est toujours à l'infanterie que sera dévolu le rôle essentiel d'aller bouter l'ennemi dehors. L'important est de l'y aider le plus efficacement possible.

Voici les colonnes de marche qui se portent au combat. Elles commencent à entrer dans la zone battue par les pièces à grande portée de l'ennemi. Pour les protéger, il nous faut contrebattre ces pièces. D'où nécessité d'une *artillerie à grande portée* au moins équivalente.

A mesure que la distance diminue, des canons ennemis de plus en plus nombreux ouvrent le feu, soit placés en pleins champs, soit défilés derrière des couverts, soit même abrités sous des casemates. De plus il faut déblayer le plus possible le chemin de l'infanterie, en détruisant tout ce qui peut l'arrêter. Tout cela c'est le rôle de ce qu'on appelle l'*artillerie d'appui direct*, artillerie de campagne alerte, mobile, à tir rapide, de portée moyenne, composée aussi bien de canons longs que de canons courts. C'est pour ainsi dire l'ange gardien de l'infanterie.

Mais, si parfait qu'ait pu être le travail de cette artillerie, il reste encore des obstacles auxquels se heurtera l'infanterie, qui peuvent briser son élan et l'arrêter net dans la zone de mort. L'artillerie d'appui direct est trop éloignée; les communications avec elle sont trop précaires. Va-t-on en détacher quelques batteries, comme on a cru devoir le faire jusqu'à présent faute de mieux, pour les lancer en avant? Le geste

est héroïque, mais vain. Car ce groupement d'hommes, de chevaux et de canons forme aux petites distances une cible trop visible et trop vulnérable et c'est l'hécatombe et l'hécatombe inutile; sans compter que les chevaux sont totalement désarmés dans l'atmosphère empoisonnée qui règnera probablement en cette zone du champ de bataille. Il faut donc pour l'infanterie une *artillerie d'accompagnement direct*, apte à la suivre dans sa progression, artillerie blindée, à l'épreuve de la balle de la mitrailleuse, à traction mécanique, montée sur chenilles pour circuler à travers champs, composée d'obusiers à faible portée pouvant facilement fouiller le terrain.

Mais, au cours de son attaque, notre infanterie aura à subir des contre-attaques appuyées par des chars : il faut donc des *canons anti-chars*, canons à tir rapide et à grande puissance de perforation.

D'autre part pendant la durée de l'engagement, on doit pouvoir entraver chez l'ennemi l'afflux des réserves et des ravitaillements. D'où nécessité d'une *artillerie d'interdiction* à grande et à très grande portée, destinée à battre l'arrière-front et à encager pour ainsi dire le défenseur. Cette artillerie servira également à appuyer la poursuite en battant à toute volée les voies de retraite de l'ennemi.

Enfin il est un adversaire spécial qu'il faut à tout prix empêcher de venir surveiller et bombarder nos colonnes. C'est l'avion. Nos escadrilles n'y suffiraient pas. Elles ont d'ailleurs pour la plupart d'autres rôles à remplir. D'où nécessité d'une *artillerie anti-aérienne*, laquelle pourra au besoin être employée comme artillerie anti-char.

On voit ainsi que nous avons besoin de toute une gamme de canons de divers calibres pour remplir cet ensemble de missions si varié. On voit aussi combien a été grande notre illusion jadis de croire qu'un seul canon, fût-il le 75, pût y suffire.

Sous la pression des circonstances, nous avons été amenés à adapter tant bien que mal d'anciennes pièces de siège, de côte ou de marine et à construire, souvent hâtivement, des matériels nouveaux.

C'est ainsi qu'à l'armistice nous possédions environ :

5 500	canons de 75,	au lieu de	3 800	en 1914.
5 000	— lourds de campagne,	—	300	—
700	— d'artillerie à longue portée,	—	0	—
400	— anti-aériens,	—	1	—

Malheureusement ce matériel est loin de posséder toutes les qualités requises, notamment sous le rapport de la mobilité, de l'amplitude du champ de tir et surtout sous celui de la portée, où il est nettement dépassé par le matériel allemand [1]. Enfin il s'y trouve des lacunes, dont la plus grave est l'absence d'un obusier léger de campagne, lacune que l'armée française, parmi les armées des grandes puissances, est à peu près la seule à présenter.

Cette dernière infériorité avait frappé nombre d'artilleurs avant la guerre et un type d'obusier avait été proposé. Mais, par mesure d'économie, on lui préféra alors un dispositif de fortune, la *plaquette Malandrin*, qui, adaptée au moment du besoin au projectile du 75, courbait sa trajectoire. Mais à l'épreuve du combat, ce palliatif fut vite jugé trop précaire et on ne tarda pas à l'abandonner.

Ce matériel, malgré son insuffisance, faut-il s'en contenter comme certains le prétendent? Ce serait recommencer les errements de 1914, qui nous ont coûté si cher.

Faut-il au contraire construire un système d'artillerie tout nouveau comme d'aucuns le réclament? Nos ressources budgétaires n'y suffiraient pas.

C'est là que le général Herr, avec sa compétence technique, son expérience tactique du champ de bataille et aussi son souci constant de ménager le plus possible les ressources de l'État, indique une solution qui mérite de fixer l'attention.

Dans l'important stock d'artillerie que nous possédons, il faut faire un triage raisonné.

D'abord les canons qui, au besoin avec des modifications légères, se rapprochent des types dont l'expérience de la guerre a fait ressortir la nécessité. Ceux-là, il faut les conserver précieusement. Ils sont encore nombreux. Ce sont en tous cas

1. Si le 75 français et le 77 allemand, après les modifications apportées au cours de la guerre, possèdent maintenant des portées à peu près équivalentes (11 km. environ), les Allemands, depuis l'armistice, ont commencé la fabrication d'une pièce de campagne de portée sensiblement supérieure. Pour l'artillerie lourde, alors que le 105 français a une portée de 13 kilomètres, le 13 allemand, qui lui est opposé, a une portée de 16 kilomètres; le 155 Filloux, qui est notre pièce lourde la plus perfectionnée, a une portée de 19 kilomètres environ, alors que le 15 allemand peut tirer jusqu'à 23 kilomètres. Mêmes différences pour les pièces courtes.

les plus coûteux, ceux qui composent la plus grande partie de notre grosse artillerie de canons et de mortiers.

Une seconde catégorie comporte les matériels jugés insuffisants mais qui ne sont pas absolument sans valeur : on en constituera une réserve destinée à faire face aux premiers besoins jusqu'à la sortie en série des matériels nouveaux, ensuite à combler les déficits qui pourraient se produire dans les fabrications ou à remplacer les matériels modernes sur des fronts calmes. Dans cette catégorie figure notre 75, qui, vieux de plus de vingt ans, commence à être un peu désuet.

Enfin il y a les matériels devenus trop archaïques. Ceux-là il faut les détruire sans hésitation, afin de ne pas employer inutilement des locaux, du personnel et de l'argent pour les stocker et les entretenir. Parmi ces canons voués à la mort, envoyons un salut ému et reconnaissant à nos vieux de Bange.

Reste maintenant à déterminer les types de canons dont nous sommes complètement démunis. Ce sont :

1° Un *canon d'accompagnement d'infanterie*, blindé et chenillé, d'autant plus nécessaire que la prochaine guerre aura pour théâtre initial la rive droite du Rhin et se déroulera vraisemblablement dans les régions montagneuses et boisées du Westerwald, du Taunus, de l'Odenwald, de la Forêt Noire, propices à la guerre de chicane;

2° *Un obusier léger à tir rapide* qui, comme nous l'avons vu, nous manque d'une façon absolue;

3° *Un canon d'appui direct*, puissant, à grande portée, à tir rapide, pour remplacer notre 75;

4° *Un auto-canon* partie sur roues, partie sur chenilles, destiné à la lutte contre les avions et contre les chars.

Mais on ne saurait songer à construire dès le temps de paix tout le matériel dont nous aurons besoin pour la guerre. Cela excéderait de beaucoup les ressources dont l'État peut disposer. Il est nécessaire et suffisant de mettre dès maintenant ces matériels à l'étude, d'en construire le plus tôt possible des spécimens, de soumettre ceux-ci à tous les essais balistiques et tactiques indispensables, en un mot de tout préparer pour que leur fabrication rapide en grande série puisse être lancée dans le délai minimum au moment du besoin. Ce sera

l'œuvre de l'industrie privée, associée à l'industrie d'État, lesquelles seront actionnées par la mobilisation industrielle soigneusement préparée à cet effet. La prochaine guerre sera en grande partie une guerre d'usines.

Toutefois, en ce qui concerne les types de canons dont nous sommes dépourvus, il est urgent d'en fabriquer un nombre suffisant pour être en mesure d'ouvrir une prochaine campagne dans de bonnes conditions sans risquer de nous trouver en présence d'une artillerie supérieure.

Mais pour coordonner tous les efforts, il importe de ne pas retomber dans l'organisation anarchique d'avant guerre, où de multiples autorités avaient voix au chapitre et qui a frappé de stérilité tous nos efforts. L'inspection générale de l'artillerie, créée au cours de la guerre, destinée à servir de trait d'union entre la Direction d'armes et le Haut Commandement a été à ce point de vue une innovation heureuse, qu'il faut précieusement conserver.

***

Voilà, en ce qui concerne la qualité du matériel, la solution du problème nettement et pratiquement établie. Reste maintenant à étudier la qualité.

C'est là que les avis sont le plus partagés et les controverses le plus vives. Certes tout le monde chez nous est d'accord pour souhaiter une artillerie le plus nombreuse possible, de même que nul n'ignore l'importance capitale de l'action de l'infanterie. Mais les effectifs étant limités — hélas ! les nôtres le seront de plus en plus — on ne peut augmenter les *armes à matériel* qu'au détriment des *armes à effectifs*. Reste à trouver la meilleure proportion à réaliser.

Une des révélations inattendues de la dernière guerre a été la puissance prépondérante du feu de l'artillerie. Jusqu'alors on admettait sans discussion que le feu de l'infanterie était infiniment plus meurtrier.

Cette opinion était basée sur les statistiques des plus récentes campagnes modernes. La proportion s'établissait en moyenne à six contre un en faveur du fusil [1].

1. Proportion de blessures causées par le fusil et par le canon : Campagne

D'après les chiffres relevés par le service de santé du G. Q. G. pour toute la durée de la dernière guerre, la moyenne des pertes dans les principales batailles a été :

67 p. 100 par obus et grenades;

23 p. 100 par balles (fusils et mitrailleuses);

10 p. 100 pour autres causes.

La proportion des pertes s'est donc complètement renversée en faveur du canon et notons que l'entrée en jeu de la mitrailleuse est venue au moins tripler le rendement de la balle.

Mais, chose également digne de remarque, on a constaté que les pertes allaient régulièrement en décroissant à mesure qu'augmentait le nombre de canons mis en ligne et cela malgré l'accroissement parallèle de l'artillerie, allemande [1].

Qu'en conclure, sinon que le meilleur moyen d'épargner le matériel humain, c'est de le protéger le plus possible par le matériel mécanique?

Le problème malheureusement n'est pas de ceux qu'on peut résoudre par la seule vertu des chiffres. Il est surtout d'ordre empirique et c'est encore à l'expérience de la dernière guerre qu'il faut en demander la solution la plus plausible.

On sait que cette guerre, dans les deux camps, a été caractérisée par un développement incessant de l'artillerie aux dépens de l'infanterie.

Commencée chez nous avec 4 300 bouches à feu, servies par 11 000 officiers et 420 000 hommes de troupes, elle s'est terminée avec 12 000 canons, servis par 26 000 officiers et plus d'un million d'hommes de troupes. Les effectifs *combattants* de l'artillerie, qui représentaient au début 20 p. 100 du total des combattants mobilisés, atteignaient à la fin 38 p. 100, rejoignant presque ceux de l'infanterie, qui dans

de Crimée : 54 /43. Campagne de 1870, armée française : 70 /25; armée allemande : 90 /9. Guerre russo-japonaise, armée japonaise : 85 /8,5; armée russe : 86 /14. (D'après M. le médecin inspecteur général Toubert.)

1. Offensive de Champagne, septembre 1915 :
   Densité d'artillerie au kilomètre : 13. Pertes subies : 175 000
   Bataille de la Somme, juillet 1916 :
   Densité d'artillerie au kilomètre : 19. Pertes subies : 165 000
   Offensive de l'Aisne, avril 1917 :
   Densité d'artillerie au kilomètre : 25. Pertes subies : 136 000
   Offensive de Champagne, septembre 1918 :
   Densité d'artillerie au kilomètre : 26. Pertes subies : 126 000

le même temps étaient descendus de 70 p. 100 à 48 p. 100. La densité de l'artillerie au kilomètre dans la bataille est passée de 5 batteries en 1914 à 40 batteries en 1917, pour revenir à 20 batteries en moyenne en 1918 au moment de notre offensive.

Dans le même temps, l'aviation, représentée en 1914 par 6 500 hommes et 200 avions, atteignait en 1918 les chiffres de 95 000 hommes et 3 300 appareils et les chars de combat prenaient un essor dont on ne peut encore envisager l'ampleur.

Tablant sur ces diverses données, présumant, comme il est vraisemblable, que nous devrons mettre dès le début en ligne 100 divisions afin d'enfoncer la première position où s'établira l'armée de couverture allemande et calculant l'artillerie nécessaire pour les armer, le général Herr en arrive à la conclusion suivante : *notre dotation au moment de l'armistice devrait être augmentée d'environ* 2 000 *canons légers et* 1 000 *canons lourds.*

Ces conclusions ne vont pas sans effrayer certains esprits. Avec tout ce matériel, objectent-ils, vous oubliez une donnée primordiale : *le facteur moral.* Les canons ne le remplacent pas et, en dernière analyse, c'est toujours l'homme avec ses qualités guerrières qui remporte la victoire et non la machine insensible.

Mais personne ne songe à nier l'influence des facteurs moraux. La guerre moderne exige au contraire — nous en savons quelque chose — qu'ils soient développés au paroxysme. L'emploi d'un matériel nombreux et perfectionné ne diminue d'ailleurs en rien l'importance des effectifs à mettre en ligne. Il oblige seulement à les répartir différemment... Il s'agit en définitive de déterminer la proportion optima à réaliser entre les effectifs de l'infanterie assaillante et ceux de l'artillerie qui l'appuie pour que l'attaque réussisse au prix de moindres pertes.

« Au surplus l'augmentation du matériel est un des plus puissants éléments pour exalter les forces morales : une armée qui se sait mieux outillée que ses adversaires voit sa valeur morale s'accroître de toute sa supériorité matérielle. » A la question : « Qu'est-ce qu'une bataille gagnée? » Joseph de Maistre répond : « C'est une bataille qu'on croit gagnée. »

On pourrait dire aussi : « C'est une bataille qu'on sait pouvoir gagner. »

« Les plus beaux miracles de l'abnégation, la flamme sacrée de l'héroïsme, l'ardeur du plus brûlant patriotisme ne sauraient à eux seuls prévaloir contre la destruction aveugle, brutale et complète par les engins perfectionnés de la guerre moderne. Le cri fameux : « Debout les morts ! » est certes un mot sublime ; on ne saurait en faire la base d'une doctrine de combat. Ce n'est point avec des cadavres que l'on gagne des batailles. L'holocauste de millions de héros marchant à poitrine découverte et pourvus d'engins insuffisants contre un ennemi puissamment armé et organisé peut bien servir à illustrer un chapitre de Plutarque ; il ne doit plus apparaître dans l'histoire de France. Notre pays n'est plus assez riche en « matériel humain » pour avoir le droit de faire la guerre à « coups d'hommes ».

Pendant la tourmente nul n'a protesté contre cette puissante emprise du matériel. Mais aujourd'hui, le danger passé, beaucoup semblent oublier la leçon ; d'autres au contraire veulent par trop l'exploiter par des exigences abusives.

Il était bon que cette grande voix autorisée sortît du silence de la retraite pour ramener tout le monde à la saine interprétation de la situation, mettre un peu d'ordre dans le conflit des idées et maintenir l'artillerie française à la place que nos ennemis eux-mêmes lui ont reconnue : la première.

COLONEL ROMAIN

LA FORMULE DE WASHINGTON

ET

LA MARINE FRANÇAISE

Avant les dernières vacances le Parlement français a exprimé sa volonté de ratifier le traité signé à Washington le 6 février 1922 et intitulé : « *Traité entre les États-Unis d'Amérique, l'empire Britannique, la France, l'Italie et le Japon, limitant les armements navals.* »

Le rapport présenté au nom de la commission des affaires étrangères de la Chambre par l'honorable M. Guernier, est un document fort instructif et nous espérons que nos lecteurs trouveront bon que nous en ayons suivi les grandes lignes pour leur présenter quelques observations. A cause de leur substance elles méritent de retenir leur attention. Nous voudrions mettre les vigilances en éveil contre toute tentative qui aurait pour conséquence volontaire ou involontaire de nous rendre impuissants sur mer et montrer aussi qu'une fois le traité signé, et quelles que soient nos préférences sur la nature d'un matériel naval, cuirassés ou croiseurs suffisamment armés nous seront interdits, et que, pour maintenir nos droits de souveraineté, nous devrons nous tourner vers d'autres engins : les avions et les sous-marins.

D'abord comment et pourquoi les États-Unis nous invitèrent-ils à prendre part à une conversation avec eux, avec l'Angleterre, l'Italie et le Japon?

En 1916, les États-Unis, continuant le gigantesque programme naval inauguré par Roosevelt, se préparaient à posséder en 1925, la première marine du monde.

M. Guernier semble vouloir en trouver une justification dans un accroissement parallèle de la marine de commerce américaine; nous nous permettrons d'indiquer ici une opinion différente.

La marine de commerce qui exige une marine de guerre pour la protéger est celle qui navigue sur mer. Je ne pense pas qu'une marine ne naviguant que sur les lacs, sur des rivières ou dans des mers intérieures, puisse être confondue avec la marine de long cours ou de cabotage. Les chiffres attribués par M. Guernier à la flotte de commerce américaine ne totalisent-ils pas, sans distinction, tous les navires de commerce lacustres, fluviaux ou de navigation intérieure en même temps que les navires de mer?

Dans cette dernière hypothèse on ne pourrait sur une telle base expliquer un pareil accroissement de la marine de guerre.

Ma remarque n'a d'ailleurs qu'une importance toute relative, mais elle me permet de rappeler que bien avant la guerre et justement en 1913, la marine de commerce américaine avait déjà un tonnage global de 8 millions de tonnes, alors que sa marine de commerce destinée à la navigation sur mer représentait seulement 2 800 000 tonnes de navires excédant cent tonneaux. Ce dernier chiffre était à peu près équivalent au tonnage total des navires de plus de cent tonnes naviguant sur les grands lacs.

Le rapport de M. Guernier (p. 9) contient donc soit une coquille soit une erreur, et elle a bien son importance puisque d'après les idées mêmes de l'auteur, ou même par définition, un pays doit avoir la marine de guerre qui correspond à ses colonies, à l'éloignement de ces colonies et enfin à sa marine de commerce, sans qu'il puisse nous venir à l'esprit d'avoir une marine de guerre pour protéger nos bateaux-mouches ou les péniches du canal Saint-Martin. Nous ne pensons donc pas qu'on puisse s'appuyer sur l'accroissement actuel de la marine marchande des États-Unis pour expliquer la volonté de cette nation d'avoir la première marine du monde.

M. Guernier nous indique aussi que le pacte des Nations

aurait pu permettre aux États-Unis de prévoir ou d'écarter les conflits entre les peuples, désir exprimé par leur Parlement. Or l'invitation à la conférence de Washington prouve une fois de plus ce que nous savions déjà. Les États-Unis ne veulent pas qu'on se mêle de ce que la doctrine de Monroe a défini : « leurs affaires. » Les affaires des Américains à l'Amérique, pas d'intrusions de l'extérieur, et c'est à grand peine que cet esprit tolère une possession quelconque d'un peuple non américain dans la région qu'occupe le nouveau monde. Le Pacte des nations, les États-Unis l'ont déjà réalisé dans leur région. La *Panamerican Union*, dotée par Carnegie, a déjà porté une moisson abondante, elle a permis de quadrupler depuis 1890 le commerce des États-Unis avec l'Amérique, elle a déjà évité au moins six guerres. Que deviendrait cette descendante de la doctrine de Monroe si les peuples du nouveau monde adhéraient tous au Pacte des Nations? Les traditionnalistes si nombreux aux États-Unis et les impérialistes — car il y en a — voudraient-ils voir substituer à la situation prépondérante qu'ils occupent dans la Panamerican Union, l'entrée en scène d'un suffrage universel des nations du monde entier?

A tout prix il fallait éviter à temps l'intrusion de cette foule d'états souverains dans des questions où les États-Unis ne voulaient pas entendre leur voix.

Je ne trouve pas étonnant, connaissant cette mentalité, que les Américains pensent nous avoir témoigné une sincère sympathie quand ils nous ont appelés à concourir aux arrangements du Pacifique, mais l'occasion était trop bonne, peu avant le jour où la Société des Nations allait étudier la limitation des armements pour ne pas faire cette alléchante démarche, une démarche qui permettrait aux États-Unis de parler avec plus d'autorité que si ayant adhéré à la Société des Nations ils y avaient été représentés.

M. Briand a fort judicieusement souligné cette particularité dans son télégramme du 12 juillet 1921 (*Livre jaune*, doc. × 4).

Dès le début la Conférence de Washington devait paraître donner un formidable croc-en-jambe à la Société des Nations, en démontrant que certains États, même non signataires,

pouvaient imposer sans discussion leur volonté à l'ensemble de l'assemblée.

En participant à une telle démarche, l'Angleterre ne faisait que continuer sa politique trois fois séculaire. N'y trouvait-elle pas un nouveau moyen de maintenir sa suprématie? Le Japon devait nécessairement accepter une conférence dont l'un des enjeux était la paix du Pacifique.

M. Guernier signale aussi que les États-Unis, l'Angleterre et le Japon professent d'une manière générale la même conception sur les éléments essentiels d'une force navale; je m'en étonne, car il fournit lui-même des arguments qui prouvent qu'à la conférence, les déclamations anglaises sur l'inutilité du sous-marin ont soulevé d'unanimes protestations et en particulier de la part du Japon et des États-Unis. M. Hanihara, délégué du Japon, a affirmé que les sous-marins sont des bâtiments efficaces et peu coûteux dont le Japon ne saurait se priver, et on trouvera plus loin une citation d'un procès-verbal américain qui arrive à la même conclusion. Nous pouvons ajouter en passant que pareille opinion a été exprimée au nom de l'Italie par M. Schanzer.

On ne peut donc dire que les États-Unis, la Grande-Bretagne et le Japon professent la même conception sur les éléments essentiels d'une force navale; on ne peut pas dire non plus que la destruction de la flotte de haut bord d'une nation par une autre nation livrera sa flotte de commerce à merci, tandis qu'elle assurera au vainqueur la liberté des mers et son ravitaillement national.

Chacun a pu le voir pendant la dernière guerre. Le passage de nos troupes d'Afrique en France et les opérations des Dardanelles et de Salonique, pas plus que le ravitaillement facile jusqu'au printemps 1916, n'auraient pu avoir lieu si les Allemands avaient pu ou voulu dès le début de la guerre mettre en action cent cinquante sous-marins.

Si l'évacuation de l'armée serbe a pu se faire brillamment c'est qu'il s'agissait pour ainsi dire d'une opération de rade.

Si les troupes américaines ont pu débarquer sans peine à Brest ou ailleurs, c'est parce que les Allemands n'avaient pas de sous-marins capables de tenir efficacement la mer dans les grandes houles du cap Finistère ou du golfe de Gascogne.

Ceux qui osent dire que les alliés ont eu la maîtrise de la mer quand les sous-marins leur coulaient mensuellement entre six cent mille et un million de tonnes ont sans doute envie de mystifier le public et j'en dirai autant de ceux qui prétendent qu'à la fin de la guerre on avait enrayé la guerre sous-marine. On avait alors moins de bateaux à la mer pour le même tonnage transporté, le gibier était plus rare pour les sous-marins, et voilà pourquoi ils en coulaient moins. Il n'existe pas le moindre argument sérieux contre cette affirmation.

Les faits que nous venons de signaler suffisent pour nous permettre de dire qu'avant d'avoir une flotte de commerce réduite à merci, il faudra avoir compris dans la destruction des forces navales qui la protégeaient, la destruction de son aviation et de ses sous-marins.

Je ne voudrais pas que ma critique puisse dépasser ma pensée et j'ajouterai que l'exposé de M. Guernier sur l'état de la flotte française à l'ouverture de la conférence, place à merveille la situation. De même son compte rendu de la conférence où il cite fort heureusement la lettre de M. Briand à M. Hughes du 18 décembre 1921.

Nous voulons bien renoncer à notre souveraineté en acceptant le tonnage de *capital ships* qu'on prétend nous imposer, mais M. Briand a tenu à souligner *qu'il ne sera pas possible d'accepter des diminutions proportionnelles en ce qui concerne les navires défensifs* (*croiseurs légers, torpilleurs, sous-marins*).

Nous remercierons encore M. Guernier d'avoir cité cet extrait d'un procès-verbal de la conférence auquel nous avons fait allusion plus haut :

« ... Le sous-marin est particulièrement un instrument des puissances navales faibles. Le trafic du monde est exercé sur la mer. Toute marine qui a la maîtrise sur la surface préfère se reposer sur cette supériorité...

« Les États-Unis ont besoin d'un grand nombre de sous-marins pour protéger leurs intérêts... »

Et voilà quelle est l'opinion exprimée par toutes les nations représentées à Washington, à l'exception de l'Angleterre qui est sans doute la marine maîtresse de la mer qui préfère se reposer sur cette supériorité.

M. Guernier nous rappelle encore la douloureuse folie commise en laissant entendre que le chiffre de 90 000 tonnes représentaient la limite inférieure en-dessous de laquelle la France refusait de descendre pour les sous-marins. On parle parfois de responsables. Qui aura été responsable de ce qu'à l'ouverture de quelque prochaine conférence on vienne nous dire : Rien n'a été limité pour les sous-marins, mais cependant vous auriez consenti à 90000 tonnes. Aujourd'hui nous acceptons. Comment en sortira-t-on alors qu'il est désastreux de ne pas construire au plus vite au moins 200 000 tonnes de sous-marins?

Avec 175 sous-marins, l'Allemagne a tenu en échec la plus colossale coalition maritime de l'histoire; ayons donc 175 sous-marins.

Enfin nous aurions aimé voir défendre sérieusement les navires porte-aéronefs. Je pense non sans y avoir longuement réfléchis qu'il nous en faut, une vingtaine représentant un minimum 200 000 tonnes. Comment pourrons-nous nous contenter des 60 000 tonnes qui nous sont consenties?

Lorsqu'une faute grave est commise et paraît irréparable, on n'ose pas insister, mais quel frisson en lisant la lettre adressée le 16 juin 1923 par M. le Président du conseil à M. Guernier...

Est-ce M. Poincaré qui peut être mis en cause? Non, c'est M. Briand, et je sais bien qu'il aurait le courage d'en endosser la responsabilité. Mais qui est responsable vis-à-vis de M. Briand? Nous emploierons une puissante expression de la Ligue Maritime et Coloniale : c'est une amirauté responsable.

Consolez-vous, Français, adressez-vous à une amirauté responsable. Il nous faut une aviation maritime et pour cela des navires porte-aéronefs. On vous a fait renoncer à vos droits souverains vous permettant d'avoir l'aviation maritime que vous estimez nécessaire à votre sécurité. Maintenant vous êtes limités, vous n'avez plus droit qu'à un tonnage plus de trois fois trop faible pour vos porte-aéronefs, mais il faut vous tenir tranquilles, avoir du tact et vous taire devant la compétence d'une amirauté responsable. Jugez ce qualificatif et voyez si l'on ne devrait pas dire : Amirauté irresponsable.

J'allais oublier de signaler une autre prohibition contenue

dans le traité : Les croiseurs ne devront pas avoir de canons d'un calibre supérieur à 24 centimètres.

Les croiseurs étant par définition des navires destinés à s'enfuir à grande vitesse hors de la portée d'armes contre lesquelles ils sont mal protégés, j'aurais trouvé logique, si j'étais un amateur sérieux des bâtiments de surface, d'armer les croiseurs de canons plus gros que ceux des cuirassés d'après-guerre. Pourquoi? parce que grâce à leur vitesse ils peuvent se tenir des gros navires à une distance telle que les projectiles de ces derniers ne puissent pas les atteindre.

Je comprendrais donc des croiseurs avec une artillerie évidemment moins nombreuse, mais ayant une portée plus grande que celle des cuirassés. Voilà pourquoi je trouve ridicule pareille limitation du calibre des canons sur les croiseurs, et j'aurais aimé à savoir qu'on en avait parlé à la Chambre ou au Sénat.

M. Guernier réserve la question des règles à établir pour éviter toute barbarie dans la guerre sous-marine. Nous ferons comme lui, bien que contrairement à une opinion exprimée par M. Lémery au Sénat, nous pensions que cette question soit difficile à disjoindre des articles prévoyant un armement pour les navires marchands. Quand on est armé on est soldat ou franc-tireur. La protection des droits de la civilisation ne peut être justifiée sans que les bénéficiaires d'une telle sollicitude se soumettent à des règles strictes, qui devront pour être honorables, faire tenir également pour pirates ceux qui d'un côté ou de l'autre ne les observeraient pas.

Dans la suite de l'intéressant document auquel nous avons tant emprunté, se trouve une démonstration qui mérite de retenir l'attention. Elle met nettement et rapidement en évidence que « pas plus pour le tonnage de remplacement que pour le tonnage des bâtiments maintenus en service, il n'a, quoi qu'on ait dit et écrit, été fait aucune faveur à la France ». On a voulu donner à croire que nous n'avions droit, d'après le système appliqué, qu'à 102 000 tonnes de capital ships, alors que par cette formule on trouve qu'il nous en revient 165 000.

Et M. Guernier termine son étude par une remarque qui doit mettre d'accord les « Grammatici », dont M. le

commandant Le Cour-Grandmaison parlait plaisamment à la Chambre : Si les Capital Ships sont de 35 000 tonnes ainsi qu'on nous a invités à le concevoir, s'il est question du *Post-Jutland Type*, ou, pour parler notre chère langue française, de cuirassés d'après-guerre, on voit aisément que les 175 000 tonnes qui viennent d'être ratifiées ne nous donneront que cinq cuirassés ou croiseurs cuirassés. De l'aveu même des plus opiniâtres défenseurs des bâtiments de surface, cinq navires de ce genre ne peuvent constituer une escadre, la moindre escadre de ligne digne de ce nom devant, disait l'amiral de Bon, se composer de huit navires au moins.

M. Guernier est donc amené à conclure :

« Remarquons enfin qu'à raison du petit nombre d'unités qui lui sont allouées, la France est pratiquement dans la nécessité de se priver d'avoir à la fois des croiseurs de bataille et des cuirassés. »

Il aurait dû dire qu'elle ne pouvait avoir ni croiseurs ni cuirassés.

Je vais plus loin que lui et je prétends que la France est maintenant forcée, même si elle avait des raisons de croire aux navires de surface, de trouver dans son aviation et dans ses sous-marins tous les moyens de garantir son honneur et sa liberté. Elle doit le faire sans retard. Elle ne doit plus consentir à Washington ou ailleurs à de nouvelles limitations entravant ses armements aériens ou sous-marins. Nous croyons avoir montré suffisamment qu'on avait commis une folie en laissant réduire à un chiffre ridicule le tonnage global des porte-aéronefs. La France doit maintenant supprimer toutes les dépenses de la marine qui ne sont pas exclusivement consacrées à nous défendre dans l'air et sous l'eau. Elle doit nous former des jeunes officiers et des équipages capables de mettre en œuvre cette nouvelle marine. Elle doit supprimer dans ses écoles et dans sa hiérarchie tout ce qui ne nous conduira pas à ces résultats si désirables.

Nos deniers ne doivent pas être gaspillés.

Le temps presse.

BENOIST D'AZY

TABLEAUX DE PARIS

Le Duc de Luynes. — Un Français, l'homme de sa race, de son rang, de son nom, tel exactement qu'on pouvait se l'imaginer d'après ses titres et la situation considérable occupée par les siens, les charges qu'ils remplirent si brillamment, cette fortune éclatante, comme l'Histoire en enregistre parfois et dont les fastes donnent à certains noms un éclat métallisé.

Il était charmant et frêle, comme si tant de splendeurs anciennes eussent trop lourdement pesé sur ses épaules. Mais il était de ceux qui ne refusent pas une tâche et qui, l'ayant reçue, s'efforcent de la subir avec dignité, dans toute son importance, mais en considèrent les buts diminués, avec une ineffaçable tristesse.

Une épithète de M. Robert de Flers qui s'applique particulièrement à lui, un de ces mots qui ne trouvent que bien rarement leur destination et qui tombent avec la grâce brillante d'une goutte de pluie sur le pétale d'une rose, est le mot *gentillesse* qu'il lui décerne ce matin, dans ce sens de l'ancienne *gentillezza*, qui exprime si parfaitement le cavalier, le chevalier français.

Lorsque son père fut tué à la bataille de Patay, il n'était encore qu'un bébé et dans la mélancolie de ce regard bleu demeuré juvénile se lisait le sentiment de l'enfance attristée par l'ombre d'une grande mort et qui laisse tôt la marque d'un devoir accablant. Cette mort glorieuse, qui avait voilé son enfance de tristesse, se dresse à nouveau devant lui au

début de 1918. La guerre l'avait privé de père, une nouvelle guerre le prive de fils. Toute sa vie tient entre ces deux morts qui l'épuisent, l'une dans sa croissance, l'autre dans sa maturité.

C'est à Dampierre qu'il fallait le voir, dans ce château illustré par les siens, qui l'avaient de génération en génération embelli, peuplé de souvenirs, tantôt inestimables à tous les yeux, tantôt chers au cœur seulement. De la vaste salle du premier étage où son grand-père fit peindre par M. Ingres deux grandes fresques sur le thème de l'*Age d'Or*, un *Age* qu'Honoré de Luynes n'aura point connu, à la bibliothèque qui tenait tout un corps de bâtiment au-dessus des communs, il savait faire les honneurs de sa demeure avec une grâce qui paraissait plus exceptionnelle d'être offerte avec tant de simplicité. Il semblait l'émanation de ces choses qui avaient été rassemblées par tant de Luynes dont il poursuivait avec cette distinction et ce modeste effacement la grandeur, comme la fragile et friable hostie incarne la personne de Dieu.

La bibliothèque est l'un des charmes de Dampierre. Elle avait été installée dans l'état où elle se trouve encore par ce grand-père si amateur d'intelligence et de souvenirs, qui avait fait élever, dans une pièce du rez-de-chaussée, une sorte de monument à la mémoire du roi Louis XIII, à l'affection de qui la famille devait, sinon sa noblesse, du moins l'éclat qu'une telle faveur lui avait assuré.

La statue du roi, sculptée par Rude, est fondue en argent et les murs disparaissent autour d'elle sous une épaisse draperie de velours bleu fleurdelysée d'argent. Cette sorte d'hommage relève davantage de la chapelle que du salon, cependant elle n'est pas sans magnificence. Après tant d'éloignement déjà, l'évocation du bienfaiteur à ce point honoré renouvelle indéfiniment son prestige dans cet oratoire élevé par la reconnaissance. De tels témoignages sont rares. Les petites dames d'à présent préféreraient certainement à ce décor sévère un boudoir de plus; sa pompe quasi funèbre contribue à donner plus de poids à ce fardeau d'une dette que des êtres élus savent seuls supporter et même alourdir.

Dans la bibliothèque, les manuscrits, les livres précieux abondaient. La correspondance de la reine Marie Leczinska avec la duchesse de Luynes est précieuse. La reine, qui

s'ennuyait à Versailles, fuyait fréquemment le vide doré et scintillant de la cour, où tant de femmes se disputaient la faveur du roi, pour venir retrouver à Dampierre une amie auprès de laquelle elle trouvait cette intimité sereine qui partout ailleurs lui faisait défaut. Lorsque la reine demeurait plus d'une journée, elle faisait apporter ses draps de lit. Peut-être les lui apportait-on selon une étiquette prescrite, sans qu'elle eût à s'en préoccuper? Dampierre possède encore ainsi des draps aux chiffres de Marie Leczinska.

Causer avec le duc de Luynes dans cette bibliothèque, en regardant les autographes ou les miniatures persanes, par quelque après-midi de printemps où il venait de Paris passer une après-midi à Dampierre, était un plaisir rare. A cause de cette « gentillesse » exprimée par M. de Flers et qui était inépuisable, multiple. Les individus de valeur font de leurs vertus non plus une *qualité* isolée, comme une seule fleur annuelle à l'extrémité d'une tige, mais un massif de rameaux dont le nombre de corolles ne se peut compter et qui, toutes pareilles, prennent cependant le soin de s'ouvrir toujours différemment.

Il avait des dons pour tout, mais il était de ceux qui considèrent le temps présent avec les yeux de leurs arrière-grands-pères. Comme tous les êtres sensitifs et meurtris, auxquels la vie n'a point donné tout ce qu'elle promettait, il écrivait des lettres émouvantes, d'une fine écriture qui ne variait point...

La vie contemporaine ne pouvait lui offrir aucun des éléments qui eussent correspondu à la mentalité que la naissance lui avait créée. Il se sentait inutile et la bonté, la noblesse de son cœur en souffraient. Il préférait alors devenir un inconnu et se perdre dans la foule ou du moins avait-il le sentiment de pouvoir oublier un instant qu'il n'avait pas vécu sa vie, qu'il était en quelque sorte prisonnier de cette éclatante reconnaissance que les siens avaient marquée au fils de Marie de Médicis et d'Henri IV et dont il ne supportait plus, lui, le dernier descendant, que les charges.

Image très pure, qui ne sortait par aucun côté de son cadre. Visage d'une lignée qui commence par des portraits de Rubens, en pourpoint de chasse ou cuirasse, et qui se termine par ce pastel aux nuances si délicates, qui révèle

quelque chose de la main torturée de Toulouse-Lautrec sous la pâleur.

Il meurt d'une maladie de cœur. Quel autre mal pouvait être plus seyant à ce mort? Et pendant son agonie qui dura six semaines, chaque jour, il se faisait raser, se levait, se sachant perdu, chaque jour un peu plus épuisé, plus effacé, mais par grande politesse et bonté, souriant toujours à ceux qu'il allait quitter et à la mort qui le regardait venir.

***

L'Exposition de mains et de pieds. — Nous sommes dans un temps où les jours sont devenus trop courts, l'homme vit à l'étroit dans les soixante minutes d'une heure. Un portrait se *brosse* en quelques rapides rencontres. Où donc les modèles trouveraient-ils les loisirs nécessaires pour donner à leurs peintres le nombre de séances qui leur seraient indispensables? D'un bout à l'autre de l'échelle sociale, la valeur du temps s'est autant modifiée que celle des monnaies et, sur le cadran des pendules, les chiffres romains n'ont, pas plus que le franc sur les tableaux des changes, la signification de jadis.

Le nombre d'études de mains exécutées par un artiste comme Watteau, par exemple, qui mourut jeune, et par tous les maîtres d'autrefois, est stupéfiant. Leurs cartons en débordaient. Le carton, cette grande réserve du peintre, le carton n'existe plus. On ne fait plus ce qu'on appelait des *études* pour un tableau. Tout ce qui se peint, pochades ou travaux plus complets, est destiné à la vente. On les encadre, on les expose et nous les retrouvons chez les marchands.

Ainsi la production moderne a pris bien souvent cet air bâclé, inachevé, improvisé, qui peut offrir des agréments, refléter la rapidité, l'exubérante fantasmagorie des jours que nous vivons, mais ne saurait guère offrir de chances de durée véritable. Elle semble devoir s'effacer avec ces modes si fugitives qu'elle essaie de fixer. Une des vérités de l'art qu'on ne semble pouvoir annuler, c'est que le temps ne respecte que ce qui fut fait en collaboration avec lui.

C'est une idée de poète et qui devait venir à cet écrivain d'inspiration toujours saine et qui aime et apprécie les nuances,

M. Jean-Louis Vaudoyer, d'organiser au bénéfice d'une bonne œuvre un petit Salon de maîtres anciens ou modernes, exclusivement consacré aux études qu'ils ont faites des pieds et des mains.

Il y a bien aussi les oreilles, qui forment la trinité de ces « portions » du corps humain qui sont pour les artistes des écueils insoupçonnés des profanes. Les « modernes » ont renoncé pour la plupart à vaincre la difficulté et nous devons désormais, pendant un temps qui n'est pas limité, nous contenter d'une sorte de symbolisation de la personne où les mains ne sont plus qu'une tache, une forme escamotée et les oreilles deux ou trois touches de couleur rapidement indiquées. Les pieds ont subi le même sort. Ils n'existent plus guère sur les toiles qu'à l'état d'indication. Les études anatomiques nécessaires, la continuité de l'application, le labeur acharné, l'observation minutieuse et persévérante de la réalité pouvaient seuls permettre aux peintres d'exécuter ces mains où l'on devine l'ossature sous la chair et le cours du sang à travers l'épiderme.

Des Grecs à Rodin, de Mantegna à Van Dyck, d'Antoine Watteau à M. Ingres, de Bouchardon à Chinard, de Demarteau à Helleu, de Largillière à Besnard, de la Tour à la Gandara, les mains de femmes, les pieds des divinités et des grâces, ceux de l'Athénienne du siècle de Périclès et de la Parisienne du temps d'Edgard Degas, furent rassemblés là, dans trois petites pièces, comme des fleurs de prix dans une serre — et il y avait quelques instants heureux à passer pour ceux qui ne considèrent pas le monde sans répit, comme on aperçoit les paysages de la fenêtre d'un rapide.

***

Le Grand Comédien. — Son « métier » est si solidement établi qu'il peut jouer n'importe quel rôle, sans que personne suppose qu'il y ait une raison pour que « ça ne dure pas » toujours. Dans ce *métier* si extraordinaire, le mouvement se réduit chaque saison à quelque chose de moins, tout en produisant le sentiment de quelque chose de plus.

Dans *Après l'Amour*, au Vaudeville, il est impossible de

se rappeler de Lucien Guitry plus d'un geste par acte et encore je ne suis pas bien certain que ce ne soit pas le même à chacun. Mais dans le ramassé de ce cou, dans ce front incliné, dans ce masque solide, lourd, quel regard et quels traits gravés, quel dessin des lèvres contractées!

Parfois, sous son ample manteau, cette large pèlerine qui le drape, il semble condamné à l'immobilité, au silence. On croirait une de ces splendides locomotives qui emportent à cent kilomètres à l'heure des trains de luxe vers le soleil et les côtes azurées, soudain captive d'une avalanche. Le géant d'acier, gonflé de feu et de vapeur brûlante, affronte la muraille de neige. Malgré l'agilité de ses souples bielles, malgré la fureur contenue dans sa poitrine, il doit être vaincu. Pourtant, il a pris un nouvel et invisible élan, l'obstacle frémit, il se lézarde, il s'abîme, il s'effondre et la locomotive avance, repart, emportant son convoi hermétique et mystérieux vers les régions où l'air est doux, l'haleine de la mer chargée de vie...

De M. Lucien Guitry, pas un spectateur qui se demande l'âge. Il est toujours l'homme de son rôle et chaque rôle devient sa création. Il fait penser à ces héros de Balzac qui sont bâtis sur une autre échelle que les individus qui nous entourent et brûlent d'une fièvre particulière; leur température est toujours à un degré de plus que la normale ou davantage, et s'ils serrent le poing ou contractent les sourcils, ils brisent un membre ou perdent un ennemi.

Il n'existe pas apparemment de modèles, de types, qui leur soient analogues ou qu'ils ne dépassent. Au milieu de ses contemporains de la scène, Guitry donne le sentiment du spécimen unique et de première grandeur.

Quel dommage qu'il ne doive rien rester des comédiens, après eux, si fêtés qu'ils aient été par leurs contemporains, rien que certaines traditions, des portraits et les attestations laissées par ceux qui les applaudirent. Vague, nuageux bagage.

La mort récente de Suzanne Reichemberg, que je n'ai vue jouer que deux fois, en renouvelle l'exemple. Les jeunes générations l'ignoraient. Je suppose qu'elle possédait, comme Lucien Guitry, cette science, aujourd'hui quasi

disparue, à la Comédie-Française même, cet art de dire, ce jeu entraîné, comme celui du sportif, par l'étude. Elle devait « transposer » avec art; établir un rôle avec ce soin qui fait qu'on peut entendre agréablement plusieurs fois la même pièce, parce que l'artiste saura vaincre chaque soir la difficulté avec le même bonheur.

Mais qui pourrait changer l'ordre établi? Le comédien récolte instantanément le bénéfice de ses efforts et de son talent, le bruit et la curiosité de ses contemporains l'environnent d'un halo qui évoque celui dont les princes seuls étaient jadis entourés, mais ce brillant appareil se dissout à leur retraite, comme une vapeur au soleil du matin. N'en est-il pas ainsi de la plupart des plaisirs? Faire la joie de ses contemporains comme aussi récolter leurs bruyants suffrages, n'est-ce pas déjà beaucoup? Leur donner tour à tour des images vivantes et surhumaines, être pour eux Agnès, Tartufe ou Alceste, après tant d'autres, en leur laissant l'impression qu'aucun ne le fut jamais avec cette maîtrise et ne saurait plus l'être par la suite, n'est-ce pas une suffisante et flatteuse consolation?

***

Le Bal banal. — Un titre charmant, qui ne faisait point d'avances, ne promettait guère, ne battait pas la grosse caisse et se contentait d'appeler d'un clin d'œil. Et puis, organisé par les artistes russes, en ce Montparnasse qui semble avoir à Montmartre ravi le privilège de l'exotisme intellectuel et esthétique. Pour un non-habitué de Bullier et de ces fêtes, c'était un peu comme d'être transporté à Nijni-Novgorod ou, par instants, dans un hall de quelque port coréen où se seraient trouvés mélangés autant de Japonais que de Russes. Rapprochements qui pouvaient inspirer des craintes.

Paris est comme l'océan, il a des régions sans limites, on y peut jeter à l'improviste des filets, le regard découvrira des mélanges inconnus dans ces pêches miraculeuses. Songez à tout ce que peut attirer de Russes différents, dans leur exil, un bal à Bullier, au bénéfice d'une *Caisse de Secours des Artistes russes*. Tous les âges, d'abord. L'exil, qui fait blanchir

plus vite, efface les distances comme aussi la naissance ou l'argent. Quelle société nouvelle sortira de ces expatriés? Combien resteront chez nous, si « les choses s'arrangent jamais »? Ce soir, beaucoup se sont costumés, à la vérité misérablement, mais parfois avec drôlerie. Sous les oripeaux, on peut discerner encore la classe, mais qu'il devient difficile dans un tel mélange de s'y reconnaître avec les femmes, maintenant qu'elles se sont coupé les cheveux!

L'odeur même est exotique, sibéro-asiatique. On retrouve au fond de l'air des relents de saumure et de thé, du poisson séché, des peaux de rennes et cette senteur de bois pâle qui sert aux exportations du Japon; puis, les exhalaisons de ces chevelures soulevées, de ces oripeaux d'atelier ou qui dormaient au fond des malles... Les Japonais, quelques-uns élégamment cubistes, dans des kimonos barbouillés de traits géométriques. ont arboré un *claque* du meilleur chapelier de *Bond-Street*, J'en aperçois deux costumés en couple de bigoudens qui dansent gravement des pas qu'on voit esquisser par des femmes de Pont-l'Abbé ou de Douarnenez sur des toiles de M. Lucien Simon ou de Lemordant.

Un bal quasi de famille dans une gare, entre Moscou et le Caucase. Puis, vers minuit, le public est devenu si dense, insensiblement, que les couples évoluent difficilement. Des artistes paraissent qui sont la gloire de cette province de Paris et qui émergent de ces inconnus aux types si marqués déjà. Foujita *vêtu*, si l'on peut dire, en Amour, dans un maillot rembourré avec, au milieu du dos, des ailes transparentes. Mais, toujours, ce caractère d'exotisme, de « passé les frontières », si frappant, si habituel, aujourd'hui, que longeant les boulevards, de la Concorde à l'Opéra, par un bel après-midi de soleil où de nombreuses voitures étaient ouvertes, il ne me semblait plus voir, dans cette population si mêlée, que les sergents de ville, *exclusivement*, qui offrissent encore le type français!

Et dire que des Parisiens prétendent ne pas savoir où aller le soir et pourraient être ici à regarder le grouillement de cette ruche internationale et pourtant assimilée, où l'on est probablement artiste avant tout! Spectacle qui n'est plus comme certains d'avant-guerre où les étrangers, nombreux

certes, donnaient l'impression de n'être cependant que de passage. Au contraire, ceux-ci ont toutes les apparences d'avoir élu la France pour y vivre, comme Van Dongen, qui arrive en veston, comme ces Américains, ces Japonais, ces Russes, ce Foujita en amour rose, avec sa perruque noire et drue, ses lunettes, sa courte moustache comme hachée sous le nez et, dans le dos, ses ailes tremblantes.

Le *Bal banal*, ce titre modeste n'était pas mérité, mais il est excellent, et tandis que les orchestres jouaient des airs d'Amérique, je regardais comme d'autres, autour des tables, M. Valéry Larbaud, M. Paul Morand, M. Fargue, mademoiselle Monnier, ces masques, ces travestis bizarres, ces Peaux Rouges et ces Persans et ce bal qui avait encore des airs Gavarni, mais dont les figurants, en levant leur masque ou se plongeant dans l'eau, nous fussent apparus sous des dehors bien surprenants avec leur véritable épiderme, leur vrai poil, et, dans les yeux et sur la figure, tous leurs ancêtres des quatre coins du monde...

***

La première mouche. — Le rayon de soleil s'allonge sur le bloc de papier, tandis que contre la vitre de la fenêtre se cogne une première mouche, lourde, derrière la soie des rideaux. Quelque rescapée de l'an passé, une mouche assez dure, dont les ailes font entendre de secs frémissements. Sur le haut de quelle bibliothèque a-t-elle passé l'hiver, cette mouche de l'autre été?... L'autre été, qu'on imagine avec le recul, sans chercher pourtant à éveiller des souvenirs précis, tissé derrière nous, comme sur une trame d'or.

Mais la mouche, contre la vitre chaude et ensoleillée, dans l'abri tiède des rideaux, la mouche déjà, du sec frissonnement de ses ailes, tisse le nouvel été qui approche, avec ses chaleurs, ses ensoleillements et ses ombres.

Et, sur le rouleau de pianola qu'une enfant déroule dans la pièce voisine et que je viens d'aller regarder, une abeille écrasée passe, tombe en poussière, en poussière mêlée à la poussière des sons, à la musique de l'autre été. *Rag time*... Air nègre... Cannes à sucre, madras, balancement des hanches, dents blanches, soleil, chaleurs...

***

Une innovation. — Les « amateurs » se groupent à quelques-uns pour exposer certaines toiles de leurs collections. Ils ont loué une salle, celle de la Chambre Syndicale des Antiquaires, et disposé avec tous leurs soins les tableaux qu'ils se plaisent à faire admirer au public dans l'espace attribué à chacun d'eux. On devait jadis attendre sa vente, en admettant qu'on s'y résignât ou qu'on y fût contraint de son vivant, pour exhiber au public l'ensemble des œuvres d'art, curiosités, antiquités, etc., réunies au cours d'une existence forcément assez longue déjà. Les collectionneurs ne faisaient les honneurs de leurs salons ou de leurs galeries qu'à des familiers, des amis ou, tout au moins, des personnes amenées par ceux-ci et agréées à l'avance. On en connaît même qui montrent tant de susceptibilité et témoignent d'une sorte de jalousie amoureuse si marquée, qu'ils ne souffrent guère devant leurs vitrines et leurs tableaux que ceux qu'ils ne peuvent décemment mettre dehors.

Nos contemporains innovent. Le charme des objets, leur valeur artistique ne suffisent plus à étancher la soif d'inconnu et de beauté des collectionneurs. Ils veulent des satisfactions plus matérielles. Il existe une *cote* pour l'œuvre d'art. Elle subit des montées et des baisses identiques à celles des valeurs industrielles ou de spéculation. Pour élever la cote d'un tableau, il faut prouver qu'il se vend bien, qu'il se place en bonnes mains, qu'il est recherché par les connaisseurs et les gens de goût et persuader ainsi ceux qui voudraient s'en rendre acquéreurs à leur tour, que cette valeur est de *tout repos* et va monter.

Cette première exposition collective montre combien le champ ouvert aux amateurs de peinture moderne est limité. Leurs choix se portent sur une dizaine d'artistes exclusivement, mettons quinze. On chercherait vainement chez ces dilettantes quelque découverte qui leur fût demeurée personnelle, quelque audace qui deviendrait typique de l'ensemble groupé par eux. Dans une période où l'on compte certainement trente petites expositions ouvertes à la fois, de septembre à juillet, il semblerait qu'on pût découvrir, de

temps en temps, quelque toile signée d'un nom nouveau, sinon inconnu. On croirait que ces créateurs de musées privés ont la même mentalité, le même âge, les mêmes préoccupations. Ils font penser à ces femmes qui ne s'habillent qu'avec les modèles de certains couturiers, sans rien y ajouter d'elles-mêmes. Quelle uniformité! On doit mourir de malaise en retrouvant ainsi chez soi ce qui se voit chez tant d'autres.

Cette exposition de la rue de la Ville-l'Evêque est à ce point de vue intéressante, en dehors des beaux portraits de Renoir, de quelques Gauguin, des Vuillard, de certaines toiles qui tranchent sur la monotonie de l'ensemble, *la femme à l'ombrelle verte*, de Claude Monet, des Cézanne... Mais, pour les artistes vivants : dix fournisseurs, ce qui est tout de même trop peu. Il existe des peintres, d'un génie contestable, inégaux sans doute, mais possédant un métier parfait, et qui ont peint, même accidentellement, des toiles qui émergent de la médiocrité où les condamnent trois ou quatre marchands, en dehors desquels il semble que les amateurs, ou qui se croient tels, n'osent risquer un achat. Et c'est là qu'apparaît le grand souci financier de la plupart, hélas! de ceux qui *aiment* aujourd'hui la peinture. Ces amours ressemblent à des mariages de raison. Le collectionneur veut bien admettre une nouvelle épouse dans son gynécée, mais il faut qu'elle apporte en dot de sûres « espérances ».

***

Semaine anglaise. — Le premier Samedi de printemps au Bois de Boulogne, vers quatre heures du soir. Autant de monde le long des *Acacias* et autour du Lac qu'un dimanche d'avant les automobiles et le métro. Les arbres sont encore sans feuilles, mais la masse supérieure des taillis offre des tons mauves et des gris d'une délicatesse qui ravit, sur un ciel à l'azur romain. L'eau du lac est opaline et fluide, des barques aux rameurs impétueux le sillonnent comme, au confluent du *Grand Canal* et de la *Giudecca*, les navigateurs minuscules du Guardi. Le plaisir est dans l'air.

Les promeneurs du dimanche portent dans les yeux la mélancolie du lundi. Ceux du samedi, de la Semaine anglaise,

ont devant eux la matinée du lendemain et toute une journée encore de chômage, d'inaction ou de course et d'imprévu. Le repos du dimanche, acquis depuis la Création du Monde, est banal, mais l'après-midi du samedi, c'est presque du fruit volé, et par ce temps, d'un mois en avance sur la marche des saisons, et qui a lui-même des apparences de ne pas appartenir à la journée, la population, qui s'est élancée hors des habitations et des rues, offre des attitudes et des expressions qui tiennent du ballet.

Et puis, si, théoriquement, le dimanche appartient encore de droit à la famille, l'après-midi du samedi n'est qu'à soi. Les jeunes gens qui possèdent une automobile ont invité des amis, des amies. La route de Suresnes et de Ville-d'Avray, jusqu'à Versailles, la côte de Picardie où l'on s'efforce de *gratter* ceux qui précèdent, offrent un cortège ininterrompu de petites voitures, de torpédos, dans lesquelles on s'est tassé comme on a pu, un cortège de jeunesse la parcourt, un long ruban humain, qui s'effile sur les côtés à bicyclettes et en side-cars, avançant dans un grand rythme cadencé, avec une sorte d'unanimité, d'allégresse, qui dissiperait les nuages sur les fronts les plus moroses.

La *livre* est à 92 francs, après être montée quelques jours plus tôt jusqu'à 117. Ces jeunes gens, employés ou chefs d'industrie, de banque, de commerce, ont perçu particulièrement la grandeur, la force de ce *redressement*, comparable à ceux qui finirent certains chapitres de la guerre.

L'air est bleu, blond et tiède, le soleil qui décline frappe de biais cette longue ligne d'autos qui courent devant elles, sans but, sans autre raison que de courir, de dépenser une belle fin de journée de printemps, de jouir de cet après-midi qui eût été spleenétique, morose, jadis, lent à tirer, avant cette coutume nouvelle, cette *semaine anglaise*, qui semble donner, dans les quelques heures de vacances supplémentaires qu'elle octroie, beaucoup plus encore qu'on n'en pouvait vraisemblablement espérer.

ALBERT FLAMENT

LA SITUATION INTÉRIEURE

ET LES ÉLECTIONS

Le gouvernement a fixé au 11 mai la date des élections générales. C'est celle qui correspond le mieux aux usages et elle est strictement conforme aux prescriptions de la loi. La Chambre qui siège présentement est en fonction jusqu'au 1er juin. Les élections ayant lieu le 11 mai, le second tour dans les départements où il sera nécessaire se fera le 26 mai. Lorsque les pouvoirs de l'Assemblée élue en 1919 prendront fin, la Chambre nouvelle sera donc toute prête à la remplacer. Pendant quelques jours, dans le courant du mois de mars, le bruit avait couru que le gouvernement songeait à proroger la Chambre. C'était une initiative peu vraisemblable de la part d'un chef de gouvernement aussi attaché à la légalité que M. Poincaré. C'était en outre une mesure extraordinaire que les événements ne justifiaient pas. Les pouvoirs de la Chambre de 1914 avaient été prolongés, parce que nous étions en guerre. Les circonstances ne légitimaient pas en 1924 l'usage d'une seconde décision exceptionnelle.

La situation intérieure, un peu agitée depuis le milieu de janvier, est redevenue beaucoup plus calme. On se rappelle que le 17 janvier [1], le gouvernement, préoccupé de l'aggravation de la crise des changes et de l'offensive contre le franc, avait soudain déposé des projets financiers qui avaient jeté dans le public un certain émoi. Il s'agissait d'augmenter les impôts par le vote du double décime, de faciliter les économies par le vote des décrets réglementaires, d'empêcher l'évasion

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 février.

fiscale par le vote du bordereau de coupons, de donner des ressources nouvelles à l'État par la suppression du monopole des allumettes. Ces projets avaient surpris et n'étaient pas à l'abri des critiques. Ils paraissaient hâtifs, et on pouvait se demander s'ils seraient efficaces. En outre ils s'inspiraient d'une politique financière dont on n'apercevait pas l'unité. Si la suppression d'un monopole, du plus faible des monopoles, paraissait manifester une nouvelle et heureuse tendance anti-étatiste, l'institution du bordereau de coupons promettait au contraire une périlleuse ingérence du fisc dans les affaires des particuliers. Prises en elles-mêmes, les mesures proposées par le gouvernement étaient vouées dès le premier jour à un examen sérieux. Mais ce n'était pas seulement les projets financiers qui étaient en cause; c'était à leur occasion toute la politique du gouvernement et en particulier sa politique intérieure à l'approche des élections, et sa politique extérieure à l'approche des négociations qui devaient suivre la réunion du Comité des experts. Le moment était venu où la Chambre désirait savoir quelles étaient les directions du gouvernement, quel programme il proposait à sa majorité et comment il concevait les conversations interalliées.

De là l'ampleur de la discussion qui a eu lieu à la Chambre durant tout le mois de février. A la vérité, le débat a été retardé par d'indéfendables longueurs, un excès de discours et de vacarme, et même parfois une intolérable obstruction. Mais il y avait cependant autre chose dans les préoccupations d'une grande partie de la Chambre. Il y avait, au moment de prendre une lourde responsabilité devant le pays, le désir légitime de savoir ce que le gouvernement voulait, s'il avait bien pesé toutes les conséquences de ses projets, s'il était sûr qu'il n'y avait rien de mieux à tenter. Le gouvernement d'ailleurs n'a rien voulu diminuer de l'importance de la discussion. Il l'a laissée se développer sur les sujets principaux, les régions libérées, les décrets réglementaires, le double décime. Lorsqu'il a été bien acquis que, sur ces questions essentielles, la majorité de la Chambre se rendait aux raisons du gouvernement, on peut dire que la controverse était close dès cet instant : et en fait après les longues séances consacrées aux articles principaux, le reste des projets de loi a été voté rapidement.

Il est apparu que l'examen général de la politique du Cabinet, complété par le discours de M. Poincaré sur la politique intérieure, et par quelques déclarations sur les négociations interalliées, se terminait par un renouvellement de confiance, exprimé par la majorité. Le gouvernement sortait vainqueur des semaines les plus difficiles qu'il ait connues depuis sa formation.

Restait la discussion des projets financiers devant le Sénat. Elle ne présentait pas le même genre d'intérêt que celle de la Chambre, car la Haute Assemblée ne pouvait songer à substituer une autre politique à celle du Cabinet et un autre ministère à celui de M. Poincaré. En outre, la situation était brusquement transformée par une nouvelle offensive contre le franc et par une hausse de la livre qui se poursuivait jusqu'à 120 francs. Dans ces circonstances le gouvernement sentait la nécessité d'agir vite. Il négociait avec les banques pour disposer d'une masse de manœuvre, destinée à être opposée à celle dont se servaient les adversaires du franc. Il insistait auprès du Sénat pour que les projets financiers fussent votés rapidement. Le problème était posé de telle manière qu'il ne s'agissait plus de savoir s'il était possible de recourir à de meilleures mesures, ou du moins de modifier les mesures proposées : les projets du gouvernement se trouvaient représenter publiquement, devant l'opinion du monde entier, l'effort que la France était disposée à accomplir pour remédier à sa crise financière; ils étaient symboliques et prenaient une valeur morale, autant qu'une valeur pratique. Il n'y avait plus qu'à les adopter, et le gouvernement ne manquait pas de les présenter comme des décisions temporaires, utiles pour parer à des difficultés momentanées. Le Sénat les votait avec quelques modifications sur lesquelles il finissait par se mettre d'accord avec la Chambre. Le 23 mars, les lois nouvelles étaient promulguées.

En même temps, et par l'effet des différentes mesures prises, les changes s'amélioraient, la livre de 120 francs repassait rapidement à 76 francs et paraissait devoir baisser encore. Une sorte de détente a succédé, dans la seconde quinzaine de mars, aux préoccupations des semaines précédentes. Il n'en faut pas conclure hâtivement que tout se trouve ainsi réglé.

Le sentiment général, qui répond aux réalités, est que dans un avenir prochain, le gouvernement et les Chambres auront une œuvre considérable à accomplir : économies, compressions de services, consolidation de la dette, régime des paiements aux régions libérées, les plus grosses questions sont en perspective. Mais il semble qu'après la défense du franc qui vient d'être victorieusement faite, après le vote des projets financiers, le gouvernement en ait fini pour quelque temps avec les difficultés intérieures, et qu'il ait pendant deux mois la liberté pour s'occuper des deux problèmes qui dominent toute la politique : la préparation des élections générales et les conversations avec les alliés.

***

Le trait caractéristique de la politique intérieure dans le temps présent est, sinon l'absence, du moins l'insuffisance des programmes et des partis. Les quatre années qui viennent de s'écouler n'ont pas été favorables à l'organisation des uns et des autres. Il est vrai que la politique extérieure a tout commandé et continue de tout commander. La nécessité d'une action dirigée principalement vers les affaires diplomatiques, vers le problème des réparations, vers les conversations internationales a relégué au second plan les questions purement intérieures. Lorsque la Chambre de 1919 a été élue, au lendemain de la victoire, s'était formée une union nationale, groupant des hommes ayant un passé différent, mais des préoccupations communes. Il en est résulté qu'en dehors de l'extrême gauche révolutionnaire, et de l'extrême droite patriote certes, mais anticonstitutionnelle et antiparlementaire, il n'y avait plus qu'une masse compacte, composée d'éléments divers, et assez stable pour former une majorité durable. Au cours de quatre années et malgré des fortunes diverses, cette majorité a persisté; elle compte plus de trois cents voix; elle dure encore, elle pourra se présenter avec force devant les électeurs.

Trois modifications principales se sont produites. Le groupe des clemencistes s'est séparé de l'union nationale, qui formait la majorité, et a fait une vive campagne d'opposition.

Mais cette opposition, qui ne s'accordait ni avec celle des socialistes ni avec celle des radicaux, et qui ne recrutait pas dans le centre les partisans qu'elle croyait pouvoir amener à elle, s'est exercée surtout au point de vue des principes, plutôt qu'au point de vue des résultats parlementaires. Les socialistes, d'autre part, qui dès le début de la législature se sont prononcés contre les gouvernements, ont pris peu à peu la direction de l'opposition de gauche et sont à l'heure présente le seul parti d'opposition constitué : les communistes en effet ne représentent qu'une minorité révolutionnaire soumise aux ordres de Moscou, et sauf le cas où ils symbolisent la somme des mécontentements, ils ont peu de prise sur l'opinion des masses; les radicaux socialistes d'autre part, affaiblis par leurs hésitations et dépourvus de programme propre, semblent aujourd'hui être adoptés par les socialistes bien plus qu'ils ne sont en état de les adopter eux-mêmes et de leur servir de guides. Enfin, et c'est du point de vue électoral le phénomène le plus important, le parti radical s'est divisé.

Le parti radical, battu aux élections de 1919, avait le choix entre deux politiques. Il pouvait rompre nettement avec le socialisme et rejoindre les forces d'union républicaine : c'est ce que nous indiquions ici dès 1920. Il pouvait rompre avec la majorité et rejoindre les socialistes. En fait il a hésité deux ans, et il a fini par se diviser. Aux élections de 1919, beaucoup de radicaux avaient figuré sur des listes d'union nationale; de 1919 à 1922, il y a eu des radicaux dans tous les cabinets, même dans les départements importants comme celui de l'Intérieur; de 1919 à 1922, les radicaux ont généralement voté pour les ministères qui se sont succédé. C'est en 1922, lors de la constitution du ministère Poincaré, que les divisions ont commencé. Des radicaux notoires ont refusé de faire partie du cabinet. M. Herriot, chef du groupe, a souvent voté contre M. Poincaré, tandis que M. Sarraut continuait d'être ministre de M. Poincaré et que les radicaux du Sénat continuaient de soutenir le gouvernement. Cette absence d'unité n'était que le signe d'une absence de politique. Une heure est venue où il a fallu sortir de la confusion. Le Comité exécutif a exilé du parti M. Sarraut et plusieurs radicaux; un groupe dissident est en formation; les votes du Sénat ont montré

qu'il se produisait une évolution de l'ancien radicalisme, dont une fraction au moins s'est nettement rapprochée du gouvernement.

Dans ces conditions, le cartel des gauches éprouve quelque difficulté de se former, et là où il se forme, c'est surtout au profit des socialistes. Si l'on excepte quelques départements méridionaux où les alliances répondent plus à des habitudes qu'à des doctrines, on peut dire que le programme du cartel des gauches, quand il est clairement exprimé, ne représente que le programme socialiste. Quand on ne peut pas le considérer sous cet aspect, on a bien de la peine à distinguer ce qu'il est. M. Herriot, comme, d'ailleurs, M. Painlevé, proclame volontiers qu'il n'est ni communiste ni internationaliste, et à lire certaines des déclarations des personnalités principales de la gauche, on attend parfois cette conclusion que leurs idées sont voisines de celles du gouvernement. Or la conclusion est toute contraire, et les chefs de la gauche terminent toujours en manifestant leur volonté de lutter contre la majorité d'union nationale. En réalité, ils représentent un personnel politique ancien, qui a un passé, des habitudes de langage, des formules souvent un peu hors d'usage. Mais quand on en vient aux grands problèmes de la politique, à la question des réparations, ou à celle de la sécurité et de l'application du traité, ils ne tiennent pas des propos contraires à ceux du gouvernement. Ils paraissent différer par les méthodes plus que par l'objet à atteindre. Encore faut-il noter que M. Herriot lui-même a déclaré qu'aucun gouvernement ne pourrait prendre l'initiative d'évacuer la Ruhr avant un règlement des problèmes en suspens, et M. Poincaré a pu faire à la tribune la même déclaration sans être contredit. La grande incertitude du parti radical depuis quatre ans a résidé en ceci qu'au point de vue intérieur, par les solutions économiques et financières, il était tout près du socialisme, mais qu'au point de vue extérieur, et en raison même de ses aspirations à gouverner, il ne pouvait prendre position absolument contre la politique du gouvernement. C'est ce qui permet de dire qu'aujourd'hui l'opposition n'est clairement représentée devant les électeurs que par les socialistes et les radicaux acquis aux tendances socialistes.

On peut donc prévoir qu'aux élections de mai 1924, en dehors des listes d'extrême droite et d'extrême gauche, il y aura surtout en présence, des listes d'opposition socialiste et des listes d'union nationale, et c'est entre les deux que la bataille principale aura lieu. L'union nationale, telle qu'elle se présente aujourd'hui, et malgré les modifications apportées par quatre années d'expérience, ressemble fort dans ses grandes lignes à celle de 1919. Mais il lui est sans doute possible d'avoir un programme plus précis, en prévision du grand travail qui attend la prochaine législature, et l'action du gouvernement peut être ici déterminante. Il est bien vraisemblable qu'au cours de la période électorale, M. Poincaré, chef du gouvernement et de la majorité, prononcera plusieurs discours où il définira les idées essentielles autour desquelles se grouperont les candidats. Les questions financières et économiques, celles qui touchent les impôts, l'équilibre budgétaire, la vie chère, les économies tiendront une place prépondérante dans les discussions de la prochaine Chambre. L'œuvre de demain serait grandement facilitée si la majorité élue avait par avance adopté certains principes, et si, par exemple, elle s'était nettement prononcée pour la liberté contre les monopoles, pour les économies et les impôts réels contre la fiscalité et l'impôt personnel, pour la restriction du rôle de l'État à ses attributions essentielles contre son intervention et ses empiètements. On aurait tort d'oublier que les mesures financières récemment prises ne représentent qu'une partie de la tâche qui est nécessaire, et que la prochaine Chambre sera appelée à se prononcer sur les problèmes économiques les plus importants et les plus difficiles. M. Poincaré doit parler prochainement : le discours prononcé à la réunion du parti républicain démocratique et social est la préface la plus autorisée de la campagne électorale; d'autres suivront, et c'est à la nation entière que le chef du gouvernement s'adresse.

***

L'Allemagne n'a pas changé d'état d'esprit. Les élections pour le Reichstag doivent avoir lieu le 4 mai. Tous les renseignements concordants laissent croire qu'elles seront beau-

coup plus nationalistes que les précédentes. Les partis de gauche ont perdu peu à peu leur force. La social-démocratie a subi au cours des derniers événements une crise véritable : elle pourra sans doute se reconstituer et réorganiser ses ressources très affaiblies présentement. Mais les dirigeants de l'Allemagne n'ont pas attendu ce renouveau pour fixer la date des élections, et il est vraisemblable qu'ils ne les ajourneront pas davantage. L'influence appartient aujourd'hui aux grands industriels, aux hobereaux, aux universitaires nationalistes, aux généraux, à tout l'ancien personnel de l'Empire : ces maîtres sévères ne laisseront pas échapper l'occasion de ressaisir l'opinion et d'obtenir des élections qui leur soient favorables. Un incident comme l'emprisonnement du professeur Quidde en apprend long sur l'état d'esprit germanique. Le professeur Quidde est un vieillard, qui pendant la guerre a eu une attitude très indépendante et qui a osé récemment dire que l'Allemagne devait observer le traité. Il n'en a pas fallu davantage pour qu'il fût quelque temps arrêté. La politique allemande est inspirée avant tout par une volonté de révolte contre le traité; elle recourt à une campagne d'excitation contre la France; elle ne craint même pas les fausses nouvelles, comme la publication d'un prétendu traité entre la Tchéco-Slovaquie et nous; elle laisse se répandre des espérances qu'entretiennent les efforts connus du public pour reconstituer un matériel et une armée.

Cette situation confère une importance particulière aux négociations qui vont s'ouvrir entre Londres et Paris. Le rapport du Comité des Experts est prêt : il servira de point de départ à des conversations qui dépasseront vite les questions spéciales des paiements de l'Allemagne, des emprunts et des annuités. En vérité c'est la question même de la paix, et de l'avenir de la paix qui est en cause; tous les gouvernements alliés, tous les peuples alliés attendent avec recueillement l'issue des conversations qui présentent cependant de grandes difficultés. Mais l'opinion générale demeure confiante parce qu'il paraît impossible que lorsque de si grands intérêts sont en jeu, l'occasion puisse être perdue de rendre au monde un peu de l'apaisement qu'il a cherché en vain au cours de ces dernières années. Le destin donne à M. Poincaré cette

grande mission d'achever l'œuvre qu'il a entreprise en négociant et en réussissant le règlement général que tous les pays appellent de leurs vœux. M. Poincaré a certainement assez d'autorité pour faire accueillir par l'opinion française les solutions qu'il jugera sages et acceptables. Les espoirs que font naître et les travaux du comité des Experts et les négociations interalliées auront certainement leur influence sur les élections. La justification de la politique soutenue par la majorité sera éclatante, si elle se termine par cet arrangement interallié, qui est depuis des années l'objet de tous les efforts. Mais encore ne faut-il pas s'attendre à des résultats rapides et escompter des solutions trop prochaines. La question de la sécurité, à elle seule, quelle que soit la bonne volonté de M. Ramsay Mac Donald, pose un certain nombre de problèmes qui ne se résolvent pas en un jour. Les négociations interalliées réclament une série de conversations que les gouvernements conduiront selon leur méthode, et à l'égard desquelles l'opinion publique, si passionnée qu'elle puisse être, ne devra montrer ni trop d'impatience ni trop de curiosité.

Ce que l'on peut dire, c'est qu'un mois avant les élections générales, la nation considère les événements sans excès d'optimisme, mais avec calme. De grandes difficultés intérieures ont été surmontées en ces dernières semaines; la lutte qui s'est déroulée au Parlement, souvent vive, a été suivie par l'opinion publique sans trouble; la crise du franc, due à des causes multiples, n'a pas réussi à faire douter le pays de sa force productive, de ses ressources, de sa vitalité. Si la tournure prise par les conversations interalliées répond dans le courant d'avril aux espoirs qu'elles éveillent, l'opinion publique, sans cependant oublier le travail considérable que l'avenir réclame, aura le sentiment que le présent autorise la confiance.

La crise ministérielle qui vient de s'ouvrir inopinément au moment où nous écrivons et qui ne se prolongera pas, ne saurait modifier l'ensemble de cette situation.

ANDRÉ CHAUMEIX

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. André CHAUMEIX, Directeur de la Revue de Paris, 85 bis, *Faubourg Saint-Honoré. — Paris (VIIIe).*

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT.